● GÜNTER GRASS AUX PRISES AVEC L'HISTOIRE ALLEMANDE – Pages 14 et 15

N° 499 - 42e année — OCTOBRE 1995

LE MONDE diplomatique

32 pages - 20 F

Allemagne : 7 DM Antill./Guyane : 26 F Autriche : 60,00 ATS Belgique : 140 FB Canada : 4,50 $C Espagne : 475 PTA États-Unis : 4,25 $US G.-B. : 2,50 £ Grèce : 1 000 DR Italie : 6 500 lires Luxembourg : 140 FL Maroc : 28 DH Portugal (Cont.) : 680 PTE Réunion : 26 F Sénégal : 2 200 F CFA Suisse : 6 FS Tunisie : 3 200 m

Abonnements : voir tarif page 12

Publication mensuelle - 15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

Faux privilégiés vrais exclus (Pages 3 à 7.)

Un monde sans cap

Par IGNACIO RAMONET

EN cette fin de millénaire, nos sociétés se cherchent. Aucun des fondements des États ne semble épargné par une vague de remises en question. À l'échelle planétaire, les dirigeants actuels demeurent traumatisés par le brutal effondrement de l'architecture politique édifiée après la Seconde guerre mondiale. En Occident, tout un système de valeurs, établi à l'époque des Lumières, se trouve lui-même ébranlé par la fin de la guerre froide et par l'écroulement de l'Union soviétique. Nous affrontons une crise d'inintelligibilité : l'écart se creuse entre ce qu'il faudrait comprendre et les outils conceptuels nécessaires à la compréhension. Avec la disparition des certitudes et l'absence de projet collectif, faudrait-il se résigner à vivre ce que Max Weber appelait *« le désenchantement du monde »* ?

Un monde bousculé par de formidables mutations technologiques, par la persistance des désordres économiques et par la montée des périls écologiques. Ces trois faisceaux de troubles se traduisent, notamment, par un désarroi social, l'explosion des inégalités, l'apparition de nouvelles formes de pauvreté et d'exclusion, la crise de la valeur-travail, le malaise du pouvoir, le chômage de masse, la progression de l'irrationnel, la prolifération des nationalismes, des intégrismes, de la xénophobie, et, simultanément, par un essor des préoccupations éthiques.

Dans ce contexte de déceptions, deux nouveaux paradigmes structurent la manière de penser. Le premier est la *communication* (1), qui tend à remplacer la fonction d'un des concepts majeurs des deux derniers siècles, le progrès. Le remplacement de l'idéologie du progrès par celle de la communication brouille la mission même du pouvoir politique. D'où la rivalité centrale, et de plus en plus grinçante, entre pouvoirs et médias de masse.

L'autre paradigme est le *marché*. Tout désormais doit se réguler selon les critères de cette panacée ultime. Les « lois » de celui-ci succèdent aux lois de la nature, ou de l'histoire, comme explication générale du mouvement des sociétés. Les marchés financiers deviennent le modèle vers lequel tendent désormais tous les secteurs d'activité. Un tel système est planétaire, permanent, immédiat et immatériel ; il est le fer de lance de la mondialisation, phénomène majeur et déterminant de notre époque.

Au cœur de ce système : l'argent. *« L'argent prime*, constate l'économiste Michel Beaud, *on consacre à son soin plus d'intelligence et de ressources qu'à secourir les hommes en difficulté dans le monde. Plus que jamais, il devient dans nos sociétés le critère, le guide, la valeur suprême ; il fascine et aveugle* (2). »

Hasard, incertitude et désordre deviennent des paramètres forts pour mesurer la nouvelle harmonie d'un monde où la pauvreté, l'analphabétisme, la violence et les maladies ne cessent de progresser. Un monde où le cinquième le plus riche de la population dispose de 80 % des ressources, tandis que le cinquième le plus pauvre dispose d'à peine 0,5 %... Un monde enfin où le montant des transactions sur les marchés financiers représente environ cinquante fois la valeur des échanges commerciaux internationaux...



© Éd. FILIPACCHI

VICTOR BRAUNER. – « Naissance de la matière » (1940)

FASCINÉ par le court terme et par le profit immédiat, « maître marché » est incapable d'anticiper l'avenir des hommes et de l'environnement, de planifier l'extension des villes, de soigner la fracture sociale. *« La richesse ne peut se réduire au PIB par habitant*, admet aujourd'hui Ralph Dahrendof après avoir longtemps chanté les louanges du marché, *elle doit tenir compte de l'ensemble des conditions qui concourent à constituer le bien-être. L'exclusion est économiquement mauvaise, mais surtout socialement corrosive et politiquement explosive* (3). »

De nombreux citoyens demeurent à la recherche de sens et de valeurs. Une fois encore, chacun sent la nécessité de définir une finalité, un grand dessein. Car, comme l'observe le philosophe Jean-Luc Nancy, *« par-delà la fièvre d'une grande mutation technique, sociale et géopolitique, nous nous retrouvons sans sujet de l'histoire à opposer au cours des choses* (4) ». Comment mettre de l'ordre dans un monde qui explose de toutes parts ? Avec quels instruments intellectuels le comprendre ? A quelle rationalité, à quelle logique répondent les transformations en cours ?

L'information pourtant ne manque pas, qui voit son volume décupler d'année en année. L'explosion des médias, la multiplication des nouvelles télévisions, l'essor des techniques informatiques ouvrent, par ailleurs, la voie à de nouvelles pratiques liées à la connaissance, au savoir, à la création et aux loisirs. Une fois encore, un monde nouveau s'annonce... Mais déjà le capitalisme de marché s'en empare avec des moyens titanesques – songeons aux récentes mégaconcentrations Time Warner-Turner Broadcasting System ou Walt Disney-ABC – et dérobe à son profit tout ce que les technologies pourraient offrir pour l'épanouissement culturel des citoyens.

Ceux-ci, peu à peu, en France (où il y a trois millions de chômeurs, un million d'allocataires du RMI et, de fait, cinq millions d'exclus), admettent que l'optimisme historique est terminé, que nous entrons dans un monde où la régression, le drame et la tragédie sont possibles. Et que les dirigeants politiques ne maîtrisent nullement les problèmes. Alors, le formidable potentiel de révolte enfoui commence à gronder...

(1) Lire, à cet égard, « Médias et contrôle des esprits », *Manière de voir*, n° 27, septembre 1995.

(2) *Le Monde*, 6 septembre 1994.

(3) *La Repubblica*, 21 septembre 1995.

(4) *Le Monde*, 29 mars 1994.

UNE ÉLECTION SOUS HAUTE SURVEILLANCE

Dynamique infernale en Algérie

M. Liamine Zéroual, actuel chef de l'État algérien, a annoncé sa candidature à l'élection présidentielle du 16 novembre prochain. En l'absence de tout concurrent crédible, il se succédera vraisemblablement à lui-même, ce qui confirmera la mainmise de l'armée. Alors que la violence s'intensifie, il y a peu de chances que ce scrutin marque une étape dans le retour à la paix. La poursuite du conflit inquiète tous les pays du pourtour méditerranéen, notamment la France, qui a été récemment secouée par une vague d'odieux attentats dont les auteurs n'ont toujours pas été identifiés.

Seule la réconciliation nationale pourra mettre fin à la tragédie algérienne. Si les tentatives de dialogue engagées entre le pouvoir d'une part et les islamistes de l'autre ont jusqu'à présent échoué, les contacts ne sont pas rompus, quand bien même les politiques des deux camps se heurtent au jusqu'au-boutisme de leurs militaires.

Par LAHOUARI ADDI *

LES militaires qui, en janvier 1992, ont décidé d'annuler le second tour des élections législatives (1) remportées par le Front islamique du salut (FIS) n'avaient anticipé ni l'ampleur de la violence qui en résulterait ni la résistance déterminée des islamistes. Ils prévoyaient une agitation de rue de quelques mois, partant des mosquées, qui finirait par s'épuiser face à la répression et à la neutralisation des cadres les plus dangereux. Dans cette perspective, des « camps de sûreté » avaient été ouverts dans le sud du pays.

Pourtant, sur le terrain, la situation se détériora rapidement, échappant au contrôle des forces de sécurité. Les maquis s'étendaient tandis que se renforçait le terrorisme urbain particulièrement meurtrier pour les forces de l'ordre. Dans de nombreuses villes moyennes et villages, les policiers et les gendarmes se barricadaient de jour comme de nuit, tant étaient spectaculaires les coups de main des islamistes (2).

Néanmoins, en 1992 et 1993, les militaires restaient encore convaincus qu'ils pourraient éradiquer le terrorisme. Ils sous-estimaient trois facteurs : l'impopularité du régime et le soutien d'une partie de la population au FIS ; l'impact de l'annulation des élections, qui a servi de détonateur à une volonté longtemps refoulée chez les islamistes de recourir aux armes ; la solidarité familiale ou clanique ainsi que la révolte provoquées par l'ampleur d'une répression menée en dehors du cadre de la loi.

(Lire la suite page 20)

* Professeur associé à l'institut d'études politiques de Lyon-II, chercheur au Cadis-EHESS (Paris). Dernier livre paru : *L'Algérie et la démocratie*, La Découverte, Paris, 1994.

(1) *Cf.* Lahouari Addi, « Algérie : le dérapage », *Le Monde diplomatique*, février 1992.

(2) Lire les articles de Florence Beaugé et de Lyes Si Zoubir dans *Le Monde diplomatique*, respectivement de mars 1993 et de mai 1994.

DANS CE NUMÉRO :

Anniversaire...

« Hasard, incertitude et désordre, écrit Ignacio Ramonet, *deviennent des paramètres forts pour mesurer la nouvelle harmonie d'un monde où la pauvreté, l'analphabétisme, la violence et les maladies ne cessent de progresser ».*

Lire le sommaire détaillé page 28.

M 2136 - 499 - 20,00 F

UNE NOUVELLE LIVRAISON DE « MANIÈRE DE VOIR »

Médias et contrôle des esprits

LA *« pensée unique »* restera dans les annales comme LE concept de 1995. Mais être à la mode coûte cher. Détournée à des fins de campagne électorale, l'expression a perdu de son sens. Il importe donc de revenir aux sources – à tout le moins à l'une d'elles, *Le Monde diplomatique*. *« Qu'est-ce que la pensée unique ? »*, interrogeait Ignacio Ramonet dans l'éditorial du numéro de janvier dernier. Et de répondre : *« La traduction en termes idéologiques à prétention universelle des intérêts d'un ensemble de forces économiques, en particulier du capital international. »*

Comment les médias, anciens et nouveaux, servent-ils la dévorante ambition de ce *« moderne dogmatisme »* ? Fidèle à l'approche qui a fait son succès, le trimestriel *Manière de voir* (1) apporte une réponse à la fois globale et diversifiée en rassemblant une soixantaine d'articles et de recensions parus dans les trois dernières années.

Intitulée « Les nouvelles armes de la manipulation », une première partie s'attaque successivement au conditionnement journalistique (Serge Halimi), à la dénaturation de l'image (Edgar Roskis), au dévoiement des mots (François Brune), aux lacunes des statistiques (Alain Bihr et Roland Pfefferkorn). Sont aussi mis en cause les sondages (Emmanuel Souchier et Yves Jeanneret, Patrick Champagne), la communication (Robert Tixier-Guichard et Daniel Chaize) et la publicité (Emmanuel Souchier et Yves Jeanneret), sans oublier la drogue que deviennent les jeux (Ingrid Carlander) et la religion du sport (Jean-François Bourg).

Même le lecteur familier des réalités médiatiques sera surpris par la partie consacrée au « fascinant modèle américain ». Des chaînes hyperlocales (Yves Eudes) aux radios de la haine (Eric Alterman), en passant par l'irruption des images virtuelles dans les tribunaux, voilà des exemples concrets de l'utilisation des nouvelles technologies au service d'un véritable « prêt-à-porter idéologique » (Armand Mattelart).

Mais le principal apport de *Manière de voir* concerne les désormais fameuses (mais toujours mystérieuses) « autoroutes de l'information ». Le débat, souvent contradictoire, s'engage sur les véritables enjeux du multimédia : technologiques et économiques (Herbert I. Schiller, Philippe Quéau, Patrick Pajon, Asdrad Torrès), politiques et sociétaux (Armand Mattelart, Asdrad Torrès, Jacques Robin), juridiques et démocratiques (Philippe Quéau, Yves Eudes, Guy Lacroix et Daniel Naulleau), internationaux (Asdrad Torrès, Marc Ferro) et même philosophiques (Paul Virilio, John Berger).

NI nouveau dieu paré de toutes les vertus (technologiques, économiques, démocratiques), ni nouveau Diable au seul service de prétentions impérialistes, le « cyberespace » apparaît comme un terrain de combat, certes inégal mais riche de potentialités. Même pour le Sud, pourtant *a priori* marginalisé : c'est ce que montrent Carlos-Alberto Afonso et Roberto Bissio, récits convaincants à l'appui. Comment, par exemple, la militante écologiste indienne Vandana Shiva mit en difficulté, grâce au Third World Network, les manœuvres du président américain William Clinton sur la biodiversité...

DOMINIQUE VIDAL.

(1) « Médias et contrôle des esprits », *Manière de voir*, nº 27, août 1995, 100 pages, 42 francs.

Colloques et rencontres

• QUELLE POLITIQUE EUROPÉENNE POUR LA MONTAGNE ? *C'est le thème du* congrès de la Fédération française d'économie montagnarde, du 5 au 7 octobre, à Gresse-en-Vercors. *(FFEM, 3 rue Émile-Zola, 38100 Grenoble. - Tél. : (16) 76-46-37-37.)*

• RISQUES NATURELS, RISQUES DE SOCIÉTÉ. Autour de ce thème, les 6, 7 et 8 octobre, la 6e édition du Festival international de géographie de Saint-Dié-des-Vosges, le grand rassemblement de la communauté géographique mondiale. *(Hôtel de ville, BP 275, 88107 Saint-Dié-des-Vosges Cedex. - Tél. : (16) 29-52-66-78.)*

• LA SCIENCE EN FÊTE. Dans toute la France, 1 500 manifestations, organisées du 6 au 8 octobre par le secrétariat d'État à la recherche. *(Nathalie Cardeilhac. - Tél. : (1) 46-34-39-50.)*

• VINGT ANS D'ÉDITION À L'HARMATTAN. *L'éditeur fête son anniversaire avec* trois tables rondes sur les sciences humaines, les 7 et 8 octobre, à l'université Paris-V. *(L'Harmattan, 7, rue de l'École-polytechnique, 75005 Paris. - Tél. : (1) 43-54-79-10.)*

• L'APRÈS-GUERRE FROIDE, CHANCE OU MENACE POUR LA PAIX. Une conférence de Paul-Marie de La Gorce à Thonon-les-Bains, le 13 octobre. *(Fédération des œuvres laïques de Haute-Savoie, 3, avenue de la Plaine, BP 340, 74008 Annecy Cedex. - Tél. (16) 50-52-30-00.)*

• POLITIQUE DE LA PHILOSOPHIE ET ÉCONOMIE DE LA GUERRE. Journées organisées les 13 et 14 octobre en hommage à Philippe Soulez par l'Institut autrichien et l'Institut d'études européennes de l'université Paris-VIII. *(2, rue de la Liberté, 93256 Saint-Denis Cedex 02. - Tél. : (1) 49-40-66-67.)*

• FRIEDRICH ENGELS SAVANT ET RÉVOLUTIONNAIRE. Un colloque international du CNRS et de l'université Paris-X, du 17 au 20 octobre, à Nanterre. *(Mireille Delbraccio, 7, rue Guy-Môquet, BP 8, 94801 Villejuif Cedex. - Tél. : (1) 49-58-36-59.)*

• POUR UNE CITOYENNETÉ EUROPÉENNE. Colloque organisé par l'association Confrontations, présidée par Philippe Herzog, les 20 et 21 octobre, à la Cité des sciences et de l'industrie, à Paris. *(Confrontations. - Tél. : (1) 49-88-11-84.)*

• JUSQU'OÙ TOLÉRER ? *Le Monde*, la ville du Mans et l'université du Maine placent leur traditionnel forum du 27 au 29 octobre sous le signe de « l'année de la tolérance » proclamée par l'ONU. *(Michel Tremblais. - Tél. : (16) 43-47-38-60.)*

• LA MONDIALISATION. Université d'automne de la Ligue des droits de l'homme, les 4 et 5 novembre à Paris. *(LDH, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.)*

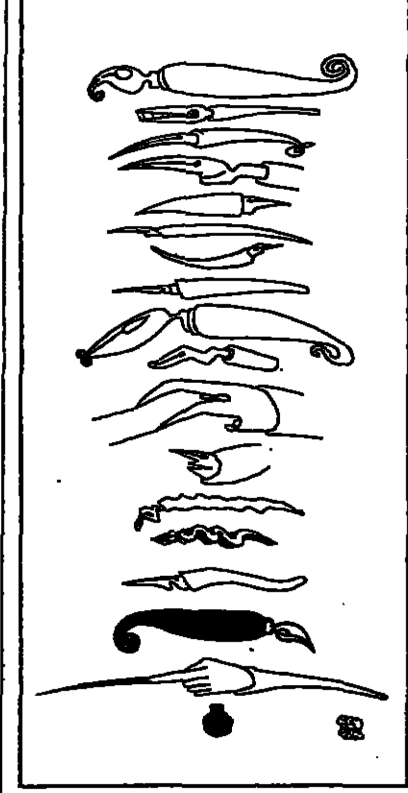
Précisions

• Suite à l'article de Denis Duclos (« Quand la culture de la haine s'approprie les technologies de mort », août 1995), nous précisons que l'attentat d'Oklahoma City a fait environ cent soixante morts.

• *A la demande de son auteur*, François Poirier, nous signalons que le surtitre, le titre, le chapeau et les intertitres de l'article « Au Royaume-Uni les travaillistes préparent une relève loyale du thatchérisme » publié dans notre numéro de septembre 1995, sont de la rédaction. Conformément aux usages de la presse, il en va de même pour tous les articles publiés par *Le Monde diplomatique*.

• Dans l'article de Jean Lempérière, « Le rôle méconnu des filiales des multinationales » (septembre 1995), il était écrit que les ventes des filiales françaises aux États-Unis avaient augmenté de 250 % : le chiffre exact est de 150 %.

COURRIER DES LECTEURS



Le mouvement indépendantiste polynésien

Le pasteur Jean Alexandre, secrétaire général du Service protestant de mission (Paris), réagit en ces termes à l'article de Jean-Marc Regnault, « De nouveaux atouts pour le mouvement indépendantiste » *en Polynésie (notre numéro de septembre) :*

Je suis assez surpris de voir rappelées de vieilles lunes remontant à l'époque où, pour la République, il paraissait évident que ce qui était protestant était anglais, et ce qui était catholique, français. En réalité, si le protestantisme a été implanté en Polynésie par les Britanniques, leurs missionnaires ont été remplacés, dès la prise du pouvoir des Français, par les agents de la Société des missions évangéliques de Paris. Cela remonte tout de même à 1862 (...).

En dehors du protestantisme néo-calédonien, les protestants de Polynésie française sont de fait environnés d'Églises protestantes disséminées dans le Pacifique, et dont la langue d'échange est l'anglais. On ne peut guère s'étonner que ces Églises manifestent à leur sœur de Tahiti une active solidarité. Cela entraîne-t-il que cette dernière en retire un sentiment d'adhésion au « monde anglo-saxon » ? J'en doute, car cette solidarité entre Églises de cultures différentes se manifeste partout dans le monde, ni plus ni moins que dans le Pacifique.

Enfin, si l'on fait grâce de créditer le protestantisme d'une culture ecclésiale de type plutôt démocratique, on ne sera pas étonné de constater que les protestants polynésiens aient, dans certaines circonstances, avant tout la nostalgie, non du monde anglo-saxon, mais bien d'un fonctionnement réellement démocratique de la vie politique française. Celui-ci supposerait que les décisions soient précédées d'un débat contradictoire. Comme dans nos synodes.

Les éditions en langues étrangères du « Monde diplomatique »

Italie. Le journal est traduit, publié et diffusé en supplément mensuel par le quotidien romain *Il Manifesto* (via Tomacelli 146, Rome 00186), dont la diffusion moyenne est de 100 000 exemplaires.

Allemagne. Le journal est traduit, publié et diffusé en supplément mensuel par le quotidien berlinois *die tageszeitung* (Kochstrasse 18, 10969 Berlin), dont la diffusion moyenne est de 70 000 exemplaires.

Suisse. L'hebdomadaire *WochenZeitung* (Luisenstrasse 7, Postfach 8031 Zurich), diffuse en supplément mensuel notre journal en langue allemande à quelque 20 000 exemplaires.

Monde arabe. Une édition trimestrielle en arabe est publiée en Tunisie (Impact, Le Méridien, bureau 344, 50, avenue Habib-Bourguiba, Tunis 1000). Elle tire à environ 30 000 exemplaires.

Grèce. Il existe en outre une édition en langue grecque de notre trimestriel *Manière de voir* (Editions Dromeas Epe, Ch. Trikoupi 106, Athènes 11472), diffusée à quelque 10 000 exemplaires.

Au total, la diffusion du *Monde diplomatique* (230 000 exemplaires en français) et de ses différentes éditions étrangères est d'environ 450 000 exemplaires.

« La troublante ascension de l'Opus Dei »

L'article de François Normand « La troublante ascension de l'Opus Dei » (Le Monde diplomatique, *septembre 1995) a fait réagir un grand nombre de lecteurs. Directeur du bureau d'information de la prélature de l'Opus Dei en France, M. François Gondrand écrit notamment :*

Le travail n'est en aucune façon considéré dans l'Opus Dei comme une fin en soi, non plus que comme une justification du « capitalisme libéral ». Il n'a de sens qu'*orienté* vers Dieu, qui, au bout du compte, lui donne sa fécondité. A l'aide d'une exégèse contestable d'un verset de la Genèse, vous donnez une vision erronée de la prédication du fondateur de l'Opus Dei. (...) Une simple lecture des canons 294 à 297 du nouveau code de droit canon aurait suffi à vous montrer que les *prélatures personnelles* sont dénommées ainsi par distinction avec les *prélatures territoriales* (dites autrefois *prélatures nullius*), alors que dans votre note 7 vous en faites une seule et même chose. L'Opus Dei est la première (et pour le moment la seule) prélature personnelle. Ses fidèles laïcs dépendent *réellement*, (et non en vertu d'une *« fiction »*) de leurs évêques diocésains, comme tout fidèle laïc. En plus ils ont pris des engagements, en matière ascétique et de formation, dans la Prélature. Le collaborateur salarié d'une entreprise ne cesse pas de dépendre de celle-ci du fait de suivre à l'extérieur des stages de formation permanente ou un entraînement sportif : il peut même en tirer plus d'efficacité dans son travail ; ainsi le fidèle de la Prélature cherche à être un chrétien plus responsable dans son milieu de vie, dans sa paroisse et dans son diocèse, où il est un parmi d'autres. (...)

Aucune des personnalités politiques françaises citées ne fait partie de l'Opus Dei, ni n'est en rapport avec ses apostolats. Il en est de même pour les dirigeants d'entreprise qui ont fait un jour une conférence au centre culturel Garnelles, à Paris, comme pour M. Samaranch, comme pour le cardinal Somalo ou d'autres personnalités de la Curie romaine que vous citez. Feraient-ils partie de la Prélature que cela ne changerait rien à ce qui est dit plus haut : ils auraient alors à chercher à se sanctifier à leur place, et à la mesure de leurs responsabilités.

M. Lorenz d'Autriche signale qu'il n'est « ni membre, ni n'entretient de relation sous quelque forme que ce soit avec l'organisation qui fait objet de notre investigation ». *Quant à M. Hervé Gaymard, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et du plan, chargé des finances, il nous écrit :*

J'ai eu la surprise de voir dans la livraison de septembre 1995 de votre journal que nous étions, ma femme et moi *« proches sinon membres »* de l'Opus Dei. Permettez-moi tout d'abord de m'étonner de ne pas avoir été interrogé au préalable par M. François Normand, l'auteur de l'article, sur ce sujet. Je démens donc totalement cette allégation, n'étant ni membre ni proche de l'Opus Dei.

L'abbé Roger Pallais précise :

Une personne m'a mis en contact en 1993 avec Mlle Pair-Peccate. Durant deux ans elle est venue me voir une trentaine de fois dans un centre de l'Opus Dei. Ce que vous dites à propos du mariage mixte ne peut se référer en aucun cas à elle et à ce garçon. C'est un terme qui désigne le mariage d'un catholique avec une personne non baptisée. Je n'ai donc pas pu avancer un tel argument dans ce contexte-là. Comme vous devez le savoir, un prêtre ne parle jamais des questions que l'on évoque avec lui. Il existe et le secret de la confession et le silence strict auquel oblige la déontologie professionnelle, qu'on soit médecin, banquier ou prêtre.

Je ne rentrerai donc pas dans les propos déformés que l'on m'attribue. Sachez de toute façon que je reçois toujours les femmes dans un confessionnal avec une grille, quand il s'agit de parler de choses touchant leur intimité (...)

Le fait qu'ils aient rompu leurs relations n'est pas dû à mon influence. Chacun d'eux a toujours eu toute la liberté d'agir selon sa conscience. Vous avouerez que, si cette demoiselle avait eu conscience d'une quelconque pression, elle ne serait pas venue si souvent et si longtemps. Pour ce qui se rapporte à Mme Fontana, c'est Mlle Pair-Peccate qui s'intéressait à la question. Je lui ai dit que je la connaissais et que j'avais les coordonnées de la Trêve de Dieu. Je comprends que cette jeune femme souffre de ne pas avoir pu se marier avec ce jeune homme ; mais, en l'occurrence, je n'y suis pour rien.

Pour sa part, M. Romano, directeur du bureau d'information de la prélature de l'Opus Dei en Belgique, affirme:

L'Opus Dei n'a rien à voir avec le bulletin hebdomadaire *Europe Today* ni avec l'Institut Robert-Schuman.

Il est vrai que l'université catholique de Louvain n'a pas renouvelé le bail de location (qui venait à échéance) des deux résidences de l'ASBL Campus, dont la direction des activités de formation chrétienne est confiée à l'Opus Dei. Mais le motif qui a été communiqué par une lettre des autorités universitaires n'est pas celui que vous invoquez : l'université a tout simplement besoin de ces bâtiments pour des logements sociaux. L'ASBL Campus a donc entamé la construction, sur les terrains de l'université, de deux nouvelles résidences où l'Opus Dei se verra confier, comme par le passé, le travail de formation chrétienne : aucune autorité de l'UCL n'a manifesté le moindre désaccord à l'égard de ces projets. Ces résidences ouvriront leurs portes dans les prochains jours, à la rentrée académique.

*M. Andres Garrigo, directeur d'*Europe Today, *nous assure que :*

1. L'agence Europe Today et l'hebdomadaire du même nom ne sont pas la propriété ni ne dépendent en aucune façon de l'Opus Dei.

2. Le bulletin hebdomadaire *Europe Today* ne reçoit aucune subvention de la Commission de Bruxelles. Il n'est pas distribué *gratuitement*, mais par abonnement.

3. Ni l'agence ni le bulletin ne défendent des *« positions »*, mais fournissent des informations, dont les sources sont toujours citées.

4. Quant à l'article sur les méthodes naturelles du contrôle des naissances, paru dans le numéro 230 (et non 124 comme le dit votre article), il ne fait que citer deux études financées par l'OMS : l'une a été publiée par le *British Medical Journal* et l'autre réalisée par le gouvernement chinois.

5. Je n'ai jamais été professeur de l'Institut Robert-Schuman, qui d'ailleurs n'existe plus à Bruxelles.

Enfin, Fernando Perreau de Pinninck déclare :

Les accusations que *Le Monde diplomatique* porte contre l'Opus Dei ont la même crédibilité que l'attribution que vous me faites de la nationalité portugaise – ma nationalité est espagnole.

M. Normand me cite comme exemple d'*« infiltration »* de l'Opus Dei dans des organisations internationales. Il se fait que, en plus d'avoir réussi mon concours et été sélectionné sur la base de critères objectifs de compétence, je n'ai jamais caché mon appartenance à cette institution, dont mes supérieurs à la Commission européenne ont toujours été au courant. Dans un cas concret, on ne m'a sélectionné qu'après une enquête approfondie sur l'Opus Dei, dans des pays et même des continents différents. Si M. Normand avait voulu prendre la peine d'enquêter un peu plus, il aurait conclu, comme mes supérieurs, que l'appartenance à l'Opus Dei est une affaire religieuse personnelle qui ne représente un danger pour qui que ce soit.

(...) Les autorités de l'Union européenne pour lesquelles je travaille ou j'ai travaillé – des non-catholiques dans la plupart des cas – ont fait preuve d'une tolérance et d'un respect de la liberté religieuse et d'opinion qui sont singulièrement absents dans l'article que vous venez de publier.

« Fin de règne en Arabie saoudite »

Un lecteur de Jeddah nous a écrit à la suite de la reproduction dans l'article « Fin de règne en Arabie saoudite » (Le Monde diplomatique, *août 1995) d'une citation d'un sermon du cheikh Saleh bin Humaid par le bulletin de la BBC :*

Elle n'est pas exacte, parce que la dernière phrase : *« Ils* [les juifs] *tuent et torturent selon les méthodes de Pharaon. Nous* [les Arabes] *tuerons leurs enfants, nous jouirons de leurs femmes, nous les conquerrons »* ne peut être du cheikh bin Humaid. Après vérification à partir de la bande son, il s'est avéré qu'il s'agit d'un verset du Coran (sourate 7, verset 127). *« Et les notables de Pharaon dirent : « Laisseras-tu Moïse et son peuple commettre du désordre sur la terre, et lui-même te délaisser toi et tes divinités ? » Il* [Pharaon] *dit : « Nous allons massacrer leurs fils et laisser vivre leurs femmes. Nous aurons le dessus sur eux et nous les dominerons. »* C'est donc Pharaon qui parle.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

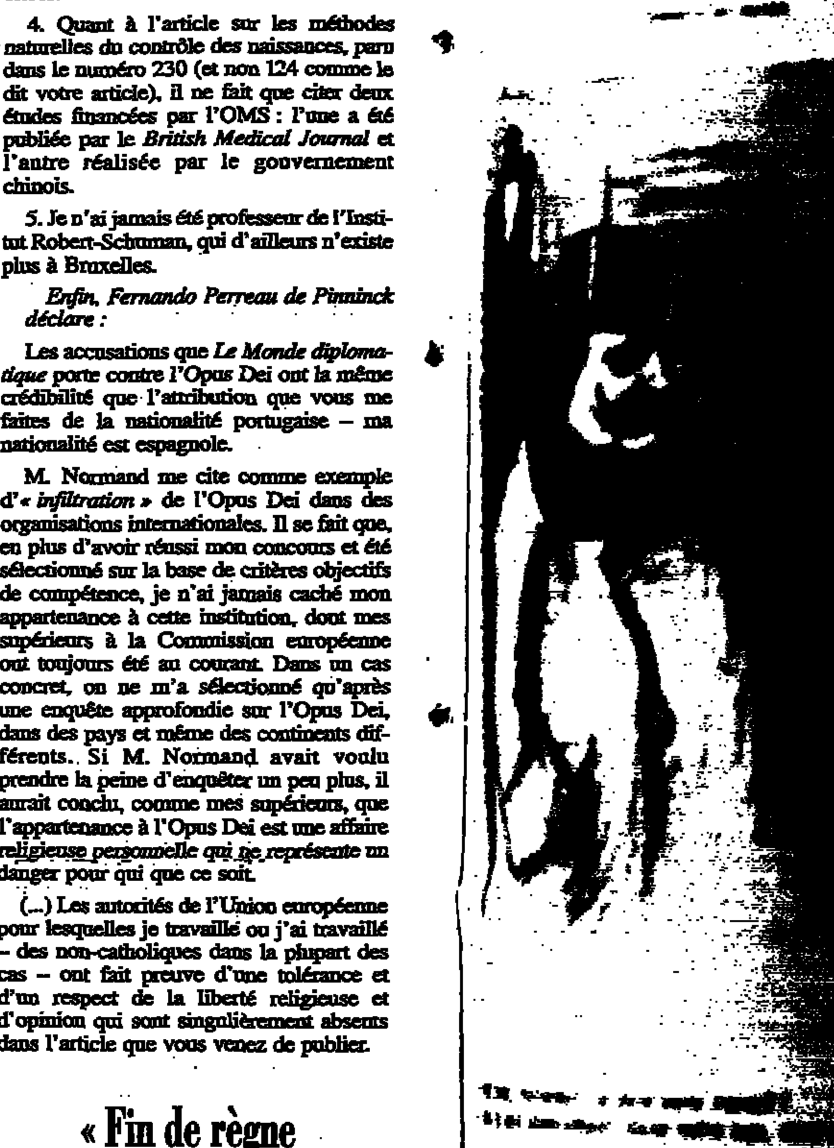
Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur : Ignacio RAMONET
Rédacteur en chef : Alain GRESH
Rédaction : Christian DE BRIE, Bernard CASSEN, Jacques DECORNOY, Serge HALIMI
Secrétariat de rédaction et conception artistique : Solange BRAND
Documentation : Maria IERARDI
Secrétariat : Joseline CAPRON, Monique SALOMÉ

Anciens directeurs :
François Honti (1954-1972)
Claude Julien (1973-1990)

RÉDACTION
15, rue Falguière
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : 40-65-29-16. Télécopie : 40-65-29-77

Publicité : *Le Monde Publicité S.A.*
133, avenue des Champs-Élysées
75409 Paris Cedex 08
Responsable : Natacha HERCEGOVA
Tél. : 44-43-76-25. Télécopie : 44-43-77-30

Le Monde diplomatique est imprimé sur papier recyclé.



FAUX PRIVILÉGIÉS VRAIS EXCLUS

Travestir la réalité, par le discours et l'image, plutôt que de tenter de la transformer, telle semble être la dernière entreprise du pouvoir politique, relayé par les médias. Qu'il s'agisse des inégalités, de l'immigration, de l'exclusion ou de l'emploi, l'ambition de réduire la fracture sociale, qui a porté M. Jacques Chirac à la présidence de la République française, paraît tourner court.

Pour donner des gages aux marchés et à la contre-réforme qu'ils attendent tout en se portant garant de la loi et l'ordre, les gouvernants préfèrent rogner les acquis sociaux ou s'en prendre au droit d'asile, multiplier les emplois au rabais ou proposer de faire « le tri dans les banlieues », au mépris des principes républicains et démocratiques.



MUSÉE D'HISTOIRE VIVANTE

DESSIN DE CLÉMENT
« Les Parvenus », *L'Assiette au beurre*, 12 avril 1902

Journalisme de marché

DANS la presse des pays occidentaux, la dénonciation du syndicalisme est devenue une de ces figures « imposées » dont se repaissent la plupart des grands éditorialistes. D'autant plus indignés par les « privilèges » des salariés et des chômeurs que le moindre de leurs commentaires est rétribué l'équivalent de plusieurs revenus minimums d'insertion. Dernier exemple en date : le concert de lamentations qui a accueilli la démission – ou le renvoi – de M. Alain Madelin du ministère de l'économie. Au nom de la modernité, les troubadours de l'internationale du capital, journalistes et marchés financiers (le franc perdit 3 centimes...), ont aussitôt déploré le départ d'un ministre assez courageux pour s'être attaqué aux vrais nantis de notre société : RMistes, salariés payés au SMIC, fonctionnaires et syndicats. Car, puisque comme l'a relevé M. Marc Blondel, secrétaire général du syndicat Force ouvrière, la pensée de notre temps exige la permanente redéfinition du langage (*« La réforme », c'est devenu « On prend ce qu'il y a de plus bas et on généralise au nom de l'équité »*), le départ de M. Madelin ne pouvait que prouver à quel point la France demeurait un pays conservateur. *« On ressemble de plus en plus au système soviétique* (...) *il faudrait supprimer le SMIC pour rendre le travail plus flexible »*, expliqua d'ailleurs M. Pascal Salin, un professeur d'économie proche de l'ancien ministre. Tous les quotidiens et hebdomadaires se le disputèrent, ravis d'avoir enfin déniché un expert aussi subtil et aussi clair.

Evoquant, sobrement, la nécessité de *« décoloniser la France »* pour la *« libérer des carcans d'un Etat providence recru d'échecs »*, M. Claude Imbert, directeur du *Point* et éditorialiste sur Europe 1, précisa alors : *« Tout ce qui invente, travaille, produit et se bat se trouve découragé par un système faisandé. Car, sous le vertueux propos de « solidarité nationale », l'assistance se pervertit dans la combinaison, le clanisme syndical et le lent pourrissement de la vitalité nationale. »* M. Imbert venait d'interpréter, mais en allegro, la composition de M. Madelin, plus andante : *« J'ai voulu réformer la France, pas appliquer le programme des syndicats. »* La France des médias déclina.

SUR LCI, Guillaume Durand donna dans la paraphrase. Interrogeant M. Viannet, secrétaire général de la CGT, il lui demanda : *« Est-ce que, pour les Français, il n'est pas choquant de constater que le gouvernement* [de M. Juppé] *obéit à un holà ! des syndicats ? »* Recevant M. Jack Lang la veille, il lui avait déjà confié son découragement : *« Est-ce qu'on peut réformer la France ? Est-ce que quand trois syndicats lèvent la main, il faut faire marche arrière toute et continuer le ronron ? »* Autre réformateur impatient, Jean-Marc Sylvestre, porte-voix de la France qui travaille (à lui seul, il occupe trois antennes nationales : TF 1, France-Inter et LCI), tira à sa manière la leçon du départ de M. Madelin : *« Alain Juppé avancera probablement en ménageant les partenaires sociaux. Il prend le risque de retarder l'apparition de résultats et de susciter l'impatience de l'opinion... »* Et, sur TF 1 quelques minutes plus tard, Claire Chazal houspillait ainsi M. Bernard Kouchner : *« Puisque vous avez parlé de la protection sociale, est-ce que vous n'êtes pas d'accord pour dire qu'il y a des privilèges que la France ne peut plus se permettre ? »*

Résumons. Tout comme M. Madelin, « l'opinion », lasse des « carcans » que lui impose la protection sociale, voulait la «réforme » avec « impatience ». Mais M. Juppé, les syndicats, les partenaires sociaux, « le ronron » et les « privilèges » ont eu raison du ministre. Alors les journalistes ont protesté. Et les marchés financiers leur ont donné raison. La France est un pays bien immobile.

S. H.

A bas le contrat social !

Par CHRISTIAN DE BRIE

PARCE qu'il a osé s'en prendre aux *« privilégiés »*, dénoncer l'*« injustice entre les Français »* annonciatrice d'une *« fracture sociale grave »* et d'une *« révolte* [qui] *gronde »* ; parce qu'il avait eu le *« courage de la réforme »*, qu'il voulait en finir *« avec l'ancien régime »*, M. Alain Madelin, ministre de l'économie et des finances, a été contraint, en août dernier, de démissionner. Passé de l'extrême droite à l'ultralibéralisme, du mouvement Occident à la vice-présidence du très conservateur Parti républicain, adulateur de M. Ronald Reagan et de Mme Margaret Thatcher, politicien protégé du patronat, choyé par le *Wall Street Journal*, l'homme n'est pas une taupe de l'extrême gauche.

Les « privilégiés » dont il est question ? Ce sont ceux qui gagnent de l'argent en dormant. Pas les rentiers ni les spéculateurs, à l'engrais depuis quinze ans, et qui, en 1994, se sont encore partagé 528 milliards de francs de revenus du patrimoine, selon les règles du capitalisme populaire cher à la droite : les 400 000 mieux lotis ont raflé 100 milliards de francs – 250 000 francs chacun en moyenne – tandis que 20 millions de personnes ont dû se contenter de 30 milliards de francs – 1 500 francs chacune (1). Non ; les privilégiés, selon M. Madelin, ce sont les RMistes qui *« gagnent plus que sur le même palier la famille où on se lève tôt le matin, on rentre tard le soir, après une journée épuisante, pour gagner un SMIC »* (2).

L'*« injustice entre les Français »* ? Ce n'est pas celle qui oppose le 1 % qui accapare 25 % de la fortune nationale à ceux, cinquante fois plus nombreux, qui n'en grappillent que 5 %. C'est *« l'injustice entre les Français du secteur protégé et les Français du secteur exposé* (3) *»*. Celle qui profite aux gardiens de musée, par exemple (secteur protégé), au détriment des dynasties Michelin ou Bouygues (secteur exposé).

La *« révolte »* qui *« gronde »* ? Ce n'est pas celle des millions de victimes de l'exclusion, mais, selon M. Alain Madelin, *« la révolte des actifs, de ceux qui entreprennent, des artisans, des paysans, qui en ont assez de payer avec leurs impôts et leurs charges la facture du gaspillage de l'argent public* (4) *»*. *« Le patronat doit sans doute trembler à l'idée que les centaines de milliards d'argent public dont il est gratifié depuis des années soient inclus dans la rubrique des gaspillages »*, ironise le secrétaire général de la CGT, M. Louis Viannet (5).

« Libérer les initiatives »

QUANT à la rupture avec l'*« ancien régime »*, et la *« réforme »*, ce n'est pas du capitalisme sauvage qu'il est question. Ce qu'il faut, écrit un professeur d'université, parolier de l'ancien ministre de l'économie et des finances, c'est *« sortir le pays du collectivisme »*, abattre *la « pyramide de privilèges qui constitue l'essence même de l'État »*, *« libérer les initiatives* (6) *»*.

Car l'opposition n'est pas entre *« le mondes des nantis* [et] *le monde des exclus, ou le monde des capitalistes* [et] *le monde des travailleurs »*. Pas du tout, *« l'opposition essentielle* [est] *celle qui existe entre les libéraux et les conservateurs* (...) *Entre, d'une part, tous ces hommes et ces femmes, riches ou pauvres, qui travaillent, imaginent, entreprennent et, d'autre part, ceux qui vivent de transferts et de privilèges* (...). *Le vrai fossé, c'est celui qui existe entre une nomenklatura publique irresponsable et inamovible et tout ce peuple d'hommes et de femmes actifs qui ont l'angoisse du lendemain »* (7).

Sagement, comme nombre de ceux qui tiennent des propos semblables (en particulier au Club de l'Horloge, où se côtoient la droite de la droite et l'extrême droite), l'universitaire, lui-même haut dignitaire de la nomenklatura publique, se garde bien de rejoindre *« le peuple des actifs qui ont l'angoisse du lendemain »*. Pas plus que M. Madelin qui, à peine démissionné, mais garanti de son salaire pour quelques mois, prépare déjà son retour à l'Assemblée nationale, depuis sa chasse électorale gardée par son suppléant. Il s'était morfondu du privilège exorbitant dont bénéficiaient les fonctionnaires, tenus à seulement 37,5 années de cotisations avant d'avoir droit à une pension de retraite au taux plein quand les salariés du secteur privé se voyaient imposer progressivement 40 ans de cotisations (8). Lui, comme tous les parlementaires, aura droit à une retraite après seulement 5 ans de cotisations.

Toutes ces belles paroles ont été saluées comme elles le méritent par la grande presse des « marchés ». « Sans Madelin, adieu les réformes », titrait le *Wall Street Journal* (9), devenu soudain le quotidien des révoltés. Un homme *« dont la France a besoin pour que l'État français retire ses mains des poches des contribuables »*. L'épisode est *« démoralisant pour* (...) *quiconque a encore la patience d'attendre et de rechercher des signes d'une réforme en France »*.

Réduire les dépenses publiques et baisser les impôts *« c'est justement le genre de politique économique qu'apprécient les investisseurs »*, rappelle le *Financial Times* (10), tandis que l'*International Herald Tribune* regrette déjà *« l'avocat le plus farouche de l'économie du libre marché dans le gouvernement* (11)*»*.

Place au marché. Kleptomane psychopathe, l'État doit être réduit à ses fonctions sécuritaires : armée, police, justice, contrôle social. Tout le reste doit disparaître. Privatisation des entreprises et services publics, déréglementation et démantèlement de la législation du travail, de la protection sociale, de l'éducation nationale... L'affaire est déjà bien engagée, depuis une bonne décennie.

Reste la manière : à la hussarde, c'est le style Madelin ; avec l'acquiescement de la victime, voyez M. Juppé. Lequel n'a pas caché ses objectifs : s'attaquer au revenu d'insertion comme au système de protection sociale, préférant, pour l'édification des téléspectateurs, comparer la retraite symbolique des exploitants agricoles à celle des fonctionnaires plutôt qu'aux super-retraites « maison » personnalisées, assorties d'indemnités de départ et de parachutes en or dont se gratifient les cadres supérieurs et dirigeants d'entreprise (12). *« S'attaquer aux privilèges et aux injustices, c'est*, insiste le premier ministre, *demander aux plus favorisés d'aider ceux qui le sont moins* (13). »

La voie est large pour une visite de quelques rigidités et archaïsmes, ceux-ci bien réels.

A commencer par l'intime liaison entre richesse et pouvoir (qu'il soit politique, économique, administratif ou culturel), phagocytés par une élite majoritairement issue de la haute bourgeoisie, pas même effleurée par quatorze années de « socialisme collectiviste ». Cette élite polyvalente, masculine, bloque toute mobilité sociale, cumule mandats et fonctions, avantages en nature et prébendes, reconstitue des dynasties héréditaires dans les affaires et la politique, et donne le spectacle de l'affairisme et de la corruption les plus débridés. Issu du même milieu social, formé dans les mêmes institutions, partageant les mêmes valeurs, se mariant et vivant entre eux, dans les mêmes quartiers et lieux de villégiature, le « noyau » dur de cette élite défend bec et ongles le vieil ordre qui assure sa pérennité (14).

L'école ensuite, qui, loin de réduire les inégalités, les perpétue. Les plus prestigieuses sont les plus élitistes : dans les quatre plus grandes – Polytechnique, École nationale d'administration (ENA), École normale supérieure, Hautes études commerciales (HEC) – la part des enfants d'origine populaire est passée, depuis les années 50, de 29 % à 8,6 %. Un jeune d'un milieu modeste a une chance sur dix d'être mieux diplômé qu'un enfant de cadre supérieur (15).

Il en est de même des considérables inégalités de revenus et de patrimoine qui se sont accrues au cours de la période récente et que la fiscalité non seulement ne corrige pas, mais aggrave et aggravera encore avec les « réformes » en cours ou programmées (16). D'une part, les revenus du patrimoine progressent plus rapidement que les salaires ; de l'autre, 5 % de la population en haut de l'échelle perçoit 21 % des revenus, autant que les 50 % situés en bas.

A ces inégalités s'ajoutent toutes les autres, en matière d'emploi, de logement, de santé et de protection sociale, d'accès aux loisirs, à la culture et à la vie publique. Elles se cumulent et se reproduisent, formant un système dans lequel se trouvent piégées de plus en plus de personnes, qui perdent peu à peu leurs droits et leur statut de citoyen (17).

Devant l'accumulation de ces privilèges et injustices, la mise en scène des prétendus avantages des travailleurs du secteur public ou des bénéficiaires abusifs du RMI n'a d'autre fonction que la division de tous ceux qui n'ont une chance de changer les choses qu'en luttant solidairement.

Tandis que la République oublie qu'elle se voulait « sociale » (article 2 de la Constitution), il semble que la souveraineté nationale appartienne de moins en moins au peuple et de plus en plus au marché, qui l'exerce non par ses représentants, mais par des cotations en Bourse et dicte sa loi. D'Alcatel-Alsthom et son ancien PDG payé 1,1 million de francs par mois au SDF sans ressources, tous égaux. Ayez confiance, le marché vous regarde. Une « novlangue » accompagne ce retour à l'obscurantisme. Désormais, un droit est un privilège ; une avancée sociale, un archaïsme ; le salaire minimum, une rigidité ; et la réforme, c'est la contre-réforme. La vérité, c'est le mensonge.

(1) « La France inégale », *Alternatives économiques*, Paris, septembre-octobre 1995.

(2) Europe 1, 24 août 1995 ; cité dans *Libération*, 25 août 1995.

(3) Europe 1, *op. cit.*

(4) Cité dans *Le Monde*, mardi 29 août 1995.

(5) *Libération*, 25 août 1995.

(6) Pascal Salin, « Libéraux contre conservateurs », tribune libre dans *Le Monde*, daté 27-28 août 1995.

(7) Pascal Salin, *op. cit.*

(8) L'allongement progressif à quarante ans avait été introduit discrètement, en août 1993, par le gouvernement de M. Edouard Balladur.

(9) *The Wall Street Journal*, 28 août 1995.

(10) *Financial Times*, daté 26-27 août 1995.

(11) Cité dans *Le Monde*, daté 27-28 août 1995.

(12) France 2, journal de 20 heures, 20 septembre 1995.

(13) *Le Monde*, 29 août 1995.

(14) Voir « Les riches », *Alternatives économiques*, hors-série, 3e trimestre 1995, et Erza N. Sulleiman, *Les Ressorts cachés de la réussite française*, Le Seuil, Paris, 1995, p. 243 et suivantes.

(15) « La France inégale », *op. cit.*

(16) Lire Christian de Brie, « Corriger par l'impôt l'inique répartition des richesses », *Le Monde diplomatique*, janvier 1995.

(17) Lire Alain Bihr et Roland Pfefferkorn, *Déchiffrer les inégalités*, Syros, Paris, 1995.

FAUX PRIVILÉGIÉS,

Le droit d'asile malmené

EN France, des maires de grandes villes interdisent le séjour de « mendiants » dans leurs murs, le ministre de l'intégration découvre le concept de « familles délictueuses », celui de l'intérieur annonce un « charter » par semaine pour les étrangers indésirables. Les Tsiganes roumains de Lyon ont inauguré cette politique, que n'a pas remise en question la mort, en août, sous les balles d'un policier, d'un enfant réfugié d'ex-Yougoslavie. Ailleurs, d'autres exclus tentent, par la création et l'échange culturel, de renouer le lien social.

Par PHILIPPE VIDELIER *

Immigrés et pauvres sont désormais invités à aller voir ailleurs, comme s'il existait un ailleurs où remiser les damnés de la Terre. S'il était un jour besoin d'illustrer la fragilité de notre raison démocratique, l'affaire des Tsiganes de Lyon resterait dans les annales comme un cas d'école. Réclamant l'asile selon les règles que s'est donné la communauté internationale, la Convention de Genève, ratifiée par la France et l'ensemble des nations civilisées, quelques centaines de Tsiganes roumains avec femmes et enfants ont, par leur simple présence, mis l'agglomération lyonnaise en émoi et enrayé les accords de Schengen. Démunis, rejetés, traînant leur existence incertaine dans des « squats » innommables ou dans une caserne désaffectée placée sous la garde des CRS, en situation précaire, ils attendent résignés l'heure de la grande expulsion ou de la fuite vers d'autres cieux espérés plus cléments.

Tout en versant des larmes de crocodile sur les malheurs télévisés de la planète, la société ne cesse de se durcir. Lorsque chassés de la terre de leur naissance par les rigueurs des temps et attirés vers l'Occident par la perspective d'une vie moins rude, les Tsiganes roumains nous arrivent par grappes, après avoir franchi les frontières en d'invraisemblables voyages à travers l'Ukraine, la Pologne et l'Allemagne, dans des camions ou des bus aux vitres peintes après avoir laissé entre les mains de passeurs sans scrupules et jamais inquiétés une petite fortune de 3 000 marks recueillis en vendant la maison familiale ou en s'endettant auprès de voisins, alors la réaction est unanime : « Où ils veulent, sauf chez nous ! » Seules quelques voix s'élèvent encore dans le monde associatif afin de maintenir un peu de raison et d'humanité.

Alors que des panneaux publicitaires dans toute la ville vantent *« Les 100 violons tsiganes au Théâtre antique de Vienne »*, Lyon tente, dans un large consensus, de se débarrasser de ces réfugiés. Figures nouvelles de l'étranger apparues subrepticement entre Saône et Rhône aux alentours du mois de mars dernier, dans les rues, sur les places, aux carrefours, dans les transports en commun, avec des femmes aux jupes bariolées mendiant en compagnie de leurs enfants, les Tsiganes, hôtes inattendus, sont rapidement devenus l'objet encombrant de l'attention des pouvoirs publics, des élus et des habitants.

Sitôt qu'il eut offert son local derrière l'hôtel de ville pour servir de boîte aux lettres aux réfugiés, le Secours catholique reçut une pétition des locataires et des commerçants de la rue Désirée : *« Ce bureau connaît depuis quelques semaines une fréquentation croissante et pour tout dire envahissante. Certains jours cet afflux de personnes occasionne malheureusement des nuisances de toutes sortes qui deviennent intolérables pour les riverains, les commerçants et les promeneurs. »* Avec complaisance, la presse régionale répercutait cette irritation : *« Si une telle situation devait perdurer, le risque est grand de voir se développer, au sein de la population lyonnaise, un sentiment de rejet doublé d'une certaine agressivité envers ces communautés tsiganes. Risque que ne manqueront pas d'évaluer les autorités préfectorales* (1) », concluait-on dans un rappel à l'ordre.

Il s'est dit que la cause de l'arrivée subite des Tsiganes à Lyon était son jumelage, aux beaux jours de la solidarité européenne, avec la ville de Craiova, où la plupart d'entre eux résidaient. Elles sont bien loin, les réceptions officielles sous les lambris de l'hôtel de ville : *« La France et les Lyonnais suivent l'évolution de la Roumanie avec beaucoup d'intérêt. Nous voulons répondre à tout ce que vous attendez de la France !* (2) » En 1995 la moitié des demandeurs d'asile auprès de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) en provenance de pays d'Europe sont d'origine roumaine. Pour la préfecture du Rhône, aucun doute : il s'agit d'*« étrangers en situation irrégulière »*, à qui il faut appliquer avec fermeté et rigueur les lois sur l'immigration clandestine (3). Mais elle ajoute curieusement : *« Au terme des procédures légales pour ceux qui auront été déboutés du droit d'asile. »* Or ces considérants sont parfaitement contradictoires. Dans l'esprit de la Convention de Genève, le franchissement clandestin d'une frontière n'est pas opposable à la demande d'asile. Les victimes de persécutions n'ont en effet pas nécessairement les moyens légaux d'y échapper. Il revient à l'Ofpra et à lui seul, au vu d'un dossier individuel, d'accorder ou non l'asile. Pour le temps de la procédure, le demandeur est en situation tout à fait régulière.

Mais la France s'est laissé glisser doucement dans les délices de ses frayeurs. D'élection en « petite phrase », elle s'est peu à peu convaincue que c'est bien de l'immigration que lui vient ce mal-être qui la trouble. Son rapport avec le droit – ce droit dont elle est si fière dans les salons internationaux – s'en trouve dégradé, tout comme se trouve modifiée sa perception des populations déshéritées du Sud et maintenant de l'Est. Les Tsiganes roumains sont venus demander l'asile selon des lois françaises. Or s'agissant d'eux, de leur aspect, de leurs manières, règles et lois paraissent ne plus valoir.

« Les Roumains viennent en France pour des raisons de confort qui n'ont rien à voir avec des persécutions », tranche la préfecture (4). De leur histoire, on ne veut rien savoir. L'un des Tsiganes relate pour l'Ofpra les motifs de son exil : son licenciement de l'entreprise sucrière de Craiova, où il travaillait, qu'il met sur le compte de son origine, la mise à sac de sa maison, l'hostilité de la police... Il parle de sa peur des représailles, de sa volonté de quitter la Roumanie, de ses essais répétés et infructueux : *« Une semaine après la naissance de notre enfant, j'ai fait une nouvelle tentative en passant par la Pologne : je me suis fait arrêter à la frontière allemande et renvoyer par avion à Bucarest. J'ai essayé de nouveau, une semaine plus tard, toujours par la Pologne : j'ai quitté ce pays le jeudi 8 juin, vers 20 heures, et j'ai pu traverser l'Allemagne caché dans un camion climatisé avec d'autres personnes sans en sortir. Nous avons ensuite été transférés dans un autocar dont les vitres étaient peintes et qui nous a déposés à Lyon à proximité d'un foyer le vendredi 9 juin, vers 23 h 30. Le lendemain matin, vers 7 heures, la police est venue nous arrêter et je n'ai pas pu me rendre à la préfecture pour demander l'asile* (5). » Il est peu probable que celui-ci, comme ses compagnons d'ailleurs, obtienne l'asile. Préjugeant des décisions de l'Ofpra, la préfecture du Rhône engageait le monde associatif à *« ne pas compliquer les opérations de retour, qui sont inéluctables »*, assurant que l'État, *« responsable de ces délicates opérations de reconduite, sait qu'il a la compréhension »* de la population.

Deux jours après la publication de cette profession de foi, l'Ofpra, organisme sous tutelle du ministère des affaires étrangères, est venu au secours des autorités en faisant savoir que *« en raison des changements fondamentaux intervenus dans le régime politique de la Roumanie »*, les nationaux de ce pays ne pourront plus bénéficier du statut de réfugié en France. Amnesty International venait pourtant de consacrer un document particulier à la Roumanie : *« Malgré les assurances données à la communauté internationale*, y est-il dit, *les violations des droits de l'homme persistent.* » Et de dresser sur quinze pages le *« catalogue des injustices faites aux Tsiganes »*, depuis les incidents de 1990 contre les « montreurs d'ours »

(1) *Le Progrès*, Lyon, 13 avril 1995.
(2) *Le Progrès*, 31 octobre 1992.
(3) Communiqué du préfet du Rhône, 17 juin 1995.
(4) *Le Progrès*, 10 mai 1995.
(5) Déclaration de M. B..., 22 juin 1995.

* Historien, CNRS-Lyon.

Pour le partage du savoir

Par MARIANNE BOILÈVE *

SOMMAIREMENT amarrée au-dessus de la gueule béante du « Dragon », installé au numéro 7 de la rue parisienne du même nom, une large banderole jaune trouble la tranquillité bourgeoise du quartier. Depuis des mois, des dizaines de familles mal logées, des « sans-domicile », des exclus vivent là, à Paris, au cœur de Saint-Germain-des-Prés, dans une école désaffectée «réquisitionnée » en décembre 1994 par l'association Droit au logement (DAL). De cette « réquisition » est née une association : Droits devant !, qui a déclaré la guerre à toute forme d'exclusion. Son cheval de bataille : la culture, sous tous ses aspects, à condition qu'elle donne au citoyen les moyens de se forger une pensée autonome et de l'exprimer.

Chimère d'intellectuels ? Nombre d'organismes, comme le mouvement international ATD Quart Monde, ou d'institutions, comme la Commission européenne, partagent une même conviction : la culture n'est pas *« un luxe que l'on peut ajouter à l'existence, quand tous les problèmes sociaux sont résolus. Au contraire, il s'agit de l'élément central de l'exclusion sociale, car ce sont les barrières culturelles, l'ignorance, la honte et l'incertitude générale qui entravent la participation politique et sociale, et qui touchent aux valeurs les plus élémentaires de l'existence* (1) ».

Ce postulat de départ se retrouve dans toutes les associations qui utilisent l'outil culturel pour combattre l'exclusion. A Paris, Droits devant ! a très vite mis en place une série d'ateliers de création (théâtre, arts plastiques, vidéo...) et d'échange des savoirs (mathématiques, philosophie, sociologie de l'exclusion...), régulièrement animés par des intellectuels, des artistes et des sans-domicile.

La notion de partage du savoir n'est pas moins importante au sein des Universités populaires d'ATD Quart Monde, mais le message politique y tient sans doute plus de place. Le Père Joseph Wresinski, fondateur du mouvement (2), voulait qu'elles servent à *« libérer les hommes, les rendre vraiment hommes »*. Un peu partout à travers le monde, à Madagascar, au Sénégal, en Haïti, aux États-Unis comme en Europe, les Universités populaires du Quart Monde sont conçues pour que pauvres et non-pauvres apprennent à réfléchir ensemble et à concevoir une action commune pour lutter contre la misère, considérée comme une violation des droits de l'homme. L'enjeu est culturel aussi bien que politique, comme en témoigne ce propos d'un militant sénégalais : *« Un proverbe de chez nous dit : Le remède de l'homme, c'est l'homme (...). La culture, c'est savoir dire non ensemble, et dire oui ensemble* (3). »

Rencontre de deux mondes

C'EST ce qu'ont expérimenté les jeunes de l'Univers-Cité populaire de Martigues, dans les Bouches-du-Rhône, où habitants des cités, étudiants et universitaires apprennent à devenir des acteurs conscients de la transformation sociale. Les premiers assurent des cours à l'université et, inversement, les étudiants se déplacent pour s'imprégner de la réalité des quartiers. *« Nous savons très bien que l'Univers-Cité ne produira pas de travail*, affirme Mme Rachida Kaabeche, une jeune éducatrice au chômage. *Nous ne nous faisons pas d'illusions. Ce qui est primordial, c'est la rencontre de deux savoirs, celui de la cité et celui de l'université. La relation avec l'autre conduit au désir de s'engager, de changer les choses. »*

L'approche de l'université du Citoyen, à Marseille, est comparable, qui consiste à pousser les habitants des cités à prendre conscience de leur place et de leur rôle dans la société, afin de créer une alliance constructive entre eux et les décideurs (élus, partenaires, logeurs...). *« Les gens ont un savoir à eux, mais ils ne savent pas l'exprimer*, explique M. Jo Ross, médiateur social auprès de la sous-préfecture et « inventeur », en 1992, de l'université du Citoyen (4). *Notre université les aide à formuler les questions, à interpeller les décideurs pour leur permettre d'agir plutôt que de réagir de manière instinctive. (...) Cette majorité silencieuse a énormément de choses à dire, d'idées à faire connaître, mais ne le sait pas elle-même. »*



JACQUES WINDENBERGER

SÉANCE DE L'UNIVERSITÉ DU CITOYEN À MARSEILLE
Formuler des questions, interpeller les décideurs

Des sessions plénières se déroulent chaque mois en présence de trente à cent personnes, selon les thèmes débattus (logement, santé, justice...). Les « citoyens-étudiants » apprennent à poser les bonnes questions, à repérer les bons interlocuteurs et les lieux de décision, afin d'être autonomes. Le chemin qui mène à cette prise de parole citoyenne est cependant difficile à parcourir pour des hommes et des femmes, jeunes ou vieux, qui se sont réfugiés dans le silence, après avoir perdu confiance en eux. *« Il m'a fallu trente ans pour que je me libère de cette honte d'être pauvre, de cet isolement*, affirme un militant belge. *C'est en entrant en contact avec ATD Quart Monde que j'ai appris à parler, à défendre mes idées, à comprendre que nous sommes comme les autres. »*

A ces « relégués de la vie », qui ont oublié – ou n'ont jamais su – qu'ils étaient *« comme les autres »*, il faut commencer par *« donner sens à ce que la personne dit et fait* (5) », et lui montrer qu'elle détient un savoir, une richesse intérieure à faire connaître.

Le recours à l'expression artistique est une des clés de cette valorisation, car il permet de montrer à des personnes marquées par *« la honte d'être pauvre »* qu'elles sont non seulement capables d'accéder au beau, mais aussi de le fabriquer. Au Guatemala, où ATD Quart Monde a lancé le programme Art pour tous, des artistes se sont déplacés dans les bidonvilles pour partager leur passion. L'un d'entre eux s'était installé dans une décharge publique avec des enfants : *« Je cherche à créer chez eux l'émotion, car je pense que, quand la vie est trop difficile, les gens doivent se transformer en pierre, s'endurcir pour pouvoir supporter les conditions de vie qui sont les leurs. (...) A travers l'art, à travers la signature qu'un enfant appose au bas de son dessin, il peut dire : " Je suis un être humain, je suis capable de faire le bien, j'ai le pouvoir de ressentir une émotion. " »*

A des milliers de kilomètres de là, dans un quartier « mal famé » de Dublin où l'on compte 80 % de chômeurs, Mme Fiona Nolan, une travailleuse sociale passionnée de théâtre, a encouragé une douzaine de mères de famille à oser mettre en scène des existences dont elles n'avaient jusqu'alors jamais eu à s'enorgueillir. Voilà maintenant neuf ans que les Balcony Belles de Sheriff Street écrivent et jouent des pièces qui explorent les différents aspects de leur culture et de leur vie quotidienne (chômage, travail au noir, sécurité sociale, etc.). Si les Belles ont connu des débuts difficiles, elles ont peu à peu acquis une telle notoriété que l'image de leur quartier s'en est trouvée modifiée.

Cardboard Citizens, une compagnie londonienne fondée il y a quatre ans « par et pour des sans-abri », utilise la même source d'inspiration que les Balcony Belles, à savoir l'expérience vécue de ses membres. Mais elle va plus loin dans son rapport au spectateur puisqu'elle reprend le principe du « forum-théâtre », mis au point par le metteur en scène brésilien Augusto Boal. La formule a l'avantage d'engager un réel échange critique avec le public, que celui-ci soit avec ou sans abri(6).

Toutes ces initiatives conduisent des exclus à s'inscrire dans un projet commun, à devenir des protagonistes, à prendre des responsabilités. Modestes ou ambitieuses, ces expériences connaissent un tel développement que les institutions, soucieuses de *« réduire la fracture sociale »*, ne peuvent les ignorer.

Dans la seule Europe, 52 millions de pauvres sont en droit d'exiger l'application des droits fondamentaux définis dans la plupart des Constitutions européennes, notamment le droit à la culture. Sans doute est-ce pour cela que la direction générale de la Commission européenne chargée de l'information et de la culture, la DG X, a l'intention de mettre en place toute une série d'actions. Des opérations pilotes, comme le programme Horizon, sont déjà lancées. Elles visent à rétablir *« le lien social, la cohésion sociale, au travers de comportements culturels »* dans les quartiers « chauds » de plusieurs villes européennes. Mais on attend encore un projet global, avec de véritables moyens et un véritable budget.

(1) Mouvement ATD Quart Monde, *Une politique à partir des plus pauvres*, Paris, 1993. Lire Alwine de Vos Van Steenwijk, « Des citoyens exclus de la démocratie », *Le Monde diplomatique*, mai 1988.

(2) 23, rue de Bièvres, 75005 Paris. Tél : 42-46-81-95.

(3) Contribution du Sénégal à la quatrième session des Universités populaires Quart Monde, Bruxelles, juin 1995.

(4) L'université du Citoyen fonctionne si bien que La Seyne, Toulon, Avignon et Créteil ont annoncé leur intention de créer les leurs.

(5) Monique Janvier, bénévole du Quart Monde à Genève.

(6) Des expériences de ce type se déroulent également en France, notamment dans la cité des Minguettes, à Vénissieux, où la compagnie Traction Avant travaille sur la mémoire des habitants et organise des stages pour les jeunes. Lire, d'autre part, Miguel Angel Estrella, « A quoi bon jouer Beethoven quand les gens ont faim ? », *Le Monde diplomatique*, juin 1989.

* Journaliste.

JEHAN RICTUS (1867-1933)

Les Soliloques du pauvre

Poète français, ami de Paul Gauguin, auteur des *Doléances* (1900) et de *Cantilènes du malheur* (1902), Jehan Rictus a traduit dans une langue colorée qui emprunte à l'argot populaire – à la manière de Rutebeuf ou de Villon – les souffrances et les espoirs des déshérités.

Quand j'pass' triste et noir, gn'a d'quoi rire.
Faut voir rentrer les boutiquiers
Les yeux durs, la gueule en tir'lire,
Dans leurs comptoirs comm' des banquiers.

J'les r'luque : et c'est irrésistible,
Y s'caval'nt, y z'ont peur de moi,
Peur que j'leur chopp' leurs comestibles.
Peur pour leurs femm's, pour je n'sais quoi.

Leur consienc' dit : « Tu t'soign's les tripes,
« Tu t'les bourr's à t'en étouffer.
« Ben, n'en v'là un qu'a pas bouffé ! »
Alors dame ! euss y m'prenn'nt en grippe !

Gn'a pas ! mon spectr' les embarrasse,
Ca leur z'y donn' comm' des remords :
Des fois, j'plaqu' ma fiole à leurs glaces,
et y d'viennent livid's comm'des morts.

(...) « – Avez-vous vu ce misérable,
« Cet individu équivoque ?
« Ce pouilleux, ce voleur en loques
« Qui nous r'gardait manger à table ?

« Ma parole ! on n'est pus chez soi,
« On n'peut pus digérer tranquilles...
« Nous payons l'impôt, gn'a des lois !
« Qu'est-c'qu'y font donc, les sergents d'ville ? »

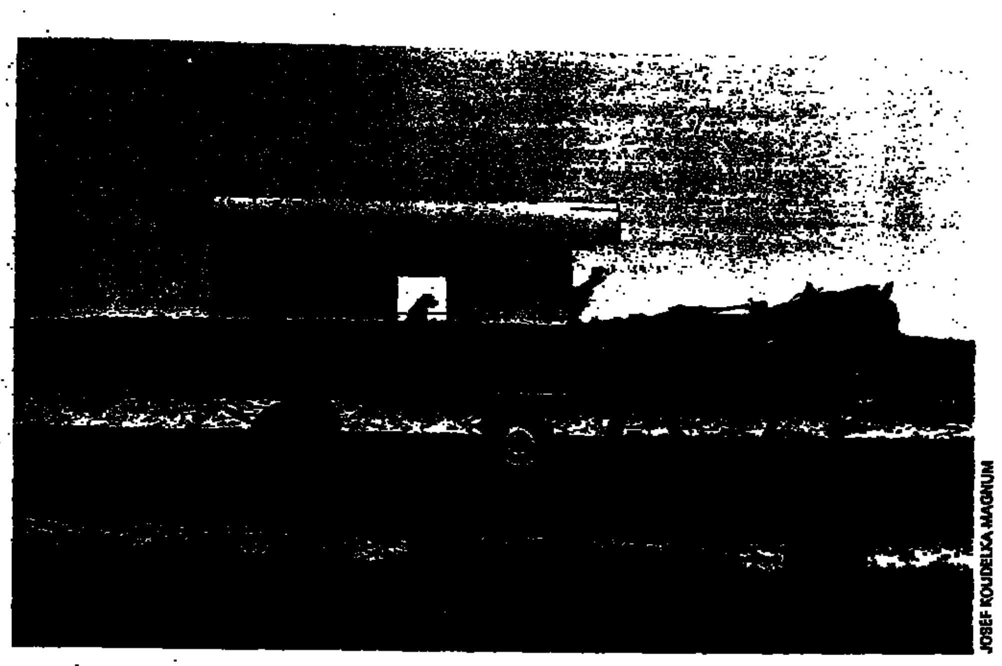
(...) Pendant c'temps, moi, j'file en silence,
Car j'aim'pas la publicité ;
Oh ! j'connais leur état d'santé,
Y m'f'raient foutre au clou... par prudence !

Comm'ça, au moins, j'ai l'bénéfice
de m'répéter en liberté
Deux mots lus su' les édifices :
« Egalité ! Fraternité ! » (...)

(*Les Soliloques du pauvre*, réédition, L'Harmattan, Paris, 1994.)

VRAIS EXCLUS

malmené



JOSEF KOUDELKA-MAGNUM

TSIGANES SUR UNE ROUTE EN FRANCE
Comme s'il existait un ailleurs où remiser les damnés de la Terre

jusqu'aux violences racistes de Bacău en janvier 1995, au cours desquelles les Tsiganes ont vu leurs maisons incendiées (6). Lors d'une conférence de presse à Bucarest, l'association attirait l'attention sur *« les cas de tortures et de mauvais traitements infligés aux prisonniers »* ainsi que sur *« les discriminations de la police envers la minorité tsigane »*.

Gérée au niveau interministériel dans le seul souci d'affirmation de l'autorité plaisant à l'opinion publique, la crise lyonnaise a été à l'origine de la suspension de l'application des accords de Schengen, le 29 juin 1995, et de la remise au goût du jour des fameux « charters » d'étrangers. Dans l'improvisation, le 17 juin, douze malheureux Roumains étaient renvoyés pour l'exemple à Bucarest depuis l'aéroport de Lyon-Satolas. Ce premier « charter » de l'ère chiraquienne a été le point d'orgue d'une série d'incidents aussi inquiétants que peu glorieux.

A l'heure du laitier, le samedi 10 juin, la police raflait 28 Tsiganes arrivés dans la nuit sur un terrain vague. Bien que les procès-verbaux de police aient mentionné leur souhait de demander l'asile, ils ont été considérés comme *« immigrés en situation irrégulière »* et ont fait l'objet dans la journée d'un arrêt de reconduite à la frontière. Les hommes furent emmenés dans un centre de rétention, tandis que leurs compagnes étaient confiées aux bons soins de l'Armée du salut. En appel devant le tribunal administratif, les Roumains furent amenés menottes dans le dos, traitement de force généralement réservé aux criminels dangereux. Lorsque enfin, à la veille de remplir le « charter », il fallut mettre la main sur les femmes et les enfants dispersés dans la ville, se produisirent des scènes incroyables, rapportées par la presse avec des accents d'un autre âge.

« L'ordre des autorités est tombé sur les ondes de radio-police aux alentours de 16 heures : " Arrêtez tout ce qui ressemble à un Roumain de près ou de loin. " Pendant un instant, il y eut un silence pesant sur la fréquence. " C'est vrai que ça faisait drôle... ", confiait un gardien de la paix entre deux embarquements de groupes de Tsiganes dans les fourgons. (...) Ce fut la grande carapate des fuyards des Carpates à travers les rues de la ville. Fonctionnaires aux trousses donc (7). » Le ton goguenard du journal se prête mal à la brutalité des faits rapportés : chasse au faciès et drame humain.

Il n'est pas jusqu'au quotidien *Libération* qui ne se soit laissé aller aux titres faciles : « L'Eldorado lyonnais fond pour les Tsiganes (8) ». Eldorado ? *« Cent, cent cinquante, cent quatre-vingts gamins à la rue en plein mois de mars, on ne pouvait pas laisser passer. »*, explique Olivier Brachet, ancien animateur de la revue *Économie et humanisme*, aujourd'hui directeur du Comité rhodanien d'accueil des réfugiés et de défense du droit d'asile (Crardda). *« Nous avons dit simplement que les femmes et les enfants ne coucheront pas dehors »*, renchérit le pasteur Jean Costil, de la Cimade. Il a fallu un coup d'éclat : l'organisation d'un campement sur l'esplanade de la basilique de Fourvière, qui domine Lyon, pour que ces appels soient en partie entendus. Au soir du 11 mai, 150 Tsiganes se retrouvaient ainsi sous des tentes prêtées par les associations. L'émotion soulevée et la peur du scandale obligeaient les autorités à trouver une solution : une caserne désaffectée de Saint-Priest, banlieue dite à problèmes de l'Est lyonnais.

« Nous appelons la population lyonnaise à témoigner sa solidarité », concluait le communiqué des associations réunies devant la basilique. Hélas, il n'y en eut guère, bien au contraire. Quand une quarantaine de Tsiganes, dont une moitié d'enfants, ont été hébergés dans un foyer Sonacotra de Pont-de-Chéruy, dans l'Isère, le maire, pour marquer son hostilité, s'est chargé en personne d'organiser un barrage à l'entrée du foyer avec contrôle d'identité : *« Pour les réfugiés bosniaques, nous n'avons rien dit ; mais cette fois, c'est trop* (9). »

La démonstration a été, dit-on, « très appréciée » des riverains. Précisons que les Bosniaques si généreusement tolérés se réduisaient à quatre familles en tout et pour tout, et que Pont-de-Chéruy compte quatre mille habitants. Bien que Saint-Priest ait été, en 1989, au nombre des villes à « adopter » un village roumain, la décision préfectorale de loger les Tsiganes dans sa caserne désaffectée, quelques semaines avant les élections, provoqua la démission en signe de protestation du conseil municipal, tous groupes confondus, à l'exception du Front national qui proposait l'expulsion immédiate des intrus. Pont-de-Chéruy, comme Saint-Priest, sont pourtant des localités industrialisées depuis les années 20 qui doivent l'essentiel de leur croissance à l'immigration. A Pont-de-Chéruy, réfugiés russes et arméniens, albanais, grecs venaient alors s'employer dans les tréfileries, tandis qu'à Saint-Priest une grande usine textile faisait affluer Italiens et Espagnols. Avant guerre, Pont-de-Chéruy comptait 29 % d'étrangers, sa bourgade jumelle de Charvieu 51 %, et Saint-Priest 33 % !

Réfugiés, immigrés, étrangers, demandeurs d'asile, réguliers, clandestins : tout se mélange et se confond dans la thématique du refus. Parfois l'hostilité s'exprime dans des lettres, comme celle d'un habitant de Villeurbanne à la Cimade : *« Arrêtons de nous laisser envahir et vous de gesticuler à tout moment pour ces étrangers, quand nous avons tant de FRANÇAIS au chômage, dans la misère et que l'on rejette, soit-disant* (sic) *faute de moyens. »*

Cela modifierait-il son point de vue d'apprendre que les archives de sa ville de Villeurbanne renferment des missives analogues à la sienne... mais datant de plus d'un demi-siècle ? *« Nombreuses sont les usines où l'on nous congédie pour garder des ouvrières étrangères,* se plaignaient en 1931 un groupe d'*« ouvrières françaises »*. *« Les trois quarts de ces étrangers vivent ignorés du fisc et c'est nous qui payons pour eux, sommes congédiés* (10). » Le maire d'alors, de gauche mais à l'écoute des doléances de l'électeur, conseillait déjà aux entreprises de pratiquer à l'embauche la discrimination que d'aucuns appellent aujourd'hui *« préférence nationale »*.

Le thème de l'étranger profiteur revient en force. Dans *Le Progrès*, on lit que *« chaque demandeur d'asile reçoit effectivement l'aide d'associations dans le cadre d'une action sanitaire et sociale et est hébergé en foyer ou à l'hôtel. Il est vrai également qu'ils perçoivent des allocations, une de 2 000 francs au titre de l'insertion et une autre de 1 300 francs mensuels, pendant douze mois au maximum* (11) ».

Or ces aides, qui sont prévues par les textes et assorties d'une interdiction absolue de travailler afin que les réfugiés ne deviennent pas des immigrés, la plupart des Tsiganes n'en bénéficient pas. Un recensement effectué par le Crardda auprès des pensionnaires du centre d'hébergement qu'il assure à Caluire montre que, sur une douzaine de familles, seules trois bénéficiaient, partiellement ou en totalité, des aides légalement prévues, soit neuf personnes sur 42, moins du quart. Les autres, perdues dans la procédure et en butte à la mauvaise volonté de l'administration, sont sans ressource aucune, avec bien sûr l'interdiction absolue de travailler. Viennent ensuite les plaintes sur la mendicité !

Quant au logement, personne ne voudrait vivre dans la caserne de Saint-Priest, pour ne pas parler des « squats », dont l'un a été muré en juillet par la police pour raison sanitaire. *« Ces gens sont sales,* commente un commerçant de Saint-Priest. *Ils ont la gale. Il paraît qu'à la caserne ils font leur besoins dans les couloirs* (12). » Fantasme. Imaginons un bâtiment de deux étages, inoccupé depuis des années, dans lequel s'entassent 180 personnes, peut-être plus, dans une trentaine de pièces, du réduit à la chambrée, avec des lits en fer prêtés par l'armée. Certes, « ils » ne partagent pas nos coutumes. Mais il faudrait rappeler ces paroles d'Albert Camus, avant guerre, à ceux qui glosaient sur la situation des Kabyles : *« Il est méprisable de dire que ce peuple s'adapte à tout. (...) M. Albert Lebrun lui-même* [le dernier président de la IIIe République], *si on lui donnait 200 F par mois pour sa subsistance, s'adapterait à la vie sous les ponts, à la saleté et à la croûte de pain trouvée dans une poubelle.* (13) »

« L'indifférence des années 40 »

A L'ENTRÉE de la caserne, les CRS montent une garde sourcilleuse, laissant sortir qui veut, mais ne laissant entrer personne qui n'ait sa « carte », une feuille de bristol plastifiée avec photo pour les Roumains, ou qui ne figure sur la liste agréée par la préfecture pour les Français. Le statut juridique de cette garde n'est pas clair. Les Tsiganes sont en situation régulière de demande d'asile, ils ne sont pas en rétention. Pourtant, ils ne peuvent recevoir de visite. Il n'existe aucune mesure sociale d'accompagnement, comme cela est normalement le cas pour les réfugiés. Pas de cours de français, pas de scolarisation pour les enfants. Peut-on à la fois se plaindre de « leurs coutumes » si différentes et leur refuser ce minimum ?

La seule préoccupation des pouvoirs publics est de maintenir les Tsiganes en lisière de notre société en attendant de les expulser. *« On en vient, avec cela, à accepter un traitement qui les considère comme des sous-hommes »*, constate Mme Marie-Noëlle Fréry, jeune avocate, qui avait fait plier M. Charles Pasqua, à l'époque ministre de l'intérieur, et annuler ses expulsions lors des manifestations lycéennes contre le contrat d'insertion professionnelle (CIP). *« A voir ce qui se passe, on comprend mieux l'indifférence des années 40 »*, ajoute-t-elle. Qui alors s'est intéressé au sort des Tsiganes disparaissant dans la nuit et le brouillard ?

A une époque plus ancienne, dans les dernières lueurs d'une première guerre mondiale où les frontières de l'Europe se redessinaient déjà à coups de canon un professeur d'anthropologie de l'université de Genève expliquait sur le ton de l'évidence : *« Pourquoi les Tsiganes nous sont-ils si sympathiques ? Ce n'est pas seulement, j'imagine, parce qu'ils ont été misérables, honnis, persécutés. C'est aussi, c'est certainement, parce que ce sont les seuls hommes qui dans notre Europe policée et organisée sont restés libres* (14). » Il faut croire qu'à l'heure où, vers l'Orient, l'Europe se dessine à nouveau à coups de canon, les Tsiganes ne sont plus sympathiques à notre modernité. Ils incarnent la différence inintégrable et le sentiment d'insécurité réunis.

« Un bon passeport m'est indispensable en ce temps d'universel régime policier, clamait Panaït Istrati, immigré roumain d'autrefois, manœuvre devenu écrivain de langue française. *Je demande ce passeport à la France. (...) Aujourd'hui mon hameau a le droit de lui réclamer, pour celui de ses enfants qui a le plus aimé la terre, autre chose qu'une tombe* (15). »

PHILIPPE VIDELIER.

(6) Amnesty International, « Romania : Broken commitments to human rights », mai 1995 ; voir également la revue *Chimères*, n° 25, printemps 1995.

(7) *Le Progrès*, 17 juin 1995.

(8) *Libération*, 4 mai 1995.

(9) *Le Dauphiné libéré*, Grenoble, 15 avril 1995.

(10) Archives municipales de Villeurbanne.

(11) *Le Progrès*, 12 avril 1995.

(12) *La Croix*, 18 mai 1995.

(13) Albert Camus, *Actuelles III*, Gallimard, Paris, 1958, p. 49.

(14) Eugène Pittard, *La Roumanie*, Bossard, Paris, 1917, p. 314.

(15) *Panaït Istrati, notre contemporain*, ouvrage collectif, Edisud, Aix-en-Provence, 1984, p. 172.

Marx et la mendicité

Par SOLANGE MERCIER-JOSA *

ÉTÉ 1844 : l'Allemagne est confrontée pour la première fois au paupérisme, écrit Arnold Ruge dans le journal *Vorwärts !* Le jeune Karl Marx – il n'a alors que vingt-six ans – lui répond dans un article publié les 7 et 10 août (1). Après avoir analysé les expériences anglaise et française, il constate que l'administration *« a renoncé à tarir sa source par des moyens positifs »* et se contente, par des mesures de bienfaisance, d'assistance et d'éducation, *« de lui creuser, avec une policière charité, une tombe chaque fois qu'il surgit à la surface du pays officiel »*.

L'approche actuelle a-t-elle radicalement changé (2) ? Cet été, des maires ont pris l'initiative d'exercer des *« pouvoirs de police »* pour sauvegarder *« la sécurité, l'ordre ou l'hygiène publiques »*, répondre à la situation de gêne *« bien réelle »* causée par la mendicité abusive de *« bandes organisées »* au *« droit de circulation dans les lieux publics des personnes âgées, des mères de famille, des promeneurs paisibles »* (3). Le premier ministre, M. Alain Juppé, a demandé à M. Xavier Emmanuelli, secrétaire d'État à l'action humanitaire, de se charger du dossier, et ce dernier a nommé deux médiateurs, M. Bernard Quaretta et Mme Danielle Huège. Entre-temps, M. Jean-Louis Debré, le ministre de l'intérieur, a, par un texte rendu public le 2 août 1995, précisé à l'attention des préfets les références juridiques indispensables pour que les arrêtés municipaux prohibant la mendicité ne soient pas passibles d'annulation par les tribunaux administratifs – depuis 1994, la mendicité n'est plus un délit. Des mesures de simple police qui, reconnaissait M. Xavier Emmanuelli, ne résolvent pas le problème.

En 1808 déjà, Napoléon *« voulut en finir d'un seul coup avec la mendicité »*, note Marx dans l'article cité plus haut. Convaincu qu'*« il ne faut point passer sur cette terre sans y laisser des traces qui recommandent notre mémoire à la postérité (...), il chargea ses services publics de préparer des plans pour* l'extirpation de la mendicité (objet de première importance) *dans toute la France. Le projet se faisant attendre, Napoléon perdit patience et il écrivit à Crétet, son ministre de l'intérieur, lui intimant l'ordre de supprimer la mendicité dans le délai d'*un mois ». Promulguée le 5 juillet 1808, *« une loi supprima la mendicité. Par quel moyen ? Par les dépôts »*, où les mendiants devaient apprendre à gagner leur vie par leur travail (4).

Aujourd'hui, la circulaire Debré vise *« des individus jeunes et socialement marginalisés dont le comportement suscite un sentiment d'exaspération »*. Cette réaction est-elle sans commune mesure avec le dégoût ressenti par Noailles du Gard, membre du corps législatif, reconnaissant à Napoléon d'avoir assuré *« un refuge à l'indigence et de la nourriture à la pauvreté »*, de sorte que *« nos pas ne soient plus arrêtés par l'image dégoûtante des infirmités et de la honteuse misère* (5) ? »

Durant la Révolution française, la Convention, qui, pour Marx, incarne indubitablement *« le maximum de l'*énergie politique, *du* pouvoir politique *et de l'*intelligence politique », avait eu le courage d'ordonner *« la suppression du paupérisme (...) après avoir chargé le Comité de salut public d'élaborer les projets et les propositions nécessaires, et après que ce Comité eut utilisé les enquêtes minutieuses de l'Assemblée constituante sur la situation de la misère en France et proposé, par la bouche de Barère, l'établissement du* Livre de la bienfaisance nationale, *etc. Quelle fut la conséquence de cette ordonnance de la Convention ? Il y eut une ordonnance de plus au monde et,* un an après, *des femmes affamées assiégèrent la Convention »*...

Conclusion de Marx : l'État, s'il admet l'existence de tares sociales, ne peut en chercher la raison que dans la *« loi naturelle »*, dans la *« vie privée »* ou dans la *« mauvaise volonté des pauvres »*, et non dans son essence même. Autrement dit, *« plus l'État est puissant, donc plus un pays est* politique, *moins il est disposé à chercher dans le* principe de l'État, *c'est-à-dire dans l'*organisation actuelle de la société, *dont l'État est l'expression active, consciente, officielle, la raison des tares* sociales *et à en comprendre le principe* général ».

UN SIÈCLE et demi plus tard, la démarche du chef de gouvernement demandant au secrétaire d'État à l'action humanitaire de nommer des médiateurs contredit-elle l'affirmation marxienne ? L'État est-il désormais disposé à mettre en question l'organisation sociale qui le fonde ? Ou bien, au contraire, est-il toujours incapable, comme l'écrivait Marx, d'*« admettre l'impuissance* congénitale *de son administration, c'est-à-dire sa propre impuissance »*, ne pouvant qu'en *« reconnaître les vices formels et accidentels, et s'efforcer d'y remédier »* ?

Lorsque le docteur Emmanuelli traite la mendicité de *« problème profond, culturel, urbain, sociologique »* et laisse entendre qu'il est *« beaucoup plus ancien que ne le laisse croire cette actualité estivale* (6) », fait-il preuve de plus de clarté et de distinction que le jeune Marx ? Et le projet de loi que le président de la République doit présenter le 17 octobre, lors d'une journée mondiale du refus de la misère organisée par le mouvement ATD Quart Monde initiera-t-il enfin *« les actes efficaces »* jusqu'ici *« introuvables »* que Marx appelait de ses vœux dans son article de 1844 ? Une certitude : tant que « réforme » signifiera liquidation des acquis sociaux, la pauvreté aura un bel avenir.

* Philosophe et chercheur, CNRS, auteur de *Théorie allemande et Pratique française de la Liberté. De la philosophie à la politique ou au socialisme ?* Paris, L'Harmattan, 1993.



MUSÉE D'HISTOIRE VIVANTE

« Passez votre chemin, mon enfant, la mendicité est une honte pour la capitale du monde intellectuel. »
(*L'Assiette au beurre*, 20 septembre 1902)

(1) « Gloses critiques en marge de l'article « Le roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Prussien », *Vorwärts !* n° 60, *in* Karl Marx, *Œuvres*, III, La Pléiade, Gallimard, Paris, 1982.

(2) Voir le chapitre IV de Solange Mercier-Josa, *Théorie allemande et Pratique française de la Liberté. De la philosophie à la politique ou au socialisme ?* L'Harmattan, Paris, 1993.

(3) « Justice pour les maires ! Pitié pour les mendiants ! », par Michel Crépeau, *Le Monde*, 13-14 août 1995.

(4) L'on peut présumer que les dépôts, les logements que le pouvoir public préconise aujourd'hui à destination des SDF, ne se mueront pas, comme les dépôts de mendicité institués en 1808, *« en pénitenciers dans lesquels les indigents ne parvenaient qu'en passant par le tribunal correctionnel »* (Marx, *op. cit.*, p. 406).

(5) *Cf.* Eugène Buret, *De la misère des classes laborieuses*, 1840, p. 227, ouvrage qui est à la source des informations de Marx.

(6) *Le Monde*, 4 août 1995.

FAUX PRIVILÉGIÉS,

Ambiguë, l'imagerie des pauvres...

Massivement, l'« exclusion », les pauvres sont désormais mis en scène à travers les images. Mais ce spectacle sert-il à déranger ou, au contraire, à conforter un certain ordre, à réconforter les « inclus », à leur faire accepter un sort qui n'est souvent pas très enviable ?

Par EDGAR ROSKIS*

ADOSSÉE contre une porte, assise sur un siège de fortune, elle tient entre ses mains, posé sur ses genoux, un petit panier au fond duquel gisent quelques pièces de monnaie. Quoique reléguée bien bas parmi les humains, elle se tient droite. Son attitude est « digne », sa mise impeccable, ses yeux, dissimulés derrière des verres à fort grossissement, regardent le destin en face, n'implorant rien ni personne. A côté d'elle, une autre femme – ou une jeune fille, de son visage caché par quelques pages de magazine on ne distingue qu'un œil – se loge plus bas encore, confinée à même le sol dans l'encoignure du pas de porte. Un peu d'argent, rassemblé à ses pieds dans une sorte de boîte à sardines, semble avoir été échangé contre des images religieuses.

Quel coup du sort a enfoncé ces deux femmes de Madrid en dessous de la ligne de flottaison, les a réduites à observer, pour ainsi dire en contre-plongée, les citoyens « normaux » voguant vers leurs occupations ordinaires ? La photo ne nous le dit pas. L'homme a clairement la tête hors de l'eau. Son visage est hors champ, tout à la fois invisible et aveugle, à l'abri des aléas de la vie. Anonyme en costume sombre et cravate repassée, mains croisées derrière un dos rigide, il passe son chemin, d'un pas si pressé que ses chaussures, qu'on imagine bien cirées, échappent au cadre de l'objectif.

Distribuée par l'agence Vu *(voir ci-dessus)*, cette photographie appartient à un lot soumis, lors d'une émission sur l'Europe diffusée par la chaîne de télévision franco-allemande Arte pendant la campagne présidentielle française



CARLOS DE ANDRES-VU

MADRID 1994 - SORTIE DE MESSE
Honte et dignité

(mars-mai 1995), au commentaire de chaque candidat (1). Seuls M. Philippe de Villiers et Mme Arlette Laguiller l'avaient retenue. Le premier l'interpréta comme *« une sorte d'allégorie de ce qu'est l'Europe aujourd'hui »*. Pour la seconde, c'était plus simplement *« le symbole de l'Europe des riches d'un côté, des pauvres de l'autre »*. Aucun des deux n'avait noté qu'il s'agissait de *mendiants*, figés dans l'archétype charitable d'une *« sortie de messe »*.

De son côté le photographe, en fixant cette scène, prolonge une iconographie séculaire, disons – puisque nous sommes en Espagne – celle du réalisme d'un José de Ribera (1591-1652) ou d'un Murillo (1618-1682), en passant par *Madame Boucicaut faisant le bien*, cette sculpture pompier qu'on pouvait voir il y a encore vingt ans trôner à *Paris dans le square portant le nom du* mari de ladite dame, Monsieur Bon Marché. Ces pauvres-là sont acceptables, leur image est depuis le Moyen Age intégrée au paysage. Ils n'inquiètent pas comme le spectacle de cette mendicité nouvelle, *« abusive »*, de jeunes gens *« agressifs »*, *« sales »*, *« avec des chiens »*, qu'en France des maires soucieux d'une bonne gestion municipale se sont efforcés tout au long de l'été d'escamoter à défaut de pouvoir en éradiquer les causes.

Depuis ses débuts, la photographie « humaniste » a installé la misère en toile de fond, sinon en fonds de commerce. Atget (1857-1927) dressa le catalogue des petits métiers parisiens voués à disparaître. Avec les opérateurs américains surgirent encore d'autres pauvres, délaissés ou au contraire exploités par la révolution industrielle. Jacob Riis, immigrant danois débarqué à New York en 1870, devint reporter photographe pour révéler aux habitants du centre-ville la noirceur des bas-fonds de Manhattan (2). Lewis W. Hine dénonça la condition d'enfants et d'immigrés filtrés par les fonctionnaires d'Ellis Island. Dorothea Lange et la douzaine de reporters mandatés par la Farm Security Administration rapportèrent entre 1935 et 1942, sous la houlette du sociologue Roy Stryker, 270 000 clichés montrant crûment les ravages de la crise économique aux États-Unis. Les portraits de marginaux plus ou moins monstrueux exécutés par Diane Arbus ébranlèrent certitudes populaires, conformisme national et confiance dans la norme. Eugene Smith, opérant pour le magazine *Life*, puis pour l'agence Magnum, consacra l'aura d'une photographie militante, *concernée* (3).

Passionnément réformateur, animé des meilleures intentions, le photographe « social » somme le monde moderne de se reprendre. Déclencheur de mauvaise conscience, amplifiant la *visibilité* des scandales du « progrès », il veut rendre service, ébranler l'assise d'un spectateur nécessairement bourgeois, comme est forcément honnête le commerçant incommodé par la proximité physique d'un mendiant *« agressif »*. Ce faisant, il épouse par la grâce des bons sentiments le *point de vue* dominant de la société, en adopte *in fine* les valeurs fondatrices, que ses clichés prétendent pourtant torpiller.

Car, pour émouvoir son destinataire et mouvoir le « décideur » qui y sommeille, il lui faut partager avec eux une même foi dans l'avenir de l'ordre social. Tout au plus leur signale-t-il, au nom du « progrès », des incongruités qu'une syntaxe, un langage en définitive communs iront ranger dans ce capharnaüm qu'on appelle aujourd'hui l'« exclusion ». S'y mêlent et s'y perdent toutes sortes de « pauvres » qui n'ont rien de commun, pauvres sans toit ni revenu, pauvres salariés, pauvres d'esprit, non-salariés payés au lance-pierre, clochards classiques et « nouveaux pauvres », « accros » de la rue, marginaux volontaires comme involontaires, familles trop nombreuses et pauvres sans famille. Grâce aux habits neufs de l'« exclusion », tous bénéficient d'un regain de photogénie mais s'abîment du même coup dans la confusion, l'indifférence du regard, l'indifférenciation de la pensée.

Établir le scandale de l'« exclusion », en accréditer l'idée et le mot (4), revient, pour louable qu'en soit l'intention initiale, non seulement à recouvrir (donc à masquer) une infinité de cas dissemblables, dont l'examen particulier se révèle explosif (5), mais à conforter son contemplateur dans sa position symétrique d'« inclus », dans sa certitude inverse d'*appartenir* à un *ensemble social*, somme toute amène, hormis la menace d'un châtiment économique. Ainsi, pour convoyer son message, pour nous *toucher*, la scène des mendiantes madrilènes s'organise selon une grammaire immuable. De même que la petite fille affamée d'Ayod ne serait rien sans le vautour qui la guette (6), la condition « déplorable » de ces deux femmes puise contraste et relief dans l'anonymat, l'indifférence du passant. Lui, ce passant cossu sans traits ni trace d'humanité, c'est évidemment chacun de nous, sujet principal d'une image apparemment penchée sur l'« exclusion », tandis qu'elle n'est, en vérité soucieuse que de la morale, et surtout du moral, des « inclus ».

De ce passant madrilène rendu antipathique par le talent sympathiquement manichéen d'un photographe, que savons-nous ? Qu'il a certes la chance de n'avoir pas à mendier, dispose encore du luxe de poursuivre sa route. Son contrat de travail en poche (un privilège, à ce qu'il paraît), peut-être se rendra-t-il demain lundi à son bureau ou à son atelier, mais l'estomac lesté d'angoisse, chaviré d'avance par la perspective d'humiliations consenties en échange d'une indispensable fiche de paye. Peut-être est-il, lui aussi, un « pauvre », qui le soir venu regagnera son foyer, y ôtera ce qui n'était que son costume du dimanche, y retrouvera l'amour de sa femme et de ses enfants, jouira enfin de sa vie « privée », mais privée du même coup de la résonance publique de sa parole, de son mot à dire que d'autres, maîtres de toutes les tribunes, énonceront à sa place dans des termes qu'il récusera confusément, inaudiblement. De là, malgré son « inclusion » économique, ce sentiment d'éloignement du corps social, de tristesse indéfinissable. Et d'où ce renversement : en négatif de cette imagerie, c'est moins le chômage que le travail tel qu'il pèse, et, plus que l'« exclusion », l'astreinte à l'inclusion, ce onzième commandement, qui se liraient comme problématiques inédites de nos vies modernes.

Il ne s'agit pas, bien entendu, de prétendre qu'est enviable le sort, en France, de trois millions de chômeurs, dont presque un tiers de longue durée, de près d'un million de RMistes, d'au moins la moitié de sans-abri et de beaucoup plus de mal-logés, auxquels s'ajoute une population indécelable par la statistique. Mais de suggérer que, en englobant une diversité d'individus sous le terme générique d'« exclusion », on veut finalement n'en rien savoir, ignorer par exemple qu'en province et au-delà, certains RMistes s'intègrent mieux à leur voisinage campagnard que bien des citadins actifs à leur environnement urbain (7). On perpétue de la sorte l'idéologie du travail rédempteur, quitte à retarder la vision et, pourquoi pas, l'avènement d'une société dont le travail, contre toute attente bien-pensante, ne serait plus la clé unique *(lire l'article de Bernard Cassen, page 7)*.

L'« exclusion », la mise en scène désagréable de sa prononciation comme de son spectacle, est, à proportion du dérangement qu'elle occasionne et du dérèglement qu'elle signale, finalement réconfortante pour celui qui y échappe. Le destinataire de l'imagerie des « exclus » s'abstrait de la scène, s'enrôle *de facto* dans le bataillon rassurant des « inclus », membre *a contrario* honorable d'un ordre, de ses déclinaisons associatives et institutionnelles, dont le romancier américain Kurt Vonnegut Jr fit éclater l'absurdité par le néologisme génial de *« gogotruche »* (8). La fiction d'une société, alors qu'on en admet et promeut par ailleurs la fascinante complexité, où l'ultime scansion se réciterait dans la catéchèse de l'« exclusion », de la division martelée entre chômeurs et « inclus » n'est-elle pas en effet dérisoire, dépourvue de finesse d'observation comme d'ambition visionnaire ?

« Est-ce la nécessité qui pousse l'homme à travailler ? », demandait cette année l'examinateur aux candidats à l'épreuve de philosophie du baccalauréat (académies de Dijon et de Besançon). Certains développements ne plairont guère à l'économiste, à l'homme politique ou à l'entrepreneur, qui se satisfaisaient mieux d'une *image* certes humainement un peu choquante mais tactiquement utile.

* Journaliste. Enseigne les mécanismes du photojournalisme à l'université Paris-X (Nanterre) et à l'université Paris-XIII (Villetaneuse).

(1) Hormis M. Jacques Chirac. « Paroles de citoyens », une coproduction Point du Jour-La Sept-Arte, réalisée par Philippe Ronce.

(2) Jacob A. Riis (1849-1914) fut journaliste au *Tribune*, attaché au commissariat de Mulberry Street. Il s'adonna à la photographie pour convaincre les lecteurs incrédules de la véracité de ses articles. *How the Other Half Lives* (« Comment vit l'autre moitié ») est son œuvre la plus connue.

(3) La notion de *concerned photographer*, dont la traduction la plus proche serait « photographe impliqué », s'oppose à l'idée d'un simple témoin, froid et « désengagé ». Elle est effectivement consacrée par l'œuvre d'Eugene W. Smith, dont une fondation, distributrice de bourses, porte aujourd'hui le nom.

(4) C'est M. René Lenoir, inspecteur général des finances et ancien directeur de l'École nationale d'administration (ENA), qui attira dès 1974, alors qu'il était secrétaire d'État à l'action sociale *sous la présidence de M. Giscard d'Estaing*, l'attention sur les *exclus*. De là date la bonne fortune de l'« exclusion » comme outil officiel de perception de la « fracture sociale ».

(5) Ainsi *La Misère du monde*, série d'enquêtes menées sous la direction de Pierre Bourdieu (Le Seuil, Paris, 1993).

(6) Voir Edgar Roskis, « Images et vautours », *Le Monde diplomatique*, août 1994.

(7) D'où la perplexité où laisse l'ambition de M. Eric Raoult, ministre de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion, avant M. Alain Madelin, ministre de l'économie démissionnaire, d'assujettir l'attribution du RMI à l'exercice d'on ne sait quel devoir, d'une activité qui n'existe plus ou pas encore, figeant ainsi son actuel bénéficiaire dans la situation désespérante d'une double contrainte. Dans la culture du ministre, l'attribution d'un revenu que ne compense aucun travail serait le principal facteur d'« explosion sociale ». Qui veut s'asseoir sur la bombe que déclencherait sa suppression ?

(8) Kurt Vonnegut Jr, *Le Breakfast du champion*, coll. « Fiction & Cie », Le Seuil, Paris, 1974.

Précision

Sur onze cas de détournements d'images cités dans l'article « Images truquées » (*Le Monde diplomatique*, janvier 1995), dix sont demeurés incontestés. Dix faits exacts n'excusent pas une inexactitude. L'inexactitude, voire l'erreur, est la hantise de tout journaliste. Nul, quels que soient les précautions prises et l'attachement à la règle du croisement des sources, n'en est à l'abri. La véritable faute consisterait à ne pas la rectifier.

En mettant en doute la présence physique d'un photographe d'un hebdomadaire français à bord de l'avion emprunté par Mme Alina Fernandez Revuelta, fille de M. Fidel Castro, pour quitter Cuba, l'auteur de cet article s'appuyait sur deux sources, aussi formelles qu'indépendantes.

Par une troisième source qui s'est manifestée plusieurs mois après la publication du texte, nous avons acquis la conviction qu'il y avait erreur dans la relation des faits. La « manipulation » ne portait pas sur le photographe (dont le nom n'était d'ailleurs pas cité), qui était bien à La Havane contrairement à ce qui a été écrit, mais sur les conditions mêmes du départ de Mme Fernandez Revuelta, exagérément présenté comme une « évasion ».

Deux films, deux regards

CHAQUE fin d'été, depuis six ans, se déroulent à Lussas, village ardéchois anodin, les États généraux du documentaire (1), une manifestation qui refuse l'appellation de festival, préférant la rencontre entre un film et son public à la compétition et aux distinctions. À l'heure des images « en direct » qui se multiplient sur les petits écrans, il était intéressant d'observer un genre de documentaire bien défini, le « cinéma direct », et de voir comment certains films que l'on classerait dans cette catégorie surpassaient ou pas l'esthétique et la logique politique des images télévisées.

Par définition, le cinéma direct se confronte au réel. Mais filmer le réel ne signifie pas pour autant porter un regard d'auteur, saisir ce réel, le transmettre ou simplement le questionner. Le cinéma direct n'est simple qu'en apparence. Il requiert, comme le souligne Thierry Garrel, responsable de l'Unité de documentaires de La Sept/Arte, *« une réflexion et une rigueur bien plus grandes que la fiction »*. L'avantage d'une manifestation comme celle de Lussas est de permettre la mise en parallèle de plusieurs films sur un même sujet et d'offrir la possibilité d'en revoir certains le lendemain (2). Ainsi, deux films sur un sujet commun, l'exclusion, offrent deux regards antinomiques.

Le Quai des ombres prend le temps et en fait intelligemment son complice. Pendant l'hiver 1994, la gare de l'Est de Paris tentait une expérience sans précédent : la mise à disposition pour des personnes sans domicile d'un train composé de deux wagons. Ce train immobile, rangé sur une voie sans issue, devait officiellement lutter contre l'exclusion, alors qu'il s'agissait en fait d'un moyen pour la SNCF de contrôler une certaine population oisive et jugée dangereuse, errant dans le hall de la gare et lui ayant fait perdre de nombreux procès intentés par des voyageurs agressés. Ce type de gestion de la marge n'était complet qu'avec la création, à quelques pas de la gare, et en collaboration avec une grande entreprise de travail temporaire, d'une agence d'emploi chargée de trouver à cette population des « missions » leur permettant de trouver un logement moins précaire. En dehors des habituelles missions d'intérim hebdomadaires, l'agence n'hésite pas à réinventer le travail journalier.

Luc Verdier-Korbel a partagé plusieurs mois durant l'existence de trois personnes dont les chemins se sont croisés dans ce train. Son système de tournage on ne peut plus léger – il est seul – lui permet de capter l'attente, les espoirs, les désillusions, les réflexions de Didier, Christian et Michel, ces voyageurs immobiles. Leur parcours, leurs âges diffèrent, mais ils finissent par se retrouver, sans se rencontrer, sur ce même quai d'arrivée. Autour d'eux, quelque 200 000 voyageurs empruntent quotidiennement les trains au départ.

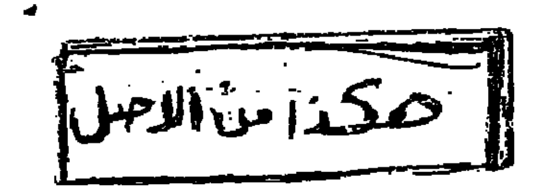
AU bord de la Seine, près de la porte de Bercy, ignorées par les automobilistes qui roulent sur la bretelle du périphérique surplombant ce lieu, une dizaine de personnes ont aménagé des cabanes de fortune (3). Waldeck Weisz s'est intéressé à deux de ces personnes, Jean-Claude et Jean-François. Il en a tiré un film insipide, *Sans adresse, Porte de Bercy*. Le malaise qu'il produit résulte du traitement superficiel qu'effectue son réalisateur. Il s'agit ici de fabriquer du visuel avec des éléments réels que l'on ne fait que survoler. On ne compte pas un plan d'une durée supérieure à une minute, et les gestes quotidiens de Jean-Claude et Jean-François en deviennent dès lors folkloriques. Sentiment qu'accentue l'utilisation douteuse d'un noir et blanc artificiel, présent uniquement lorsque les deux protagonistes sont à l'image. Une façon de mieux les exclure du réel filmé en couleurs ! Jean-Claude a beau dire qu'il rêve de *« vivre comme les autres »*, Waldeck Weisz en décide autrement en lui refusant une place dans la représentation qu'il donne de la réalité.

CARLOS PARDO.

(1) Cette année, les États généraux se tenaient du 21 au 27 août.

(2) La Maison du documentaire se charge de répertorier l'ensemble de la production annuelle en la matière et d'assurer aux films une diffusion non commerciale auprès des institutions, des bibliothèques et de l'éducation nationale. La Maison du documentaire, 07170 Lussas. Tél : (16) 75-94-25-25 ; télécopie : (16) 75-94-26-18.

(3) *Le Monde*, 16 juin 1995.



VRAIS EXCLUS

Chômage, des illusions au bricolage

FAUTE d'avoir compris que les mutations technologiques réduisent sans cesse le besoin de main-d'œuvre dans les entreprises traditionnelles, le gouvernement français leur propose de recruter des travailleurs à des prix « cassés » grâce aux subventions publiques. M. Alain Juppé gaspille ainsi, sans résultat, des ressources qui auraient pu être affectées à une politique de réduction généralisée du temps de travail. Quitte à s'attirer la suspicion des « marchés » et les foudres des « experts » de l'OCDE, que ce soit au moins pour rompre avec des logiques qui ont fait faillite.

Par BERNARD CASSEN

Si des lexicographes prenaient la peine de mesurer les occurrences de tel ou tel mot-clé dans les articles ou essais sur le chômage parus au cours des deux ou trois années écoulées, nul doute qu'ils constateraient, ces derniers mois, un véritable décrochage dans l'utilisation du terme de « croissance », en même temps qu'une montée en flèche de « flexibilité » et de « temps de travail ».

Pratiquement plus personne – et surtout *pas le patronat* – *ne soutient en effet* la thèse, qui a fait figure de dogme pendant des décennies, selon laquelle la croissance, même de 3 % ou plus, permettrait de donner du travail aux quelque 18 millions de chômeurs déclarés dans l'Union européenne. La mutation technologique informationnelle est passée par là, et ne s'arrêtera pas, engendrant, si elle n'est pas maîtrisée socialement, une croissance non seulement sans emplois, mais massivement destructrice d'emplois (1). Et, à cet égard, le rapprochement entre le premier et le dernier mot du titre du Livre blanc de 1993 de la Commission européenne, *Croissance, compétitivité, emploi*, apparaît déjà presque incongru. Mais, entre le deuxième et le dernier, on peut parler de contradiction absolue *(lire, page 28, l'article de Riccardo Petrella)*.

C'est au nom de la compétitivité, en effet, que les grandes entreprises allemandes, pour ne parler que d'elles, délocalisent massivement en Europe centrale et orientale (où les salaires sont dix à vingt fois moins élevés) et qu'elles exigent, en Allemagne, une flexibilité toujours plus grande des salaires et du temps de travail. De ce point de vue, l'accord du 12 septembre dernier entre le syndicat IG Metall et la direction de Volkswagen permet certes de sauvegarder jusqu'en 1997 les 30 000 emplois menacés qui avaient déjà fait l'objet de dures négociations en 1994. Mais au prix de nouvelles concessions. À l'époque, IG Metall avait accepté une réduction de la durée hebdomadaire du travail à 28,8 heures (soit quatre jours), assortie d'une baisse des salaires (déjà gelés depuis 1992) de 10 % à 16 %. Le « paquet » 1995 comprend la suppression de la moitié des pauses payées de cinq minutes par heure ; la baisse des primes pour le travail du samedi ; une annualisation du temps de travail permettant à la direction de moduler les horaires jusqu'à 38,8 heures par semaine selon l'état du carnet de commandes, mais aussi un relèvement des salaires de 4 %.

Le compromis peut paraître honorable, mais il témoigne d'une tendance lourde : pour les gouvernements et les employeurs, la voie « normale » pour s'adapter aux « impératifs » de la compétitivité est la suppression d'emplois. M. Jean-Claude Trichet, gouverneur d'une Banque de France gardienne du franc fort et des critères de convergence du traité de Maastricht, montre d'ailleurs symboliquement la voie en projetant de supprimer, dans les trois ans, 800 des 2 425 postes de travail de ses services de fabrication. Motif : dans le cadre de la concurrence intra-européenne, prétendre participer, en 1999, à l'impression de la monnaie unique, implique de faire tomber de 1 franc à 70 centimes le coût de fabrication d'un billet (2)...

Si ce n'est pas la charrette de licenciements, ce peut être, au moins comme étape intermédiaire, la remise en cause de conquêtes sociales souvent acquises au terme de longues luttes, et désormais vilipendées comme autant de « privilèges » *(lire, page 3, l'article de Christian de Brie)*. Les salariés sont alors sommés de troquer ce sursis à expulsion de l'entreprise contre une diminution de leur niveau de vie ou une dégradation de leurs conditions de travail. C'est ce que l'on appelle la « flexibilité ». Selon le rapport de forces local, cette flexibilité est plus ou moins défavorable aux travailleurs, Volkswagen représentant un exemple limite en raison de la puissance d'IG Metall.

La question ne se pose même plus pour la majorité de ceux qui – chômeurs de longue durée et jeunes tout juste sortis du système éducatif – parviennent à obtenir un emploi : la précarité, autre forme de la flexibilité, est de règle. En 1994, en France, 70 % des embauches l'ont été à titre précaire. Au total, les salariés stables ne représentent plus que 55 % de la population active, contre 76 % en 1970. Dans quelques années, les précaires (actuellement 21 %) deviendront majoritaires (3). On s'y prépare : *« Dans les grands groupes, il faut désormais huit à dix signatures de la hiérarchie avant d'accepter un contrat à durée indéterminée »*, déclare M. Michel Berry, directeur de recherche en gestion au CNRS (4). Aux États-Unis, en 1993, 90 % des emplois offerts étaient précaires ou à temps partiel, et, indice caractéristique de tiers-mondisation, 7,6 millions d'Américains (500 000 de plus que l'an passé) exercent simultanément plusieurs emplois, chacun mal payé, il va sans dire. Le « petit boulot » devient la seule issue pour les employés ou cadres victimes de licenciements collectifs, comme les 4 000 personnes, pour la seule ville de New York, qui vont perdre leur emploi à la suite de la fusion, tellement célébrée dans les médias, des banques Chase Manhattan et Chemical Banking (5).

SELÇUK

Une contre-réforme de grande ampleur

C'EST une redistribution à rebours des revenus, une contre-réforme d'une ampleur sans équivalent dans l'histoire contemporaine, qui est en train de s'effectuer sous nos yeux. Dans son dernier ouvrage, au titre évocateur – *La Fin du travail* (6) –, l'écologiste américain Jeremy Rifkin rappelle que le quart de la population active des États-Unis est composé de travailleurs temporaires ou à temps partiel, payés 20 % à 30 % de moins par heure que leurs homologues (provisoirement) à plein temps, et non couverts par l'assurance-vieillesse ou l'assurance-maladie. Dans le même temps, les profits des sociétés augmentaient de 92 % au cours des années 80, les dividendes étaient multipliés par quatre, et les cadres dirigeants s'attribuaient sans vergogne des rémunérations astronomiques : 61 % des bénéfices en 1987 contre 22 % en 1953.

Voilà le modèle de « croissance riche en emplois » encensé dans une bonne partie de la presse, et qui sert de référence aux auteurs de rapports officiels. A ceux qui nourriraient le moindre doute quant à l'existence d'une pensée unique, la lecture de ces documents, d'une désespérante monotonie, constituera la meilleure des confirmations. Du Livre blanc, déjà cité, de la Commission européenne à l'ahurissante « étude » que l'OCDE vient de consacrer à la France (7), en passant par le rapport Minc (8), la mondialisation, le libre fonctionnement des marchés de marchandises et de capitaux et la baisse des prélèvements obligatoires ne font même pas l'objet d'une fausse interrogation. Ils sont désormais *« réinterprétés en termes de contraintes irréversibles (et, au total, bénéfiques). Les marges de liberté se trouvent ainsi, pour l'essentiel, réduites au marché du travail dont les spécificités nationales perdurent* (9) ». A partir de ces postulats, la seule réponse au chômage réside dans la flexibilité générale du coût salarial et du temps de travail. Ici, l'observateur reste perplexe : comment des recettes qui font quotidiennement la preuve non seulement de leur inefficacité, mais aussi de leur danger, peuvent-elles encore être avancées ? Aveuglement idéologique, conformisme social, sclérose ou paresse intellectuelle, crainte d'avoir à renier sur le tard des années ou des décennies de prêchi-prêcha ? Qui le dira ?

Ce qui se dégage en tout cas de la politique du gouvernement de M. Alain Juppé, dont les ministres n'ont jamais brillé par le non-conformisme de leurs idées, mais qui se trouvent prisonniers de la rhétorique de campagne de M. Chirac (la fameuse *« fracture sociale »*), c'est la volonté d'empêcher au moins la dégradation de l'emploi. Par tous les moyens. Si c'est par les bonnes vieilles méthodes de la flexibilité, qui ont évidemment la faveur du patronat, tant mieux. Si l'on doit, pour atteindre l'objectif, subventionner les employeurs sur fonds publics, va pour la subvention. C'est bien là l'essence du contrat initiative emploi (CIE) qui « met » le chômeur de longue durée, devenu smicard, à 2 982,33 francs par mois pour qui voudra l'embaucher, vraisemblablement en profitant de l'« effet d'aubaine » ou de l'effet de substitution, c'est-à-dire en faisant financer par la collectivité un recrutement qui aurait, de toute manière, été effectué. C'est aussi une des motivations affichées de la prestation autonomie pour les 400 000 personnes dépendantes : les chèques emploi-service dont bénéficieront les personnes âgées pourraient créer quelques dizaines de milliers d'emplois supplémentaires de soins à domicile. Cela ne fait d'ailleurs que renforcer une évolution déjà très marquée puisque, en 1994, les aides gouvernementales aux emplois et stages ont touché le nombre inégalé de 2,4 millions de personnes, soit 9 % de la population active. Cependant l'« imagination » du gouvernement s'arrête là, le condamnant à l'impasse. D'ailleurs, dès le 23 juin dernier, le Centre des jeunes dirigeants d'entreprise (CJD) avait prononcé un jugement lapidaire sur les mesures gouvernementales : *« Effets sur l'emploi : 0. »*

Car il existe une autre voie non explorée, que M. Chirac avait d'abord récusée avant de sembler l'envisager au cours d'une visite dans une entreprise de Cholet en juillet dernier : la réduction massive et généralisée de la durée du travail, sans perte de salaire pour les rémunérations basses et moyennes, et avec un strict minimum de nouvelles contraintes de flexibilité. C'est-à-dire une formule radicalement différente de celle de Volkswagen, qui n'est autre qu'un partage défensif et local du chômage, et non pas une conquête de temps libéré pour tous. Près d'une quarantaine de chercheurs – économistes, sociologues et philosophes – et de militants associatifs, que beaucoup de divergences séparent par ailleurs, ont signé en juillet dernier un manifeste (10) en trois points qui préconise en premier lieu *« de redistribuer de façon continue sur l'ensemble de la population active un volume de travail salarié régulier qui est en voie de contraction inéluctable »*. Les deux autres points sont la reconnaissance et le développement de l'économie solidaire et la mise en place d'un revenu minimum pour tous, tant il est vrai que *« l'économie capitaliste de marché se révèle en effet incapable à elle seule de réguler les logiques productivistes qu'elle déclenche, et de se mettre au service des hommes »*.

De tous les pays européens, la France est sans doute celui où le débat sur la durée du temps de travail (11) déborde le plus le champ strictement syndical, pour devenir un enjeu politique (12). M. Chirac, qui aura bientôt épuisé sans succès les dérisoires prescriptions anti-chômage de sa panoplie, aura-t-il le courage de sortir des sentiers battus, de s'attaquer de front au problème du temps de travail ? Si ce n'est pas le courage, ce pourrait être l'instinct de survie politique. En proposant de taxer, même à dose homéopathique, certains revenus du capital, le gouvernement Juppé a déjà brisé un tabou installé par Pierre Bérégovoy et par François Mitterrand, et que M. Balladur avait déjà égratigné en supprimant certains avantages fiscaux des sicav monétaires...

(1) Lire, notamment, Bernard Cassen, « Impérative transition vers une société de temps libéré », *Le Monde diplomatique*, novembre 1994.

(2) *Le Monde*, 14 septembre 1995.

(3) Lire l'article de Pascale-Marie Deschamps et Catherine André dans *L'Expansion*, nº 506 *bis*, juillet 1995.

(4) *Infomatin*, 4 septembre 1995.

(5) *La Tribune Desfossés*, 4 septembre 1995.

(6) Jeremy Rifkin, *The End of Work. The Decline of the Global Labor Force and the Dawn of the Post-Market Era*, Jeremy P. Tarcher-Putnam, New York, 1995. Des extraits de cet ouvrage ont été publiés dans *Courrier international*, nº 245, 29 juin-5 juillet 1995, et André Gorz en fait une lumineuse analyse, « Vers une société post-marchande », dans *Transversales science culture*, nº 35, septembre-octobre 1995.

(7) Les « experts » de l'OCDE préconisent notamment la baisse du SMIC, la diminution des dépenses sociales et du nombre de fonctionnaires (*Le Monde*, 24-25 septembre 1995).

(8) Alain Minc (rapport au premier ministre de la commission présidée par), *La France de l'an 2000*, Odile Jacob/La Documentation française, Paris, 1994.

(9) Jacques Freyssinet, *Emploi et chômage : peu de résultats, beaucoup de rapports*, document de travail nº 95-01, Institut de recherches économiques et sociales (IRES), avril 1995.

(10) Ce manifeste, « Chômage : appel au débat », a été publié dans *Le Monde*, supplément « Initiatives », du 28 juin 1995.

(11) Lire *Le Temps de travail en Europe. Organisation et réduction*, sous la direction de Reiner Hoffmann et Jean Lapeyre, Institut syndical européen/ Syros, Paris, 1995, 295 pages, 160 F. A consulter également Michel Husson, « Le volume de travail et son partage. Étude comparative de sept grands pays », *La Revue de l'IRES*, nº 11, hiver 1993, ainsi que Eric Dumoulin et Delphine Lombard, *Le Guide de l'aménagement du temps de travail*, Editions d'Organisation, Paris, 1995, 80 pages, 120 F.

(12) Le Parlement européen a voté en juillet dernier une résolution approuvant le « Rapport sur une stratégie cohérente de l'emploi pour l'Union européenne » élaboré par sa commission temporaire sur l'emploi (Rapporteur : M. Ken Coates), et qui préconise une forte réduction de la durée du travail (A4-0166/95, 28 juin 1995.) De son côté, l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, où se retrouvent des élus de 36 États, a adopté, le 25 septembre dernier, un rapport de M. Gusenbauer, socialiste autrichien, préconisant une réduction de la durée du travail étalée sur toute la durée de la vie.

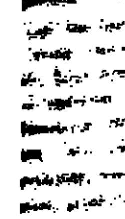
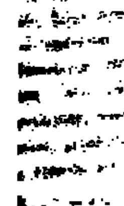
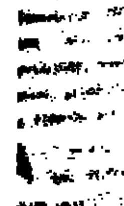
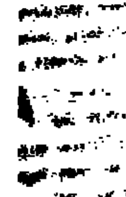
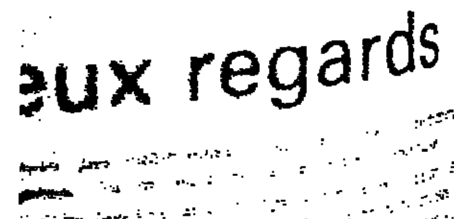
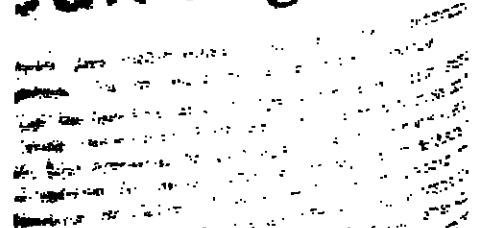
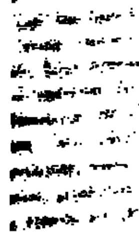
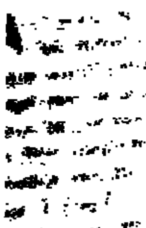
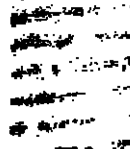
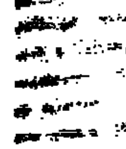
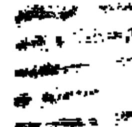
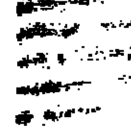
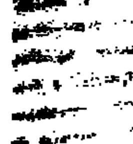
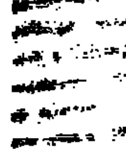
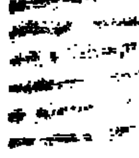
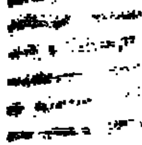
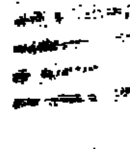
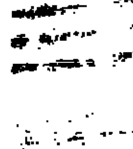
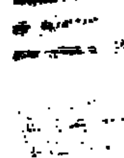
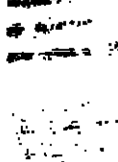
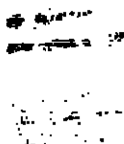
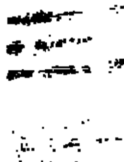
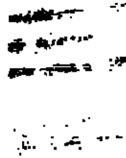
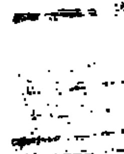
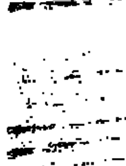
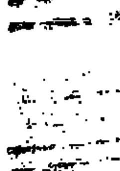
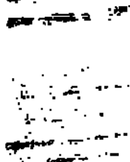
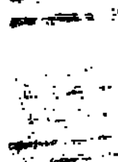
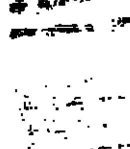
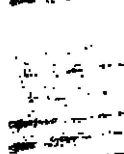
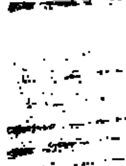
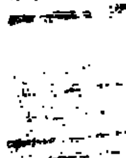
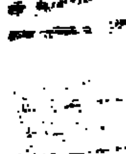
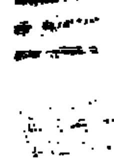
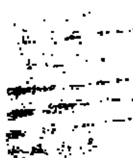
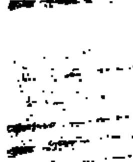
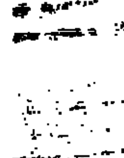
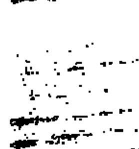
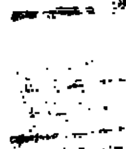
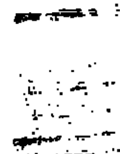
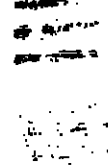
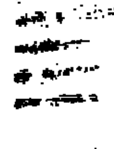
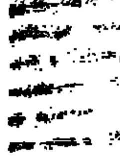
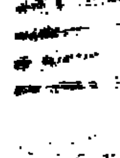
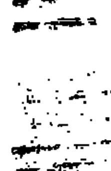
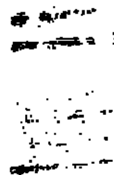
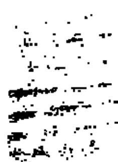
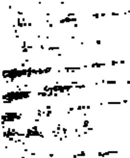
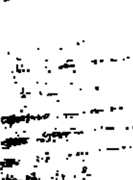
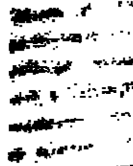
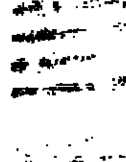
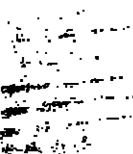
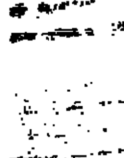
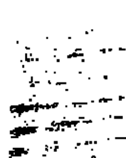
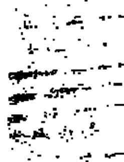
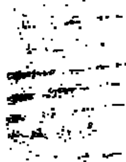
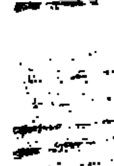
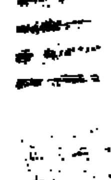
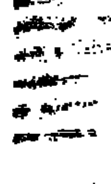
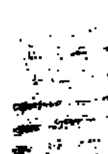
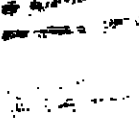
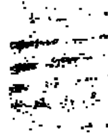
DÉMOCRATIE INDUSTRIELLE. La participation directe dans les entreprises. – Dominique Martin

★ PUF, Paris, 1994, 325 pages, 178 F.

Peut-on envisager le dépassement de la démocratie représentative dans l'entreprise par des dispositifs de participation directe, et ces derniers relèvent-ils nécessairement d'une logique démocratique ? Un double questionnement placé par Dominique Martin au principe d'une éclairante recherche sur le sens, les modalités et les équivoques d'une thématique au cœur d'un débat à la fois très actuel et fort classique. La matrice en fut forgée par le courant proudhonien, plus que réservé à l'égard des grandes institutions. Par son *« déni de participation »* le taylorisme allait bientôt exacerber le désir d'implication des salariés dans le fonctionnement de l'entreprise, partiellement satisfait à titre compensatoire selon des formules variées.

Dans le prolongement de cette mise en perspective historique, l'auteur évoque avec clarté les avatars contemporains d'une belle idée déviée de son institution originaire, qui était trop politique (au sens où elle posait la question de pouvoir dans l'entreprise) pour être mise au service de l'efficacité gestionnaire par le management participatif. *« Les politiques de participation ne vont pas, loin s'en faut, dans le sens exclusif d'une affirmation démocratique. »* Ce n'est pas à proprement parler une révélation mais une conclusion argumentée d'une étude solide.

JACQUES LE GOFF.



HEURS ET MALHEURS

Les Nations unies au fil

OBSOLÈTE, l'Organisation des Nations unies ? Alors que se déroule sa cinquantième Assemblée générale, elle doit tirer le bilan des formidables révolutions qui ont ébranlé la planète durant ce demi-siècle : bouleversements démographiques et scientifiques, décolonisation, extinction du communisme, victoire du capitalisme. La confrontation Est-Ouest a vécu, mais les défis de la misère, des inégalités, de l'usure écologique demeurent. L'ONU doit être certes rénovée, mais ni elle ni les organisations qui en dépendent ***(lire page 10)*** **ne doivent être mises au service des intérêts des États-Unis.**

Par GILBERT ACHCAR*

Contrairement aux institutions de Bretton Woods, dans lesquelles la prépondérance américaine était assurée par la répartition des voix au prorata des quotes-parts financières, l'Organisation des Nations unies avait été conçue selon un mode quelque peu « idéaliste ». Le « principe de l'égalité souveraine de tous ses membres », inscrit dans la Charte, accordait à chaque État une seule voix et donc le même poids dans les votes de l'Assemblée générale. Ce principe était certes contrebalancé par le caractère non obligatoire des résolutions de l'Assemblée (de simples « recommandations », sur les questions les plus importantes). Par ailleurs, les règles de fonctionnement du Conseil de sécurité – cinq membres permanents disposant d'un droit de veto – empêchaient tout recours au chapitre VII de la Charte, c'est-à-dire l'adoption de mesures coercitives, y compris l'emploi de la force armée contre le gré de l'une des puissances victorieuses en 1945.

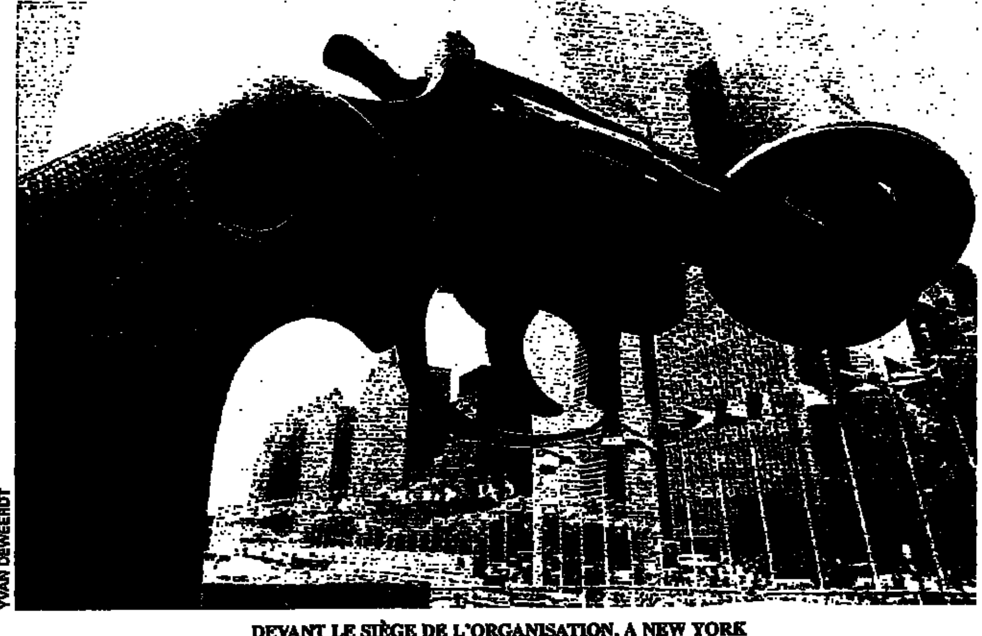
Pour Washington, l'ONU devait être un instrument de consolidation et de maintien de la paix dans le nouvel ordre issu de la guerre et largement dominé par les États-Unis : près de la moitié du PNB mondial et seule puissance nucléaire, en 1945. A l'Assemblée générale, Washington faisait la loi par le truchement du vote majoritaire de ses nombreux obligés (sur les 51 membres de l'organisation en 1945, dix seulement appartenaient à l'Asie ou à l'Afrique, dont l'Union sud-africaine). Le Conseil de sécurité avait, en revanche, été conçu comme lieu du consensus entre grandes puissances. Il fut, en conséquence, très souvent paralysé par les vetos potentiels ou effectifs, au cours des quarante-cinq années allant de la fondation de l'ONU à la guerre du Golfe.

* Enseignant, université Paris-VIII.

Moscou a fait de son droit de veto un usage intensif, voire quasi systématique, au cours des premières années de la guerre froide : 77 fois de 1945 à 1955. Ce n'est que grâce au boycottage provisoire du Conseil de sécurité par l'URSS, pour protester contre l'octroi du siège de la Chine à Formose, que l'administration Truman put, en juin 1950, placer l'intervention en Corée de ses troupes et de leurs alliés sous la bannière des Nations unies. Moscou s'étant ravisé, le secrétaire d'État américain, Dean Acheson, eut l'idée de contourner le veto soviétique en rendant possible le recours à l'Assemblée en cas de blocage au Conseil (résolution « Union pour la paix » du 3 novembre 1950). C'est dire à quel point les États-Unis considéraient l'Assemblée comme leur étant acquise.

C'est en 1970 seulement que Washington jugea nécessaire d'utiliser son droit de veto (au sujet de l'Afrique australe). Et au cours des années suivantes, les États-Unis allaient manier leur pouvoir de blocage beaucoup plus fréquemment que l'Union soviétique. Entre-temps, en effet, la composition de l'Assemblée avait radicalement changé, entraînant la modification des rapports de forces au sein de l'organisation, y compris au Conseil de sécurité : le nombre des membres non permanents avait été porté de six à dix en 1965. L'afflux massif des États afro-asiatiques à l'ONU à partir de 1960, dans la foulée de la décolonisation, ainsi que la montée du « neutralisme », allaient progressivement dégager une majorité qui, pour être « non alignée », n'en était pas moins hostile aux desseins hégémoniques des États-Unis, perçus comme principale puissance « néocoloniale ».

Ce renversement de situation a atteint son paroxysme au cours des années 70, notamment lorsque l'Assemblée, au grand dam de Washington, assimila en 1975 le sionisme à *« une forme de racisme et de discrimination raciale »*, après s'être prononcée en faveur d'un *« nouvel ordre économique international »*. La réaction des États-Unis, sur ce terrain comme sur beaucoup d'autres, fut extrêmement vive sous la présidence de M. Ronald Reagan. Dénonçant la *« tyrannie de la majorité »*, Washington demanda que les votes des membres de l'organisation au sujet de son budget soient pondérés en fonction de leur contribution à ce même budget (1). L'administration américaine décida de réduire son apport de 25 % du budget à 20 %, jusqu'à ce que son exigence soit entérinée. Elle décida en outre retards et retenues de paiement, provoquant une grave crise financière. En même temps, le divorce politique entre Washington et l'organisation s'aggravait, avec notamment la condamnation par l'ONU du blocus des ports du Nicaragua en 1984, puis du bombardement américain de la Libye en 1986.



YVAN DEWEERDT

DEVANT LE SIÈGE DE L'ORGANISATION, A NEW YORK
Au service de tous, ou des seuls puissants ?

Bien que l'Assemblée leur ait, en 1986, reconnu *de facto* un droit de veto sur l'utilisation du budget, les États-Unis poursuivirent leur harcèlement financier, après un important paiement d'arriérés en 1987. La guérilla continua, avec, en 1988, le refus d'accueillir M. Yasser Arafat à New York, qui obligea l'Assemblée générale à se déplacer à Genève pour écouter le leader palestinien. Elle rebondit au début de la présidence de M. George Bush : l'Assemblée condamna l'intervention de ses troupes à Panama, en décembre 1989.

Nouveau « multilatéralisme »

CEPENDANT, les signes d'un changement s'accumulaient, portés par la diplomatie de l'Union soviétique dirigée par M. Gorbatchev. Le président Reagan avait déjà pris conscience, à la fin de son second mandat, de la possibilité de réactiver le rôle de l'ONU dans un sens conforme aux orientations américaines. Toutefois, le Congrès rechignait à la suivre sur ce terrain, lui refusant les moyens de payer les arriérés dus à l'organisation. Le changement n'en continua pas moins, avec notamment la mise à contribution de l'ONU pour le règlement pacifique des conflits opposant par procuration les États-Unis à l'URSS sur le continent africain, ainsi que l'acceptation par les deux superpuissances de l'intervention d'observateurs des Nations unies à des fins de supervision : Moscou en Afghanistan, dès 1988, pour le retrait de ses troupes, et Washington en Amérique centrale, dès 1989, pour la démobilisation des « contras » au Nicaragua.

Deux facteurs précipiteront ce second tournant, bien plus abrupt que le premier, dans les relations entre Washington et l'ONU. D'abord, bien sûr, l'agonie de l'URSS, qui entraînera un changement radical des rapports entre les deux supergrands. Le « multilatéralisme », qui, pour Washington, n'a jamais signifié autre chose que la formation de coalitions militaires sous hégémonie américaine, avec l'aval de l'ONU de préférence, devenait à nouveau une perspective plausible – et d'autant plus alléchante que l'interventionnisme unilatéral des États-Unis était resté fortement handicapé depuis la guerre du Vietnam.

L'autre facteur, conjoncturel, sera la crise du Golfe consécutive à l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août 1990. Elle constituera en quelque sorte la pierre de touche de la fin de la guerre froide et du nouveau « multilatéralisme » : pour la première fois, les grandes puissances condamnaient unanimement un État majeur du tiers-monde, allant jusqu'à décréter contre lui un blocus naval, puis à autoriser le refoulement de ses troupes *« par tous les moyens nécessaires »*. Pour la première fois depuis 1950, lorsque l'URSS boycottait le Conseil de sécurité par solidarité avec la Chine continentale, l'article 42 de la Charte prévoyant le recours à la force militaire était à nouveau invoqué, avec cette fois l'aval du Kremlin et l'abstention consentante de Pékin.

M. George Bush comprit très vite le parti qu'il pouvait tirer de la complaisance manifestée par Moscou à son égard, dès le début de la crise. Le « multilatéralisme » allait ainsi devenir une pièce maîtresse de l'entreprise de marketing politique déployée par son administration pour « vendre » la guerre qu'elle préparait à l'opinion américaine et au Congrès.

En ce *« moment unipolaire* (2) *»*, la couverture onusienne était paradoxalement plus utile à la Maison Blanche à des fins de politique intérieure qu'un quelconque bénéfice militaire escompté de la participation des alliés. Le problème primordial de l'interventionnisme était celui de sa légitimation aux yeux des Américains eux-mêmes : à cet effet, le consensus exprimé par l'ONU, d'autant plus précieux qu'il était inédit, fut d'un apport décisif (3).

Autre intérêt, et non des moindres, de la couverture onusienne : légitimer le moyen choisi par Washington pour contourner l'autre handicap majeur de l'interventionnisme américain, à savoir le problème du financement d'un effort militaire massif en ces temps de déficit budgétaire colossal et d'endettement net des États-Unis. La solution fut la mise à contribution des alliés les plus riches : monarchies pétrolières du Golfe, Japon, Allemagne, etc. À cet exercice, M. James Baker, le secrétaire d'État, s'illustrera si bien qu'il se verra affublé du sobriquet de « mère de tous les collecteurs de fonds » (*mother of all fundraisers*) par deux membres éminents du *think-tank* de la diplomatie américaine (4). La collecte fut de taille, en effet : 53 milliards de dollars, de quoi couvrir largement les frais du Pentagone, si ce n'est lui permettre de dégager un bénéfice net...

(1) En 1988, 107 États membres contribuaient à 2 % du budget, les 15 autres en assurant 84,5 %. Au sein de ce dernier groupe, la contribution des États-Unis avait été ramenée de 31,5 % à 25 % du budget en 1972.

(2) L'expression est de Charles Krauthammer, éditorialiste américain naguère très hostile à l'ONU et désormais cyniquement favorable à son utilisation quand cela sert les intérêts des États-Unis.

(3) Sur la « volte-face » des États-Unis et plus généralement sur l'évolution de leurs rapports avec l'ONU jusqu'à l'arrivée de M. Clinton au pouvoir, lire l'excellent ouvrage de Robert W. Gregg, *About Face ? The United States and the United Nations*, Lynne Rienner Publishers, Boulder, Colorado, 1993.

(4) Graham Allison et Gregory F. Treverton, *Rethinking America's Security : Beyond Cold War to the New World Order*, Norton, New York, 1992.

Edité par la SA *Le Monde*
Société anonyme
avec directoire et conseil de surveillance
Comité exécutif :
Jean-Marie COLOMBANI, président du directoire, directeur de la publication
Dominique ALDUY directeur général
Noël-Jean BERGEROUX directeur de la rédaction
Eric PIALLOUX directeur de la gestion
Anne CHAUSSEBOURG directeur délégué
Imprimerie du *Monde*
12, r. M.-Gunsbourg
95852 IVRY
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 438
ISSN : 0026-9395
PRINTED IN FRANCE
A la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, utiliser nos numéros de téléphone verts :
Paris et sa banlieue : 05-03-11-36
Province : 05-36-11-11.

DES ORGANISATIONS MONDIALES

des objectifs américains

L'intervention en Somalie décrétée par M. Bush en décembre 1992 – de façon inhabituelle, juste avant qu'il ne cède sa place à son successeur élu contre lui – s'inscrivait dans une logique de préservation de ce qui apparaissait comme le principal acquis de cette ère finissante : le renouvellement de la capacité morale des États-Unis à intervenir militairement en se drapant dans la bannière de l'ONU. En laissant à M. William Clinton le soin de gérer une opération en cours, le président exorcisait en quelque sorte le passé anti-guerre de son successeur (5). Le thème choisi semblait s'y prêter à merveille du point de vue du consensus international et de la légitimité aux yeux de l'opinion américaine (6). Toutefois, le résultat final fut tout le contraire de ce qui avait été escompté.

Que cela fût dû à une mauvaise gestion de l'intervention, ou à une mauvaise définition de ses tâches, toujours est-il qu'au départ des troupes américaines de Somalie, en mars 1994, la pathologie du Pentagone s'était enrichie d'un « syndrome somalien », s'ajoutant au « syndrome de Beyrouth », le « syndrome vietnamien » demeurant vivace (7). Syndromes qui ont inhibé toute tentation d'envoi de troupes américaines en Bosnie, mettant en relief le caractère exceptionnel du conflit du Golfe où la configuration du terrain se prêtait, comme nulle part ailleurs, à la guerre électronique.

L'intervention américaine à Haïti, en septembre 1994, même si elle s'apparente au modèle créé en 1990 – coalition dominée par les États-Unis, *sous couverture de l'ONU* –, *illustrait* plus les problèmes liés à la répétition de ce modèle que son efficacité. Quand on sait qu'il s'agissait d'un pays tout proche des côtes américaines, dont la situation avait des retombées directes sur la superpuissance voisine, on ne peut que s'étonner de l'ampleur de la résistance que l'administration Clinton a dû affronter au Congrès et dans l'opinion avant de s'engager. Résistance qui l'incita à négocier un compromis avec la junte afin d'intervenir.

Un repos bien mérité

EN réalité, les vents de l'« isolationnisme » semblent l'emporter aux États-Unis depuis au moins deux ans. L'enthousiasme « internationaliste » suscité par la guerre du Golfe fut aussi éphémère que la promesse du « nouvel ordre mondial » qui l'accompagnait. La fin de la guerre froide a plutôt nourri le sentiment, très répandu parmi les Américains, que leur pays, après avoir porté le principal fardeau de la lutte anticommuniste, devrait jouir d'un repos bien mérité. De ce fait, la nouvelle lune de miel entre Washington et l'ONU, inaugurée par M. Bush, aura été trop courte pour effacer le legs de deux décennies de divorce litigieux. Et, comme au cours des années précédentes, les tensions ont une traduction financière.

Washington veut bien se parer du drapeau de l'ONU lorsque cela l'arrange, et d'autant plus volontiers quand l'intervention de ses troupes est financée par autrui sous le prétexte du « multilatéralisme ». Dans ce type d'intervention relevant du chapitre VII, les troupes américaines agissent sous leur propre commandement, sans s'embarrasser de symboles tels que le port de casques bleus. Mais lorsqu'il s'agit pour les États-Unis de contribuer au financement d'unités auxquelles ils ne participent pas ou qu'ils ne contrôlent pas directement, comme c'est le cas pour les forces dites de « maintien de la paix » agissant sous commandement onusien, ils continuent à rechigner (8). Résultat : les arriérés dus par les États-Unis à l'organisation internationale dépassaient déjà 1,5 milliard de dollars au 31 août 1994, à la fin du précédent exercice financier, dont près des deux tiers au titre des opérations de « maintien de la paix ».

Le Congrès « introuvable » élu en 1994 ne peut qu'aggraver l'état des relations entre l'ONU et son pays hôte, d'autant que M. Clinton est peu enclin à mener des batailles sur ce terrain. Depuis lors, de surcroît, les souhaits américains de levée de l'embargo sur les armes pour la Bosnie, très majoritaires au Congrès et partagés, pour un temps, par le gouvernement, se sont heurtés au refus des autres puissances du Conseil de sécurité. Washington s'est même vu obligé de recourir au veto, le 17 mai dernier, au sujet d'Israël, et ce pour la première fois depuis 1990.

Certes, entre la rhétorique « isolationniste » à l'occasion démagogique des ténors de la droite républicaine triomphante, et les intérêts « lourds » d'un pays plus que jamais sensible à ce *qui se passe dans le* reste de la planète, il y a une contradiction qui ne manque pas de refroidir, voire de corriger, les passions des premiers. Ainsi a-t-on pu relever que le National Security Revitalization Act, adopté par le nouveau Congrès, par lequel celui-ci cherchait à imposer au président son aval avant de pouvoir placer des troupes américaines sous commandement onusien, a été considérablement atténué à cet égard.

MM. Brent Scowcroft et Arnold Kanter, deux membres éminents de l'administration très « internationaliste » de M. Bush, ont d'ailleurs souligné dans un article l'originalité de ce qu'ils appellent le « *nouvel unilatéralisme* ». Contrairement à l'isolationnisme traditionnel, celui-ci ne nie pas l'interdépendance de l'Amérique avec le reste du monde, mais reflète « *le fait de ne pas être disposé à s'acquitter de la lourde tâche d'exercer le leadership international, et d'être enclin non seulement à en partager le fardeau, mais à s'en débarrasser. Pour simplifier, le nouvel unilatéralisme sous-tend une approche de la politique extérieure qui maintient que les États-Unis s'occuperont du monde lorsqu'ils le devront, mais seulement à leur façon, selon leur calendrier et à leurs propres termes* (9) ».

Les deux auteurs critiquaient la myopie du « *nouvel unilatéralisme* » qu'ils décelaient dans les actes de l'administration Clinton, notamment dans sa menace de ne pas tenir compte des résolutions de l'ONU, au sujet des embargos concernant l'Irak ou la Bosnie. Ils jugeaient cette attitude préjudiciable aux intérêts des États-Unis, notamment en ce qui concerne l'organisation internationale : « *Lorsque Washington sélectionne et choisit parmi les résolutions du Conseil de sécurité celles qu'il respectera, au lieu d'exercer son leadership de manière conséquente pour obtenir les actions de l'ONU dont l'Amérique a besoin, il affaiblit un instrument précieux de la politique extérieure américaine.* »

Voilà qui définit bien les termes du débat interne à l'establishment sur la politique à suivre à l'égard des Nations unies : utiliser l'organisation à la carte, au gré des besoins américains, ou la diriger de façon conséquente afin d'en fixer le menu. En ces temps où nombre de projets de réforme de l'ONU sont formulés qui, sans l'agrément des États-Unis, resteront de vaines chimères, il est bon de garder à l'esprit ce que ceux-ci veulent faire de l'organisation.

GILBERT ACHCAR.

Quelques repères pour un demi-siècle

1945 : Signature de la Charte des Nations unies le 26 juin à San Francisco.
1946 : Le 10 janvier, les représentants des 51 États fondateurs participent à la première réunion de l'Assemblée générale.
1948 : Adoption à l'unanimité de la Déclaration universelle des droits de l'homme.
1949 : *Mise en place de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés* de Palestine (UNRWA).
1950 : Création en juillet d'une force internationale qui intervient en Corée.
1951 : Création du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.
1956 : Crise de Suez. L'ONU déploie une Force d'urgence (FUNU) dans le Sinaï.
1958 : Première conférence des Nations unies sur le droit de la mer.
1960 : Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux. Opération au Congo (Zaïre) engageant près de 20 000 hommes.
1964 : Force pour le maintien de la paix à Chypre.
1966 : Pour la première fois des sanctions sont imposées à un pays, la Rhodésie du Sud, futur Zimbabwe.
1969 : Adoption d'une Déclaration sur le progrès social et le développement.
1973 : Deuxième force d'urgence des Nations unies (Sinaï, canal de Suez).
1974 : Appel *en faveur d'un nouvel ordre économique mondial*.
1978 : Mise en place de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL).
1982 : Lancement de la campagne mondiale du désarmement.
1989 : Groupe d'assistance pour la période de transition en Angola et en Namibie.
1990-1991 : Les Nations unies avalisent l'usage de la force contre l'Irak.
1991 : Mission préparatoire au Cambodge, qui sera suivie en 1992 de la mise en place de l'Autorité provisoire des Nations unies (plus de 19 000 hommes).
1992 : Force de protection dans l'ancienne Yougoslavie (près de 40 000 hommes) : première opération en Somalie, suivie d'une autre, en 1993 (près de 30 000 hommes).
1993 : Mission d'observation en Haïti et mission pour l'assistance au Rwanda.

(5) Il a beaucoup été question de l'opposition du jeune Clinton à la guerre du Vietnam mais beaucoup moins du fait que, devenu gouverneur de l'Arkansas, il présida le Democratic Leadership Council (bloc des démocrates hors Congrès), favorable en 1990 à l'intervention militaire contre l'Irak.

(6) Le Japon a été, une fois encore, le principal bailleur de fonds lorsqu'il a fallu financer l'intervention en Somalie : 100 millions de dollars de contribution (91 % du total) au premier fonds spécial *créé pour la force d'intervention unifiée*.

(7) Dans le vocabulaire du Pentagone, le « *syndrome de Beyrouth* » désigne la crainte des attentats du type de celui qui coûta la vie à 241 « marines » au Liban, le 23 octobre 1983.

(8) Les États-Unis sont censés contribuer à hauteur de 30 % au financement des activités de main*tien de la paix impliquant les « casques bleus »*. Ils demandent que cette part soit réduite à 25 %.

(9) « Going It Alone and Multilateralism Aren't Leadership », *International Herald Tribune*, 4-5 février 1995.

Effrayantes invasions

EN 1987, *Amerika*, une série de fiction télévisée de la chaîne ABC, annonçait qu'avant dix ans les Russes, déguisés en « casques bleus » des Nations unies, occuperaient le territoire américain. Pour quelques soldats perdus de l'ultra-droite, dont les auteurs présumés de l'attentat contre le bâtiment fédéral d'Oklahoma City, la réalité a – presque – déjà rattrapé la fiction.

L'histoire américaine est riche en bouffées de paranoïa, en ruminations de complots imaginaires rassemblant ou opposant immigrés et mafias, FBI et syndicats, banquiers et *minorités raciales ou religieuses*. Consacré à l'assassinat à Dallas du président Kennedy, le film d'Oliver Stone, *JFK*, avait montré que cette appréhension vaporeuse de la réalité était loin de ne concerner que les quelques nostalgiques de l'ordre aryen. Mais le fait saillant de ces dernières années tient à ce que les fantasmes de machination sont désormais formulés par des éléments puissants de la droite. Ainsi, entre deux convocations des candidats républicains à la Maison Blanche, empressés d'y répondre, M. Pat Robertson, président de la Christian Coalition, associe M. George *Bush, John Lennon, la Commission trilatérale* et les Nations unies dans une très ancienne conspiration satanique qui viserait à l'instauration d'un gouvernement mondial et au règne de l'Antéchrist.

AINSI, agitant le spectre de soldats noirs de l'ONU déambulant dans les villes américaines, M. Robertson évoque le précédent du Congo en 1960 et « *cette photo d'un colon belge dont la femme et les enfants gisaient derrière une Volkswagen, massacrés par les troupes africaines des Nations unies. Si cela s'est produit là-bas, cela peut aussi arriver chez nous* (1) ».

Ce complot expliquerait le drame de Waco, au Texas, où, en 1993, des agents fédéraux massacrèrent les membres d'une secte en cherchant à les désarmer. Car, pour les miliciens d'extrême droite, l'expérience des Russes en Afghanistan – comme celle des Américains et des Français en Indochine – aurait prouvé que, même mal armé, le peuple peut défaire les troupes les mieux équipées. La réglementation des milices et de la vente des armes à feu viserait donc à faciliter la tâche des prochains envahisseurs. Déjà, certains résidents de Pennsylvanie s'inquiètent d'une nouvelle signalisation routière destinée, selon eux, à faciliter les déplacements des troupes d'occupation étrangère sous commandement des Nations unies. Des « *hélicoptères noirs* » de l'organisation internationale auraient aussi survolé l'Ouest américain où documents et photos prouveraient l'installation massive d'armes russes.

Mais la souveraineté du pays sera défendue : M. *Norman Olson, commandant* d'une milice du Michigan, a écrit à M. Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'organisation, pour exiger que l'ONU cesse ses « *manœuvres militaires* » sur le « *territoire souverain du Michigan* ».

S. H.

(1) *Cf.* « The Right Wing Media Machine », *Extra !* New York, mars-avril 1995. Lire aussi Dale Russakoff, « Panic in Middle America », *The Washington Post National Weekly Edition*, 15 mai 1995, et Gary Wills, « The New Revolutionaries », *The New York Review of Books*, 22 juin 1995.

HEURS ET MALHEURS DES ORGANISATIONS MONDIALES

Inquiétants nuages au-dessus de la FAO

AU cœur des contradictions qui minent le système mondial et, au-delà, interdisent tout développement rationnel, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) est-elle condamnée à un progressif étiolement ? Mal connue des opinions publiques, elle concerne, de par ses objectifs, l'ensemble de l'humanité. L'annonce par les États-Unis d'une forte réduction de leur contribution met à mal une institution perfectible mais nécessaire et qui ne peut utilement œuvrer que dans le long terme.

Par notre envoyé spécial JACQUES DECORNOY

Un monstre, un « *machin* » (de Gaulle *dixit*), qui ne sert à rien, coûte les yeux, les oreilles et le nez de la tête. Une bureaucratie choquante en cette ère de l'entreprise, qui, elle, chacun le sait, ignore ce fléau. En un mot, l'ONU, en faillite (1), doit se réformer ou disparaître. Jugements assénés dans une exemplaire confusion d'esprit, fruit à l'occasion mûri lors de campagnes de désinformation scientifiquement menées (2). Des sommes colossales s'évanouiraient ainsi légalement dans les poches de fonctionnaires et lors de campagnes militaires peu probantes. Pourquoi s'intéresser au détail quand, est-il dit, le scandale est généralisé ? Mais pourquoi se refuser le bonheur de quelques comparaisons ?

Est sise à Rome l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, plus communément désignée, par son sigle anglais : FAO. Budget biennal présenté par la direction, pour quelque 5,5 milliards de Terriens : un peu plus de 700 millions de dollars. Or, alors que la malnutrition demeure généralisée, qu'en une génération 3 milliards de bouches supplémentaires vont devoir être nourries (3), se livre autour de ce chiffre une très politique bataille.

Comparaisons donc : les seuls embouteillages de la seule ville de Bangkok (6 millions d'habitants environ) coûtent chaque année en essence et dommages divers (santé, etc.) 2,4 milliards de dollars ; au cours des six premiers mois de 1995, les sorties (entièrement spéculatives) de capitaux du Mexique ont atteint 11,4 milliards de dollars, les soutiens extérieurs à ce même pays se montant à 17,9 milliards de dollars. Alignons arbitrairement ces données en rythme annuel : l'organisation chargée des questions alimentaires et agricoles mondiales coûte sept fois moins que les bouchons de la capitale thaïlandaise et cinquante fois moins que les ballons d'oxygène dépêchés d'urgence à Mexico. Mais en quoi s'inquiéter ? Qui dit embouteillage dit croissance ; qui dit flux de capitaux dit jeu du marché.

Le temps n'était à l'évidence pas venu, le 9 juin dernier, pour Mme Melinda L. Kimble, de se livrer à de trop faciles comparaisons. Chef de la délégation arrivée de Washington pour débattre des questions budgétaires devant le Conseil de la FAO, elle ne mâcha pas ses mots : « *En vertu du consensus bipartisan selon lequel la réduction du déficit doit être notre première priorité budgétaire, nous faisons face à un extraordinaire déclin des ressources américaines disponibles pour les programmes intérieurs et internationaux et donc pour le système des Nations unies.* » En conséquence, pour 1996, il faudra amputer ces dernières ressources de 17 % ; davantage les années suivantes.

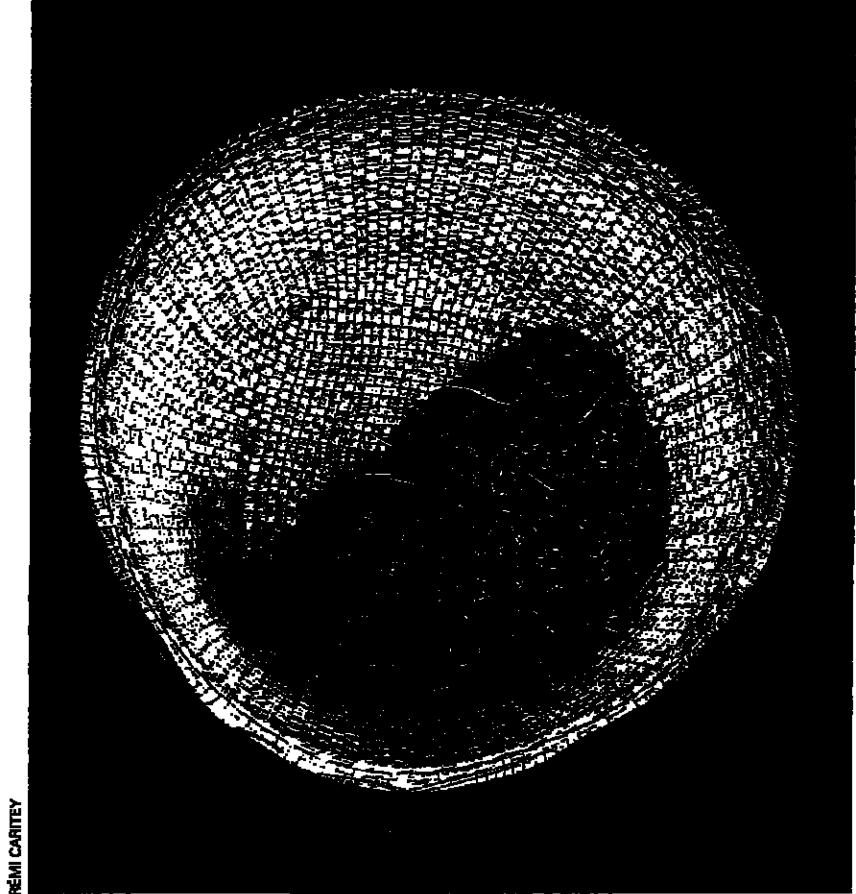
Les États-Unis contribuent pour 25 % aux revenus ordinaires de la FAO, qui devraient, selon Washington, se situer entre 550 et 600 millions de dollars (au lieu des 704 prévus par le directeur général). Aux États-Unis, confirma Mme Kimble, les pressions sont très fortes pour que le gouvernement réduise beaucoup ses dépenses : « *Les organisations internationales ne peuvent éviter ces pressions et devront affronter les mêmes défis au cours des prochaines années* ». Autrement dit, l'ONU, et pas seulement la FAO, doit suivre l'exemple américain, qui, nul ne saurait en douter, vaut pour tous les Mali, tous les Ouzbékistan, tous les Népal de la Terre. Il serait d'autre part inconvenant de trop rappeler que la part élevée du modeste budget de la FAO que les États-Unis sont tenus de payer constitue un engagement international dont on pourrait penser qu'il n'est pas un yoyo qu'agiteraient les joutes électorales.

Commentant ce même 9 juin cette situation, le représentant français parla, au nom de l'Union européenne, de « *très grave déclaration* ». S'exprimant ensuite au nom de son pays, il alla plus loin : les Nations unies, dit-il, sont l'objet d'une « *attaque grave* » qui est « *sans précédent* » : « *Cette décision conduit à une situation paradoxale où un État, en fixant de manière unilatérale sa contribution nationale, déterminerait le budget de base d'une organisation.* »

La critique de l'arrogante attitude américaine aurait, dans certains discours, davantage de poids si, à la fin septembre 1995, les retards de paiements ne concernaient quelque cent vingt pays. Les hauts fonctionnaires de la FAO ne sont pas tous occidentaux qui pensent que, par exemple, des pays comme le Cameroun et le Gabon, seraient plus crédibles s'ils honoraient leurs engagements, soit moins de 35 000 dollars par an...

C'est cependant l'attitude américaine qui suscite le plus de critiques ; elles peuvent se résumer ainsi : Washington veut en finir avec le système onusien, réduire la FAO à sa dimension statistique, tout ce qui gêne éventuellement les milieux privés (industriels et commerciaux) étant éliminé ; s'il est en apparence raisonnable que le plus riche pays soit aussi le plus gros financier, voilà qui crée une situation de dépendance et mieux vaudrait décider d'une réforme modifiant la répartition des contributions (celles, cumulées, de l'Union européenne, représentant environ 40 % du total et celle du Japon frôlant les 17 %).

En fonctions depuis janvier 1994, le directeur général, M. Jacques Diouf (qui est sénégalais) l'avait emporté – grâce notamment à une ferme campagne française – contre le candidat australien soutenu par les Américains. Il arrivait avec quelques idées-forces de relance de l'organisation et une vision à long terme de l'avenir alimentaire et agricole de la planète. Contradictions difficiles à résoudre : comment réorganiser, revitaliser, contre la volonté du premier bailleur de fonds ? Comment prévoir à long terme quand nul ne sait de quoi sera fait le budget de demain ?



RÉMI CARITEY

LE RIZ, DISAIT FERNAND BRAUDEL, EST « UN PERSONNAGE COMPLIQUÉ »

Au centre de l'action de la FAO, deux constantes : renforcer la sécurité alimentaire, assurer un caractère durable au développement rural et agricole. La mise en œuvre de ces missions s'opère selon quatre voies : le recueil d'informations (un système sans équivalent, qui permet notamment de déceler la montée des crises) ; l'organisation de forums ; la codification des textes et pratiques dans des domaines aussi vastes que l'alimentation, les pêcheries, les forêts, les ressources génétiques ; l'appui à la coopération technique. Autant de thèmes où apparaît dans son extraordinaire complexité l'entrelacs des intérêts locaux, nationaux, planétaires ... et privés, et qui imposent une réflexion de longue durée (4).

La FAO le constate comme tout un chacun : l'investissement ne va pas naturellement au secteur agricole. Et même si des efforts gigantesques sont réalisés, il demeure impossible de prévoir une extinction de la pauvreté. Selon une étude réalisée en 1994 par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), le produit intérieur brut mondial devra quintupler en cinquante ans pour que le revenu par habitant augmente de 3 % par an dans les pays en voie de développement, ce qui suppose une croissance considérable et particulièrement forte là où la misère est la plus grande, pure hypothèse notamment en Afrique subsaharienne.

Alors que la poussée démographique va demeurer très puissante pendant longtemps encore, « *les ressources naturelles utilisées pour l'agriculture et la production vivrière sont soumises à une dégradation inquiétante dans de nombreuses régions* (...). *On observe un fléchissement global des taux de croissance des rendements depuis les grands progrès de la révolution verte des années 60 et 70. Rien n'indique apparemment que des efforts soutenus de recherche agricole soient en cours ou que des crédits à la mesure des défis à relever soient prévus, et, chose plus importante encore, c'est le contraire qui semble se produire* (5) ». Le taux de croissance agricole mondial jusqu'en 2010 risque d'être de 1,8 % l'an, « *soit le niveau le plus faible de l'histoire* ».

Phénomène conjoncturel ou structurel ? Toujours est-il que le niveau des stocks mondiaux est au plus bas. Or les pays en voie de développement vont très probablement dépendre de plus en plus d'importations alimentaires : 110 millions de tonnes de céréales pendant la campagne 1995/1996, 120 millions de tonnes en 2001, 160 millions de tonnes en 2010. Disparition des stocks, diminution des subventions à l'exportation : les prix s'envolent. Tout le monde pourra-t-il payer ?

Autre sujet de préoccupation : l'érosion des ressources naturelles. « *La durabilité des ressources est compromise par les pressions exercées afin d'intensifier la production et de créer suffisamment de possibilités d'emplois et de revenus pour les populations toujours plus nombreuses qui dépendent de l'agriculture dans de nombreux pays en développement.* »

A l'évidence, la tendance générale à la FAO ne consiste pas à s'en remettre aux seules forces du marché pour répondre à ces défis, qu'il s'agisse des rapports entre sociétés rurales et sociétés urbaines (« *les gouvernements ont une influence directe* » sur ces flux de population), de l'instruction et de la formation (dont la « *revalorisation exigera une attention particulière dans les budgets publics* »), de la surexploitation et de la mauvaise exploitation des pêcheries (un « *code de conduite pour la pêche responsable* » est en préparation), des forêts – pour lesquelles il faut arbitrer entre « *des demandes croissantes et souvent conflictuelles* » (6).

Une politique agricole digne de ce nom suppose l'existence d'« *un gouvernement capable d'identifier le capital physique et intangible socialement productif que les marchés privés ne peuvent pas fournir, ou du moins pas de façon satisfaisante, et d'apporter des solutions aux problèmes sociaux que le marché ne peut pas résoudre par lui-même ou ne peut résoudre qu'à long terme* ». Quant aux programmes d'ajustement structurel, ils pèsent d'un poids difficilement supportable sur « *les couches les plus vulnérables de la population* », et les compressions budgétaires portant sur les services de santé et les programmes sociaux compromettent l'avenir du développement dans son ensemble (7). Un exemple africain fourni par un responsable de l'organisation : « *L'ajustement structurel signifie la baisse des subventions aux engrais. De ce fait, le paysan ne va pas opter en faveur de la rizière irriguée, donc il va se livrer à l'agriculture pluviale, et pour ce faire, ira détruire la forêt. Une politique à court terme qui contredit les nécessités d'une véritable croissance durable à long terme.* »

La logique de toutes les analyses et suggestions de solutions de la FAO va à l'encontre de la doctrine, essoufflée mais encore sur sa lancée, du libéralisme à tout-va. Encore faudrait-il que certains tabous fussent levés. L'organisation, qui n'est pas forcément toujours à l'abri de groupes de pression, semble ignorer, dans ses études sur le commerce ou sur la biodiversité, le rôle-clé d'une poignée de firmes faisant la pluie et le beau temps sur les marchés ou exerçant un redoutable contrôle sur la recherche, la sélection végétale et animale et l'usage de leurs découvertes, ou encore (mais tout est lié), orientant les politiques culturales de manière à intensifier l'utilisation d'intrants chimiques.

Ces puissances considérables n'apparaissent que comme en négatif dans les études officielles lorsque, par exemple, sont soulignés les avantages de « *la production endogène* » et du « *recyclage des intrants* (8) ». Ou encore lorsque, à propos des ressources zoogénétiques, est critiquée « *la tendance de ces dernières décennies* » à privilégier « *un nombre très limité de souches génétiques* » ; ou encore quand il est dit que la sécurité alimentaire à long terme passe par la préservation des ressources indigènes et la constitution d'un « *système mondial de banques de gènes* (9) ».

Irremplaçable outil

DANS le corset de contraintes politiques qui ne sont pas nouvelles mais s'exaspèrent (10) avec les retombées financières déjà évoquées, la direction de la FAO a quelque mal à imposer ses vues. Il est certes possible de « rogner » sur le personnel, qui n'a rien du monstre parfois montré du doigt à propos du système onusien : 5 458 salariés (au 31 décembre 1994), dont 3 170 à Rome et 2 288 sur le terrain, mais l'exercice a ses limites. Des coupes claires sont effectuées dans les projets de publications, la durée des réunions, et, fait plus grave, dans les programmes. Exigences d'économies doublées d'une formidable hypocrisie : la horde d'avions accompagnant n'importe quel déplacement banal du président américain à l'étranger coûte plus cher que les « efforts » imposés, pour des raisons jamais avouées, à une organisation qui, pour avoir sans doute, comme d'autres erré dans le passé, et pouvant assurément être aujourd'hui utilement retouchée, n'en demeure pas moins un irremplaçable outil d'analyse, de prévision, voire de mise en action de programmes.

Une réorganisation est en cours, que d'aucuns estiment insuffisante. L'adieu aux grands projets s'accompagne d'une décentralisation : renforcement des bureaux régionaux que vont épauler des bureaux sous-régionaux œuvrant le plus possible avec des experts nationaux. Un programme spécial a été mis en œuvre dans quinze pays (majoritairement africains) à faible revenu et à déficit vivrier, qui pourrait être étendu aux dizaines d'autres pays éligibles si peuvent être dégagées des ressources extrabudgétaires. A Rome même a été créé un département du développement durable dans le but d'intégrer les diverses disciplines au sein du travail normatif de l'organisation. Et le premier sommet mondial de l'alimentation doit se tenir dans la capitale italienne les 16 et 17 novembre 1996.

Loin des feux de la rampe se poursuit ainsi (pour combien de temps ?) un travail aussi peu médiatique que d'imprononçables sigles. Qui a eu vent de l'Empres, le Système de prévention et de réponse rapide contre les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes ? Du CMIA, le Centre mondial d'information agricole ? Du Cifor, le Centre pour la recherche forestière internationale ? Du Smiar, le Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture ?

Pour ne prendre qu'un exemple : dans son étude de juillet dernier sur la seule Afrique subsaharienne, le Smiar analyse la situation actuelle et les perspectives alimentaires et apporte des données précieuses sur quinze pays confrontés à des crises exceptionnelles. Sont recensés quatre cas de mauvaises récoltes dues notamment à la sécheresse ; tous les autres drames sont provoqués par des « *troubles civils* » et des « *déplacements de population rurale* ».

Dangereuse époque qui voit cette année le seul budget des opérations de paix de l'ONU représenter environ cinq fois celui de la FAO. Qui voit aussi exploser des conflits internes ruinant pour longtemps toute tentative de développement rural. Si l'on ajoute à ce peu champêtre tableau la volonté de puissants intérêts de considérer comme une entreprise (mal gérée, selon leurs critères) une organisation dont le mandat ne consiste pas que l'on sache à gagner des parts de marché, la crise de l'ONU, FAO incluse, apparaît comme le reflet, l'un des reflets, d'une faillite généralisée.

(1) Olivier Drouin, « L'ONU en faillite ! », *Capital*, Paris, septembre 1995.

(2) Par exemple les polémiques à propos du « nouvel ordre de l'information » dans les années 60 et 70.

(3) « Programme de travail et budget pour 1996-97 présenté par le Directeur général », FAO, Rome, 1995.

(4) Cette réflexion se fait jour dans l'étude de la FAO *Agriculture mondiale. Horizon 2010* (sous la direction de Nikos Alexandratos), dont la version française vient d'être publiée par Polytechnica, Paris, 442 pages, 385 F. Et dans celle intitulée *Plan à moyen terme 1996-2001*, soumise à la conférence réunie à Rome du 20 octobre au 2 novembre 1995.

(5) *Plan à moyen terme, op. cit.* Un responsable de la FAO note, pour la regretter, la récente décision prise au Canada de fermer un des plus grands centres de recherche publique sur la forêt.

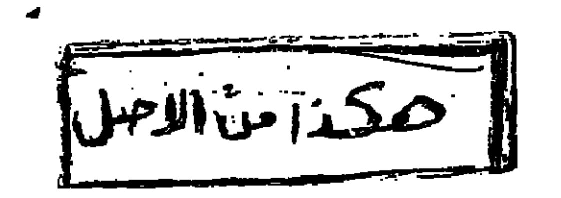
(6) *Ibid.*

(7) *Agriculture mondiale, op. cit.*

(8) *Ibid.*, p. 360.

(9) *Plan à moyen terme, op. cit.*

(10) A noter toutefois qu'à la FAO, contrairement par exemple à l'Unesco, la confrontation Est-Ouest n'a pu être directement utilisée par les forces conservatrices, l'URSS n'ayant jamais fait partie de l'organisation... dont elle était membre fondateur. La Russie (tout comme l'Ukraine et la Biélorussie) en demeurent absentes. Situation absurde. En revanche siègent désormais à Rome des pays tels que la Kirghizie, l'Arménie, l'Estonie, la Lituanie, la Lettonie.



CAP À L'OUEST POUR LA JORDANIE

Les États-Unis redessinent le Proche-Orient

AVEC plus d'un an de retard sur le calendrier, MM. Itzhak Rabin et Yasser Arafat ont entériné à la fin de septembre un accord pour la mise en œuvre de la seconde phase de l'antonomie palestinienne. La signature de ce texte à Washington confirme le rôle prépondérant des États-Unis au Proche-Orient, une région vitale pour leurs intérêts et dont ils sont en train de redessiner la carte politique. Tout en maintenant leurs relations privilégiées avec Israël, ils ont accéléré le virage à l'Ouest de la Jordanie et accentué l'isolement du régime irakien.

Par PAUL-MARIE DE LA GORCE*

Le 18 août 1995 commençaient dans le royaume hachémite les premières grandes manœuvres américano-jordaniennes depuis la guerre du Golfe. Ce n'était que le premier d'une série de gestes destinés à renforcer la présence militaire des États-Unis dans la région, qui se montait, au début de septembre, à plus de 22 000 hommes. Mais c'était aussi le signe d'une orientation stratégique à long terme décidée à Washington et l'instrument d'une opération politique de grande envergure pour la consolidation du dispositif que le gouvernement américain a établi dans la région et qu'il voudrait pérenniser.

Toute la réflexion stratégique menée à Washington depuis la fin de la guerre froide a conduit à faire de l'axe qui va du Maroc à l'océan Indien, à travers la Méditerranée, l'Asie Mineure et le Proche-Orient, l'un des deux champs d'action privilégiés de l'action extérieure – l'autre étant l'est de l'Europe et les Républiques détachées de la Russie après l'éclatement de l'Union soviétique.

De ce choix, les raisons sont évidentes : la région est une plate-forme permettant une éventuelle action militaire en Europe comme en Afrique, dans le Sud-Est européen en direction de l'ancienne Union soviétique comme en Asie centrale et naturellement dans l'océan Indien *(lire l'article de Raoul Delcorde, page 18)* ; de plus, s'y concentrent les réserves pétrolières mondiales les plus accessibles et les moins chères.

Néanmoins, l'expérience historique a montré que cette zone est un épicentre de crises, comme en ont témoigné, entre 1990 et 1995, la crise du Golfe, la guerre civile du Yémen, l'accord d'Oslo et sa contestation, le traité de paix jordano-palestinien, les troubles islamistes en Égypte, la guerre civile en Algérie, sans compter le blocus de l'Irak, l'agitation politique à Bahreïn, l'embargo partiel sur la Libye, la tension persistante avec l'Iran, les crises au Caucase et les secousses de l'affaire kurde... Autant de raisons qui justifient l'attention permanente que la Maison Blanche porte au maintien de l'ordre établi dans la région sous son contrôle exclusif.

Une alliance privilégiée avec Israël

AU lendemain de la guerre du Golfe, le président George Bush avait expressément mentionné la fin du conflit israélo-arabe comme l'une des tâches prioritaires pour que naisse le « nouvel ordre international » dont il se voulait le bâtisseur. Car l'ordre régional qui garantit les intérêts américains serait évidemment menacé par de nouvelles explosions résultant des rebondissements du conflit entre l'État hébreu et ses voisins.

A cette préoccupation s'ajoute le souci de la Maison Blanche, pour des raisons dont les origines sont à la fois idéologiques, religieuses, morales, mais aussi économiques et stratégiques, de prendre en compte les intérêts majeurs d'Israël. La guerre du Golfe, et plus encore la dislocation de l'URSS, ont confirmé à Washington la fracture profonde et durable de ce qu'on appelait le « camp arabe » et ont réduit les États qui en faisaient partie au statut d'interlocuteurs obligés de Washington, les uns accommodants, d'autres plus méfiants, mais dont aucun ne représente un danger potentiel pour les intérêts stratégiques des États-Unis.

En sens inverse, les raisons qui privilégiaient Israël dans les préoccupations politiques américaines, à l'intérieur comme à l'extérieur, demeurent. Le gouvernement de M. William Clinton a encore accentué cette alliance, comme en témoigne symboliquement le rôle éminent de l'un des dirigeants les plus remarquables de l'organisation pro-israélienne l'American Israel Public Affairs Committee (Aipac), M. Martin Indyk, d'abord au Conseil national de sécurité, puis comme ambassadeur en Israël.

Le président Clinton avait naturellement le souci d'aboutir à un règlement du conflit israélo-arabe. Mis devant le fait accompli de l'accord d'Oslo entre l'OLP et Israël, sans que sa diplomatie en ait été à l'initiative, il sut le reprendre à son compte et donner à son propre rôle toute la solennité voulue en présidant, le 13 septembre 1993, à sa signature par M. Yasser Arafat et M. Itzhak Rabin, sur les marches mêmes de la Maison Blanche. Mais il a été clairement entendu, dès ce moment, que les États-Unis n'interviendraient pas dans les négociations qui allaient suivre – si ce n'est pour faire pression sur les Palestiniens –, afin de ne gêner en rien les démarches de la diplomatie israélienne en un domaine qu'elle considère comme vital.

En revanche, on a vu M. Clinton s'engager personnellement, y compris par une rencontre à Genève, le 16 janvier 1994, avec le président Hafez El Assad, en faveur d'un règlement entre Israël et la Syrie (1). Pourtant, l'impasse persiste. Le gouvernement israélien n'a pu faire prévaloir ses exigences d'une réduction quantitative et qualitative des forces syriennes, dont il faisait la condition de l'évacuation totale du Golan. En vain, la diplomatie américaine a suggéré qu'un accord avec Damas isolerait les dirigeants palestiniens et les amènerait à de plus amples concessions : le premier ministre Itzhak Rabin n'a pas voulu se plier aux conditions d'un accord avec le président Assad, estimant que, dans son dialogue avec l'OLP, il était déjà en situation de force.

Mais M. Clinton a pu, avec le traité de paix israélo-jordanien signé le 26 octobre 1994, remporter un succès significatif. C'était d'abord un nouveau coup de pouce à la désagrégation de l'ancien « camp arabe » et c'était un pas supplémentaire, le plus important depuis les accords de Camp David de 1978 signés par Israël et l'Égypte, vers la réinsertion de l'État hébreu dans le Proche-Orient. Cette normalisation allait faciliter une manœuvre de grande envergure qui devait trouver son point d'aboutissement au mois d'août dernier.

La brusque défection des deux gendres du président irakien Saddam Hussein, arrivés à Amman le 8 août 1995, provoqua un choc sur la scène internationale. Dans l'immédiat, on pouvait penser que, si l'affrontement avec leur beau-père n'avait pas tourné à leur avantage, et s'ils avaient dû fuir, c'était que le régime de Bagdad avait résisté à cette nouvelle épreuve. Mais cet épisode était aussi le signe du rétrécissement de la base politique et sociale de M. Saddam Hussein. Au mois de mai 1995 déjà, une crise aiguë avait opposé le puissant et nombreux clan des Douleimis au pouvoir, à l'occasion des obsèques du général d'aviation Mohammad Mazloum El Douleimi, arrêté à la fin de l'année précédente et dont le corps, portant des traces de sévices, fut rendu à sa famille le 17 mai. Les émeutes qui suivirent et gagnèrent en particulier les villes d'Al Ambar et d'Al Ramadi illustraient l'ampleur de la révolte d'une région qui, de la frontière syrienne à l'Iran, fut longtemps considérée comme acquise au régime.

Le président Saddam Hussein a tenté de réagir en procédant à la mutation de quelques-uns de ses plus proches parents et collaborateurs, en particulier les ministres de la défense et de l'intérieur. Mais, cette fois, c'est dans ce clan des Takritis, qui était le noyau même du régime, que la fracture s'est produite.

La conséquence la plus importante de cette affaire, à la fois dramatique et rocambolesque, fut le changement majeur intervenu dans la politique jordanienne. Sans délai, le roi Hussein salua la défection des deux gendres du président irakien et reprit publiquement à son compte leurs assertions les plus invraisemblables concernant l'attaque prétendue « imminente » qui devait été lancée contre le Koweït, ou bien l'Arabie saoudite, voire contre la Jordanie elle-même. Aucun observateur sérieux n'admettait que de pareils projets aient pu être conçus dans l'état actuel de l'armée irakienne, interdite de toute présence réelle au sud du 32e parallèle, privée de soutien aérien et dont les stocks sont réduits à peu de chose. Mais dans le climat du moment, où l'hystérie s'ajoutait à la désinformation, c'était assez pour donner plus d'éclat au retournement de la politique jordanienne.

Il avait été préparé avec soin par le sous-secrétaire d'État américain Robert Pelletreau. Les étapes en furent franchies les unes après les autres : rapprochement entre le royaume hachémite et les monarchies du Golfe, normalisation de leurs relations, rétablissement de leurs transactions pétrolières, dans l'espoir que la Jordanie cesse de s'approvisionner auprès de Bagdad, etc., accentuant ainsi l'isolement politique et l'étouffement économique de l'Irak. Il ne s'agissait pas seulement, pour les États-Unis, de parfaire le blocus du pays, mais, du même coup, de réorienter durablement et profondément l'économie jordanienne vers l'ouest, c'est-à-dire vers l'État d'Israël.

Cette opération de grande envergure, menée avec une indiscutable efficacité, se heurte néanmoins à des difficultés. L'Irak est le premier partenaire arabe de la Jordanie : il absorbe plus de 13 % de ses exportations, plus du cinquième de ses ventes dans l'ensemble des pays arabes. La Jordanie achète en Irak plus de 12 % de ses importations totales et plus de 55 % de celles en provenance du monde arabe. Une rupture effective entre Amman et Bagdad apparaîtrait comme un grave danger aux milieux d'affaires jordaniens.

On comprend que le roi Hussein lui-même se soit fait l'avocat du renversement le plus rapide possible de M. Saddam Hussein. Il a obtenu l'appui chef de l'Etat égyptien, M. Hosni Moubarak, dont le pouvoir serait évidemment consolidé par une pacification générale qui enlèverait de leur virulence aux groupes islamistes lancés à l'assaut de son régime, et du gouvernement turc qui attendrait d'un nouveau régime irakien le règlement du problème de la zone incontrôlée du nord du pays, qui est devenue la base arrière des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Inversement, M. Hafez El Assad a désapprouvé le retournement hachémite. Pour lui, le roi Hussein s'est prêté aux manœuvres américaines sans obtenir en retour la moindre contrepartie, et il se rapproche de l'État d'Israël sans considération pour la situation de ses voisins arabes. Plus grave encore, il accentue l'isolement et la faiblesse de l'Irak sans qu'ait été sérieusement préparée une relève à Bagdad.

Le président le syrien l'a dit en termes catégoriques à plusieurs interlocuteurs : il ne veut pas l'instauration en Irak d'un pouvoir islamiste qui soit orienté vers l'Iran ou vers l'Arabie saoudite, et qui serait, par sa nature même, une menace pour l'actuel régime de Damas ; il ne veut pas davantage d'un gouvernement systématiquement favorable aux desseins politiques, économiques et stratégiques des États-Unis, qui provoquerait un nouvel affaiblissement des États qui ont encore à faire face à Israël.

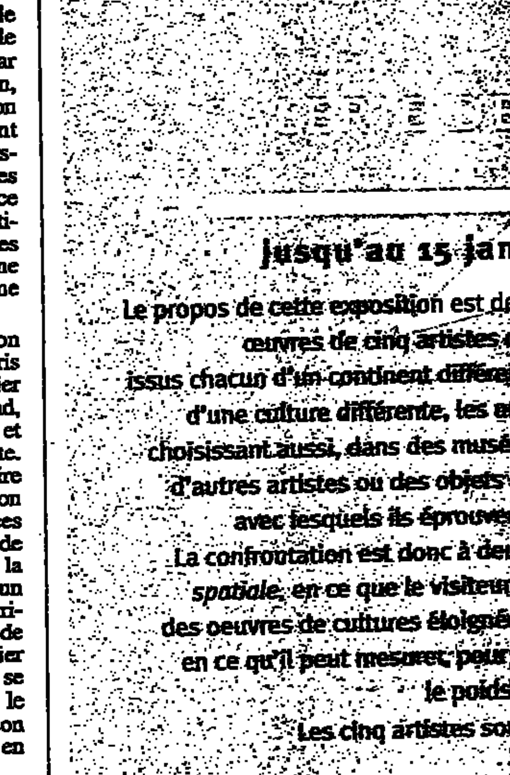
Dans cette conjoncture, les États-Unis ne sont pas pressés d'aboutir à un changement à Bagdad. Les résultats qu'ils ont obtenus sont déjà considérables : la réconciliation entre la Jordanie et les monarchies du Golfe, un ébranlement politique profond du pouvoir du président Saddam Hussein et son affaiblissement économique, la perspective de relations plus étroites entre la Jordanie et Israël, le renforcement des positions de l'État hébreu au moment où il franchit une étape nouvelle dans son interminable et difficile dialogue avec les dirigeants palestiniens...

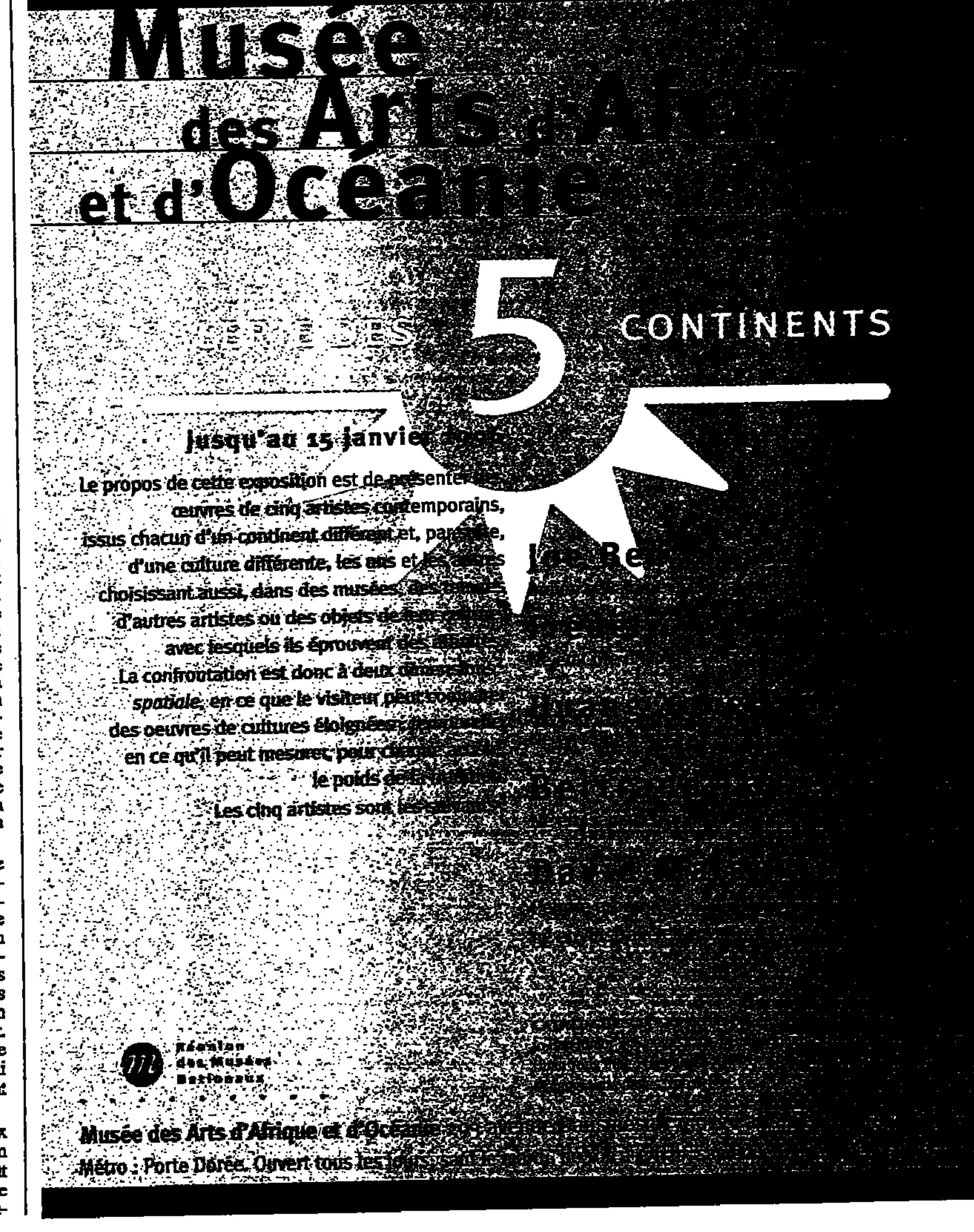
L'Irak restera donc à l'écart et ne viendra pas perturber les cours du pétrole. Le blocus sera prolongé par temps qu'il faudra pour éplucher les 70 tonnes de documents que Bagdad a dû livrer à propos de ses anciens préparatifs d'armes non conventionnelles. La déléguée américaine au Conseil de sécurité des Nations unies, Mme Madeleine Albright, l'a d'ailleurs dit sans ambages : il faudra beaucoup de temps, probablement jusqu'à l'automne 1996, date de la prochaine élection présidentielle américaine. Qui se souvient des affreuses conséquences humaines de l'embargo pour les habitants de l'Irak (2) ?

* Auteur, notamment, de *39-45, Une guerre inconnue*, Flammarion, Paris, 1995.

(1) Lire Paul-Marie de La Gorce, « Damas détient les clefs de la paix », *Le Monde diplomatique*, janvier 1995.

(2) Lire Éric Rouleau, « Le peuple irakien, première victime de l'ordre américain », *Le Monde diplomatique*, novembre 1994.





FRAGILES ESPOIRS D'UN RETOUR

Virage américain en Bosnie

MALGRÉ l'accord auquel sont parvenus les représentants des Serbes, des Croates et des Bosniaques, le 26 septembre, à New York, sur quelques « principes institutionnels » devant régir l'État de Bosnie-Herzégovine, les contours de la paix qui se dessine restent bien flous. Le gouvernement de Sarajevo s'inquiète des risques qui pèsent sur l'unité du pays, notamment après le virage, passé inaperçu, de la diplomatie américaine qui a renoncé à défendre l'idée d'une Bosnie unitaire et multiethnique.

Par JONATHAN CLARK*

Le plan de règlement du conflit en Bosnie, rendu public le 8 septembre 1995 à Genève par M. Richard Holbrooke, secrétaire d'État adjoint américain, marque un pas significatif en direction de la paix. Il a rapidement eu des retombées positives, telle la réouverture de l'aéroport de Sarajevo aux vols humanitaires. Et la vigoureuse intervention américaine laisse présager, d'un point de vue européen, une salutaire amélioration de la qualité et des capacités de la diplomatie de Washington.

Ce plan, bien que préliminaire, possède deux vertus majeures : il offre à chaque partie suffisamment d'avantages pour l'inciter à opter en faveur de la discussion plutôt que de la guerre ; il représente un changement capital de la politique de la Maison Blanche en direction d'un règlement pragmatique, plutôt qu'idéaliste, du conflit.

Élément clé du compromis, le partage proposé par le groupe de contact – États-Unis, Russie, France, Royaume-Uni, Allemagne – a été accepté par tous, 51 % du territoire allant à la Fédération croato-bosniaque et 49 % à la « République serbe ». Alors que la Bosnie demeurera un État *« dans ses frontières actuelles »*, elle sera composée de deux *« entités »* (la Fédération croato-musulmane et la « République serbe »), chacune pouvant établir des *« relations parallèles particulières »* avec les pays voisins.

C'est autour de cette transaction que s'organise le règlement. Pour le gouvernement de Sarajevo, le maintien, fût-il ténu, d'un État unitaire, de même que la récupération de vastes zones que les Serbes ont occupées représentent un gain immédiat, comme en témoigne l'évacuation – voulue ou forcée – par les Serbes de territoires conquis dans l'ouest de la Bosnie.

Mais le plan profite également aux Serbes. Ils ont certes accepté de céder certains territoires (ils occupaient environ 70 % du pays), mais leur revendication impérieuse d'une autonomie constitutionnelle par rapport à un État dominé par les Musulmans a été reconnue. Leur ambition à long terme d'une éventuelle confédération avec la Serbie est désormais prise en considération.

Bien que cela ne soit pas explicite, les principaux bénéficiaires de l'accord seront les Croates. Ces derniers constituent le plus petit groupe ethnique de la Bosnie et pourtant, grâce à leurs liens avec Zagreb, ils pourraient se retrouver dans une position de domination de la moitié de la Bosnie qu'ils doivent partager avec les Musulmans. Déjà, dans les villes de Bosnie occidentale comme Bihac, prévalent l'administration et la monnaie croates. Grâce à leur poussée sur le plan militaire ces dernières semaines, les Croates ont déjà accru leur influence et leur présence de façon substantielle, bien au-delà de ce qui était prévu à Genève.

Pour les États-Unis, le plan de règlement marque un changement de politique assurément majeur. Depuis 1992, ils avaient pour objectif de maintenir en Bosnie un État unitaire pluriethnique. Ils s'opposèrent donc aux projets européens de 1992-1994 d'une division du pays en cantons selon des critères nationaux, au nom du refus moral du « nettoyage ethnique ». A Genève, ils ont basculé en faveur du partage. Sans cette concession, qui bénéficie aux Serbes et désavantage les Musulmans favorables à un État unitaire, l'accord eût été irréalisable.

Malgré les raids aériens de l'OTAN qui ont constitué une diversion, Washington a eu bien du mal à camoufler ce virage. L'analyse de ce changement procure pourtant une fascinante vision du fonctionnement de la diplomatie des États-Unis.

Depuis le début du conflit, deux calculs ont été au cœur de l'approche américaine. D'une part, la Bosnie n'est pas et ne fut jamais une préoccupation aussi grave que des discours enflammés au Congrès et les commentaires de presse pourraient le laisser croire. Même si l'avenir de ce pays, tout comme les droits de l'homme en Chine est une des rares questions de politique étrangère qui soulève de vifs débats, il demeure insignifiant pour l'opinion : moins de 10 % des Américains suivent avec intérêt l'évolution du conflit.

Pour le gouvernement de M. William Clinton, cela signifiait que les bénéfices potentiels d'un succès en Bosnie ne justifiaient pas qu'il prît des risques sérieux. Seule difficulté, son indécision permettait aux républicains de le présenter comme faible – comparé, par exemple, à M. Jacques Chirac. M. Clinton lui-même n'avait-il pas adressé les mêmes critiques à M. George Bush pendant la campagne présidentielle de 1992 ? Il était donc dans l'intérêt de M. Clinton de tout faire pour que cette crise ne vienne pas troubler la campagne présidentielle de 1996.

Le second facteur constant de la politique américaine (dès la présidence de M. George Bush) a été d'éviter tout engagement militaire, s'il existait des risques de pertes. L'expédition de Somalie a montré le risque politique considérable d'une telle éventualité.

Si la Maison Blanche a accepté, en cas de retour à la paix en Bosnie, le principe d'une participation américaine à une force multinationale qui remplacerait les « casques bleus », de nombreux élus s'opposent à cette proposition et envisagent de faire voter par le Congrès un texte en ce sens.

Tel est le contexte dans lequel se situe l'initiative prise par M. Richard Holbrooke. Étant donné le risque extrême d'un déploiement de forces américaines au sol en l'absence de règlement politique, il convenait de trouver une force alliée à même de contrebalancer les Serbes. Pendant les deux dernières années passées d'apparent désordre au sein de l'OTAN et du groupe de contact, les États-Unis ont calmement mis en place l'intervention, à leur place, de la Croatie. Ils ont ainsi administré la preuve de leur capacité à mener, avec obstination, une stratégie à long terme.

Le moment décisif se situa en février 1994 quand fut constituée une Fédération croato-bosniaque d'inspiration américaine, qui consolida les relations entre Washington et Zagreb. En infraction avec l'embargo décrété par l'ONU, la Croatie mit sur pied de puissantes forces armées. Le président Franjo Tudjman fut reçu à la Maison Blanche en mars 1994. Quant à *l'ambassadeur américain* à Zagreb, M. Peter Galbraith, il se faisait l'infatigable défenseur de la politique croate, par exemple, lors de la reconquête, en mai dernier, des zones occupées par les Serbes en Slavonie occidentale.

Cette alliance *de facto* étant en place, l'occasion d'agir se présenta pour Washington au début d'août dernier lors de l'invasion par les troupes de Zagreb de la Krajina, région de la Croatie tenue par les milices serbes. Beaucoup d'observateurs sont convaincus que l'opération a été encouragée par les Américains, qui auraient même obtenu du président Slobodan Milosevic une promesse de non-intervention. En tout cas, cette opération provoqua ce changement dans l'équilibre des forces en Bosnie que les États-Unis souhaitaient.

Ils saisirent donc l'occasion. A la mi-août, M. Anthony Lake, conseiller du président pour les questions de sécurité nationale, se rendit en Europe porteur d'un nouveau plan qui renonçait au maintien en Bosnie d'un État unitaire et pluriethnique.

L'absence d'intérêt de l'opinion publique américaine pour les méandres des négociations facilita ce gommage des anciennes objections de Washington à l'égard des plans européens de division selon des critères ethniques. Changement politique majeur mais qui fut décidé sans fanfare ni trompette et au bon moment psychologique.



VUE DEPUIS UNE CHAMBRE D'HÔTEL, SARAJEVO
De quel pays cette ville sera-t-elle capitale ?

Diplomatie et action armée

L'ENTRELACS de l'usage de la diplomatie et de celui de la force militaire pour promouvoir un règlement pacifique est complexe. Les dirigeants américains et européens ont estimé utile de proclamer que les actions de l'Alliance atlantique jouaient un rôle décisif dans la décision des Serbes de négocier. Pourtant, il est essentiel qu'il n'y ait pas confusion entre la diplomatie et les actions armées dans l'opinion comme chez les décideurs. Car elles sont presque totalement distinctes de par leur origine comme en ce qui concerne leurs objectifs. Pour porter un jugement sur l'efficacité politique des raids aériens et sur la nécessité de les poursuivre, il convient de reprendre le déroulement des événements.

Lors de la visite en Europe de M. Lake au mois d'août, l'usage de la force n'était considéré ni comme essentiel ni même comme nécessaire. La situation créée par la renaissance de la puissance croate et le changement d'attitude américaine à propos du partage étaient jugés suffisants pour amener les parties à la table de discussions. Ce calcul se révéla correct, et les adversaires acceptèrent le principe de rencontres à Genève *avant le début des attaques de* l'OTAN.

La campagne de bombardements fut lancée indépendamment des initiatives diplomatiques. Elle fit suite aux tirs du 28 août 1995 contre un marché à Sarajevo et, dans sa première phase, avait d'abord pour but de punir les Serbes et de faire oublier l'incapacité passée de l'ONU et de l'OTAN de protéger la capitale, *« zone de sécurité »*. On était loin de l'accord de Genève, qui ne mentionnait ni la capitale ni un désengagement.

Les deux volets diplomatique et militaire demeurant distincts, il est important pour l'avenir de la paix que coopèrent décideurs civils et militaires. A ce jour, il n'existe cependant pas de coordinateur de l'ensemble des négociations de paix. M. Holbrooke prend certaines décisions ; les militaires sont libres d'en prendre d'autres pour des raisons purement tactiques – par exemple, l'obtention du retrait de certains armements serbes hors de Sarajevo. C'est ainsi que, les 16 et 17 septembre 1995, M. Holbrooke put se montrer publiquement optimiste, alors que les commandants locaux menaçaient de reprendre les bombardements.

Quel est l'avenir du plan de paix ? Les événements passés incitent à la prudence. L'approbation des parties demeure pour l'instant verbale. De surcroît, le plan est silencieux à propos de questions importantes – par exemple, les futures relations entre la Serbie et la Croatie. D'autre part, dresser la carte de la division du territoire risque de poser des problèmes immenses, notamment si les gestes d'amitié de Washington en direction de Zagreb se font trop insistantes et poussent la Croatie à engranger des bénéfices à même de déstabiliser le précaire équilibre des forces actuel. Comment, d'autre part, répondre aux exigences des personnes déplacées ?

Il existe pourtant de solides raisons de se montrer optimiste. Pour la première fois depuis 1991, le rapport des forces favorise un compromis. Les deux principaux protagonistes, MM. Slobodan Milosevic et Franjo Tudjman, sont en mesure de d'imposer leurs vues à leurs alliés respectifs (désormais plus que dépendants), les Serbes bosniaques et les Musulmans.

Quant à la diplomatie américaine, après bien des atermoiements, elle a retrouvé une position de force. M. William Clinton a désarmé ses critiques. L'intervention militaire lui permet de faire taire les républicains qui l'accusaient de faiblesse. Il a aussi gagné un solide répit au sujet d'un possible déploiement de troupes. Même si l'accord de Genève provoquait en ex-Yougoslavie, comme au Proche-Orient, une longue série de va-et-vient diplomatiques, l'administration sera à même de récuser les accusations de défaillance et d'isolationnisme.

Les récentes semaines ont témoigné de l'habileté certaine et d'une certaine rudesse de la diplomatie américaine. Toutefois, les Européens devront se souvenir que cette stratégie demeure l'otage de la politique intérieure. Aussi longtemps que M. Clinton maintiendra un engagement – une combinaison d'activisme diplomatique et de dureté sur le plan militaire –, il ne rencontrera pas de difficultés dans l'opinion américaine. Mais si venaient à surgir des difficultés – et il en surgira, étant donné l'ambiguïté de l'accord et la lutte d'influences entre le groupe de contact et l'OTAN –, les États-Unis pourraient retourner à un rôle moins actif. Quant à l'implication des Européens, qui ont le plus intérêt à ne pas manquer une occasion de paix, elle ne fait que commencer. C'est eux qui doivent fournir la principale contribution matérielle, qu'il s'agisse des troupes sur le terrain et du financement.

Du cas *bosniaque peut-on conclure* que les États-Unis veulent diriger toutes les affaires mondiales ? L'accord de Genève montre que ceux qui dénonçaient l'incompétence de la diplomatie américaine sont allés trop loin. Il reste que, pour la majorité de la population des États-Unis, qui dit politique étrangère, dit dépenses (en vies humaines ou en argent). Rien ne laissant prévoir une modification de cet état d'esprit, le retour à un interventionnisme tous azimuts rappelant celui de la guerre froide paraît bien improbable.

* Ancien diplomate britannique, Woodrow Wilson International Center for Scholars, Washington DC.

LES MINORITÉS. Quelle protection ? – Joseph Yacoub

★ **Desclée de Brouwer, coll. « Habiter », Paris, 1995, 398 pages, 185 F.**

Entre l'émiettement en micro-communautés et un ordre étatique négateur des particularismes minoritaires, peut-on concevoir un État plus démocratique, que l'auteur appelle *« autonomique »* ? L'ouvrage, qui fonde ses interrogations sur de minutieuses informations, s'ordonne autour de trois volets : « Caractéristiques et finalités des mouvements minoritaires » (leur diversité – des Assyro-Chaldéens aux Musulmans d'Europe orientale, des Moraves aux Macédoniens... – est longuement illustrée) ; « Dialectique de la minorité et de l'État » (en ex-Yougoslavie, au Caucase..., l'idéologie nationale qui cimente les États récemment constitués privilégie souvent à l'excès l'appartenance au groupe ethnique majoritaire) ; « Instruments juridiques de promotion et protection des minorités ».

Au terme du parcours, l'auteur semble douter d'une réponse de sagesse, où des minorités maîtrisant leurs aspirations séparatistes et des États enfin ouverts à l'altérité inventeraient une nouvelle convivialité des peuples.

ROBERT BISTOLFI



À LA PAIX DANS L'EX-YOUGOSLAVIE

Mouvante identité des Musulmans

Par CATHERINE SAMARY*

DANS son chef-d'œuvre, *Le Derviche et la Mort* (1), le grand écrivain bosniaque Mesa Selimovic s'interroge sur la communauté à laquelle il appartient : *« Que sommes-nous alors ?... Les hommes les plus compliqués qui soient au monde... Hier nous étions ce que nous souhaitons oublier aujourd'hui.... Nous avons été déracinés, mais non accueillis.... Confusément honteux de notre origine, de notre reniement aussi, nous refusons de regarder en arrière, nous n'avons pas devant nous où poser les yeux ; nous retenons alors le temps, redoutant toutes les solutions, quelles qu'elles soient. Méprisés à la fois par nos frères et par les nouveaux venus, nous brandissons pour nous défendre la fierté et la haine. Nous avons voulu notre intégrité, et nous l'avons perdue au point de ne plus savoir même ce que nous sommes. »* Le Derviche n'a pas cet état d'âme : *« Mon sol natal et son histoire ne me tourmentaient guère, j'étais lié par la foi à la vérité éternelle et aux vastes espaces du monde. »*

Cette sorte de « mal être », cette ambiguïté identitaire entre religion et nationalité, *« a longtemps tourmenté les Musulmans eux-mêmes »*, constate Midhat Begic, dans son essai intitulé « L'écrivain musulman dans les lettres yougoslaves ». Il y rapporte cet autre propos de Mesa Selimovic : *« Les Musulmans de Bosnie... ne pouvaient se joindre aux autres qu'en souhaitant la fin de l'Empire turc, ou en contribuant à sa destruction. Mais la fin de l'Empire turc signifiait en même temps la fin de ce qu'ils étaient eux-mêmes.... Cet étrange passé, nous le traînons sans cesse sans jamais en faire véritablement notre passé ; est-il donc étonnant que la Bosnie-Herzégovine soit spirituellement aussi riche ?* (2) »

L'auteur du *Derviche et la mort*, né à Tuzla en Bosnie-Herzégovine, avait choisi de se dire serbe. D'autres, comme le poète Mak Dizdar, se disaient croates. *« D'autres encore choisirent de rester en dehors de ces options »*, souligne l'écrivain croate Predrag Matvejevitch (3). En effet, dit-il, *« sous la contrainte des événements historiques – chute de l'Empire ottoman, occupation de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie, création puis décomposition de la première et de la seconde Yougoslavie –, les Musulmans se sont divisés tant sur le plan ethnique que sur le plan religieux. (...) Les Serbes et les Croates tentèrent d'en tirer profit, selon leurs propres intérêts. »*

Niée, l'identité plurielle et incertaine de ces étranges « Musulmans » (4), dont beaucoup fréquentent plus les bistrots que les mosquées, l'est d'autant plus que Serbes et Croates entendent dépecer le seul État où ils puisent leurs racines. Depuis plus d'un siècle, l'histoire et l'ethnologie sont mobilisées à Belgrade et Zagreb pour légitimer l'« appropriation » de la Bosnie-Herzégovine et, dans le même mouvement, de sa composante musulmane. Mais la cause musulmane est ambiguë. Quel est en effet son espace : celui de l'islam, ou celui de la Bosnie-Herzégovine – pays d'un seul peuple multiculturel ou de plusieurs (5) ? Autant de déchirures de la guerre, autant de lectures différentes du passé pour justifier l'État dans lequel on veut vivre.



Des Serbes qui ont « trahi »

LE nationalisme serbe définit « scientifiquement » une communauté fondée sur la langue : tous ceux qui parlent ce qu'on appelait hier le serbo-croate (dans ses variantes diverses) sont des Serbes. Voilà qui a nourri la logique « grand-serbe », unitaire et expansionniste, du « yougoslavisme », incarnée par la dictature de la dynastie serbe après 1929. Selon cette approche, exprimée notamment par le linguiste Vuk Karadzic dans les années 1830, les Slaves islamisés de Bosnie sont des Serbes « qui ont trahi » leur cause en se convertissant à la religion de l'oppresseur turc. Le « revanchisme » serbe envers les Musulmans est également aiguisé par des conflits sociaux (il a une forte base paysanne en Bosnie) et par la mémoire du génocide antiserbe de la seconde guerre mondiale : dans la Grande Croatie fasciste qui incorporait la Bosnie-Herzégovine, les Musulmans étaient considérés... comme des Croates.

Les historiens nationalistes croates aboutissent en effet, par un autre cheminement « tout aussi logique », à la même négation d'une identité spécifique de la communauté musulmane bosniaque. Au X[e] siècle, l'État croate du roi Tomislav englobait toute la Croatie et la Bosnie actuelles. D'où l'affirmation d'une « origine » croato-catholique commune. Ces thèses se heurtent à un problème de continuité historique : la Croatie (rattachée à la couronne de Hongrie) fut séparée de la Bosnie au XII[e] siècle. Un royaume médiéval s'y consolida, dont l'apogée se situa sous le règne de Tvrko I[er] à la fin du XIV[e] siècle. Trois Églises – catholique, orthodoxe et « bosniaque » – rivalisaient alors sur ce territoire, ce qui facilita la pénétration musulmane sous la domination ottomane, à partir du XV[e] siècle. Cette dernière est caractérisée comme une hérésie « bogomile » par les historiens croates – autrement dit, une « déviance » qui ne remettrait pas en cause la continuité historique avec le catholicisme.

Selon cette thèse, les actuels Musulmans bosniaques sont des Bogomiles, donc des Croates, convertis à l'islam pour se protéger des persécutions. Ante Starcevic, fondateur du Parti du droit à la fin du XIX[e] siècle, considérait la Bosnie comme le « cœur » de la Croatie... Aussi, en 1941, le régime des fascistes croates, dits oustachis, pouvait, tout en construisant sa Grande Croatie, proclamer les Musulmans *« fleurs dans le jardin croate » – « ce qui, dans la bouche d'un jardinier, ne sonne pas franchement comme un compliment apaisant »*, fait remarquer Nenad Fiser (6).

Bien des historiens contredisent ce point de vue sur la genèse des Musulmans (7). Outre les arguments qui contestent l'assimilation de l'hérésie bosniaque aux Bogomiles, il semble plausible que la conversion massive des Slaves bosniaques à l'islam ait eu plusieurs motifs : pour les « hérétiques » certes, quête de protection contre les persécutions catholiques ou orthodoxes, mais aussi recherche d'avantages fiscaux, politiques et sociaux motivant également la conversion de bien des catholiques ou orthodoxes de Bosnie.

Car l'Empire ottoman conjuguait tolérance et rapports de domination : tolérance réelle pour les diverses religions (au XV[e] siècle, de nombreux juifs expulsés par Isabelle la Catholique vinrent s'y réfugier, y compris à Sarajevo). Dans le cadre des *millets*, les diverses confessions pouvaient à la fois exercer leurs fonctions ecclésiastiques, dire la justice, et organiser l'instruction pour leurs fidèles. Mais aussi rapports de domination de par le pouvoir exercé par les Musulmans (essentiellement les Slaves locaux convertis) et l'exclusion des « infidèles » de nombreuses professions. Ainsi, lors du passage sous la domination de l'Autriche-Hongrie, en 1878, plus de 90 % des propriétaires fonciers étaient musulmans, alors que 90 % des serfs étaient chrétiens, principalement orthodoxes. Antiféodales, leurs révoltes allaient forcément, au XIX[e] siècle, se combiner aux luttes *d'émancipation nationale*.

Telle est la cause d'une différenciation communautaire à partir des religions, différenciation qui va ralentir ou fragiliser l'émergence d'une identité englobante, bosniaque. Si la langue commune et les noms de famille indiquaient l'origine slave commune, les prénoms (arabes pour les musulmans), les alphabets utilisés (arabe, cyrillique ou latin), les vêtements, les coutumes et fêtes, les lieux d'habitation et souvent les métiers étaient distincts. Cette coexistence s'accompagnait de relations de voisinage – *le komsiluk* (8). L'interdiction des mariages mixtes par les diverses Églises prolongea, là comme ailleurs, les obstacles au mélange ethnico-social... Seules l'urbanisation et l'industrialisation renversèrent ce mouvement – c'est donc dans les villes, plus vite que dans les campagnes, qu'émergea la réalité d'une identité multiculturelle bosniaque, dont se revendiquent aujourd'hui désespérément Serbes, Croates et Musulmans de Tuzla, par exemple (9).

Avant le XIX[e] siècle, en revanche, la question « nationale » est un anachronisme. Sous la domination ottomane, les Musulmans se disaient « turcs » en Bosnie, s'identifiant logiquement avec la Porte – non d'ailleurs sans conflits avec les « vrais » Turcs. Car ils défendirent aussi leurs intérêts d'oligarchie d'une province (*Begerbeglik*) spécifique. Ce sont les conflits avec l'Autriche-Hongrie qui firent émerger de premiers partis politiques défendant les intérêts de la communauté musulmane – surtout de ses couches privilégiées. Dans le même temps, la Bosnie subissait l'*influence des forces extérieures* : les catholiques allaient souvent étudier à Zagreb, dans une Croatie voisine dotée de formes d'autonomie au sein de l'Autriche-Hongrie ; les luttes d'émancipation des Serbes dans l'Empire ottoman et la conquête de l'autonomie pour la Serbie dès 1830 suscitèrent une forte adhésion des paysans orthodoxes.

Pour tenter de contrer cette dynamique explosive d'identification, le ministre hongrois Benjamin Von Kallay tenta de promouvoir un « bosnianisme » (*bosnjastvo*), nationalité bosniaque qui consoliderait le pays, mais l'assujettirait davantage à l'Autriche-Hongrie. Ce fut donc globalement un échec. En revanche, le « yougoslavisme » (projet d'union des Slaves du Sud) fut populaire au XIX[e] siècle dans l'intelligentsia de toutes les communautés slaves de l'Empire austro-hongrois. En 1919, la plate-forme du principal parti politique musulman – l'Organisation musulmane yougoslave (JMO) – adhérait au *yougoslovenstko*. Mais, avec l'évolution dictatoriale de la première Yougoslavie, nombreux seront les députés de la JMO, confrontés aux menaces d'assimilation serbe, qui se diront croates... La dramatique expérience de la Grande Croatie et du revanchisme des tchetniks serbes durant la seconde guerre mondiale ne pouvait que renforcer la quête d'une solution au dilemme identitaire musulman. L'impact de la résistance antifasciste et multi-ethnique dirigée par les communistes yougoslaves fut puissant en Bosnie-Herzégovine, et Tito y reste très populaire.

Les communistes yougoslaves ont d'abord espéré que les questions nationales seraient dépassées par la consolidation d'une identité yougoslave. L'internationalisme, l'industrialisation et les solidarités de classe devaient y contribuer – et l'ont fait partiellement. La citoyenneté (appartenance à l'État fédéral et aux républiques), distincte de la nationalité (ethnico-culturelle, subjective), offrait un cadre de reconnaissance et de dépassement des identités variées. Les élites intellectuelles et religieuses issues de la communauté musulmane étaient, comme celles des autres communautés, un enjeu pour le régime (10). La combinaison, propre au titisme, de la répression, des privilèges et de la reconnaissance de droits va se concrétiser dans le tournant décentralisateur des années 60, au cours desquelles la thèse du dépassement des questions nationales fut abandonnée.

La répression de la propagande islamiste (il y eut interdiction du voile en 1950), dont M. Alija Izetbegovic fit les frais (11), alla de pair avec la reconnaissance d'une communauté ethnico-nationale musulmane distincte de la religion : à côté des autres nations, celle des Musulmans (avec majuscule) fut inscrite dans la Constitution de 1974. Ceux qui se déclaraient auparavant de nationalité « indéterminée » se sont désormais massivement dits « Musulmans » (plus de 40 %) – le mot « bosniaque » étant attribué aux citoyens des trois peuples de la République.

Tito a réussi sur un point : consolider la résistance musulmane aux nationalismes serbe et croate, tout en renforçant son prestige dans le monde du non-alignement. Mais le mot « Musulman » a desservi cette communauté en facilitant la propagande serbo-croate (12) : *« Musulman » devait* signifier nécessairement fondamentaliste islamique. Face à une guerre dont elle est la première victime, la communauté musulmane a été poussée à faire front – bien qu'elle soit de plus en plus différenciée sur le plan politique et identitaire, comme toutes les communautés. Lorsque les tensions augmentent à la fois sur le front serbe et croate, c'est l'aile du Parti d'action démocratique (SDA), le parti dominant chez les Musulmans, favorable à la construction d'un État musulman, qui se renforce (13). Pourtant, la mise en place de la Fédération croato-bosniaque et la signature des accords sur la reconnaissance de l'existence de deux entités en Bosnie, l'une croato-musulmane, l'autre serbe, portent davantage la marque de l'aile laïque tournée vers les États-Unis, incarnée par le premier ministre Haris Siladjic.

Face au nationalisme serbe et croate s'exprime aussi un nationalisme musulman, qui tend à s'approprier la Bosnie. Sur le plan politique, le président Izetbegovic a oscillé. Les sondages accordent une popularité écrasante à M. Haris Siladjic, qui incarne plutôt l'aspiration au maintien de l'intégrité de la Bosnie. Mais de quelle Bosnie s'agit-il quand les cantons de la fédération sont de plus en plus dominés par les partis nationalistes ? De nombreux Musulmans des villes, comme à Tuzla, n'ont pas voté pour un SDA musulman. A côté de la *Bosnie des communautés résiste* une Bosnie multiculturelle des citoyens. Toutes deux constituent une richesse et revendiquent des droits légitimes : pourquoi seraient-ils incompatibles ?

ROGER-VIOLLET

Guerre Turco-Serbe – Costumes des belligérants

1) costumes turcs : officier, civil et soldat — 2) costume serbe — 3) costume bosniaque — 4) costume monténégrin. — Dessin de M. Li...

1876. DERNIÈRE ÉTAPE DE LA LUTTE D'INDÉPENDANCE POUR LA SERBIE

* Maître de conférences à l'université Paris-IX-Dauphine, auteur de *La Déchirure yougoslave*, L'Harmattan, Paris, 1994.

(1) *Le Derviche et la Mort*, Gallimard, Paris 1977, p. 286.

(2) « L'écrivain musulman dans les lettres yougoslaves », *in La Bosnie, carrefour d'identités culturelles*, Éditions L'Esprit des péninsules, Paris 1994.

(3) Avant-propos au recueil d'essais de Midhat Begic, *op. cit.*

(4) Lire notamment *Muslim Communities Reemerge*, Duke University Press, Durham et Londres, 1994 analysant de façon comparative la question musulmane dans l'ex-URSS et dans l'ancienne Yougoslavie.

(5) Selon Xavier Bougarel (« Bosnie-Herzégovine, anatomie d'une poudrière », *Hérodote*, n° 67, « La question serbe », Paris, octobre-décembre 1992), il y avait en 1990 43,7 % de Musulmans au sens *ethnico-national du terme, mais* 16,5 % seulement de musulmans au sens religieux. Il y avait aussi 31 % de Serbes (mais 20 % d'orthodoxes) et 17,3 % de Croates (et 15 % de catholiques). 46 % des Bosniaques se déclaraient sans confession.

(6) Nenad Fiser, « Tout ce que vous vouliez savoir sur la guerre en Bosnie, petit manuel pour faire la guerre (et s'en débarrasser) », Revue *Lignes*, n° 20, p. 53.

(7) Sur l'histoire de la Bosnie-Herzégovine, lire notamment : Robert J. Donia and John V. A. Fine Jr, *Bosnia and Hercegovina. A Tradition Betrayed*, Hurst and Company, Londres, 1994 ; Noel Malcolm, *Bosnia. A Short History, Papermac and Macmillan London Limited*, Londres, 1994. Mais il faut lire aussi les romans du Prix Nobel Ivo Andric sur cette Bosnie, notamment *Un pont sur la Drina*, Belfond, Paris, 1994.

(8) Xavier Bougarel, « Voisinage et crime intime », *Confluences Méditerranée*, n°13, hiver 1994-1995, L'Harmattan, Paris ; du même auteur, « État et communautarisme en Bosnie-Herzégovine », *Culture et conflits*, n°13, L'Harmattan, Paris, décembre 1994.

(9) Ce n'est pas un hasard si, dans la guerre actuelle, Sarajevo est encerclée par les paysans serbes, comme Tuzla est étouffée par les musulmans des campagnes voisines, quand l'*Herzeg-Bosna* rurale connaît le pire fondamentalisme catholique. Voir *Le Monde Diplomatique* de décembre 1994.

(10) Lire notamment Jean-Arnaud Derens, « Tito, échec d'une modernisation ? », *Confluences Méditerranée*, n° 13 et Alexandre Popovic, *Les Musulmans de Yougoslavie, 1945-1989*, L'Age d'Homme, Lausanne, 1990.

(11) *M. Alija Izetbegovic* fait partie des membres de l'organisation Jeunes Musulmans emprisonnés dès mars 1946 à Sarajevo. L'organisation, décapitée en 1949, ne resurgira qu'en 1969 sous le nom d'Islamska Zajednica (Communauté islamique), qui se divisera en divers courants. La Déclaration islamique rédigée par M. Alija Izetbegovic en 1970 lui vaudra un nouvel emprisonnement en 1983.

(12) Les « Musulmans » sont désormais appelés « Bosnjaki » (Bochniaks), mot distinct de « Bosnjanci » (Bosniaques), qui peut être appliqué aux autres citoyens (en anglais respectivement *Bosniaks et Bosnians*). *Cf.* Catherine Samary, « Les incertitudes de la fédération croato-bosniaque », *Le Monde diplomatique*, juin 1994.

(13) Fondé en mai 1990, le SDA connut, quelques mois plus tard, une scission antireligieuse, l'Organisation musulmane bosniaque.

UN LIVRE D'ANDRÉ FONTAINE

« Après eux, le Déluge »

C'EST une fresque impressionnante qu'André Fontaine a dressée de la période qui va *« de Kaboul à Sarajevo »*, suivant le sous-titre de son livre, c'est-à-dire de 1979 à 1995 (1). C'est la fresque de la guerre froide finissante, avec son paroxysme hystérique tel qu'on l'a vécu, hélas, dans les pays occidentaux et sa conclusion brutale par laquelle s'achevait un conflit qui dura presque autant que le siècle.

De la lecture de cette période, plusieurs impressions se dégagent : de confusion, de dérision, de perplexité, d'angoisse. Au début, c'est la confusion, avec les coups de boutoir donnés tantôt de l'Est, tantôt de l'Ouest... Remarquables sont le plus souvent les tableaux que l'auteur nous en présente, démystifiants, comme à propos de l'affaire de l'avion sud-coréen abattu par les Soviétiques, inévitablement trop rapides en certains cas comme à propos du Proche-Orient. Puis c'est un sentiment de dérision qui l'emporte : tant de polémiques inutiles, tant de diatribes et de poses où l'arrogance le disputait à la vanité, tant de conférences pour rien, tant de tractations interminables et inextricables que les mouvements profonds de l'histoire rendaient sans objet, comme celles sur l'équilibre militaire en Europe entre les deux camps, aboutissant alors que l'un d'entre eux, tout simplement, n'existait plus...

C'est alors que l'histoire de la guerre froide a pris son tournant final, abrupt et décisif. Ici prévalent interrogations et perplexité. De l'exact et complet récit de cette révolution par André Fontaine ressort l'impression d'un mystère non élucidé. Pourquoi M. Mikhaïl Gorbatchev, après d'incontestables tentatives d'adaptation de l'ancien système, fit-il tout, absolument tout, ce qui aboutissait manifestement à la dislocation de son camp, avant de ne rien faire de sérieux pour éviter celle de son propre pays ? L'auteur laisse entendre que le président Mikhaïl Gorbatchev ne croyait plus possible de maintenir les anciennes positions de l'URSS en Europe de l'Est, c'est-à-dire aussi les régimes en place, mais sans que l'on sache s'il avait bien conscience de ce qui allait en résulter ou si, au fond, il le souhaitait. Quant à l'Union soviétique elle-même, la lecture de ce livre, sans que l'auteur lui-même l'avance, suggère une explication : *on ne pouvait éviter sa dislocation et se battre pour l'empêcher que si l'on accélérait la réforme radicale de l'ancien régime et non l'inverse.*

DANS les dernières pages d'André Fontaine, c'est plutôt un sentiment d'angoisse qui l'emporte. Évoquant l'affaire yougoslave, il écrit avec raison que la reconnaissance de la Bosnie dans les frontières héritées de l'ancienne Fédération était *« un risque énorme... une erreur, la plus grave de toutes »*. Et il suggère que son partage serait, pour la communauté internationale, contraire *« aux principes dont elle n'a cessé de se réclamer »* et un encouragement *« pour tous les loups qui rôdent dans un village planétaire »*. Mais, de ces principes, n'est-ce pas celui du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui a d'abord été violé là-bas ? Il est vrai que, pour ceux qui en furent responsables, le plus souvent par ignorance et aveuglement, le sentiment dominant se résumait par le titre de ce livre : *Après eux, le Déluge...*

P.-M. de La G.

(1) André Fontaine, *Après eux, le Déluge ; de Kaboul à Sarajevo*, Fayard, Paris, 1995, 600 pages, 180 F.

DEUX ÉCRIVAINS AUX PRISES AVEC L'HISTOIRE ALLEMANDE

***Un vaste champ,* le nouveau roman de Günter Grass, a provoqué une levée de boucliers dans la presse allemande. Sous couvert de critique littéraire, ce qu'on ne pardonne pas au grand écrivain, longtemps militant du Parti social-démocrate, c'est son jugement sévère sur la réunification. L'auteur est-allemand Stefan Heym a subi un sort similaire : élu député du Parti du socialisme démocratique (ex-communiste), il a vu censurer son discours inaugural en tant que doyen d'âge, une première dans l'histoire du Bundestag. Gare à qui parle d'« Anschluss » ou de « colonisation » pour qualifier l'unification menée par le chancelier Helmut Kohl voilà cinq ans ! Portrait biographique de deux intellectuels qui – au nom de l'idéal auquel ils demeurent fidèles et des leçons qu'ils tirent de l'histoire allemande – appellent leurs compatriotes à la vigilance.**

Un champ de bataille

FATRAS *« illisible », « monstruosité », « fiasco sur le plan artistique »* : bien rares, dans la presse allemande, les jugements positifs sur le nouveau roman de Günter Grass ! (1) Le pas de charge a été ouvert en août par Marcel Reich-Ranicki, le « pape » de la critique. Dans l'hebdomadaire *Der Spiegel*, puis dans l'émission télévisée très suivie qu'il anime avec brio, « Das literarische Quartett », il s'est livré à un éreintage impitoyable.

GÜNTER GRASS.- « La Femme des ruines »

DR

Argument essentiel : ce roman de 781 pages reposerait sur l'idée simpliste que la disparition de la République démocratique allemande n'a pas été une bonne chose. Alors qu'il accumulerait les récriminations contre la société fiduciaire chargée de privatiser les biens qui avaient été nationalisés par l'État communiste, Günter Grass n'aurait trouvé pour ce régime aucun mot de réprobation.

En fait, ce roman nous plonge dans les années toutes récentes selon une perspective qui n'est pas donnée comme celle de Günter Grass en personne, mais de citoyens de l'ancienne République démocratique allemande. Il y a là tout un jeu avec des procédés narratifs. Le récit est mené par un chroniqueur qui se présente comme archiviste. Il relate les faits et gestes d'un certain Theo Wuttke, naguère conférencier itinérant de la Ligue pour la culture.

Ce personnage est le type même de l'intellectuel allemand qui s'en est toujours sorti en se pliant à tous les systèmes. Il a été membre des Jeunesses hitlériennes, soldat pendant la guerre. Ensuite il s'est adapté au pouvoir communiste, et le voici maintenant serviteur zélé de l'unification. Il est accompagné en permanence de son ombre, l'ancien officier des services de sécurité qui avait pour fonctions, avant 1990, de le surveiller. Plus étrangement encore, il a une idole : le romancier de la fin du XIXe siècle Theodor Fontane. Cela, au point de s'identifier à lui. D'où son surnom de Fonty.

DE toute évidence, Günter Grass a voulu composer une satire en invitant ses lecteurs à réfléchir sur l'histoire de l'Allemagne depuis la réalisation de son unité sous l'aile protectrice de la Prusse en 1871. Dans son contenu, ce roman est loin de se réduire à ce qui a soulevé un tapage médiatique. Il brasse tout un lot de problèmes également gros de polémique possible : la tradition, la nation, la soumission de l'esprit au pouvoir, l'opportunisme, l'espionnage séculaire des citoyens par une police d'État, la situation des intellectuels juifs en Allemagne. La matière est d'autant plus riche qu'en parallèle à la vie actuelle de Fonty notre archiviste raconte la biographie de Fontane, et que l'une se trouve continuellement mêlée à l'autre.

Indéniablement, ce roman n'est pas un modèle de légèreté. Les références y sont tellement nombreuses qu'il faudrait une cinquantaine de pages de notes pour bien les comprendre. Son titre, *Vaste domaine...*, ou encore *Trop vaste champ de méditation !...*, renvoie lui-même à un autre roman : il s'agit de la formule habituelle qu'utilise le père Briest, dans l'*Effi Briest* de Fontane, pour exprimer sa résignation.

Mais qu'en est-il, au fond ? Günter Grass a été victime d'une lecture primaire qui n'est pas particulière à l'Allemagne. On a pris la fiction pour le réel, les propos de ses personnages pour les siens. Où que ce soit, il ne semble guère que les responsables des médias les plus influents aient pour souci, devant toute œuvre, l'analyse de sa forme. Il est plus « porteur », comme on dit, de se limiter à certains aspects de son contenu. A une condition, bien sûr : qu'ils soient capables de faire monter facilement la mousse.

LIONEL RICHARD.

(1) *Ein weites Feld*, Steidl Verlag, Göttingen, 1995, 781 pages, 49,80 marks.

Günter Grass en c

Par BRIGITTE PÄTZOLD *

DEPUIS qu'il est descendu dans l'arène politique dans les années 60, Günter Grass est habitué aux attaques mêlant littérature et politique. Mais cette fois, avec la sortie de son nouveau roman *Ein weites Feld* (*Un vaste champ*) les médias ont transgressé les limites de la décence (*lire, ci-contre, l'article de Lionel Richard*). Ainsi a-t-on pu voir, à la « une » du très sérieux hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, le « pape » de la critique littéraire en Allemagne, Marcel Reich-Ranicki, furieux, déchirer le livre. La *chasse était ouverte, le ton donné* à une campagne orchestrée qui rappelle l'époque des autodafés. A de rares exceptions près, toute la presse a éreinté le roman, annoncé par son éditeur comme *« un monument », « la première grande œuvre littéraire sur la réunification », « 784 pages contre la réunification »*, écrit *Die Welt*. *« Grass n'aime pas son pays »*, renchérit *Bild*.

C'est sans doute sa vision critique de l'unité allemande de 1990 – assimilée à celle réalisée sous Bismarck en 1871 – qu'on ne pardonne pas à celui qui passait pourtant pour le plus grand écrivain allemand vivant. On ne supporte pas, outre-Rhin, sa façon de pointer du doigt les plaies ouvertes de cette Allemagne qui n'a pas digéré son unification aussi bien qu'elle voudrait le faire croire, ni exorcisé les démons du passé. Dans *Le Tambour*, l'écrivain « apatride » dénonçait les lâchetés de la petite-bourgeoisie complice de Hitler. Cette fois, il s'attaque aux injustices commises, au nom du libéralisme, envers les Allemands de l'Est rejetés et licenciés par le fonctionnement impitoyable de cet office des privatisations des sociétés est-allemandes, la Treuhand, dont le siège, un bâtiment chargé d'histoire, devient un lieu hautement symbolique du roman. Contrairement à ce qui est considéré comme de bon ton en Allemagne pour un écrivain, qu'on veut voir rester au-dessus de la mêlée, l'auteur prend parti, se range du côté des perdants : c'est précisément dans leur défense qu'il voit la fonction de l'écrivain.

L'engagement politique de Günter Grass est viscéral – *« une longue histoire en somme »*. Car il y a des expériences de jeunesse qui imprègnent toute une vie. Pour l'auteur du *Tambour*, c'est la participation, à dix-sept ans, au combat qu'Hitler livrait au monde entier. Toute sa vie, il ressentira la honte, pour lui et pour le peuple allemand, de s'être laissé conduire par un psychopathe diabolique. Si Theodor Adorno (1) a pu dire : *« Écrire un poème après Auschwitz, c'est barbare »*, Günter Grass prend le contre-pied en affirmant qu'*« on n'aura jamais fini d'écrire après Auschwitz »*. En s'attaquant violemment aux velléités de ceux qui entendent tourner la page, il ne cessera pas de rappeler aux Allemands leur dette pour les crimes commis contre l'humanité, à commencer par la reconnaissance définitive de la frontière Oder-Neisse.

* Journaliste.

Au prix de la perte de sa patrie. Car Günter Grass garde comme une blessure la nostalgie de la ville de Dantzig, où il naquit, en 1927, d'une mère d'origine paysanne cachoube (2) et catholique et d'un père allemand et protestant, représentant d'une firme de papier. C'est la ville de son enfance, une enfance heureuse malgré les restrictions. Dans l'appartement de deux pièces que ses parents partagent avec lui et sa sœur, jamais il ne disposera d'une chambre à lui. Lorsque le père est réduit au chômage, les revenus du ménage dépendent uniquement du petit commerce de sa mère – cette femme qui, pendant l'Occupation, se fera violer par les soldats de l'Armée rouge et ne s'en remettra jamais. Mais, à cette époque, c'est une femme pleine de vie et de gaieté, qui aime les opérettes et les opéras et est membre d'un cercle de lecture. C'est elle qui l'emmènera au théâtre et nourrira sa soif d'imaginaire que les programmes scolaires arides ne peuvent assouvir.

La fascination du mal

GRASS n'est qu'un élève médiocre, qui se sauve d'ailleurs par deux fois de l'école. Dessiner, peindre, écrire des poèmes lui plaît davantage. A treize ans, il écrit son premier roman, *Les Cachoubes*, mais n'en dépassera jamais le premier chapitre, tous ses héros étant déjà morts. Enrôlé dès l'âge de onze ans dans les Jeunesses hitlériennes, il collabore à une revue nazie, *Hilf mit* (*Participe !*), destinée à la jeunesse. *« La fascination qui émanait du Jungvolk et de la jeunesse hitlérienne venait de leur caractère anti-bourgeois. Ces organisations se posaient comme des mouvements progressistes par rapport à la noblesse, à tous les bonzes riches* (3)... »

Contrairement à Stefan Heym, Günter Grass n'est pas du côté des victimes – il n'est pas juif. La Nuit de cristal, en novembre 1938, il la vit parmi les badauds qui regardent la synagogue s'enflammer, les maisons, les livres, les vêtements des juifs brûler dans les rues de Dantzig : *« L'ensemble avait la fascination qui émane du mal, pour les enfants aussi naturellement. Mais ce qui se passait exactement, je ne l'ai pas compris. C'était des juifs et on leur attribuait tout le malheur du monde* (4). » Une scène du *Tambour* reprend l'incendie de la synagogue : au lendemain de la Nuit de cristal, le père Mazerath emmène le petit Oskar voir le spectacle et se chauffe les mains au-dessus des flammes de ce *« feu public »*. Préoccupés de leurs affaires personnelles au milieu du crime commis au grand jour, le marchand et son fils sont de parfaits Mitläufer, des petits-bourgeois consentants.

Frappant parallèle entre cette scène et le vécu de l'enfance de l'auteur. Dès 1936, son père avait adhéré au parti nazi. Après la Nuit de cristal, sa mère, elle, allait braver l'interdiction de se fournir chez les commerçants juifs, à cause de leur honnêteté, dira-t-elle, et – argument décisif – à cause de leurs prix défiant toute concurrence. *« La démesure du crime, dans cette perspective petite-bourgeoise, était impossible à imaginer* (5)... »

Dès l'âge de quinze ans, l'adolescent devient auxiliaire de la Luftwaffe. Il jubile d'être enfin débarrassé de l'école et de porter un uniforme qui plaît aux jeunes filles. Avant de faire l'expérience directe de la guerre, il l'imagine à travers *Orage d'acier*, véritable glorification où Ernst Jünger s'inspire de la première guerre mondiale, et d'*A l'Ouest rien de nouveau* d'Erich Maria

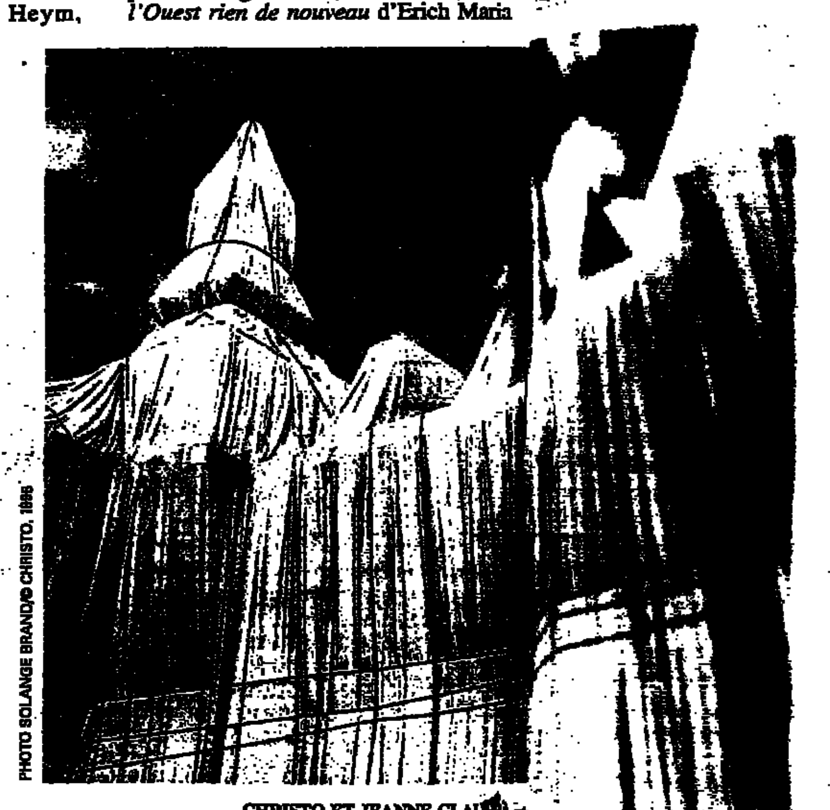


PHOTO SOLANGE BRANDT/© CHRISTO, 1995

CHRISTO ET JEANNE-CLAU

Stefan Heym, un social

« J'AI vu l'incendie du Reichstag de mes propres yeux. Peu de temps après, j'ai dû quitter l'Allemagne, et ce n'est qu'en uniforme américain que j'ai revu cet édifice. Des années plus tard, je suis retourné dans la partie est de notre pays, en RDA, où je me suis bientôt trouvé en conflit avec les autorités. Le fait qu'un homme comme moi, avec ce passé-là, puisse aujourd'hui s'adresser à vous de cette tribune et proclamer l'ouverture de la treizième session parlementaire, la deuxième de l'Allemagne réunifiée, me fait espérer que notre démocratie actuelle aura été édifiée sur des fondements plus solides que ceux de la République de Weimar... »*

Ainsi parle l'écrivain-député Stefan Heym au Bundestag, en novembre dernier. Lorsqu'il quitte la tribune, un silence *glacial* règne dans les rangs de la majorité. A l'instar du chancelier Helmut Kohl, qui reste de marbre, aucun des parlementaires chrétiens-démocrates n'applaudit le doyen de l'Assemblée, cet homme de quatre-vingt-deux ans qui, témoin de son siècle, vient de plaider pour davantage de démocratie parlementaire. Pis, on refusera pendant des mois d'éditer son allocution, contrairement aux usages.

Sa candidature au Bundestag avait fait, il est vrai, des vagues. Pour le discréditer, certains ont été jusqu'à lui reprocher une fictive collaboration avec la Stasi – à lui, le dissident du régime des Ulbricht et Honecker ! C'est dire qu'il dérange. Même Günter Grass lui a demandé de retirer sa candidature sur les listes du PDS (dont il n'est pas membre) de peur qu'il n'enlève des voix au SPD. Mais Stefan Heym n'a pas voulu se priver du plaisir d'entamer, à quatre-vingts ans passés, une carrière politique, et de dire *« ses quatre vérités à ces Messieurs du Bundestag »*. A commencer par les impasses d'une réunification qu'il persiste à comparer à l'*« Anschluss »*, ou encore à *« un serpent qui a avalé un hérisson »* – et dont les troubles digestifs ne le réjouissent d'ailleurs nullement.

Toute sa vie, une vie de rebelle, il a dit ce qu'il croyait juste et agi en conséquence. *« Je ne dis pas que j'étais un héros... J'ai fait exactement ce que je pensais pouvoir faire, sans pour autant risquer ma tête ou aller en prison »*, explique-t-il dans un entretien (1). Né en 1913 à Chemnitz, fils d'un commerçant juif aisé, il encaisse, en guise de premières leçons d'histoire, les raclées administrées par des jeunes nazis, qui s'acharnent sur le juif Helmut Flieg. (Stefan Heym est un pseudonyme adopté pendant l'émigration.) Un poème antimilitariste écrit en 1931 lui vaut d'être renvoyé du lycée. A dix-neuf ans, il réussit à émigrer à Prague, et rejoint Chicago en 1935. Tout en rédigeant sa maîtrise sur Heinrich Heine, autre émigré, il gagne sa vie grâce à des « petits boulots » – garçon de café, vendeur, plongeur dans des restaurants – avant de devenir rédacteur en chef d'une revue antifasciste.

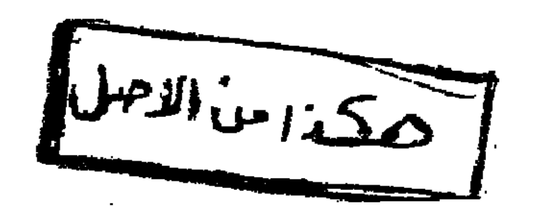
MAIS le combat avec les mots ne lui suffit plus. Stefan Heym l'antimilitariste demande à *entrer dans*... l'armée américaine. Il est fier de revêtir l'uniforme américain et de posséder sa première arme. 1944 le voit s'entraîner sur une plage anglaise en vue du débarquement de Normandie. Et c'est en officier américain qu'il revient en Allemagne.

Entre-temps, il a écrit son premier roman en anglais, *Hostages* (2), un best-seller dont on tire un film qui tient l'affiche aux États-Unis et en Angleterre. Écrit à la manière d'un policier, son action part cependant d'un fait réel et tragique : la prise de son père en otage par la Gestapo, suite à la disparition du fils. A la fin du roman, le héros devient communiste : voilà qui, plus tard, plaîra aux autorités est-allemandes et lui vaudra le seul prix littéraire que la RDA lui ait jamais accordé.

De l'expérience vécue pendant la guerre – le débarquement en Normandie, la libération de Paris, l'offensive des Ardennes, l'occupation de l'Allemagne, mais aussi son retour à Chemnitz devant sa maison natale détruite, devant les ruines du lycée qu'il avait dû quitter –, Stefan Heym rendra compte dans *The Crusaders* (3). Cette gigantesque épopée de la seconde guerre mondiale est inspirée d'une mission que les Américains lui ont confiée : justifier idéologiquement l'intervention américaine au moyen de tracts, d'émissions de radio, d'articles de presse. A la libération, Heym, affecté à la Psychological Warfare Unit, participera aux interrogatoires des prisonniers allemands et sera fort déçu de leur opportunisme.

Si l'Amérique est encore pour lui synonyme de liberté, de démocratie et d'antifascisme, son enthousiasme va se dissiper dans les années 50, devant la propagande antisoviétique et la « chasse aux sorcières » du sénateur Joseph McCarthy. Soupçonné de sympathies communistes, Stefan Heym perd son travail de correspondant pour des journaux américains en Allemagne. L'armée américaine l'exclut de ses rangs. Pour mieux le surveiller, on l'oblige à rentrer aux États-Unis. Il obtempère, mais c'est pour plier bagage. Contre la guerre de Corée, il écrit une lettre cinglante au président





...er Grass en croisade contre l'oubli

Remarque, qui décrit l'horreur de la Grande Guerre au quotidien. L'expérience de Günter Grass sera plus proche de la version de Remarque. Affecté dans les chars sur le front de l'Est en mars 1945, il saute avec son tank sur une mine. Ensuite, sa compagnie d'infanterie tombe sous le feu des orgues de Staline : autour de lui, il voit mourir ses compagnons de seize, dix-huit ans. Le 20 avril 1945, jour de l'anniversaire du Führer, il est blessé – ce qui lui fait manquer une ration de nourriture supplémentaire – et transféré à l'hôpital militaire de Marienbad.

A la libération, il se retrouve en Bavière dans un camp de prisonniers géré par les Américains, qui, en guise de rééducation, lui font découvrir le camp de Dachau. Comme ses camarades, il refuse de croire à l'ampleur du crime – *« C'est impossible. Des Allemands ne peuvent pas avoir fait ça* (6) *»* – et attribue les chambres à gaz à la propagande américaine. Quand en 1946 la radio retransmet le procès de Nuremberg et qu'il entend les aveux de Baldur von Schirach, le responsable des Jeunesses hitlériennes, un monde s'écroule pour lui. Il voudrait comprendre, en savoir plus en retournant sur les bancs de l'école pour rattraper le baccalauréat, la Matura, ce certificat de maturité qu'il n'obtiendra jamais, mais qu'il préparera toute sa vie en parfait autodidacte. Lorsqu'à la première heure de cours, le professeur d'histoire dit : *« Nous en étions donc restés à la dépêche d'Ems* (7)... *»*, c'en est fini pour lui du lycée.

Pour gagner sa vie, il travaille dans les mines de potasse, une expérience dont il rendra compte plus tard dans son roman *Les Années de chien* (8) et qui déterminera ses futurs rapports avec la social-démocratie. Les discussions entre mineurs au fond du puits représentaient autant de cours de rattrapage en histoire ; tout comme du temps de la République de Weimar, Günter Grass constate que *« les nazis et les communistes, dans des situations décisives, s'alliaient contre les sociaux-démocrates* (9) *»*. Sa réflexion politique restera marquée par cette période – dans les années 60, il se dira *« un révisionniste convaincu »*. Au bout d'un an, il abandonne ce dur labeur pour entrer en apprentissage chez un tailleur de pierres à Düsseldorf, réalisant ainsi son rêve de devenir sculpteur.

Ressentant bientôt le besoin de prendre ses distances avec l'Allemagne, comme l'ont fait autrefois les compagnons, il parcourt l'Italie et la France en auto-stop, restaure des statues dans les églises, vend ses dessins, ses poèmes, ses sculptures. Avec un de ses textes, il remporte un concours à la radio, et s'introduit ainsi auprès du « groupe 47 ». De ce cercle d'écrivains antifascistes, qui se propose de purifier la langue allemande de l'usage pervers qu'en avaient fait les fascistes, il deviendra le porte-parole dans les années 60, après le succès retentissant remporté par *Le Tambour*. Mais, en 1955, le fameux roman n'est qu'à l'état de projet : Günter Grass rêve d'une fresque monumentale sur l'Allemagne de la République de Weimar, du IIIe Reich et des années d'après-guerre. Aucun autre auteur allemand, dans cette période de silence et de refoulement, ne s'est fixé pareille ambition.

Le recul nécessaire pour mener à bien sa folle entreprise, Günter Grass le trouve à Paris, où il s'installe place Pigalle, puis avenue d'Italie. C'est là que se produit la rencontre, essentielle, avec Paul Celan, un survivant d'Auschwitz, qui l'encouragera à se lancer dans l'écriture de cette œuvre gigantesque. Le projet vise également à se réapproprier la ville de son enfance, Dantzig, qu'il sait perdue pour toujours à cause de la guerre déclenchée par l'Allemagne nazie. *Le Tambour* offrira aussi un exutoire à sa colère face au refoulement par les Allemands de leur passé, à leur assurance retrouvée grâce au miracle économique de l'ère Adenauer.

Issu lui-même de cette petite-bourgeoisie qui s'est laissé abuser par Hitler comme aucune autre couche sociale, il sait qu'elle est coupable : *« Je tenais à montrer que tout s'est passé au grand jour* (10). *»* Dépourvue de leaders politiques et exclue du mouvement ouvrier, elle est devenue la proie facile d'un tribun au discours populiste qui lui faisait miroiter un avenir glorieux. *« Tout un peuple crédule a cru au Père Noël. Mais le Père Noël était en réalité un employé des services du gaz »*, écrira-t-il dans *Le Tambour* (11). Achevée en 1959, cette première œuvre d'un conteur hors du commun, qui renoue avec le souffle épique de l'Alfred Döblin du *Berlin Alexanderplatz*, crée l'événement en Allemagne. On se l'arrache.

« Le Reichstag empaqueté, Berlin, 1971-1995 »

Un an plus tard, Grass se rend à Berlin pour faire soigner une pneumonie attrapée dans le sous-sol parisien qui lui servait d'atelier et de bureau. Refuge des objecteurs de conscience et autres « alternatifs », la ville aux confins de l'Est le retient pour de bon. Il y fait la connaissance de Willy Brandt, alors bourgmestre de Berlin, et c'est le début de son engagement au côté du SPD, le Parti social-démocrate.

Pour cet écrivain issu des couches populaires, l'intellectuel doit en effet descendre dans l'arène politique, prendre parti, incarner la mauvaise conscience de la nation. La défection des intellectuels de la République de Weimar – à commencer par Thomas Mann – lui a servi de leçon. Une leçon que le grand Bertolt Brecht ne semble pas avoir retenue. Günter Grass aurait préféré le voir aux côtés des ouvriers qui se soulevèrent le 17 juin 1953 à Berlin-Est, dont la révolte fut écrasée par les chars soviétiques. Mais Brecht, alors, ne prend pas parti. Il s'abrite derrière sa tâche d'homme de théâtre qui met en scène des pièces révolutionnaires pendant que les ouvriers descendent dans la rue. Grass donnera sa version des événements de 1953, dont à vingt-cinq ans il est devenu fortuitement spectateur. Sa pièce, *Les plébéiens répètent la révolution* (12), prendra pour cible Brecht et la défection des intellectuels dans une révolte du prolétariat déguisée par le pouvoir socialiste en « contre-révolution », sous prétexte de « complot occidental ».

Sur le même thème, Stefan Heym, lui, écrira (*lire ci-dessous*) son roman *Une semaine en juin*, dont la critique du régime socialiste, bien qu'édulcorée, lui vaudra d'être mis au ban de cette société où il avait choisi de vivre. Si Günter Grass ne tire pas les mêmes conséquences de l'histoire que l'écrivain marxiste, il en apprécie cependant le rôle d'intellectuel dérangeant qui est aussi le sien. *Le Tambour* lui avait déjà attiré l'hostilité de ceux qui préfèrent laisser dormir le passé. Les critiques deviennent acerbes lorsqu'il s'engage dans la campagne électorale aux côtés de Willy Brandt, sillonnant le pays avec lui, multipliant les discours, prenant fait et cause pour l'homme politique que le chancelier Konrad Adenauer avait calomnié en le présentant comme *« enfant illégitime »* et *« émigré »*. Il s'offusque de l'humiliation que l'Allemagne réserve à ces émigrés : Alfred Döblin, Thomas Mann, Willy Brandt. *« Car c'est tacitement une véritable loi en Allemagne. Les émigrés ne doivent jamais revenir. Qu'ils aillent mourir comme Heinrich Heine ou Georg Büchner à Paris ou à Zurich* (13). *»*





GÜNTER GRASS. – Dessin

Danse autour du veau d'or

LES attaques contre l'écrivain fusent : elles proviennent non seulement de la droite, mais aussi de l'extrême gauche, qui voit en lui un *« révisionniste »* petit-bourgeois préférant la politique des petits pas, les compromis et les améliorations réelles aux bouleversements annoncés d'un hypothétique « grand soir ». *« Vous plaidez pour des révolutions qui ont eu lieu depuis belle lurette et se sont anéanties elles-mêmes »*, lance-t-il aux gauchistes (14).

De l'expérience de ses campagnes électorales, Günter Grass rendra compte dans son roman le plus politique, *Le Journal d'un escargot* (15). Pour lui, l'escargot est l'incarnation du progrès. C'est qu'il croit encore au progrès fondé sur la raison. Plus qu'en 1986, lorsque sa *Ratte* (16) raconte l'apocalypse nucléaire. Le concert des critiques déclenché par ce « roman écologiste » prolonge celui que suscite, en 1983, sa prise de position en faveur de la généralisation de l'objection de conscience. Mais c'est en 1989 que le tollé est à son apogée : à contre-courant de l'euphorie générale de la réunification prestement menée par le chancelier Kohl, Günter Grass plaide pour une confédération des deux États indépendants et fulmine contre l'absorption de la RDA – *« la bonne affaire ! »* – par la République fédérale.

La seule unité à laquelle l'Allemagne devrait prétendre, c'est celle de la langue et de la culture, la structure fédérale représentant sur ce plan une formidable richesse. Toute autre forme d'unité – l'histoire l'a démontré, de Bismarck à Hitler – ne peut apporter que malheur. Une superpuissance économique de quatre-vingts millions d'habitants au milieu de l'Europe n'a-t-elle pas de quoi inquiéter ses voisins ? Grass voit surtout dans la réunification la danse autour du veau d'or, le mark allemand, dans le droit-fil du miracle économique. Aussi ne supporte-t-il pas l'arrogance des Allemands de l'Ouest à l'égard de leurs compatriotes de l'Est – comme s'ils n'avaient pas réussi une révolution pacifique, la seule dans toute l'histoire allemande, et comme s'ils n'avaient pas développé une culture spécifique.

En 1993, lors des débats sur la restriction du droit d'asile et la modification de la Constitution qu'elle implique, Günter Grass quitte le SPD, auquel il avait adhéré dix ans plus tôt. Il demeure fondamentalement social-démocrate, mais n'admet pas que son parti souscrive à un changement de la Constitution qu'il considère comme le garant le plus précieux de la démocratie allemande.

Ses rapports avec le parti n'ont jamais été commodes. Au début des années 70, il avait condamné la « loi contre les extrémistes » promulguée avec l'aval de Willy Brandt, alors chancelier. Pour ses détracteurs de droite, il passe alors pour un *« sympathisant des terroristes »*, après avoir été traité de *« protecteur de l'establishment »* par les gauchistes. Depuis qu'il est entré dans l'arène politique, Günter Grass a l'habitude d'être au centre des polémiques. Mais les critiques de plus en plus virulentes le blessent. Tout se passe comme si l'Allemagne ne supportait pas de compter un citoyen-écrivain qui lui rappelle son coupable passé et se mêle des affaires du jour. L'espoir d'influencer la classe politique est devenu minime *« parce que les politiques n'écoutent pas les intellectuels »*.

Si bien qu'après *L'Appel du crapaud* (17), également mal reçu par la critique, c'est à Calcutta, loin de cette Allemagne qui lui devient insupportable, qu'il s'attelle à un nouveau roman consacré à l'histoire récente de son pays – l'Allemagne entre l'euphorie et le désenchantement après la réunification. Et, même si les « faiseurs d'opinion » médiatiques le rejettent, estimant sans doute qu'ils n'ont pas de leçons politiques à recevoir de ce témoin gênant du siècle, l'écrivain est convaincu que son œuvre est *« un jet réussi »* et qu'elle perdurera (18). Ses lecteurs – qui, en attendant, s'arrachent *Ein weites Feld* (cent mille exemplaires sont déjà vendus, cent mille en commande) – en jugeront.

BRIGITTE PÄTZOLD.

(1) Theodor Adorno, chef de file de l'École de Francfort et de la philosophie néomarxiste, auteur entre autres de *Negative Dialektik*, 1966 (*Dialectique négative*, Payot, Paris, 1992).

(2) Les Cachoubes, population slave qui a subsisté en Allemagne du Nord.

(3) *Atelier des métamorphoses*, Günter Grass, entretiens avec Nicole Casanova, Editions Belfond, Paris, 1979.

(4) *Ibid.*

(5) *Ibid.*

(6) *Ibid.*

(7) Incident à l'origine de la guerre franco-allemande de 1870.

(8) Günter Grass, *Les Années de chien*, Le Seuil, Paris, 1965.

(9) *Atelier des métamorphoses*, *op. cit.*

(10) Heinrich Vormweg, *Günter Grass*, Rowohlt, Reinbeck, 1986.

(11) Gunter Grass, *Le Tambour*, Le Seuil, Paris, 1961.

(12) Günter Grass, *Les plébéiens répètent la révolution*, Le Seuil, Paris, 1968.

(13) *Gunter Grass*, *op. cit.*

(14) *Ibid.*

(15) Günter Grass, *Le Journal d'un escargot*, Le Seuil, Paris, 1974.

(16) *La Ratte*, Le Seuil, Paris, 1987.

(17) Günter Grass, *L'Appel du crapaud*, Le Seuil, Paris, 1992.

(18) Entretien de Günter Grass dans le magazine *Stern* n° 36 du 1er septembre 1995.

...Heym, un socialiste à visage très humain

Dwight Eisenhower, auquel il renvoie par la même occasion son certificat de nationalité américaine ainsi que toutes ses décorations militaires.

En 1952, il s'installe en RDA, où les autorités l'accueillent à bras ouverts. Aux prises avec leur régime stalinien, bien des citoyens est-allemands doivent prendre pour un fou cet écrivain qui abandonne l'eldorado américain pour s'installer dans un pays aussi étriqué et surveillé. Mais Stefan Heym n'est pas fou : il entend contribuer à la construction du socialisme et faire partie de l'élite intellectuelle, qui semble choyée dans cette « autre Allemagne ». De fait, une villa est mise à sa disposition à Grünau, dans le quartier verdoyant des intellectuels de Berlin-Est. D'emblée, on rend hommage à l'émigré antifasciste en lui attribuant le prix littéraire Heinrich Mann *« pour sa contribution réaliste aux luttes sociales de notre époque »*. Il se met au travail avec ferveur. D'abord collaborateur de la *Berliner Zeitung*, il publie une série de reportages sur l'Union soviétique à la gloire de Staline, décrivant les camps de Sibérie comme des *« lotissements destinés à la rééducation des criminels »*, car, *« en Union soviétique, on croit à l'effet éducatif d'un travail productif »*.

LES choses commencent à se gâter dès 1953 : son roman *Une semaine en juin* (4), qui traite de la révolte des ouvriers berlinois du 17 juin 1953 contre l'augmentation des cadences, ne passe pas la censure. Trop complexes, trop hésitants, pas assez « positifs » ni « convaincants », ses personnages ne satisfont pas aux critères du réalisme socialiste. Jamais le livre ne sera publié en RDA. Pourtant, sa première version – il en écrira plusieurs – ne s'écarte guère de la thèse officielle du complot orchestré depuis l'Occident. Stefan Heym défend même l'intervention des chars soviétiques comme nécessaire pour empêcher l'écroulement de l'expérience socialiste. Mais, si cette grève apparaît comme une erreur, elle résulte des erreurs commises par le gouvernement. Cette critique implicite de la politique du gouvernement lui vaut d'être mis au ban de la société socialiste : en 1978, il finit par être exclu de l'Union des écrivains, hors de laquelle il n'y a point de salut – c'est elle qui garantit les moyens d'existence des écrivains en échange de leur allégeance au pouvoir. Aucun de ses romans ultérieurs ne sera plus publié en RDA. Vingt ans plus tard, il finira par les proposer à l'Ouest, quitte à payer des amendes à l'Est.

Stefan Heym veut décrire les hommes tels qu'ils sont, et non tels qu'un pouvoir souhaite qu'ils soient. Pour lui, la fonction essentielle de l'écrivain est de montrer les faiblesses d'un régime afin d'y remédier. Les apparatchiks est-allemands, eux, rejettent comme prétention élitiste cette aspiration des intellectuels à un rôle critique. Désormais, ses romans traiteront des démêlés de l'intellectuel avec un régime totalitaire. Dans *La Chronique du roi David* (5), il aura recours à la métaphore pour dénoncer les falsifications de l'histoire. Dans *Collin* (6), il ne change que les noms de ses personnages, en fait copiés sur la réalité socialiste : ce roman, consacré au silence coupable de l'intellectuel qui se tait pour sauver sa peau, lui vaut l'expulsion définitive de l'Union des écrivains et une amende de 9 000 marks. De même que le roi David a fait condamner l'historien de sa cour pour avoir révélé la vérité, de même les autorités de RDA croient punir l'écrivain rebelle par l'ignorance, en lui retirant le droit d'écrire et de parler. Qu'est donc un auteur sans public ? Mais Stefan Heym – comble de l'ironie pour un auteur socialiste – trouvera le sien à l'Ouest.

FAUTE de pouvoir expulser cet écrivain antifasciste de renom, le régime lui accorde le privilège de voyager assez librement à l'étranger, espérant sans doute qu'il ne reviendra pas. En vain : il a décidé de rester une épine dans la chair de son pays. Car, comme il le fait dire à *Ahasver, le juif errant*, *« ce ne sont point ceux qui sont conciliants et patients qui édifieront le royaume de Dieu, mais ceux qui mettront l'ordre établi cul par-dessus tête »*. Et à la question *« Le regrettes-tu ? »*, le révolutionnaire Ahasver répond : *« Non, car c'était une grande expérience, bien qu'elle se soit mal terminée. »* Il en va ainsi de l'expérience socialiste. Sa critique n'a jamais fait douter Stefan Heym de la justesse de son idéal, qu'il continue à défendre dans la nouvelle Allemagne. D'aucuns y verront de l'obstination, d'autres du courage civique.

B. P.

(1) *Die Zeit* du 6 décembre 1991.

(2) Paru à New York en 1942, à Londres en 1943, à Leipzig en 1958, à Munich en 1976.

(3) Paru à Boston en 1948, à Londres, Leipzig et Munich en 1950. *Les Croisés*, Gallimard, Paris, 1950.

(4) *Fünf Tage im Juni*, Bertelsmann, Munich, 1974. (*Une semaine en juin*, La Nuée bleue, Lattès, 1990).

(5) *Der König-David-Bericht*, Bertelsmann, Munich, 1972. (*Chroniques du roi David*, Éditions Métaillié, Paris, 1994).

(6) Bertelsmann, Munich, 1979.

(7) *Ahasver*, Bertelsmann, Munich, 1981. Traduction Jan Dusay, L'Age d'homme, Lausanne, 1991.

AUTOMNE CHAUD

Épreuve sociale pour

JUSQU'ICI épargné par la contestation des politiques libérales à l'œuvre en Europe centrale et orientale, le gouvernement de M. Vaclav Klaus doit désormais faire face à un mécontentement social grandissant. Les bons indices macroéconomiques (4,4 % de croissance, 9,3 % d'inflation, 3,7 % de chômage) dissimulent une atteinte généralisée au droit des Tchèques à la santé, à l'éducation et à la protection sociale. La grogne commence à se traduire dans les sondages, où le Parti social-démocrate talonne celui du premier ministre.

Par notre envoyé spécial JEAN-YVES POTEL *

C'est un hôpital, le plus grand de Bohême, une des fiertés de l'ancien régime, avec un plateau technique de haut niveau et les meilleurs médecins. Bâtisse immense, usée, l'hôpital Motol domine Prague, cette ville belle et froide. Voici l'infirmière-chef du service d'hématologie. Elle dénonce au journaliste de la télévision le manque de personnel : en quelques mois, six de ses collègues l'ont quittée pour des petits boulots mieux payés. Il est vrai qu'au bout de sept ans de travail dans ce service où l'on soigne des enfants, une diplômée gagne 4 000 couronnes par mois, 5 000 avec les primes (environ 1 000 francs). Dérisoire.

Anna et ses sœurs a été diffusé en juin dernier par TV Nova, la chaîne privée. Le reportage a fait mouche : le journaliste avait retrouvé, peu fière, une des infirmières disparues à la tête... d'un salon érotique. L'image a frappé les esprits, car chacun sait le malaise que traduisent de tels choix. Il est évident dans les lettres reçues après la diffusion : *« Anna avait bradé sa dignité pour de l'argent, mais d'autres, beaucoup d'autres, ne peuvent tenir. Des infirmières m'ont écrit : le travail à l'hôpital est épuisant, il interdit les ressources parallèles, surtout quand vous avez des enfants. Alors, certaines font n'importe quoi... »*

* Institut d'études européennes, université Paris-VIII.

L'impact fut tel que le ministre de la santé se déplaça la semaine suivante à Motol, filmé par la même équipe de télévision. *« Il manque 176 infirmières »*, se plaint un chef de service. *« Sur quoi vous fondez-vous ? »*, rétorque le ministre. *« Sur la consultation de tous les chefs de département... » « Je ne suis pas d'accord*, coupe l'homme du gouvernement, *il y a assez d'infirmières dans cet hôpital. »*

Le personnel s'est senti insulté. Les patients et le public ont été scandalisés par l'arrogance ministérielle. Ils craignent tous le démantèlement de cet établissement qui pourrait être privatisé prochainement. Mais le ministre, M. Ludek Rubas, n'a pas craint le ridicule en écrivant au journaliste, le lendemain de la seconde émission : *« Merci. Vous avez réussi à convaincre les téléspectateurs du manque d'infirmières chez nous, et du fait que le ministre est un simple d'esprit s'il le nie* (1). »

On ne saurait mieux résumer l'atmosphère en République tchèque cet automne. Les questions sociales occupent, depuis le printemps au moins, la scène politique et les responsables concernés sont les plus critiqués. Les esprits semblent sortir d'une torpeur, comme si les nuages des beaux discours se dissipaient, mettant à nu des réalités grises et tristes).

Passé la courte euphorie de la révolution de velours, la majorité des électeurs, surtout les citadins, avaient choisi ce qui leur paraissait garantir l'avancée la plus sûre – quoique moins lyrique – vers un mieux être. Le gouvernement de M. Vaclav Klaus, un homme ordinaire mais compétent, devait engager les réformes nécessaire, porter l'économie au *« standard international »*, tandis que le président Vaclav Havel, un intellectuel courageux et intègre, garantirait la bonne moralité du processus. Si l'on s'était séparé des Slovaques à contre-cœur (2), deux ans et demi après le divorce on ne regrette plus rien – on n'apprécie guère ici l'évolution populiste du premier ministre M. Vladimir Meciar (3). Mais voilà : la situation sociale ne s'améliore guère. Pire, l'impression domine que les fruits de l'effort tombent encore et toujours dans les mêmes escarcelles, tandis que la majorité de la population est atteinte dans ses droits fondamentaux : la santé, l'éducation, la protection sociale.

Les résultats macroéconomiques de la Tchéquie sont effectivement excellents. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Le pays est riche, avec un produit intérieur brut (PIB) de 7 000 dollars par habitant (plus que la Pologne et la Hongrie) et des comptes équilibrés. *« Nous sommes parvenus*, assure le ministre des finances, M. Ivan Kocarnik, *à acquitter nos dettes, c'est-à-dire que dans le cadre du FMI nous sommes devenus créanciers »* (4). Et c'est un sourire aux lèvres qu'il a commenté le projet de budget 1996 : pas de déficit (les derniers budgets se sont même soldés par un crédit), une diminution de la charge fiscale qui sera compensée par un taux de croissance de 4,4 %, une inflation contenue à 9,3 % et un taux de chômage à 3,7 %. Un vrai miracle !

Comme tout miracle bien organisé, celui de l'économie tchèque est chanté par la presse internationale, et les investisseurs étrangers vantent la sécurité du petit pays. Au cours du premier semestre 1995, les investissements étrangers directs – provenant principalement d'Allemagne et de France (5) – se sont élevés à 402,5 millions de dollars, un record depuis 1992. Mais ce succès à un revers : l'afflux croissant d'opérations de portefeuilles, au point qu'en juin 1995 il a fallu contrecarrer les spéculateurs. Selon le gouverneur de la Banque centrale (CNB), 50 % à 66 % des 3 milliards de dollars placés de la sorte dans les banques tchèques depuis le début de l'année l'ont été à court terme. La CNB a pris des mesures techniques (hausses des taux) pour endiguer ce flux, mais la question de la convertibilité à venir de la couronne tchèque reste ouverte.



PH. TACEVSKI-WOSTOK PRESS

PUBLICITÉ POUR LES VENTES D'ENTREPRISES D'ÉTAT.
Les pouvoirs publics dominent encore le secteur privé

Stable et sous-évaluée, la monnaie nationale protège une industrie peu compétitive et stimule les exportations, elle évite des restructurations trop coûteuses pour l'emploi. Inversement, *« un flottement de la couronne ou même sa réévaluation risquerait*, note un observateur avisé (6), *d'entraîner trop rapidement des troubles sociaux et politiques excessifs »*. C'est sans doute pourquoi M. Klaus se montre plus prudent que le gouverneur de la CNB.

Pour M. Karel Dyba, ministre de l'économie, qui affiche une grande sérénité, un indicateur ne trompe pas : le taux de chômage. La Tchéquie est le seul pays européen sorti du communisme avec de tels résultats – moins de 4 %, autant parler de plein-emploi. *« Cela résulte de la transformation rapide de l'économie*, affirme-t-il. *Je pense que le facteur essentiel fut la privatisation accélérée et massive de nos entreprises, qui a créé de nouvelles ressources d'emploi notamment dans les services. »*

Un point de vue que rejoint – curieusement – M. Richard Falbr, président de la puissante centrale syndicale, le CMKOS, lorsqu'il confie ne pas croire à une dégradation significative de l'emploi d'ici à la

(1) Lettre du 22 juin à Frantisek Ruzicka, l'auteur d'*Anna et ses sœurs*, que je remercie pour m'avoir montré les émissions et les lettres reçues.

(2) Lire, Jean-Yves Potel, *Le Monde diplomatique*, octobre 1992, *« L'Europe centrale à la recherche d'une nouvelle cohésion »*.

(3) Lire Karel Bartak, « La destruction de la Tchécoslovaquie », *Le Monde diplomatique*, janvier 1993.

(4) Entretien *in Industrie et commerce tchèques*, juillet 1995.

(5) L'Allemagne représente 37,7 % du volume investi, talonnée par la France (35,6 %), suivie de l'Italie (6,1 %), l'Autriche (5,3 %) et la Grande-Bretagne (4,9 %). Les États-Unis ne figurent pas parmi les investisseurs importants cette année. Voir *Prague Info*, nº 98, septembre 1995.

(6) Colin Jones, *The Banker*, Londres, février 1995.

Du nouveau sur les procès des années 50

Par LIONEL RICHARD *

EN mai 1949, un Américain, Noel Haviland Field, est enlevé par des policiers dans un hôtel de Prague. Un peu plus tard, sa femme Herta subit le même sort. En août 1949, Hermann Field, son frère, venu à Varsovie chercher de ses nouvelles, est arrêté à son tour.

La guerre froide a commencé. Durant toute l'année 1948, la « chasse aux sorcières » déclenchée par le sénateur Joseph McCarthy va bon train aux États-Unis. Sans jamais rendre publique sa détention, les autorités soviétiques présentent Noel Field comme le chef d'un réseau d'espionnage américain. S'ensuit à Budapest, du 16 au 24 septembre 1949, le procès du ministre hongrois des affaires étrangères Laszlo Rajk et de ses prétendus complices. Puis, en novembre 1952 à Prague, c'est le tour de quatorze dirigeants tchécoslovaques, dont Rudolf Slansky, le secrétaire général du Parti communiste (1). Au total, les liquidations ainsi orchestrées par le NKVD de Lavrenti Beria font – en *additionnant condamnations à mort et suicides* – au moins 250 victimes. Sans compter, dans la plupart des partis communistes, les milliers de militants exclus ou emprisonnés.

Or, de Budapest à Sofia, le nom de Noel Field revient constamment au cours des procès. Si les procureurs le décrivent comme le centre de la conspiration, l'homme lui-même n'est pas physiquement présent. Son arrestation demeurant secrète, il n'est qu'une « fiction », un fantôme dont la culpabilité est donnée pour évidente. Jamais il n'aura l'occasion de se défendre publiquement.

Staline meurt en mars 1953. Les autorités polonaises doivent relâcher Hermann Field en 1954. Quant à Noel Field et à sa femme, l'agence de presse hongroise MTI annonce le 19 novembre 1954 leur remise en liberté, faute de preuves. Cinq semaines plus tard, le couple demande l'asile politique... à la Hongrie, où il mènera une existence paisible.

Mais qui est donc Noel Field ? Sa seule biographe, la journaliste américaine Flora Lewis, laisse entendre qu'il aurait été recruté comme agent soviétique aux États-Unis en 1935, puis engagé en Suisse par l'OSS, les services d'espionnage américains d'Allen Dulles installés en Europe à partir de 1942. Pour Wolfgang Kiessling – qui consacre à l'affaire Field et à ses conséquences dans la défunte *République démocratique allemande un livre pas* très bien composé mais passionnant, fondé sur des documents accessibles seulement depuis 1990 (2) –, rien ne justifie ce genre d'allégations.

L'un des plus machiavéliques espions du siècle, Noel Field ? Non, répond Kiessling. Des témoignages et des archives se dégage au contraire l'image d'un humaniste généreux, désintéressé. Né dans une famille de quakers, il reçoit à Zurich, où son père biologiste est temporairement installé avant 1914, un enseignement en allemand – il est parfaitement bilingue. A la mort du père, en 1921, toute la famille retourne aux États-Unis. Entré dans *la haute administration américaine* après des études de droit, il est, grâce à ses capacités linguistiques, nommé à Genève comme représentant des États-Unis à la Société des nations. Entre-temps, il épouse une ancienne camarade d'école de Zurich qui a suivi les Field en Amérique, la Suissesse Herta Vieser.

De la guerre d'Espagne date, selon Kiessling, l'engagement effectif de Field. Il devient en Suisse le représentant officiel du comité Barsky, organisation antifasciste mise sur pied aux États-Unis et soutenue par les communistes américains. Il est notamment chargé du secours aux anciens des Brigades internationales. En 1940, c'est une autre organisation américaine, animée par des quakers et strictement humanitaire, l'Unitarian Service Committee (USC), qui lui propose de s'occuper de l'aide aux émigrés allemands et autrichiens : il *s'efforce de soustraire les plus menacés aux camps* de réfugiés ou de concentration, facilitant leur départ vers les États-Unis, le Mexique ou la Suisse.

Ce travail met Field en contact, durant toute la guerre, avec les responsables du Parti communiste allemand clandestin en Europe occidentale. Avec une double conséquence : du côté américain, son nom prend naturellement place, dès 1948, sur la liste rouge du sénateur McCarthy ; du côté soviétique, il devient pour les services de Beria le moyen idéal de piéger, au nom de la défense du socialisme contre les offensives idéologiques des États-Unis, les dirigeants communistes non issus de l'émigration à Moscou et suspectés de se montrer quelque peu rétifs aux ordres de Staline. Volontaires des Brigades internationales, cadres des résistances intérieures et juifs figurent au premier rang des accusés.

La personnalité de Noel Field n'est pas le but premier des investigations de Kiessling. Ce qu'il veut montrer, c'est comment l'un des dirigeants du Parti communiste allemand (KPD), Paul Merker, qui avait pu grâce à lui émigrer en 1942 à Mexico, est pris dans l'engrenage du prétendu espionnage au profit des États-Unis. En mars 1951, le NKVD intervient pour le dénoncer auprès de Walter Ulbricht, le chef du gouvernement de la RDA. Arrêté le 2 décembre 1952, il est accusé d'avoir mis en danger *« la paix du peuple allemand et la paix du monde »* par sa collaboration avec les services secrets impérialistes avant et après 1945. Il est qualifié de *« trotskiste allemand »* et d'allié des *« sionistes »*. N'avouant jamais rien, clamant son innocence et ne cédant *pas aux pressions, il sera libéré en janvier 1956* et mourra en 1969, innocenté et réintégré dans les rangs communistes.

D'autres destins furent plus tragiques. Ainsi celui de Paul Bertz, vieux militant chargé du secrétariat du KPD pour l'Europe occidentale de 1935 à la fin de la guerre et haute figure de la Résistance. Vu ses fonctions, il est en contact permanent avec Noel Field en Suisse. Rentré en Allemagne dans la zone d'occupation soviétique, il prend la tête de l'administration centrale des transports. Apprenant son arrestation prochaine sous prétexte qu'il aurait été à l'origine de l'infiltration du KPD par les Américains, il se suicide en avril 1950. Le 8 juin 1950, à quarante-deux ans, Rudolf Feistmann met aussi fin à *ses jours : originaire d'une famille juive* et, comme Merker, ancien émigré à Mexico, il était devenu journaliste au quotidien communiste *Neues Deutschland*. Pour des raisons stratégiques, sa mort sera officiellement maquillée, des années durant, en intoxication alimentaire.

Faux aveux extorqués

LA lecture des rapports de police doit toujours appeler des interprétations prudentes. D'autant que, en matière de faux aveux extorqués, les hommes de Beria ne manquaient pas d'experts. En tout cas, peut-être à tort, les documents cités par Kiessling établissent un partage assez net entre courageux et lâches. Les dirigeants communistes Paul Bertz, Franz Dahlem, Paul Merker en sortent grandis. Herta Geffke, Hermann Matern, Walter Ulbricht et surtout Anton Ackermann semblent avoir été, en revanche, les serviteurs aveugles et butés des autorités soviétiques. Peu de grandeur d'âme et un fâcheux esprit de délation, par ailleurs, dans les dépositions du mari de la romancière Anna Seghers, Laszlo Radvanyi, et de l'écrivain autrichien Leo Katz !

Comme il sied aux bons romans policiers, Kiessling dévoile l'essentiel, mais laisse quelques énigmes *sans réponse*. Dans ses carnets de prison, en 1952, Noel Field se demande si le chemin qu'il a pris depuis 1936 était le bon, s'il n'est pas entré au *« paradis des bouffons »*. Et de conclure que sa confiance, il en est persuadé, n'a pas été trompée, que tôt ou tard il sera blanchi des accusations portées contre lui et que les communistes jugés comme traîtres sont tous obligatoirement innocents eux aussi. Voilà qui ne manquait pas de clairvoyance. Reste à savoir si Field a laissé d'autres notes et réflexions. De 1956 à sa mort, en septembre 1970, a-t-il reconstitué le mécanisme de la construction imaginaire qu'il avait engendrée malgré lui et qui a provoqué pareille hécatombe dans le mouvement communiste international ?



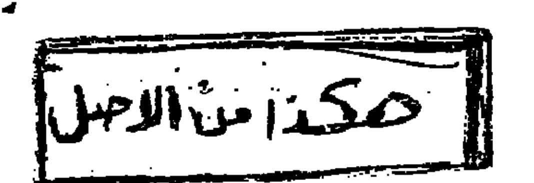
DR

RUDOLF SLANSKY DEVANT SES JUGES
De Budapest à Prague, plus de 250 victimes

* Auteur du *Nazisme et la culture*, Complexe, Bruxelles, 1988, et *L'Art et la guerre. Les artistes confrontés à la seconde guerre mondiale*, Flammarion, Paris, 1995.

(1) Sur le procès de Prague, le livre de référence reste évidemment *L'Aveu*, d'Artur London, coll. « Témoins », Gallimard, Paris, 1968. La revue *Communisme* en a proposé une analyse renouvelée, sous le titre « Le « procès » politique de 1952 en *Tchécoslovaquie* », dans son nº 26-27 (3e trimestre 1990), qui contient également une approche globale de la machination. Plus récent, le premier tome de *La Vie en rouge. Les pionniers. Varsovie, Prague, Budapest, Bucarest*, de Christian Duplan et Vincent Giret, Le Seuil, Paris, 1994) comporte des témoignages originaux des enfants des deux principales victimes, Laszlo Rajk fils et Rudolf Slansky fils.

(2) Wolfgang Kiessling, *Partner im « Narrenparadies », Der Freundeskreis um Noel Field und Paul Merker*, Dietz Verlag, Berlin 1994. La biographie de Noel Field par Flora Lewis est intitulée *Red Pawn, The Story of Noel Field* (Le pion rouge), Doubleday, New York, 1965. Elle a été publiée en allemand en 1968 sous le titre *Bauer im roten Spiel*.





À PRAGUE

le « miracle » tchèque

fin du siècle. Mais il avance des explications complémentaires de la réussite gouvernementale. « *Nous avons profité de la situation géographique du pays, entre l'Autriche et l'Allemagne, qui facilitait le travail frontalier, et bien entendu de l'essor des services et des petites entreprises privées. Tout cela a ouvert d'énormes possibilités, très bien gérées par les bureaux du travail. C'est incontestablement un succès.* » Il n'existait quasiment pas d'entreprises privées dans la Tchécoslovaquie socialiste, contrairement à d'autres pays de l'Est.

Reprenant, dans un rapport récent, l'essentiel des analyses gouvernementales, l'Organisation de la coopération et du développement économiques (OCDE) se montre pourtant moins optimiste : « *Les conséquences des changements systémiques touchant le marché du travail ne sont pas encore toutes concrétisées* (...). *La question cruciale est de savoir si les facteurs qui ont jusqu'ici empêché une montée du chômage continueront de jouer.* » Ce dont semble douter ce rapport : « *Faute d'une grande mobilité entre régions, professions et secteurs, la poursuite de la restructuration économique pourrait entraîner une montée du chômage et même un allongement de sa durée dans certaines régions* (7). »

Les désillusions et les inquiétudes de la population, cet automne, ne concernent cependant pas le chômage. Il y a d'abord la découverte de la manière dont se sont déroulées les privatisations de masse. On estime officiellement que la participation du secteur privé à la formation du PIB atteindra 80 % cette année. Mais s'agit-il vraiment d'un secteur libre de tout contrôle de l'État ? Beaucoup d'observateurs en doutent. La deuxième vague de privatisation a certes été menée rondement : sur les 861 proposées, 668 entreprises ont été vendues en un an.

Pourtant la méthode des coupons ne dégage pas forcément ces entreprises de l'État. Au contraire, « *elle a créé un extraordinaire système de contrôle des sociétés*, note Richard Portes. *Les entreprises sont détenues par les Fonds d'investissement créés pour les privatisations, auxquelles la plupart des gens ont confié leurs coupons. La plupart de ces sociétés sont gérées par les grandes banques, dont l'État possède encore (en moyenne) 40 %, et auprès desquelles les ex-entreprises d'État sont lourdement endettées. Les banques sont évidemment réticentes à exiger le remboursement de leurs prêts, même quand les créances paraissent douteuses, et les pouvoirs publics mènent sciemment une politique anti-faillites à l'aide du Fonds national du patrimoine et de la Banque de consolidation* (8). »

Au total, huit banques se partagent les principaux fonds. « *Mieux que le Gosplan !* », ironise un journaliste tchèque. D'ailleurs le ministre des finances prépare une loi qui renforcera le pouvoir de l'État sur ces fonds. Outre la concentration de la propriété, ces opérations ont surtout profité à quelques-uns. Les scandales de corruption et autres délits d'initiés se sont multipliés ces derniers mois, révélant aux Tchèques des enrichissements inimaginables et trop souvent impunis. Ainsi, le président du principal fonds est parti en Suisse, ou le chef de l'Office des privatisations est arrêté pour détournement de quelques millions de couronnes.

A ce culte du marché et de l'argent facile s'oppose maintenant la dégradation des services publics. Elle devient sensible pour les groupes les plus démunis de la population, et les travailleurs de ces services la dénoncent. La grogne a commencé à s'exprimer ouvertement en mars dernier lorsque, à l'appel des syndicats, de puissantes manifestations (les premières de cette ampleur depuis 1989) ont condamné les projets de loi sur la protection sociale présentés par la coalition gouvernementale au Parlement. Puis, en juin, les cheminots ont tenu le pays en haleine en menaçant de commencer une grève illimitée si leurs salaires n'étaient pas revalorisés. Le gouvernement dut céder, comme il cédera fin août aux enseignants qui déposèrent un préavis identique, peu avant la rentrée scolaire. Il faut dire qu'une institutrice gagne à peine 6 000 couronnes par mois, soit trois fois moins qu'une simple secrétaire dans le privé. Bien accueillis par la population (moins par la presse), ces mouvements, de même que la grogne des travailleurs de la santé, cristallisent un mécontentement peu ordinaire. « *Les Tchèques râlent toujours*, souligne M. Ivan Gabal, sociologue, patron d'un observatoire des opinions, *mais cette fois il y a vraiment un changement qualitatif.* »



MIROSLAV KOVAL. – « Signes d'un ordre naturel » (1991)

Dernière île du thatchérisme

LA loi votée au printemps dernier, portant réforme des prestations sociales, notamment des allocations familiales, a suscité l'indignation. Derrière des argumentations techniques et des intentions jugées démagogiques par l'opposition, ce texte remet en cause le principe d'égalité à la base du système précédent. Les neuf catégories d'allocations (enfant, parent, maternité, logement, etc.) seront accessibles aux familles en fonction de leurs revenus (lequel est estimé à l'aide d'un coefficient multiplicateur du « revenu de subsistance » déterminé par l'administration (9). Pour le premier ministre, qui considère cette loi comme l'incarnation de sa philosophie sociale, il s'agit de réduire les inégalités en donnant plus à environ 25 % des familles. L'opposition rétorque que ce genre de distribution « ciblée », chère à la Banque mondiale, aura l'effet contraire.

« *Malheureusement*, confie M. Richard Falbr, responsable des syndicats, *le seul but de ce gouvernement est de dépenser moins. Il affirme qu'il est impossible de satisfaire tout le monde, qu'un système ciblé est plus juste. Il est vrai que le système actuel fonctionne mal, qu'il faut le modifier, mais pas dans son principe. Les options choisies par la coalition au pouvoir sont discriminatoires, plus coûteuses. Elles n'économisent rien, elles accroissent les pouvoirs de l'administration, et surtout elles désignent une catégorie à part de citoyens : les plus pauvres.* » Or, de l'aveu même d'un député de la majorité gouvernementale, la valeur réelle des allocations n'a cessé de diminuer. En 1994, le revenu moyen d'une famille avec enfants était de 20 % inférieur à celui de 1989, celui d'une famille sans enfant de 12 %, et celui des retraités de 17 %. Quant au montant réel de l'allocation par enfant, il a baissé de 25 % en cinq ans (10) !

Le deuxième sujet majeur de mécontentement concerne la retraite. Les manifestations, les pétitions se sont multipliées depuis deux ans dans un pays où l'espérance de vie a beaucoup progressé ces quinze dernières années. Les démographes tchèques ajoutent qu'il faudra attendre 2005 pour une relance des naissances. Entre-temps, selon le directeur de la division population de l'Office des statistiques (CSU), la seule manière de résoudre la pénurie de main-d'œuvre serait l'immigration, « *mais ce n'est pas souhaitable* ». D'où la proposition de repousser l'âge de la retraite, fixé actuellement à 60 ans pour les hommes, et entre 55 et 57 ans pour les femmes (selon le nombre d'enfants). Il s'agirait de passer à 62 ans pour les hommes et à 60 ans pour les femmes.

Or les tranches d'âge immédiatement concernées sont celles qui ont connu les pires périodes du stakhanovisme stalinien des années 50. Les syndicats ne refusent pas en principe l'allongement progressif, *mais ils veulent que soit* garantie la possibilité de partir en préretraite. De surcroît, ils contestent la gestion des fonds de retraite qui sont toujours assimilés au budget de l'État, soupçonnant le gouvernement de les utiliser à d'autres fins. Ils exigent donc la constitution de caisses gérées par ceux qui cotisent, de manière tripartite. Quant aux assurances privées, elles doivent être complémentaires et non se substituer à la pension minimale que devrait garantir l'État.

Pour M. Jindrich Vodicka, ministre du travail et des affaires sociales, cette agitation prouve que la Tchéquie s'est hissée au « *standard international* ». « *Le plus important*, fait-il observer, *c'est d'avoir réussi à maintenir la paix sociale pendant cinq ans alors que notre pays s'engageait dans une transformation sans précédent. La paix ne signifie pas l'absence de protestation. Sous le communisme, nous avions l'égalité absolue pour tous, mais pas de responsabilité, pas de liberté, maintenant les individus doivent se prendre en charge. Ils sont libres. Évidemment, certains ont peur et croient que l'État est responsable de leur vie et de leur famille à 100 %. Ils ont tort. C'est à eux de se prendre en charge.* » Cette caricature de l'idéologie libérale domine les discours gouvernementaux, forts dogmatiques. « *Ils veulent réduire le rôle de l'État*, ironise Richard Falbr, *ils veulent nous donner plus de responsabilité, mais ils nous refusent une once de pouvoir. Nous sommes dans la dernière île du thatchérisme en Europe.*

Pourtant, dans la pratique et sans doute à cause de sa faible expérience des mouvements sociaux, le gouvernement se révèle divisé et plus vulnérable que la Dame de fer britannique. A peine M. Vodicka avait-il annoncé une hausse du salaire de base des entreprises publiques limitée à 10 % qu'il se heurtait aux cheminots. On apprenait d'ailleurs que le ministre avait d'abord envisagé 20 % à 25 % (le coût de la vie ayant augmenté de 17 % depuis la précédente revalorisation), mais qu'il avait dû renoncer à cause des contraintes budgétaires. Or, lorsque les cheminots déposèrent un préavis de grève illimitée doublé d'un ultimatum au gouvernement, il fallut négocier et accepter plus que prévu. Une semaine avant la date fatidique, la coalition gouvernementale se montra partagée : tandis que le ministre des transports hésitait, que le premier ministre tenait un discours de négociation, celui de l'intérieur vitupérait le « *terrorisme social* » des cheminots. Selon des informations parues dans la presse, il a fallu que M. Vaclav Klaus menace de démissionner pour imposer à ses ministres le compromis avec les syndicats : une augmentation de 18 %. En août dernier, les mêmes hésitations accueillirent les demandes des enseignants qui obtinrent finalement 16,5 % de hausse (ils demandaient 20 %). Un éditorialiste proche du premier ministre, M. Karel Kriz, tirait cette leçon de l'accord conclu avec les cheminots : « *Si le gouvernement veut éviter les concessions déstabilisantes, mieux vaut passer un compromis acceptable avant d'être mis sous pression totale.* » Tout en soulignant l'habileté de M. Klaus dans la solution du problème, il poursuivait : « *L'effet démonstratif du conflit est énorme. Il crée un précédent* (11). » Ces protestations sont d'autant plus efficaces que le chômage est faible et que le gouvernement veut présenter aux investisseurs étrangers un pays calme et sûr. L'approche d'échéances décisives – les prochaines élections législatives sont prévues en juin 1996 – ne facilite rien. Un an, c'est court lorsque les sondages sont de mauvaise augure...

C'est que, pour la première fois depuis trois ans, le parti de M. Klaus est menacé par l'opposition de gauche. Alors que son Parti démocrate civique (ODS) se maintient dans les sondages autour de 26 % des intentions de vote, le Parti social-démocrate (CSSD) progresse régulièrement : il a gagné dix points en moins d'un an. En cette rentrée, il recueillerait plus de 23 % des voix (12). Les autres petits partis de la coalition et de l'opposition stagnent, souvent à la limite des 5 % nécessaires pour obtenir des élus. L'Alliance démocrate civique (ODA), dont est membre le ministre de l'industrie, pourtant très populaire, pourrait perdre sa représentation parlementaire.

M. Klaus risque-t-il de quitter le pouvoir l'an prochain ? Certains semblent y croire dans les rangs sociaux-démocrates. Ce parti n'est pas un regroupement des anciens communistes, contrairement à ce que soufflent certains partisans de la coalition au pouvoir. En fait, à la différence de leurs voisins, les communistes tchèques se sont marginalisés (13), et la nomenklatura économique s'est engagée dans les partis de la coalition, principalement l'ODS et l'ODA. Le Parti social-démocrate, héritier du parti d'avant-guerre, s'est reconstitué en 1990, en rassemblant d'anciens socialistes hostiles au communisme, des ex-communistes de 1968 victimes de la normalisation (14) et des députés issus de l'éclatement du Forum civique.

C'est le cas de son dirigeant, M. Milos Zeman, dont l'itinéraire est typique. Après un court passage au PCT d'Alexandre Dubcek, en 1968, dont il fut exclu en 1970, il se consacra à la recherche. Économiste, il demeura dans la « zone grise » (ni dissident ni soutien du régime) mais fut, parmi les fondateurs du Forum civique, une des figures les plus populaires de l'hiver 1989. Le CSSD est membre de l'Internationale socialiste et s'est doté d'un programme proche de l'évolution centriste des travaillistes britanniques. Il manque sans doute de cadres et de techniciens expérimentés, mais plusieurs anciens ministres des premiers gouvernements postcommunistes l'ont rejoint récemment.

En vérité, rien n'est joué. L'équipe au pouvoir ne manque pas d'atouts. Si plusieurs ministres sont incontestablement déconsidérés, M. Vaclav Klaus lui-même possède une forte assise dans le pays, il s'est imposé comme homme d'État, en République tchèque et à l'étranger. Il recueille la sympathie des jeunes et des milieux d'affaires. Le parti de M. Klaus est bien implanté. Ses adversaires comparent volontiers son organisation à celle de l'ex-PC : un parti fortement centralisé et hiérarchisé, avec ses notables et un souci constant de verrouiller les centres de pouvoir, notamment les médias. Il est vrai que l'observation attentive de la vie politique tchèque doit laisser rêveur plus d'un vieil apparatchik. L'arrogance et l'autoritarisme ne manquent pas au premier ministre, réputé pour son habileté tactique, son pragmatisme. Il possède une machine politique efficace.

Les sociaux-démocrates sont évidemment plus faibles, ils disposent de moins de pouvoir. Eux aussi cherchent à construire un parti solide avec des relais dans les syndicats, les collectivités locales et les associations. Ils se heurtent toutefois à des difficultés : leur programme est encore trop général, trop défensif. Surtout, on ne sait pas comment et avec qui ils entendent gouverner. « *Nous excluons deux cas de figure*, insiste M. Jiri Kanturek, porte-parole du parti, *l'alliance avec les extrémistes (communistes ou fascistes), et la constitution d'une grande coalition avec l'ODS.* » Les intrigues qui se sont étendues cet été, tandis que les sociaux-démocrates grimpaient dans les sondages et que les hordes de touristes arpentaient Prague, sont très révélatrices de ce handicap. M. Zeman est pourtant très ouvert. Ainsi voit-on l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Jiri Dienstbier, proche du président Havel, au zénith dans les sondages, tenter de regrouper en un nouveau parti les sociaux-libéraux ; ou encore un ancien premier ministre se présenter ouvertement comme un fédérateur possible du centre gauche ; jusqu'aux ex-communistes les plus modérés du Bloc de gauche, qui choisissent un nouveau président d'honneur.

En fait, par-delà ces manœuvres politiciennes, l'audience des deux principaux partis traduit une polarisation sociale très typée. L'ODS de Vaclav Klaus obtient des résultats supérieurs à la moyenne chez les jeunes, les entrepreneurs et les personnes les plus qualifiées, notamment à Prague. En revanche, les partisans du CSSD de Milos Zeman sont généralement plus âgés, ouvriers ou employés, retraités, de formation moyenne. Ils sont plus nombreux en Moravie et en Bohême du Nord (15). Caricature d'une tension montante, cette configuration politique dominera les prochains mois. Elle contribuera, quels que soient les résultats de la future consultation, à placer la Tchéquie au vrai « standard » de l'Europe centrale : celui d'un pays qui, comme les autres, doit désormais compter avec le réveil de sa société.

JEAN-YVES POTEL.

• HISTOIRE DES PAYS TCHÈQUE ET SLOVAQUE, d'Antoine Marès (*Hatier, coll. « Nations d'Europe », Paris, 1995, 383 pages, 150 F*). En Europe centrale, où rien n'est simple, comme l'écrit l'auteur, enseignant à l'Inalco, ce petit ouvrage « met à plat » les filiations territoriales et historiques des deux États issus de la scission de la Tchécoslovaquie le 1er janvier 1993. Dans une aire géographique que l'édition française n'a guère investie ces dernières années, enfin un ouvrage de synthèse à la fois érudit et didactique.

(7) *Étude du marché du travail dans la République tchèque*, CCET, publications de l'OCDE, Paris, juillet 1994, pp. 29-30.

(8) Richard Portes, « Transformation traps », *The Economic Journal*, Oxford, septembre 1994.

(9) Ainsi, pour bénéficier de l'allocation pour enfant, il ne faut pas avoir un revenu supérieur à 1,8 fois ce minimum vital, pour l'allocation maternité 2,5, etc.

(10) Déclaration de M. Jan Kasal, député KDU-CSL, au Parlement le 4 mai 1995.

(11) *Lidové Noviny*, 22 juin 1995.

(12) *Tendances établies par les deux principaux* instituts, IVVM et STEM.

(13) *Ils se sont divisés en quatre groupes, dont* deux ouvertement nostalgiques de l'ancien régime (voire de Staline) et deux plus « sociaux-démocrates ». C'est le cas du Bloc de gauche dont Zdenek Mlynar, ancien de 1968, a accepté récemment la présidence d'honneur. Pour une analyse détaillée de cette évolution, voir Karel Bartosek, « La spécificité des communistes tchèques », in *La Nouvelle Alternative*, n° 38, juin 1995.

(14) Suite à l'écrasement du « printemps de Prague » par les armées du pacte de Varsovie et l'occupation de la Tchécoslovaquie par l'armée rouge, le PCT expulsa environ 500 000 de ses membres. Certains furent emprisonnés, beaucoup écartés des responsabilités sociales ou politiques. Voir sur cette « normalisation » qui domina les années 70, Milan Simecka, *Le rétablissement de l'ordre*, Maspero, Paris, 1979.

(15) D'après une enquête du Dr. Randlova, IVVM, Prague, août 1995.

ESPACE GÉOPOLITIQUE ÉCLATÉ,

Verrouillage stratégique de l'océan Indien

PROMU « cœur stratégique du monde » à chaque nouvelle crise pétrolière, l'océan Indien reste dominé par les puissances extérieures, qui ont verrouillé routes et détroits. Les États-Unis y sont hégémoniques, malgré l'émergence des géants locaux – Afrique du Sud, Inde, Australie –, bien incapables de constituer un front commun des riverains. Quant aux États petits ou moyens, ils sont souvent, comme Madagascar, empêtrés dans d'interminables crises économiques, sociales et politiques.

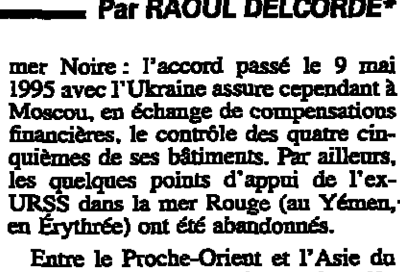
Par RAOUL DELCORDE*

Même si l'ancien président George Bush ne l'avait pas vraiment prévu, l'opération « Tempête du désert » a conduit les États-Unis à jouer un rôle nouveau dans la sécurité de l'océan Indien. Outre la liberté d'accès aux détroits et aux passages resserrés (les « verrous »), les forces américaines se sont donné pour mission de protéger la production et l'évacuation du pétrole du Golfe et de veiller sur l'équilibre régional, en particulier sur le réarmement de l'Iran et sur celui de l'Irak.

Mais Washington est également soucieux de contrôler le débouché de la mer Rouge et du canal de Suez, de surveiller les détroits malaisiens et indonésiens qui relient l'océan Indien au Pacifique ainsi que la route maritime du Cap, de pouvoir intervenir – si nécessaire – en Afrique orientale, enfin de maintenir une présence dans le sous-continent où les tensions entre le Pakistan et l'Inde et entre l'Inde et la Chine n'ont jamais cessé (1).

Face aux États-Unis il n'y a plus, sur ce théâtre d'opérations, de puissance extérieure de force équivalente. La Russie n'a pas, pour le moment, de politique de présence dans la zone, même si, à terme, elle ne peut renoncer à son rôle de « puissance asiatique », la seule route océanique permettant de relier, sans trop d'entraves, le Pacifique à la mer Noire (c'est-à-dire les parties asiatique et européenne du territoire russe) passant par l'océan Indien.

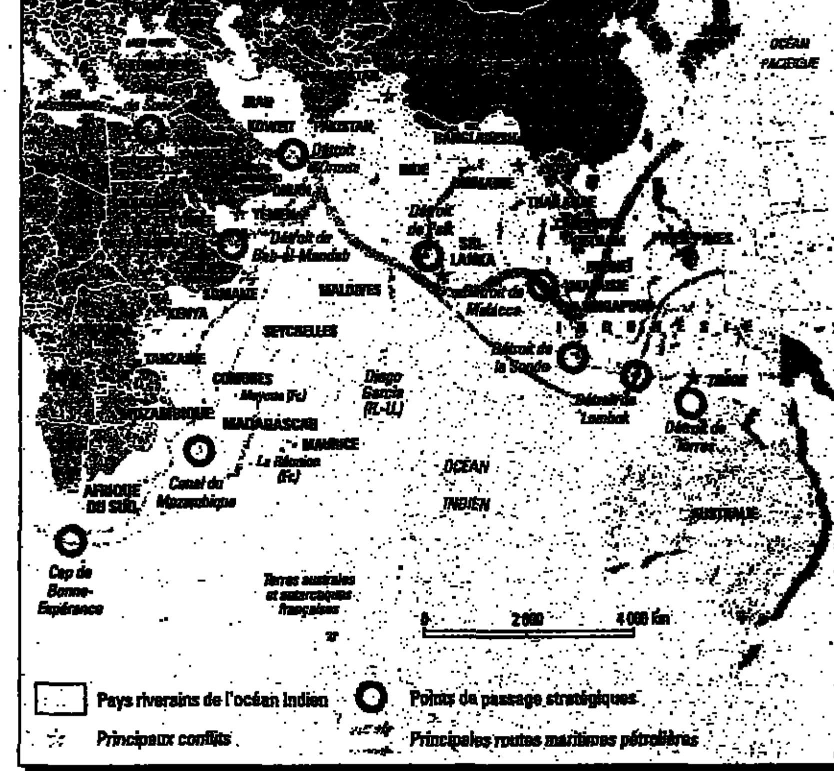
Pour l'heure, il n'y a plus de présence navale russe significative du fait de la situation déplorable de la flotte de la mer Noire : l'accord passé le 9 mai 1995 avec l'Ukraine assure cependant à Moscou, en échange de compensations financières, le contrôle des quatre cinquièmes de ses bâtiments. Par ailleurs, les quelques points d'appui de l'ex-URSS dans la mer Rouge (au Yémen, en Érythrée) ont été abandonnés.



Entre le Proche-Orient et l'Asie du Pacifique, l'Inde représente le pôle principal de l'océan qui porte son nom. Déterminée à jouer le rôle de grande puissance régionale, elle sait que cela implique une présence maritime active en dehors de son périmètre de sécurité. Avec pour missions une politique de pavillon (« *show the flag policy* »), non seulement à l'égard de ses voisins mais aussi des marines des États non riverains ; la protection des routes stratégiques vitales (90 % du commerce extérieur de l'Inde se fait par la mer) ; une capacité d'intervention au profit des gouvernements qui feront appel à elle, comme ce fut le cas pour les Maldives et le Sri-Lanka.

Dotée de la sixième flotte de guerre mondiale, et de la première flotte régionale, l'Inde est effectivement le seul pays à pouvoir déployer un groupe aéronaval, à capacité limitée mais crédible, contre les moyens maritimes des pays de la zone. Un accord signé en janvier 1995 prévoit la livraison à la marine indienne du porte-avions *Amiral-Gorshkov*, qui appartenait à la flotte soviétique du Nord.

La condamnation, par l'Inde, de la présence américaine dans l'île de Diego Garcia, au nom d'une doctrine Monroe appliquée à l'océan Indien (doctrine Gandhi), pourrait signifier en même temps une volonté d'écarter les forces étrangères pour s'imposer comme la grande et unique puissance régionale non dépourvue d'ambitions hégémoniques. Mais elle ne peut envisager sérieusement une telle stratégie sans avoir préalablement écarté les dangers de conflit potentiel dans le sous-continent, en particulier ceux qui naîtraient sur ses frontières pakistanaises et chinoises.



PHILIPPE REKACEWICZ

Tout en étant préoccupée par les ambitions de New Delhi, l'Australie envisage une coopération avec elle pour la défense des voies de communication maritime et la protection de la navigation commerciale. Puissance moyenne, l'Australie est dotée d'une marine dont la technologie et la doctrine stratégique sont occidentales. En outre, une relation plus étroite entre les deux pays offre à l'Inde la possibilité de mieux comprendre les impératifs de sécurité des nations du Sud-Est asiatique, dont l'importance va croissant.

On relève aussi, dans cette partie de l'océan Indien, le développement d'une coopération navale entre quatre pays : l'Indonésie, la Malaisie, Singapour et la Thaïlande. Les États-Unis, qui ont évacué en 1992 leurs bases des Philippines, se sont heurtés aux réticences des pays de la région à leur octroyer des facilités navales. A l'exception de Singapour, aucun État n'a accepté de leur servir de relais logistique naval. Si la présence américaine est considérée comme un contrepoids utile aux prétentions navales chinoises (voir les tensions sino-vietnamiennes à propos des îles Spratley), elle ne doit pas se manifester « *sous la forme de bases militaires* », comme le déclarait le chef de la diplomatie indonésienne.

En mer Rouge et dans la corne de l'Afrique, la situation demeure très incertaine. Depuis l'indépendance de l'Érythrée, l'Éthiopie, le géant de l'Afrique orientale, n'a plus accès à la mer Rouge même si, avec la conclusion d'un premier accord avec Asmara, en avril dernier, une zone de libre-échange est en projet avec l'Érythrée. Il est vraisemblable que l'Éthiopie cherchera un jour à retrouver un accès direct ou qu'elle exercera des pressions accrues sur Djibouti. La Somalie, en pleine anarchie, est incapable de contrôler sa province nord, l'ex-Somaliland, qui s'est autoproclamée indépendante.

Le conflit qui a éclaté en mai 1994 au Yémen a encore aggravé l'instabilité de la région ; le fait que l'Arabie saoudite ait déployé autant d'efforts pour empêcher la défaite des Sudistes est révélateur de la crainte de Riyad de voir s'établir, à l'entrée de la mer Rouge et au sud de la péninsule Arabique, un État hostile. Cette crainte est partagée par le sultanat pro-occidental d'Oman, qui pourrait très difficilement résister à la pression d'un Yémen fort, placé sous la tutelle des confréries militaro-tribales du Nord, mais qui a néanmoins réglé ses différends frontaliers avec son voisin (2).

Dans le Golfe enfin, les États-Unis assurent un contrôle total sur les questions de sécurité et œuvrent à l'établissement d'un système de défense destiné à contrer les ambitions iraniennes et irakiennes. Des accords bilatéraux entre les États du Conseil de coopération du Golfe et Washington prévoient en particulier des manœuvres conjointes et l'octroi de facilités aériennes et navales.

Si l'Irak ne détient plus un potentiel lui permettant de se lancer à nouveau dans une aventure militaire, il a pu conserver une capacité suffisante pour dissuader son voisin iranien de mener des opérations hostiles ou de provoquer des soulèvements internes. La commission spéciale de l'ONU contrôle avec une certaine efficacité les mesures de désarmement imposées par les Nations unies ; et les États-Unis, comme ils l'ont montré à plusieurs reprises, n'hésitent pas à utiliser des moyens militaires pour faire pression sur le régime de Bagdad.

Mais, selon la théorie du « double endiguement » (3), il faut aussi neutraliser Téhéran. Considérant le réarmement de l'Iran comme une sérieuse menace pour la sécurité du Golfe, Washington exerce des pressions sur les pays fournisseurs de matériel militaire : Pakistan, Inde, Chine, Corée du Nord, Russie.

On est donc loin, dans le Golfe, d'un système de sécurité régionale, tant à cause des graves disparités militaires entre États de la région que du refus des États-Unis de se désengager. Aucune nation de l'océan Indien n'est en mesure de proposer un projet politique qui permettrait de fédérer les divers intérêts et de prouver qu'il existe une communauté de préoccupations stratégiques à l'échelle de la zone tout entière. Dès lors, les puissances extérieures – et en premier lieu les États-Unis – peuvent impunément continuer à y exercer une influence prédominante destinée, avant tout, à contrôler les grandes voies de pénétration maritimes (et leurs verrous, les détroits internationaux) le long desquelles des crises et des conflits éclatent régulièrement...

* Politologue et diplomate belge.

(1) *Cf.* Raoul Delcorde, *Le Jeu des grandes puissances dans l'océan Indien*, L'Harmattan, Paris, 1993.

(2) Lire Olivier Da Lage, « Les rêves brisés de l'unité yéménite », *Le Monde diplomatique*, juillet 1994.

(3) Sur la théorie du « double endiguement », lire Alain Gresh, « Entre Washington et Israël, une alliance sans faille », *Le Monde diplomatique*, juillet 1993.

FORTIFICATIONS ET MARINE EN OCCIDENT. La pierre et le vent – Alain Guillerm (préface de Fernand Braudel)

★ **L'Harmattan, Paris, 1994, 276 pages, 150 F.**

Les éditions L'Harmattan ont l'excellente idée de rééditer le maître ouvrage d'Alain Guillerm, vieux de dix ans, et devenu introuvable. Dans sa préface, Fernand Braudel souligne « *l'écriture remarquable* » de l'ouvrage et surtout son mérite de s'inscrire dans une histoire longue et dans une problématique d'interscience (mot que Braudel préférait à interdisciplinarité). Dans ce monument, l'érudition n'est jamais gratuite mais toujours rapportée à une compréhension du monde contemporain. Cela permettait à Guillerm d'expliquer pourquoi on pouvait être sceptique sur les chances de l'amiral Gorshkov de réussir « *à construire une flotte de bataille de porte-avions géants* » (en 1985, à un moment où tant d'experts croyaient à une montée en puissance irrésistible de la flotte soviétique). Et de montrer pourquoi la dissuasion nucléaire est la forme moderne de la fortification, tout en soulignant que les sous-marins stratégiques ne sont pas des éléments de la puissance maritime : ces fortifications laissent ouvert un espace qui ne peut relever que de forces aériennes et terrestres. La relative déshérence du nucléaire depuis le début de la décennie a précisément entraîné un mouvement nouveau qui s'inscrit dans la logique de l'analyse d'Alain Guillerm.

JEAN-PAUL HÉBERT.

EN ROUTE POUR L'ASIE. *Le rêve oriental chez les colonisateurs, les aventuriers et les touristes occidentaux.* – Frank Michel

★ **Éditions Histoire & Anthropologie, Université des sciences humaines, Strasbourg, 1995, 301 pages, 95 F.**

À l'heure où d'aucuns prédisent que l'avenir est à la confrontation entre les grandes aires de civilisation, l'ouvrage de Frank Michel vient à point nommé pour nous aider à considérer de manière critique le regard que l'Occident européen porte sur l'Extrême-Orient. Sa première partie analyse les lieux communs de l'« appel de l'Orient » tel qu'il s'exprime à travers un certain nombre de textes d'écrivains célèbres (Conrad, Malraux) mais aussi de colonisateurs, de missionnaires, d'aventuriers, de guides touristiques. Lieux communs au premier rang desquels figurent la jungle, le temple et la femme asiatique, tous censés illustrer l'« exotisme » de l'Orient. La seconde partie scrute l'envers du décor en étudiant, à partir de deux cas d'espèce (la Thaïlande du Nord et les populations Ifugao du nord de l'île de Luçon aux Philippines), les incidences du tourisme de masse occidental sur des populations extrême-orientales. Tourisme qui n'est jamais, comme le dit David Le Breton, qui préface l'ouvrage, que « *la forme diffuse et pacifique d'une colonisation* ».

ALAIN BIHR.

La Grande Île sous l'influence

Par notre envoyée spéciale SYLVIE BRIEU*

SUR Andralanitra, principale décharge de Tananarive (d'Antananarivo, la « ville des mille ») située à 8 kilomètres du centre-ville, un vent fort balaie les 20 hectares de déchets et diffuse une odeur viciée. Les mouches pullulent. Juchées sur les monticules d'immondices, des familles entières guettent patiemment l'arrivée du camion à ordures, au milieu de leur élevage de cochons noirs.

Hirsutes, des gamins vêtus d'oripeaux crasseux participent à la fouille plusieurs heures par jour. Ils fréquentent aussi les bancs d'une école conçue pour eux, aux abords de la décharge, par le Père Pedro Opeka et son association Akamasoa (« Les bons amis »). Aidé d'une poignée de bénévoles, ce prêtre catholique aide depuis 1989 ces exclus à retrouver une dignité. Trois centres sociaux – Andralanitra, Manantenasoa et Antolojanahary – ont été bâtis avec écoles et dispensaires. Outre le tri dans la décharge, les habitants – d'anciens « 4 Mi » (1) – exploitent une carrière et confectionnent nappes ou cartes. Un système de sécurité sociale intérieure et de subventions en riz ou en argent, voire l'attribution d'un lot pour la construction d'une maisonnette en brique, permet à plusieurs centaines de familles de sortir de la marginalité.

Accompagné de membres de son équipe, le Père Pedro arpente régulièrement les quartiers populaires de Tananarive, qui fait figure de « grande surface de la misère » de l'océan Indien. Dans la capitale qui – avec plus d'un million d'habitants – rassemble la moitié de la population urbaine de la Grande Ile, les signes de dégradation sociale sont plus visibles qu'ailleurs. Des enfants à moitié nus s'accrochent aux passants pour mendier une piécette. La pénurie de logements est criante, les habitations exiguës, la voirie à l'abandon et l'insécurité générale, dans un pays où une inflation galopante a porté le prix du sac de riz à plus de 50 000 FMG (2), soit presque l'équivalent d'un salaire minimum que beaucoup ne touchent même pas...

Acculés à une pauvreté grandissante, les Malgaches semblent vivre sans illusions une Troisième République que les Églises chrétiennes – une des seules institutions incontestées du pays – ont contribué à faire naître. « *La misère se propage comme une gangrène. Le nombre de « 4 Mi » augmente. Les exclus veulent fuir la ville, où ils sont considérés comme des sous-hommes, et se réfugier dans nos villages. Ils ont peur. Ils ne savent pas comment se défendre* », relève le Père Pedro.

A Antsiramandroso, petit village situé en pleine forêt tropicale humide, à 15 kilomètres au nord de Toamasina (l'unique port naturel de la côte est), une piste défoncée, bordée de bananiers, de caféiers et de girofliers traverse des ponts étroits constitués de planches en bois mal assemblées.

Le centre de formation dirigé par le Frère Jean-Pierre Calvez, un *vazaha* (Blanc étranger), aidé de douze moniteurs, initie les paysans aux techniques culturales et à la fabrication d'outillage. Des formations sanitaires sont également dispensées à la demande, et des pharmacies communautaires commencent à s'implanter.

L'action sociale est un élément fondamental de l'évangélisation à Madagascar. Les Églises chrétiennes – catholique, réformée, luthérienne et anglicane – sont un des agents majeurs du développement ; leur implication dans la vie nationale s'est intensifiée à partir de l'indépendance, en 1960. Et, dans un contexte de difficultés économiques grandissantes à partir des années 80, elles ont eu tendance à se substituer à un État défaillant.

« *Dans chaque paroisse, nous avons des commissions qui s'occupent de tout ce qui touche à la vie de la nation, politiquement et socialement* », explique le pasteur Edmond Razafimahefa, président de l'Église réformée malgache. « *Les taux de réussite aux examens officiels sont supérieurs dans les écoles privées* », remarque le cardinal-archevêque de Tananarive, Mgr Armand Razafindratandra. Le désengagement de l'État dans le secteur sanitaire – 2 % du budget en 1994 – a contribué à renforcer la présence ecclésiale dans la vie nationale : de nombreuses régions sont sous-médicalisées, les hôpitaux sont à la dérive ; aussi les Églises ont-elles multiplié à travers l'île les dispensaires, maternités, léproseries, centres pour handicapés mentaux et physiques. Le Père Sylvain Urfer, responsable du *centre Foi et justice*, fait remarquer cependant que les ressources pour l'entretien de ces établissements médicaux proviennent exclusivement de l'étranger.

Mobilisation populaire

ACTIVES sur tous les fronts, les Églises bénéficient d'un capital confiance important dans la population : 45 % des Malgaches se disent chrétiens. « *En ces temps difficiles, l'influence des Églises s'accroît surtout parmi les couches sociales les plus défavorisées. La communauté ecclésiale apparaît comme un lieu de refuge où les gens, victimes de désillusions, peuvent se rassembler sans craindre une récupération politique ou idéologique* », affirme Henry Ranaivosoa, directeur de publication de *La Revue de l'océan Indien*.

Les instances ecclésiales sont constamment appelées à se prononcer sur les affaires intérieures, exerçant de ce fait un « *contre-pouvoir parapolitique* ». M. Gabriel Rabearimanana, maître-assistant au département de géographie de l'université d'Antananarivo, estime que « *leur influence idéologique et stratégique joue un rôle prépondérant dans l'acquisition et le maintien du pouvoir* (3) ».

Dès 1980, les Églises réformée, luthérienne, catholique et anglicane s'étaient regroupées au sein du Conseil des Églises chrétiennes, le FFKM, s'élevant contre l'aggravation des inégalités et la manipulation idéologique sous le régime « socialiste-marxiste » de l'amiral Didier Ratsiraka. Lors de son premier congrès, tenu à Antsirabe, en 1982, le FFKM avait adopté une série de résolutions extrêmement critiques à l'encontre des autorités (4).

La réélection – dans des conditions douteuses – du président Ratsiraka a cristallisé en juin 1991 une *mobilisation populaire profondément marquée* par l'empreinte du christianisme. Les versets bibliques « *Fais monter mon peuple* » et « *Abats le mur de Jéricho !* » – sous-entendu le pouvoir en place – ont été repris comme autant de slogans, au fil de meetings politiques précédés de cultes œcuméniques.

La convention du 31 octobre 1991 a

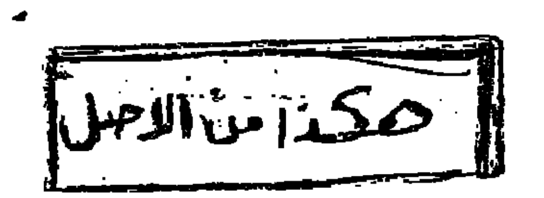
* Journaliste.

(1) Nom donné aux exclus, car les mots qui peuvent les caractériser commencent par mi : *mifoka*, drogue ; *misotro*, alcoolisme ; *mivarotena*, prostitution ; et *mangalatra*, vol.

(2) Données recueillies en mai dernier. Le taux de change était alors de 820 FMG pour 1 FF.

(3) *Cf. Revue de l'océan Indien*, mai 1994.

(4) *Cf.* Sylvain Urfer, « Quand les Églises entrent en politique », *Politique africaine*, décembre 1993.



ÉTATS RIVERAINS EN CRISE

Longue patience à Madagascar

Par PHILIPPE LEYMARIE*

MADAGASCAR – 12 millions d'habitants, dans le sud-ouest de l'océan Indien, un des pays les plus pauvres du monde – reste un mystère. Historique : les origines mêmes de ce peuple mélangé de Bantous (Afrique) et de Malais (Asie) demeurent floues. Humain : la société, pétrie de spiritualité, vouée au culte des ancêtres, fait preuve, dans l'adversité, d'une patience apparemment inaltérable, même si son histoire est jalonnée, de loin en loin, d'accès de colère volcaniques. Politique : ce pays, qui a essayé toutes les formes de régimes – tribus, royauté, période coloniale, et après la social-démocratie, révolutionnarisme nationaliste, et maintenant libéralisme populiste chrétien –, paraît ne s'accommoder d'aucune.

Après une Première République indépendante (1960-1972) où la France avait cultivé l'art de « s'en aller pour mieux rester », l'opinion malgache avait paru séduite, sous la seconde (1975-1991), par l'exaltation du souvenir du soulèvement de 1947 (1), la rupture des *« accords d'esclavage »* avec Paris, la sortie de la zone franc, les nationalisations, la malgachisation de l'économie et de l'enseignement, les rêves d'autosuffisance et d'industrialisation autonome... Tout ce qui conduisait à un retour de souveraineté.

Les élites avaient moins apprécié le retournement d'alliances au profit de la Corée du Nord, de la Chine, de l'Union soviétique (diplomatie *« tous azimuts »*, plaidait le président de l'époque) ; le centralisme peu démocratique d'un pouvoir pourtant bavard sur la décentralisation et la mobilisation populaire ; la multiplication des « éléphants blancs » (investissement *« à outrance »*, disait un président mué en Grand développeur aux yeux rivés sur les mirages de l'an 2 000) ; l'explosion de l'endettement public (alors que les cours mondiaux à l'exportation s'effondraient) ; ou le retour des campagnes à l'autarcie, quand les villes commençaient à crier famine...

Le pays profond – sur les Hauts-Plateaux comme dans les grandes villes côtières – avait détesté l'attitude ressentie comme antichrétienne d'un « socialisme scientifique » souvent mal assimilé. Et il avait tôt fait d'imputer au régime du président Didier Ratsiraka l'abandon des valeurs de sagesse et de solidarité – le *« fihavanana »* – qui constituent, dans l'imaginaire, le ciment de la société malgache, au moment où des enfants abandonnés mouraient dans les rues, le paludisme emportait des villages entiers, la corruption gagnait toutes les couches de la société, les files d'attente s'allongeaient devant les échoppes (2).

Le recentrage libéral du chef de la révolution, opéré au milieu des années 80 sous la pression de la crise et des institutions de Bretton Woods – inflation, dévaluations, réductions des budgets sociaux, privatisations – avait été récupéré par les clans affairistes de la bourgeoisie, y compris par sa propre famille (3). Les concessions politiques – levée de la censure de la presse, multipartisme, « toilettage » de la Constitution – étaient venues trop tard : l'opinion publique urbaine, harassée par une inexorable plongée dans la misère, s'est engouffrée dans la brèche : un réveil attisé par les prêches des hommes d'Église *(voir ci-dessous le reportage de Sylvie Brieu)*.

Le massacre de Iavoloa – le chef de l'État commandait en personne, le 10 août 1991, le régiment qui avait tiré sur la foule –, puis la tentative désespérée de jouer sur la corde sensible et dangereuse de l'unité nationale, en incitant les assemblées provinciales à se proclamer en « États fédéraux », avaient achevé de discréditer le régime et celui qui l'avait fondé.

Les Forces vives – mouvement essentiellement urbain et chrétien – pouvaient alors exiger l'« ajustement politique », dans un pays que les potions du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale avaient « désocialisé » durant les années 80, mais dont le régime politique portait toujours ses marques de jeunesse. Le « Castro malgache », neutralisé dès 1991, avait été battu définitivement en 1993, lors de l'élection présidentielle, par l'actuel chef de l'État, M. Albert Zafy : un professeur de médecine au chapeau de paille, modeste et pieux, succédait à l'amiral fier et flamboyant qui, vingt ans plus tôt, alors capitaine de frégate et jeune ministre des affaires étrangères, avait tenu tête au gouvernement de l'ancienne puissance coloniale, représenté par M. Michel Debré, à l'époque chef de la diplomatie française.

La Troisième République malgache, en dépit de son virage libéral et de quelques acquis – un mouvement non-violent, l'entrée en scène de la « société civile », la neutralité réaffirmée de l'armée –, se débat pourtant dans des difficultés aussi inextricables que sous le régime précédent : la même corruption envahissante, la même insécurité, le même attentisme des partenaires du pays, la même confusion politique.

L'État n'assure plus les fonctions essentielles : sécurité, transports, santé, éducation. Il n'y a plus de véritable chaîne de commandement. L'économie, abandonnée à l'initiative privée, fait la part belle aux circuits informels (trafics de zébus, vanille, drogue, or et autres minerais précieux) qui profitent de « l'archipelisation » du pays (4).

Au sommet, c'est – plus que jamais – la lutte des clans, la guérilla permanente : le président Albert Zafy, en juillet dernier, accuse son premier ministre d'être *« le premier responsable de la corruption »* et de chercher ainsi à *« saborder la Troisième République »*. M. Francisque Ravony avait répliqué en saisissant la Cour suprême, et en évoquant un possible gouvernement militaro-civil de salut public.

Les deux hommes s'opposent en fait depuis deux ans sur les choix en matière de financement d'un redressement maintes fois annoncé mais qui n'est toujours pas entamé. Le premier ministre, converti à l'ultra-libéralisme comme nombre d'anciens gauchistes malgaches, estime que son gouvernement ne peut avoir d'autre politique que le programme d'ajustement structurel mis au point avec les experts du FMI et de la Banque mondiale.

Le chef de l'État, épaulé par le pasteur Richard Andriamanjato, un ancien proche de l'Union soviétique, aujourd'hui président de l'Assemblée nationale, estime que le pays ne peut se plier aux délais et aux conditions du FMI, pratiquement impossibles à remplir, et s'est évertué à trouver des financements parallèles, dans des conditions le plus souvent acrobatiques, au grand dam des autorités financières internationales qui, du coup, font indéfiniment attendre leurs crédits (5). Le pasteur affirme vouloir *« rompre avec cette néocolonisation qui s'instaure à travers les organismes internationaux »*.

Le chef de l'État, souvent accusé de « populisme », joue le pays rural profond, et insiste sur sa mission d'éducateur des masses. Après le désaveu infligé par une large majorité des députés, qui ont refusé en juillet dernier de voter une motion de censure contre le premier ministre, il a choisi d'en « appeler au peuple » : le référendum du 17 septembre a entériné une modification de la Constitution, le premier ministre étant désormais nommé par le président (et non plus élu par l'Assemblée). Il compte ainsi desserrer l'étreinte de l'Assemblée sur l'exécutif, et en finir avec la valse des majorités : trois en deux ans. Le pasteur Andriamanjato évoque une *« démocratie à géométrie variable* (6) ».

La « révolution tranquille » du professeur Zafy pourra-t-elle, avec ce recours au plébiscite, sortir le pays de la paralysie ? Après ces jeux politiciens, bien éloignés du grand dessein qui aurait pu accompagner ce changement de république, certains placent leurs derniers espoirs dans l'élection des responsables des collectivités décentralisées, en novembre prochain, et plus tard la mise en place d'un Sénat qui représentera les provinces, et veulent croire, alors, à une mobilisation du pays profond, pour sortir de la vieille ornière... (7).

* Journaliste à Radio-France Internationale.


BOISSEAUX-CHICAL/LA VIE-REA

VILLAGE CONSTRUIT SUR UNE DÉCHARGE
« Des familles entières guettent l'arrivée du camion à ordures »

(1) La répression avait fait une centaine de milliers de morts, fauchant toute une génération. En France comme à Madagascar, un voile pudique a été étendu sur cet épisode dramatique, un des premiers soulèvements nationalistes et un des plus grands massacres coloniaux de l'après-guerre.

(2) *Cf.* Jaona Ravaloson, *Transition démocratique à Madagascar*, L'Harmattan, Paris, 1994.

(3) *Cf.* Philippe Leymarie, « Le président Ratsiraka, champion de l'entreprise privée », *Le Monde diplomatique*, janvier 1989.

(4) *Cf.* Claude-Gérard Marcus, rapport d'information n° 1853, Assemblée nationale française, août 1994, et Françoise Raison-Jourde, « Une transition achevée ou amorcée ? », *Politique africaine* n° 52, décembre 1993.

(5) Une brochure rédigée par quatre jeunes dirigeants de l'ancien régime s'est taillé un franc succès en recensant récemment, sous le titre, *Madagascar, naufragé volontaire*, la totalité de ces scandales financiers, considérés comme un signe de la *« déchéance de la nation »*. Comme le président Ratsiraka l'avait tenté en créant la Procoops, une coopérative privée prise en main par des membres de sa famille, l'actuel président de l'Assemblée nationale défend, à travers la société confiée à l'un de ses fils, en liaison avec un mystérieux groupe Flamco, du Liechtenstein, des orientations définies en dehors du cadre imposé par les institutions de Bretton Woods.

(6) M. Richard Andriamanjato, entretien sur Radio France internationale, 11 septembre 1995.

(7) *Cf.* Jean Hélène, « Dénuement et rancœur au sud de Madagascar », *Le Monde*, 9 juillet 1995.

Des origines à la Troisième République

Premiers siècles de notre ère : Débuts du peuplement par des Malais et des Bantous.
XIIe siècle : Comptoirs arabes.
XVIe siècle : Début des échanges avec l'Europe.
XVIIe siècle : Divers petits royaumes se partagent la Grande île.
XIXe siècle : Unification de l'île, sous la royauté Merina.
1885 : Madagascar devient protectorat français.
1895 : L'île devient colonie française.
1947 : Soulèvement nationaliste. La répression fait 100 000 morts.
1960 : Proclamation de l'indépendance, en coopération étroite avec la France.
1972 : Révolte étudiante à Tananarive (Antananarivo), après une insurrection paysanne dans le Sud. Le président Philibert Tsiranana remet les pleins pouvoirs au général Gabriel Ramanantsoa.
1975 : Naissance de la République démocratique de Madagascar, sous la présidence de M. Didier Ratsiraka.
1991 : Manifestations du mouvement des Forces vives, massacre devant le palais, mise en place d'une Haute Autorité de l'État (HAE) pour neutraliser le président Ratsiraka.
1992 : Forum national et adoption de la Constitution de la Troisième République.
1993 : Élection de M. Albert Zafy à la présidence de la République.

des Églises

marqué le début d'une période transitoire et entériné la participation institutionnelle du FFKM à la vie politique du pays. L'article 3 lui a confié le secrétariat général de la Haute Autorité d'État (HAE) et l'article 6 l'a mandaté pour organiser un forum national, au cours duquel ont été rédigés une Constitution, un code électoral, ainsi que des résolutions, inspirées par le premier congrès du FFKM, qui deviendront le programme de gouvernement des Forces vives – Hery Velona – le parti dirigé par le professeur Albert Zafy, lors de l'élection présidentielle de 1993.

A la lumière de ces événements, M. Rabearimanana estime que, *« depuis 1991, sans occuper de poste dans les hautes sphères, le FFKM détient le pouvoir politique, puisque cette entité peut tout aussi bien « louanger » que « diaboliser » un personnage politique* (5) ». A quoi le Père Adolphe Razafintsalama, ex-représentant de l'Église catholique auprès du FFKM, ajoute : *« Dans un pays fragile comme Madagascar, où ce sont les chrétiens qui ont le savoir et le pouvoir, il est compréhensible que l'Église ait une position forte sur le plan national. »* Avec ses comités « vie nationale », « œuvres de développement » etc., le FFKM continue de suivre de près les affaires intérieures.

Pourtant, ressentie comme une ingérence, l'action politique des Églises dans la transition démocratique a créé un malaise parmi les intellectuels, qui se sont sentis dépossédés de leurs responsabilités. *« L'Église doit encourager les chrétiens à prendre des responsabilités politiques et non pas prendre les choses en main elle-même »*, considère Madeleine Ramaholimihaso, militante chrétienne et secrétaire générale du Comité national d'observation des élections (CNOE).

Certains membres du FFKM sont accusés de s'être servis de la religion comme d'un tremplin pour assouvir des ambitions politiques personnelles. De fait, un lien étroit, qualifié « d'affectif », existe entre l'Église et le pouvoir. *« Le FFKM est pratiquement une institution d'État. Officiellement, il y a une séparation entre l'Église et l'État. Mais, dans la pratique, l'État prête toujours une oreille attentive à ce que disent les instances ecclésiales. En réalité, le pouvoir a peur des Églises. Ce qui a perdu Ratsiraka, c'est qu'il ne les a pas écoutées »*, note M. Ranaivosoa.

Le regroupement des Églises chrétiennes a pris quelques distances, récemment, avec le régime du président Zafy : il a, notamment, appelé au respect de la Constitution, en avril dernier, alors que certains projets semblaient remettre en cause la séparation du politique et du judiciaire.

Soucieux d'entretenir de bonnes relations avec le clergé, les représentants de l'État assistent régulièrement aux fêtes religieuses et convient les chefs d'Église aux événements nationaux d'importance. Dans un message adressé à l'Église catholique de Madagascar, le 21 août 1994, à l'occasion de la cérémonie dédiée à la mémoire de sainte Victoire Rasoamanarivo, le président Zafy n'a pas hésité à comparer l'Église et l'État à l'eau et au riz...

Avec trente-six ans de carrière politique derrière lui, le pasteur Richard Andriamanjato, président de l'Assemblée nationale, est un exemple de cette imbrication entre le religieux et le politique. Un homme d'Église pourrait-il aller jusqu'à la présidence de la République ? *« Bien sûr,* répond-il sans détour. *Pourquoi devrait-on laisser le monopole de la direction à des gens qui n'ont pas d'éducation théologique ?* (6) ? »

Au sein du clergé, d'aucuns s'interrogent sur les risques de servilité de l'Église par rapport à l'État, et prônent un retour à l'œcuménisme, considéré comme la vocation première du FFKM : *« La Bible n'est pas une livre de sciences politiques, mais un livre de foi ! »*, martèle un pasteur réformé.

Des différences de sensibilité apparaissent selon les appartenances religieuses : *« Nous sommes plus engagés dans la sphère politique,* explique le pasteur Razafimahefa, *alors que l'Église catholique est plus présente sur le champ social. »* Ce qui ne va pas sans poser des problèmes de consensus au sein du FFKM, où des discussions sont en cours pour élaborer une ligne de conduite plus uniforme et éviter à l'avenir tout risque de dérapage.

SYLVIE BRIEU.

(5) *« Le pouvoir au service de la société »*, 27 septembre 1984.

(6) Un autre pasteur, M. Paul Ramino, ancien secrétaire général de la Haute Autorité de l'État et un des pères de la Constitution actuelle, s'est présenté comme candidat à la mairie de Tananarive, un poste qu'avait occupé pendant plus de quinze ans le pasteur Andriamanjato.

• MADAGASCAR, L'ÎLE ROUGE. – Eric Revel *(Balland, Paris, 1994, 203 pages, 120 F)* : les rêves contrariés de M. Didier Ratsiraka, le « Castro malgache ».

• TRANSITION DÉMOCRATIQUE À MADAGASCAR. – Jaona Ravaloson *(L'Harmattan, Paris, 1994, 174 pages, 90 F)* : les fondations de la IIIe République.

• POLITIQUE AFRICAINE, n° 52 *(Ed. Ambozontany et Karthala, décembre 1993, 85 F)* : un numéro spécial sur la transition inachevée.

• MADAGASCAR. – Pierre Vérin *(Karthala, Paris, 1990, 246 pages, 120 F)* : la légende d'un peuple.

• BIBLE ET POUVOIR À MADAGASCAR AU XIXe SIÈCLE. – Françoise Raison-Jourde *(CNRS-Karthala, Paris, 1991, 840 pages, 320 F)* : invention d'une identité chrétienne et construction d'un État.

UNE ÉLECTION SOUS HAUTE SURVEILLANCE

Dynamique infernale en Algérie

(Suite de la première page.)

L'incapacité à rétablir la paix civile a incité les militaires à engager, durant *l'hiver 1993-1994, un dialogue* avec les partis. L'objectif était de proposer la formation d'un bloc de gouvernement dans lequel pourrait être présente toute formation politique – y compris le FIS –, à condition que le terrorisme soit condamné et combattu et que le chef de l'*État soit désigné* par l'armée. Celle-ci était prête à accepter que les islamistes contrôlent certains ministères, à l'exception de ceux considérés comme vitaux : la défense, l'intérieur et les affaires étrangères.

Le FIS a refusé cette offre car il voulait *la réalité du pouvoir et a boycotté* la Conférence nationale de consensus tenue à Alger les 25 et 26 janvier 1994. A l'issue de cette réunion, le général Liamine Zeroual a été nommé président, et son discours d'investiture promettait l'éradication du terrorisme, tout en laissant *la porte ouverte au dialogue* (3).

Après des mois de répression massive et de terrorisme implacable, une deuxième tentative de conciliation s'amorçait, à la fin de l'été 1994. Les dirigeants du FIS, MM. Abassi Madani et Ali Benhadj, étaient élargis et mis en résidence surveillée. Disposant du téléphone et d'un télécopieur, ils pouvaient prendre des contacts avec l'extérieur et recevoir des personnalités de leur parti, dont certaines venaient d'être libérées. Mais à la fin du mois d'octobre, les négociations étaient rompues et MM. Abassi Madani et Ali Benhadj étaient ramenés en prison. Dans un discours télévisé, le président Liamine Zeroual *expliquait que les islamistes* n'étaient pas favorables au retour de la paix civile, et que l'État était désormais décidé à les exterminer (4).

En juin 1995 la presse fit à nouveau état d'un accord imminent entre la présidence et la direction du FIS, à la suite de négociations secrètes menées *dans la* perspective de faire participer les islamistes à l'élection présidentielle prévue pour la fin de l'année. Mais comme les deux fois précédentes, un communiqué diffusé en juillet par la présidence annonça l'échec de ces négociations, l'imputant à l'intransigeance des islamistes.

Après deux années de répression *(1992 et 1993) qui n'ont donné aucun* résultat tangible, les militaires ont abandonné l'idée de neutraliser les islamistes, de les faire disparaître du champ politique ; leur nouvel objectif a été de les domestiquer pour les associer au pouvoir. Ils savent que les islamistes rencontrent un écho certain dans une partie importante de la population et, compte tenu du déficit de légitimité de leur régime, ils ont besoin d'eux. D'où cet acharnement, apparemment contradictoire, à vouloir, d'une part, les intimider par une répression massive et, d'autre part, dialoguer avec eux pour trouver un compromis où la réalité du pouvoir demeurerait entre les mains des militaires. La stratégie est donc de les affaiblir militairement pour négocier en position de force.

A première vue, les discussions semblent définitivement rompues. Pourtant, rien n'est moins sûr. Quand des adversaires reconnaissent que ni l'un ni l'*autre ne peut remporter une victoire* militaire, ils doivent négocier une issue à la crise, quelle qu'ait été la durée de celle-ci. Déjà l'idée de dialogue représente un changement de l'état d'esprit des militaires qui, en 1992, proscrivaient le mot de leur vocabulaire et maintenaient qu'il n'y avait pas d'islamistes modérés. La majorité des journaux, s'alignant sur cette position, qualifiaient de traître toute personnalité appelant à reconnaître le FIS comme un courant politique avec lequel il convenait de chercher une solution. Face aux limites de la politique sécuritaire, qui a contribué à élargir le terrorisme au lieu de l'étouffer, de nombreux militaires se sont résignés à dialoguer avec l'aile politique du FIS qui accepterait d'exercer des *fonctions gouvernementales avec la* bienveillance de l'armée, qui resterait dépositaire de la souveraineté.

Malgré les échecs successifs, la dynamique du dialogue n'est pas enrayée, mais les deux camps qui s'affrontent ont *des directions politiques fragiles et* dépendantes de leurs troupes. D'un côté, en effet, la lutte antiterroriste sur le terrain échappe au président Liamine Zeroual, et ne s'inscrit pas dans une politique globale de retour à la paix civile. L'Algérie en est encore à la pri*mauté du militaire sur le politique*, principe hérité de la guerre de libération que reprennent les islamistes et dont elle n'arrive pas à se débarrasser.

Se soustrayant au contrôle des politiques, les militaires des deux camps définissent leur stratégie avec comme seule perspective la victoire. Le président Liamine Zeroual est mandaté par l'armée dans ses tentatives de négocia*tion, mais elle lui trace une ligne rouge* à ne pas dépasser. MM. Abassi Madani et Ali Benhadj, quant à eux, ne peuvent rien décider sans consulter les chefs des maquis. Les deux parties évitent de s'engager sur le véritable enjeu du conflit : le pouvoir. Les militaires se *considèrent comme la seule source* de celui-ci, et les islamistes cherchent à se substituer à eux comme dépositaires de la légitimité.

Pour les uns comme pour les autres, le pouvoir est un butin de guerre et non pas une institution publique. Pour les premiers, c'est un moyen de protection contre la vindicte populaire qui condamne leur incompétence et leur corruption ; pour les seconds, c'est un instrument de purification idéologique et de moralisation des mœurs afin de promouvoir une identité culturelle et religieuse imaginaire et une société fraternelle et égalitaire mythique. *En aucun cas*, le pouvoir n'est conçu comme la propriété des citoyens ; il n'est que cette faculté mystique obtenue par la force brute pour contraindre le peuple à se plier aux intérêts matériels des uns ou aux visions messianiques des autres. Étant un bien privé, *il n'est pas question d'en négocier* le fondement, encore moins son transfert.

Les conditions politiques d'une véritable négociation ne sont donc pas encore réunies. Le conflit algérien est *mû par une dynamique qui* pousse les adversaires à n'envisager que la victoire totale. Dans la logique de leurs intérêts, les militaires ont néanmoins fait des concessions : offrir des postes ministériels aux islamistes. Ces derniers refusent cependant cette collaboration *sous prétexte* que la répression a été d'une telle ampleur qu'il leur est impossible de participer à un gouvernement avec ceux qui les ont emprisonnés et torturés. Dès lors que le conflit a pour enjeu la survie des acteurs – et non une politique économique et sociale –, il prend *une tournure sanguinaire et* favorise *une* logique d'autodestruction qui ne peut s'arrêter qu'avec l'éradication de l'adversaire.

FATMA ZOHRA ZAMOUM. – « Le Suspendu » (1987)

DR

La force et la ruse régulent le champ politique et ne laissent aucune place au droit ni à la raison. Parler de droit et de raison, c'est faire le jeu de l'adversaire et c'est suffisant pour être identifié à lui. Règnent alors la force au service de la terreur ainsi que la ruse et le faux-semblant : les forces de l'ordre opèrent en se couvrant le visage, les islamistes, habillés en tenue réglementaire des forces de l'ordre, dressent de faux barrages... Et les rumeurs les plus folles courent sur les commanditaires des attentats les plus spectaculaires.

Pourtant, le retour à la paix civile, voire la relance de la démocratisation, ne serait pas impossible si toutes les forces politiques acceptaient d'adhérer à un pacte civique dans lequel seraient consignés des engagements à l'égard de l'alternance et de la liberté d'expression. Malgré l'extrémisme des islamistes, une telle entente est possible si son élaboration est transparente et si la population y est associée à travers *la* presse. Son élaboration se ferait en deux étapes. D'abord les partis politiques – y compris les islamistes – se mettraient d'accord sur son contenu et ses modalités pratiques d'application ; ensuite, ces mêmes partis le proposeraient et le discuteraient avec les militaires *qui se* porteraient garants de son respect.

La vigueur de la réaction des militaires face à la plate-forme de Rome signée par toute l'opposition en janvier 1995 (5) atteste surtout leur hostilité à toute négociation qui ne se déroule pas à leurs conditions. L'*armée ne cherche* à être engagée ni par un pacte civique ni par des négociations. Elle souhaite un arrangement avec les islamistes à qui elle proposerait des compensations.

Cette transaction, si elle venait à se concrétiser, serait la pire solution pour l'*Algérie*, car elle reconduirait le même régime légitimé par les islamistes (6). L'opposition entre les deux camps n'est pas idéologique. L'armée ne défend pas la démocratie ou la laïcité ; elle s'est constituée, du point de vue historique, comme source du pouvoir et entend le demeurer quoi qu'il en coûte. Les islamistes luttent pour se débarrasser des officiers supérieurs et les remplacer par leurs hommes, en reproduisant le même type de régime. *Le régime peut encore* tenir des années si la cohésion de l'armée se maintient et si l'aide occidentale se poursuit (d'où l'importance de la France *dans* le conflit) ; quant aux islamistes, ils trouveront toujours des volontaires pour les maquis et le terrorisme *urbain*.

Pourtant, aucun des deux protagonistes ne peut l'emporter militairement. Or plus le conflit dure, plus il y aura de morts et plus le désir de vengeance sera grand. La haine risque de marquer irrémédiablement le lien social et la culture politique. C'est ce qu'ont compris certains éléments des deux camps. La direction politique du FIS, en participant à la réunion de l'opposition et en signant la plate-forme de Rome, a perçu les risques de dérive. Les militaires, en avançant l'idée d'une élection présidentielle, prévue pour le *16* novembre *1995*, pensent qu'un chef d'État légitimé serait susceptible d'impulser une dynamique acceptée par une majorité d'acteurs politiques. Trois scénarios sont envisageables. D'abord l'anéantissement des rebelles, ce qui renforcerait les militaires crédités d'avoir écarté le danger intégriste ; mais c'est fort improbable compte tenu de l'implantation des islamistes. Deuxième cas de figure, l'effondrement de l'armée après de fortes dissensions au sein du groupe des officiers supérieurs ; cette hypothèse n'est pas souhaitable car elle ouvrirait la voie à un autre régime de parti unique tirant sa légitimité de la défaite de son impopulaire adversaire. Enfin, scénario le moins mauvais, la relance de la démocratisation à laquelle prendraient part les islamistes et qu'ils ne peuvent refuser, comme l'a confirmé leur adhésion à la plate-forme de Rome.

Pour la première fois, le FIS a signé à Rome un document où il s'engageait à respecter l'alternance, où il déclarait qu'il y avait une issue politique à la crise et où il reconnaissait l'existence d'autres partis. C'est un engagement que les formations non *religieuses avaient essayé* d'obtenir de lui, sans succès, avant les élections législatives de décembre 1991.

Résistance de la société

LES islamistes tiendront-ils ces engagements ? Cela dépendra de la capacité des autres partis à leur faire face idéologiquement et politiquement, et aussi de leur crédibilité auprès de l'électorat. Il est important pour l'avenir de l'Algérie que les islamistes ne conquièrent pas le pouvoir par la force des armes, ce qui leur donnerait une légitimité de vingt ans alors que s'ils y accèdent par une élection cette période serait réduite à cinq ans (7). Malgré les apparences, la société algérienne recèle de nombreuses ressources pour résister à un projet politique religieux, mais elle semble refuser de les mettre au service des militaires.

La plate-forme de Rome est susceptible de fournir la solution à la crise violente et de constituer une base de relance de la démocratisation, si l'armée l'accepte en tant que document liant les partis politiques et définissant les règles d'accession au pouvoir. *La réaction hostile des autorités* s'explique d'abord par le fait qu'elles ont toujours tenu le FIS pour responsable de l'échec du dialogue. En participant à des négociations, ce dernier contredit cette image devant l'opinion nationale et internationale. Par ailleurs, le haut commandement voudrait trouver un compromis avec les islamistes sans y associer les autres forces politiques, considérant le FIS comme sa « chose privée », comme un fils rebelle qui finira par se soumettre à l'autorité.

Cela dit, la plate-forme de Rome manque de réalisme en demandant la création d'une commission d'enquête sur les assassinats. C'est un point délicat susceptible de bloquer le retour à la paix civile parce qu'il suppose que les auteurs des assassinats des deux côtés soient identifiés et jugés. Cela n'est pas possible. Sur le désir légitime de justice doit prévaloir le désir de paix. Il ne s'agit pas de venger ceux qui sont morts mais de sauver la vie de ceux qui sont encore vivants.

D'un autre côté, la volonté du pouvoir d'*organiser une élection présidentielle* le 16 novembre 1995 est un signe qu'il cherche une solution à la crise. Grâce à ce scrutin, les militaires veulent obtenir une légitimité électorale devant l'opinion nationale et internationale, et se donner une garantie constitutionnelle en cas de négociations avec les islamistes. Un *président élu*, cautionné par l'armée, préserverait les dirigeants en cas de transition lente vers un nouveau régime. Cette sortie de crise n'est cependant crédible que si les principaux partis politiques acceptent ce scénario, ce qui n'est pas le cas.

En outre, les militaires ne semblent pas avoir réuni les conditions minimales de sécurité : dans un climat de violence, les candidats ne pourront pas organiser leurs campagnes et discuter leurs programmes, la presse ne sera pas en mesure de débattre, les partis politiques ne pourront pas réunir leurs adhérents dans des meetings, les scrutateurs ne contrôleront pas les urnes, etc. De plus, des menaces pèseront sur ceux qui seraient tentés d'aller voter (8). Dans ces conditions, le taux d'abstention risque d'être trop élevé pour que l'élection ait une crédibilité quelconque. Le candidat déclaré élu serait celui de l'administration et, de ce fait, le même régime se reproduirait sans aucun changement.

La démocratisation inaugurée par la Constitution du 23 février 1989 a dérapé parce que, d'une part, le pouvoir souverain n'a été à aucun moment conçu comme une institution publique appartenant à l'électorat, et d'autre part, parce que les élections législatives de décembre 1991 n'avaient pas été précédées par un contrat civique dans lequel les forces politiques aspirant au pouvoir se seraient engagées publiquement à respecter l'alternance et à ne pas menacer l'intégrité physique des anciens dirigeants et des officiers de l'armée. Toutes les transitions démocratiques, notamment en Amérique *latine*, ont connu un tel pacte qui garantit la vie et l'honneur du personnel dirigeant (9).

La démocratie, c'est la circulation – réglée par le peuple – des élites à la tête de l'État, ce qui suppose que pour tous les compétiteurs le pouvoir n'est pas un bien privé. Si l'élite en place se sent menacée physiquement par une alternance, elle bloquera la transition. Il faut *espérer que les protagonistes finiront par* faire preuve de maturité, s'apercevant qu'en politique tout est négociable, quand il s'agit d'épargner aux citoyens les affres d'un terrorisme sanguinaire et d'une répression relevant plus de la loi du talion que de la loi tout court.

LAHOUARI ADDI.

(3) *Cf. El Watan*, 2 mars 1994.

(4) Discours de M. Liamine Zeroual à l'occasion de la fête du 1er novembre 1994 reproduit dans *El Watan*, 2 novembre 1994.

(5) *Cf.* le texte du document dit de Rome *in Le Monde diplomatique*, mars 1995. Lire également, Ignacio Ramonet, « Pacte pour l'Algérie », *Le Monde diplomatique*, février 1995.

(6) Cette hypothèse est avancée par Rémy Leveau, *Le Sabre et le turban*, Bourin, Paris, 1993.

(7) A ce sujet, lire Lahouari Addi, *L'Algérie et la démocratie. Pouvoir et crise du politique dans l'Algérie contemporaine*, La Découverte, Paris, 1994.

(8) *Des rumeurs circulent dans les quartiers* populaires selon lesquelles les islamistes menacent de représailles toute personne qui se rendra aux urnes. *Cf.* José Garçon, « Les Algériens appelés aux urnes dans la terreur », *Libération*, 11 septembre 1995.

(9) *Cf.* Guillermo O'Donnel et Philippe C. Schmitter, *Transitions from Authoritarian Rule : Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, John Hopkins University Press, Baltimore, 1986.

IMAGES OF THE ALGERIAN WAR. French fiction and film 1954-1992. – Philip Dine

★ Clarendon Press, Oxford, 1994, 267 pages, 30 livres.

Ce livre, qui analyse, à partir d'un corpus de films et de romans français, la représentation de la guerre *algéro-française de 1954-1962, est* à la fois savant et abordable. Les analyses touchent juste, particulièrement celles du mythe du « para » et du « seigneur » (de la guerre). Elles *précisent ou remettent en* examen des idées fixées, sur le colonialisme de Camus par exemple, ou sur la mise en image des Algériens. Au total, il y eut bien balancement de mythes *opposés en* l'absence d'un consensus français. *« L'espace fictif de la « guerre d'Algérie » est étroit et figé. Les stéréotypes, les clichés et les euphémismes* [y] *prédominent* », note l'*auteur*.

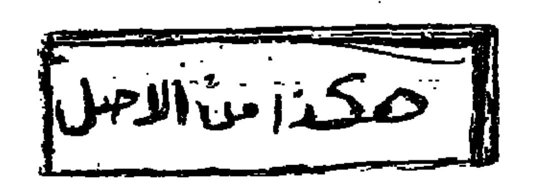
De fait, ces mythes n'auraient-ils pas rempli tout l'espace de l'imaginaire français au point d'amortir considérablement la perception de l'*insurrection algérienne* ? *En somme, l'idéologique* aurait durablement submergé le politique.

GILBERT MEYNIER.

Calendrier des fêtes nationales

1er - 31 octobre

1er CHINE	Fête nationale.
1er CHYPRE	Fête de l'indépendance
1er NIGERIA	Fête de l'indépendance
2 GUINÉE	Fête de l'indépendance
3 ALLEMAGNE	Fête nationale
3 CORÉE	Fête nationale
4 LESOTHO	Fête nationale
9 OUGANDA	Fête de l'indépendance
10 FIDJI	Fête nationale
12 ESPAGNE	Fête nationale
12 GUINÉE-ÉQUATORIALE	Fête de l'indépendance
18 AZERBAÏDJAN	Fête de l'indépendance
22 SAINT-SIÈGE	Fête nationale
24 ZAMBIE	Fête nationale
25 KAZAKHSTAN	Fête de l'indépendance
26 AUTRICHE	Fête nationale
29 TURQUIE	Fête nationale



COMMENT RECONSTRUIRE L'ÉTAT ET LA SOCIÉTÉ ?

Les défis de l'après-guerre en Angola

A peine sorti d'un nouvel épisode d'une des plus longues et féroces guerres du continent, l'Angola, nation brisée, semble hésiter au seuil d'une impossible reconstruction. Plusieurs générations de cadres manquent à l'appel et le conflit a fait disparaître toute morale sociale. Quant à l'Unita, qui a perdu les élections de 1992, elle n'a pas renoncé à une stratégie de harcèlement qui aggrave le délitement du pays.

Par notre envoyée spéciale VICTORIA BRITTAIN *

Une crise sociale sans précédent, une direction politique en désarroi, un État proche de la faillite : l'Angola est au bord de la catastrophe. En 1992, un dirigeant de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita) annonçait que son mouvement était capable de transformer le pays en une autre Somalie s'il ne remportait pas les élections ; personne n'imaginait à l'époque que cette prédiction se réaliserait. Même le Tchad il y a dix ans ou l'Ouganda d'Idi Amin Dada n'ont pas sombré dans tels abîmes.

L'héritage de sous-développement laissé par le Portugal, la plus arriérée des puissances colonialistes européennes, et par vingt ans de guerre depuis l'indépendance en 1975 ont décimé deux générations, épuisées par un combat qui fut longtemps alimenté de l'extérieur. Au nom de la lutte contre le communisme, les États-Unis et l'Afrique du Sud ont armé et entraîné l'Unita de M. Jonas Savimbi (1).

Les interventions financées par la CIA pour éviter l'arrivée du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) en 1975 et, surtout, les multiples invasions de l'Afrique du Sud dans les années 70 et 80 ont pris fin. Mais l'opération engagée par les Nations unies depuis trois ans pour trouver une solution politique s'est caractérisée par une incroyable myopie. En mai 1991, les accords de Bicesse entre l'Unita et le MPLA mettaient fin à la guerre et prévoyaient des élections présidentielle et législatives. Celles-ci se sont tenues en septembre 1992 et ont vu la victoire du MPLA sur l'Unita, mais cette dernière a refusé de s'incliner et a relancé la guerre sur une grande échelle (2).

Malgré cette forfaiture, l'ONU et les puissances occidentales ont tout fait pour aboutir à un nouveau compromis. Après avoir survécu à une profonde crise interne durant ces quatre dernières années, l'Unita continue de contrôler 40 % du territoire du pays. La signature de l'accord de Lusaka entre le gouvernement et l'Unita, en novembre 1994, le fragile cessez-le-feu et l'offre faite à M. Savimbi d'occuper la vice-présidence de la République ont été l'aboutissement de cette stratégie d'apaisement.

Près d'un an plus tard, pourtant, cette politique apparaît comme un échec qui a accru l'instabilité. Les éléments-clés de l'accord – renvoi des mercenaires (du Zaïre et de l'Afrique du Sud), libération des prisonniers, cantonnement des troupes de l'Unita en vue de leur désarmement, leur démobilisation ou leur intégration à l'armée – n'ont pas véritablement débuté, selon le général Joao de Matos, le chef d'état-major de l'armée angolaise : *« Le cessez-le-feu est fragile, et bien que les principaux combats aient cessé, les violations sont multiples, et le désengagement des troupes qui avait commencé l'an dernier est stoppé. »* Les représentants des organisations non gouvernementales signalent de nombreuses escarmouches liées notamment à la distribution de la nourriture ou au contrôle de points stratégiques.

Selon le général de Matos, l'Unita reçoit encore une aide importante à travers le Zaïre, une assertion confirmée par les officiels des Nations unies qui travaillent dans les provinces du Nord. Cette guerre d'usure menace d'asphyxier le gouvernement, poursuit le général : *« Pourquoi l'Unita empêche-t-elle la libre circulation des gens ? La population ne peut continuer à vivre comme cela. Elle comprenait les contraintes en temps de guerre, mais maintenant elle voudrait cultiver, faire du commerce... »*

Ces vues contredisent l'optimisme de M. Boutros Boutros-Ghali, le secrétaire général des Nations unies, et de son envoyé spécial en Angola, M. Alioune Blondin Beye. *« Nous ne pouvons continuer à prétendre que tout va bien,* insiste le général. *A 20 kilomètres de Luanda, demandez aux gens s'ils connaissent la paix. Ils ne voient que les morts et les mines. »* Pourtant, la direction politique du pays reste muette face à cette situation. Les dirigeants du MPLA mesurent-ils le caractère dramatique de la situation, alors qu'ils ne quittent Luanda que pour se rendre à l'étranger ?

Zones conquises par l'Unita. De nombreux centres urbains et tous les chefs-lieux de province (sauf Mbanza Congo au nord) sont sous le contrôle de l'armée gouvernementale.

PHILIPPE REKACEWICZ

Deux décennies de combats

Fin du XV[e] siècle : Début de la présence portugaise en Angola.
1961 : Déclenchement de la lutte armée contre le colonialisme portugais.
1974 : « Révolution des œillets » à Lisbonne. Le Portugal renonce à son empire colonial.
1975 : L'accord signé entre les trois mouvements de libération que sont le Front national de libération de l'Angola (FLNA) et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita), soutenus par l'Afrique du Sud et les États-Unis, et le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), aidé par l'URSS, n'a pas de suite. Début de la guerre civile.
Automne 1975 : L'Afrique du Sud envahit le sud de l'Angola pour soutenir l'offensive de l'Unita contre le MPLA, lui-même appuyé par un corps expéditionnaire cubain. Le 11 novembre, le MPLA proclame, à Luanda, l'indépendance de l'Angola.
Juillet 1985 : Le Congrès américain abroge l'amendement Clark, qui interdisait, depuis 1976, toute aide militaire à l'Unita.
22 décembre 1988 : L'Angola et Cuba signent un accord à New York qui prévoit un retrait échelonné et complet des troupes cubaines.
31 mai 1991 : M. Jonas Savimbi (Unita) et le président angolais Jose Eduardo Dos Santos signent à Lisbonne un accord de paix qui met fin à la guerre civile et prévoit la tenue d'élections libres en septembre 1992. Les Nations unies envoient des observateurs.
29-30 septembre 1992 : Élections législatives et présidentielle. Victoire du MPLA contestée par M. Savimbi qui relance la guerre civile.
15 septembre 1993 : La résolution 864 du Conseil de sécurité de l'ONU condamne l'Unita, qu'elle rend responsable de la reprise des combats.
20 novembre 1994 : Signature à Lusaka d'un nouvel accord de paix entre le gouvernement angolais et l'Unita.

Irruption du capitalisme sauvage

POUR la majorité des citadins, la préoccupation dominante est de survivre et de se nourrir. La reprise des combats après l'échec des élections de 1992 a porté un coup fatal au commerce et à l'agriculture, affaibli encore la base industrielle et déversé sur les routes des centaines de milliers de nouveaux réfugiés. Les grèves touchent presque tous les secteurs de l'économie, y compris l'enseignement et la santé dans certaines provinces. De nombreux fonctionnaires n'ont pas été payés depuis des mois et les salaires sont mangés par les fortes dévaluations. Un professeur d'université, par exemple, gagne 25 dollars par mois, un fonctionnaire, 3 dollars, une infirmière, 1 dollar.

Les intellectuels désertent le secteur public pour se faire embaucher dans les organisations internationales, où le paiement s'effectue en dollars et où ils peuvent gagner jusqu'à cent fois plus. L'Université travaille au ralenti, des facultés sont fermées, d'autres ne fonctionnent qu'à temps partiel. Le pays a perdu une génération d'intellectuels et est incapable de former la prochaine génération.

L'histoire de Chianga, l'institut de recherche agricole, internationalement renommé, qui se trouve dans les faubourgs de Huambo, illustre cette déchéance. La ville fut conquise par l'Unita en 1993, après un siège de cinquante-cinq jours, et M. Jonas Savimbi vécut sur ce campus jusqu'à novembre 1994. Déjà ravagé, le centre fut ensuite pillé par les troupes gouvernementales lors de la reconquête, puis par la population, qui cherchait désespérément des moyens de survivre et qui vola les revêtements de bois des murs, le mercure des thermomètres et le mobilier. Des livres précieux furent mis en vente sur le marché et ne durent d'être récupérés qu'à la visite d'une scientifique de passage.

* Journaliste au *Guardian*, Londres.

La guerre, la libéralisation de l'économie imposée par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, et l'incompétence des dirigeants, ont contribué à l'instauration d'un capitalisme sauvage. Dans la province de Lunda Nord, à la frontière du Zaïre, règne une situation d'anarchie, alors que les diamants sont extraits en quantité industrielle par des intérêts français, britanniques et sud-africains protégés par une alliance entre l'Unita et des soldats – en rupture de ban ? – de l'armée gouvernementale. A Luanda, la corruption de la classe politique et d'anciens officiers est ostentatoire.

« Toute la population essaie de s'adapter à une économie nouvelle et déformée, sans mécanismes de contrôle. Utiliser de l'influence pour devenir riche est devenu la règle des affaires. Dans l'armée, les officiers peuvent faire des affaires dans la mesure où elles sont légales, mais je ne peux accepter qu'ils volent les richesses de l'État », prévient le général de Matos.

De nouveaux restaurants, des embouteillages de voitures neuves et une fièvre de construction forment un terrible contraste avec les enfants des rues, les mutilés dans leurs vieux uniformes militaires et des mendiants presque nus aux plaies ouvertes. La publicité à la radio et à la télévision offre à la nouvelle bourgeoisie un moyen d'évasion en vantant les cuisines dernier cri ou les voyages en Afrique du Sud. Les crimes se multiplient, et la police, rongée par la corruption, est impuissante.

Luanda compte un demi-million de réfugiés qui vivent dans la misère. Même si le cessez-le-feu se consolidait et que la paix commençait à prendre corps, ils ne retourneraient pas dans leurs foyers : ayant manqué déjà deux récoltes, ces paysans se sont transformés en urbains. D'ailleurs, dans les campagnes, le système de santé s'est effondré, et la tuberculose, la malaria et la maladie du sommeil se répandent partout. Pourtant, de nombreux médecins travaillent dans les services des Nations unies comme téléphonistes, conducteurs ou interprètes. Vingt ans d'efforts pour la construction d'une entité nationale sont ainsi mis à bas. La crise des cadres et la disparition de toute morale sociale sont les deux principaux maux de l'Angola.

Le quasi-effondrement du MPLA en tant que parti depuis les élections de 1992 a laissé le pays sans structure politique pour affronter ces défis. Le gouvernement au niveau national et régional, à quelques exceptions près, s'est plongé dans les affaires, et toutes les pétitions contre la corruption et le gaspillage sont restées lettres mortes. Le pays s'habitue à vivre dans le cynisme et les incertitudes.

Seul le haut commandement de l'armée échappe à cette déliquescence et cherche à briser l'impasse dans les négociations avec l'Unita. La commission conjointe chargée de mettre en œuvre le protocole de Lusaka est composée de représentants du gouvernement, de l'Unita, des Nations unies, des États-Unis, du Portugal et de la Russie. Le général de Matos a pris l'initiative, en juillet dernier, de proposer aux chefs militaires de l'Unita, en passant par dessus la tête des politiciens et des Nations unies, un plan détaillé qui garantit un avenir pour chacun de leurs hommes dans le cadre d'une démobilisation conjointe après la constitution d'une quatrième branche de l'armée, un corps affecté à la reconstruction des infrastructures rurales. Ce corps comptera 50 000 membres des forces armées angolaises et 20 000 à 30 000 de l'Unita, chacun d'entre eux recevant une formation, un salaire et la possibilité de construire une maison pour sa famille avant d'être démobilisé dans un délai de deux ans.

Ce plan représente une proposition concrète pour assurer le maintien de la paix et faire de l'armée un facteur de stabilité et non de désordre – comme cela avait été le cas en Angola en 1992 ou au Mozambique avant les élections d'octobre 1994. Après l'avoir rejeté, l'Unita l'a finalement accepté et il pourrait se révéler très positif si M. Savimbi y souscrit réellement et si l'on trouve les financements nécessaires, ce qui paraît moins que certain, tant les bailleurs de fonds étrangers sont sceptiques sur les chances de paix et les capacités du gouvernement de Luanda.

Les Forces armées angolaises (FAA), désormais professionnelles et moins politisées, deviennent un facteur nouveau de l'équation politique. Les vieilles Forces armées populaires de libération de l'Angola (Fapla), qui s'étaient affirmées dans la lutte contre le colonialisme portugais, avaient été démantelées à la suite des accords de Bicesse de 1991. Cette liquidation fut mal perçue par les militaires et se révéla catastrophique quand, en 1993, sous les coups de l'offensive de l'Unita, le gouvernement du MPLA faillit perdre le pouvoir.

Parmi les 100 000 soldats des FAA, on compte 3 000 anciens membres de l'Unita et environ un tiers des généraux issus de cette organisation. Le reste des officiers sont des professionnels, pour la plupart compétents et confiants dans leurs capacités depuis qu'ils ont réussi à créer une armée en un temps record et à repousser les offensives de l'Unita. Signe des évolutions régionales, ils ont bénéficié de l'aide d'instructeurs sud-africains : l'armée avait essayé en effet de récupérer des Angolais qui s'étaient battus pour l'Afrique du Sud ; elle fut alors contactée par la firme Executive Outcomes, qui fournissait des hommes à l'Unita ; avec pragmatisme et à un prix très élevé, les FAA ont donc recruté trois cents Sud-Africains, dont environ la moitié continuent encore leur travail.

Les offensives victorieuses de l'an dernier ont été le premier signe d'un changement des rapports entre l'armée et le MPLA, qui, bien que travaillant désormais dans un système pluripartite, reste la force dominante dans le pays. Malgré la pression des États-Unis pour que les FAA arrêtent leurs attaques et ne prennent pas Huambo, quartier général de M. Savimbi, le comité central du MPLA s'est plié aux avis de l'armée et lui a laissé quartier libre. Mais Washington a tout de même obtenu du pouvoir politique que les FAA n'aillent pas au-delà.

Le poids des FAA s'accroît au moment même où les acteurs traditionnels – l'Unita, le MPLA et les Nations unies – paraissent à bout de souffle et d'idées. L'Unita a été traumatisée par la chute de Huambo ; l'installation de son quartier général dans la ville de Bailundo, à 60 kilomètres au nord, est une sérieuse défaite. Pourtant, en juillet, après que M. Savimbi eut refusé de se rendre à Luanda pour des raisons de sécurité, M. Boutros Boutros-Ghali faisait escale à Bailundo, redonnant du prestige à M. Savimbi et infligeant un camouflet au président José Eduardo Dos Santos. Cette visite symbolise le dangereux changement d'attitude de la communauté internationale depuis que le MPLA a gagné les élections de 1992.

A la fin de 1992, une délégation de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), conduite par le président du Zimbabwe, M. Robert Mugabe, refusa de rencontrer M. Jonas Savimbi en dehors de Luanda. L'Unita était alors tenue pour responsable de la reprise des combats. Désormais, presque toutes les agences internationales collaborent avec l'Unita et acceptent ses conditions. Sur les 40 % de territoires qu'elle contrôle, règne pourtant la même paranoïa que celle qui dominait à Jamba, le quartier général de l'organisation avant 1992. De nombreux témoignages de membres des organisations non gouvernementales et de survivants des camps de travail confirment l'ampleur de la répression menée par un mouvement qui se désintéresse du sort de la population civile et du développement des infrastructures.

Fractures au sein de l'Unita

LE facteur ethnique prend une nouvelle dimension, et, désormais, les plus importants chefs de l'Unita sont apparentés à M. Savimbi ou appartiennent à son clan. Les autres dirigeants, comme MM. Nzau Puna et Tony da Costa Fernandes de Cabinda, ont été exclus ou ont fait défection. Les 35 % de suffrages obtenus par l'Unita aux élections correspondent, grosso modo, à la proportion d'Ovimbundus dans la population. Le sentiment d'exclusion de cette ethnie remonte avant l'indépendance, quand ils furent massivement déportés vers les plantations de café du nord du pays. Leur opposition au pouvoir central a été en partie capitalisée depuis de longues années par l'Unita.

Il est difficile de prévoir l'avenir du pays, tant la stratégie de l'Unita est floue. M. Jonas Savimbi n'a toujours pas répondu clairement à l'offre de devenir vice-président et, même si l'on arrivait à un plus grand partage du pouvoir, les tactiques récentes de l'Unita ne laissent pas présager un retour rapide à la paix.

Quant à la politique des Nations unies, au-delà des déclarations de principe sur la paix et la réconciliation, elle semble également confuse. L'organisation internationale joue le rôle déterminant depuis les élections ; elle a imposé une commission conjointe entre l'Unita et le gouvernement, et, sous la pression américaine, elle a contraint le gouvernement de Luanda à tenir la bride à sa propre armée. Mais, surtout, en acceptant que l'Unita ne se plie pas aux résultats de la consultation de 1992, les Nations unies ont endossé une lourde responsabilité. Elles ont ainsi contribué à la tragédie que vit l'Angola depuis son accession à l'indépendance et depuis que les forces conjointes de l'Afrique du Sud et des États-Unis tentèrent d'empêcher que ce pays ne devienne un exemple dans l'Afrique postcoloniale.

(1) Lire Victoria Brittain, « L'amnésie pour prix de la paix en Afrique australe », *Le Monde diplomatique*, décembre 1994.

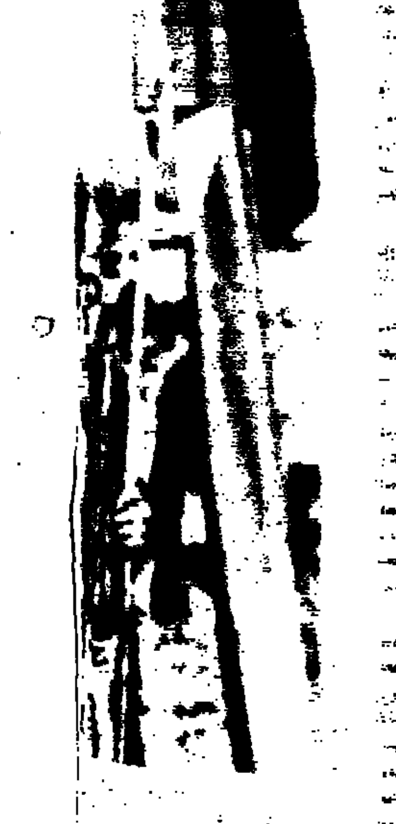
(2) Lire Victoria Brittain et Kevin Watkins, « Impossible réconciliation en Angola et au Mozambique », *Manière de voir*, n° 21, février 1994, trimestriel édité par *Le Monde diplomatique*.

UN ULTIMATUM DE WASHINGTON

Coca répression chez les paysans boliviens

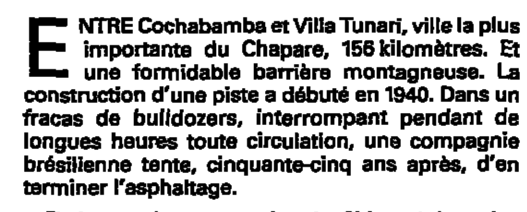
Régulièrement, avec bonne conscience, les gouvernants occidentaux s'insurgent contre les trafiquants de drogue qui inondent les marchés de leurs nuisibles stupéfiants.
Ils réclament des pays producteurs une attitude de fermeté à l'égard des paysans.
Concrètement, qu'est-ce que cela signifie ?
En Bolivie, par exemple, sous la pression de Washington, les forces de l'ordre ont pour consigne de détruire les plantations de coca. Cela paraît juste, et pourtant... Ces agriculteurs sont, pour la plupart, des mineurs reconvertis, chassés des gisements d'étain en raison des restructurations imposées par le Fonds monétaire international (FMI).
La coca leur permet à peine de vivre. Ils ne sont ni trafiquants ni producteurs de cocaïne. Et nul ne leur propose une culture rentable de substitution. Entre-temps, les marchands et leurs complices continuent d'amasser des fortunes...

Par notre envoyé spécial MAURICE LEMOINE *



MIREILLE VAUTIER

FEMME MÂCHANT DE LA COCA
Céramique nazca (500 av. J.-C.)



ENTRE Cochabamba et Villa Tunari, ville la plus importante du Chapare, 156 kilomètres. Et une formidable barrière montagneuse. La construction d'une piste a débuté en 1940. Dans un fracas de bulldozers, interrompant pendant de longues heures toute circulation, une compagnie brésilienne tente, cinquante-cinq ans après, d'en terminer l'asphaltage.

Trois rues de terre en triangle, Chimoré tient plus de la « cité d'urgence » que du paradis amazonien. Dans le seul bar « décent » du lieu, un homme aux cheveux gris, genre retraité rangé, s'ennuie avec dignité. C'est un agent de la Drug Enforcement Administration (DEA) (1). Il parle un espagnol parfait. *« Avec un très léger accent argentin »*, précise la serveuse, après son départ. Cinq *gringos* séjournent dans la caserne des unités mobiles de patrouilles rurales (Umopar) (2), plantée à la sortie de l'agglomération : trois fonctionnaires de la DEA, deux instructeurs américains des forces spéciales.

Devant les deux ou trois *cantinas* ouvertes à tous les vents et dotées d'un téléviseur, une trentaine de personnes, debout dans la poussière, contemplent l'écran. Entre un film américain (sous-titré en espagnol) et un match de football (surtitré d'exclamations), pour la vingtième fois de la journée passe un spot gouvernemental stigmatisant *« les vingt-cinq mille familles du tropique qui portent préjudice à plus de six millions d'habitants »*. Personne ne commente. On sait de quoi il s'agit. D'une certaine manière, on s'en passerait bien.

Au commencement (tout à fait relatif) étaient les Andes et les Indiens. Sur leurs terres d'infortune, ceux-ci survivaient – comme ils continuent à le faire – en un interminable *acullicu* (3). *« La coca a beaucoup de vitamines*, confie un Aymara, *on en sort le jus, il nous protège de la fatigue, du froid, de la faim. Nous pouvons vivre cent années et plus grâce à la coca. »* L'indigène en rajoute quelque peu : l'espérance de vie d'un paysan bolivien ne dépasse pas cinquante et un ans... Pour le reste, il dit vrai. Le rôle de ces feuilles dans les sociétés traditionnelles est depuis longtemps connu et reconnu.

1953 : la réforme agraire. Les paysans obtiennent des terres sur l'Altiplano. Mais pas suffisamment pour nourrir leurs familles. Ils commencent à migrer spontanément vers la forêt dans les basses terres du bassin amazonien. Plus tard, dans le courant des années 80, l'explosion de la demande internationale de cocaïne – et donc des prix de la coca –, jointe aux fortes sécheresses sur les hauteurs et au désastreux démantèlement de l'industrie minière, provoque une déferlante. Des milliers de colons déboulent lorsque l'« ouverture économique », en 1985, ferme les mines d'étain, mettant à pied vingt-trois mille des vingt-sept mille mineurs.

Chaleur, pluies excessives, peur de ce milieu inconnu, dur travail du déboisage, diarrhée chronique et nostalgie des hauteurs. Mais ils survivent. Comme dans les autres zones rurales boliviennes, ils se regroupent en syndicats, unités communautaires d'autogouvernement. Un ou deux hectares par famille, un tiers pour l'autosubsistance, deux tiers pour la coca. Pas d'autre choix. Ils sont pauvres, il y a des acheteurs, et les narcos ont monté de solides réseaux. Après quelques années, les toits de tôle se font plus fréquents, les plus chanceux achètent un camion. Pourtant, la coca ne les a pas rendus riches. Aujourd'hui, elle fait d'eux des proscrits.

De la caserne de Chimoré, sur le coup de 14 heures, sort, en camionnette Toyota, la patrouille du lieutenant Marco Ensinas. Elle traverse bientôt Chinahota, pustule tropicale où, il y a quinze ans, on vendait de la cocaïne comme du sucre ou de la farine, sur le marché. C'était au temps du dictateur Garcia Meza (4). Les États-Unis étaient alors moins regardants. A Huanchaca, un laboratoire des trafiquants, sous contrôle de la CIA, servait à alimenter les opérations clandestines – entre autres celles des « contras » du Nicaragua (5).

La camionnette s'arrête, plus tard, devant un sentier à peine visible. Les « léopards » s'enfoncent dans la végétation, fusil M-16 calé sur l'avant-bras. Devant une masure, ils interrogent poliment une femme sur la topographie des lieux. Elle reste dans le vague, le regard fuyant.

Depuis l'élection, en juin 1993, de M. Gonzalo Sanchez de Lozada à la présidence, l'« option zéro » vise à la suppression de la production « excédentaire » de coca. Malgré une Marche pour la vie, la coca et la dignité qui, en septembre 1994, mena trois mille paysans jusqu'à La Paz, malgré un débat national, *« où il fut dit qu'il fallait adopter une nouvelle stratégie, qu'il s'agissait d'un problème essentiellement économique* (6) *»*, la répression est sans merci.

Il est vrai que la pression sur les autorités est terrible. D'après l'ambassade des États-Unis, toute-puissante à La Paz, la culture de la feuille serait passée de 45 000 hectares en janvier 1992 à 48 000 actuellement (le plafond légal pour la consommation traditionnelle, principalement produite dans la région des Yungas, étant fixé à 12 000 hectares). Toujours selon les organismes américains, la production excédentaire permettrait la fabrication de 93 tonnes de chlorhydrate de cocaïne.

Le 8 mars 1995, Washington lance un ultimatum : ou la Bolivie éradique 1 750 hectares avant la fin juin, met sur pied un plan à court, moyen et long terme et souscrit un nouveau traité d'extradition, ou elle sera « décertifiée ». Ce qui signifie : blocus économique international de la part de la Banque mondiale, du FMI, de la Banque interaméricaine de développement, du Club de Paris, tous organismes où les Etats-Unis disposent pratiquement d'un droit de veto. Le gouvernement de M. Sanchez de Lozada met en marche un plan d'éradication à court terme. En réponse, le 8 avril, plus de 850 comités d'autodéfense paysans prennent possession des accès aux zones de production de coca, pour résister à la militarisation.

La patrouille découvre dans une éclaircie de la forêt une étendue de coca que des paysans récoltent. *« A qui appartient ce champ ? »*, interroge l'officier. *« On ne sait pas, c'est un monsieur qui nous paye pour travailler. »*... Légal ou illégal, « excédentaire » ou pas, on n'en saura pas plus. Impassible, l'officier n'insiste pas. Sa tâche du moment consiste à chercher des puits de macération. *« On en trouve tous les jours »*, affirme-t-il. La première phase de la transformation – mélange des feuilles avec du kérosène ou autre « précurseur » – pour obtenir la « pâte » y est effectuée. Ces derniers temps, à la production, certains *cocaleros* ont ajouté la transformation.

« Nous avons détruit plus de 1 450 puits au cours des six derniers mois, nous a affirmé le lieutenant-colonel Luis Caballero, commandant de la base Umopar de Chimoré. *Nous estimons que dans tout le Chapare il en existe de 7 000 à 10 000. »* Chiffres incontrôlables, mais ils ont permis de présenter la région comme un *« gigantesque laboratoire clandestin »*, faisant passer ses habitants du statut de paysan à celui de narcotrafiquant.



Mille manières de sortir la « pâte »

LA patrouille franchit un *rio*, marchant en équilibre sur un tronc jeté en travers du lit. Une sente, deux saignées, trois layons apparaissent, s'échappent, s'évanouissent dans la végétation. Le lieutenant hésite, en prend un au hasard. Dérisoire. Pathétique. Chercher une aiguille dans une meule de foin.

Passent trois paysans, mal vêtus, craintifs à la vue des tenues camouflées. Le lieutenant leur adresse la parole. Ils bredouillent, ils se hâtent, déguerpissent. *« Ils connaissent la forêt comme leur poche,* explique l'officier. *De vrais poissons dans l'eau. Et entre eux ils sont solidaires. Mais, dès qu'ils nous voient, ils deviennent muets. »*

Il y a peu, la « pâte » sortait par voie aérienne – jusqu'à 500 kilos par voyage. Ces derniers mois, le contrôle permanent du ciel par les hélicoptères Huey UH1H et les avions Pilatus PC-7 rend cette opération pratiquement impossible. *« Mais il y a mille manières de sortir la pâte. Et beaucoup de gens y participent, par les multiples sentiers, jusqu'à des points intermédiaires. »*... Vers le nord et le département du Beni, puis la Colombie. A l'est, direction le Brésil. Quant aux « précurseurs » nécessaires à la transformation, 2 500 kilomètres de frontières avec ce même Brésil, des portes largement ouvertes sur l'Argentine, le Paraguay...

A la nuit tombante, l'émetteur-récepteur du lieutenant Marco Ensinas grésille. L'autre élément de la patrouille n'a rien trouvé non plus. Il ordonne le repli. *« On recommence demain. Et après-demain. Et tous les jours. Jusqu'à quand ? Je ne sais pas. »*

Défendue par le gouvernement précédent de M. Jaime Paz Zamora (1989-1993), la « diplomatie de la coca » eut le mérite de poser, devant la communauté internationale, le problème de la substitution et du développement alternatif. Certes,

* Journaliste et écrivain ; auteur, entre autres, de l'*Amérique latino-indienne*, Syros Alternatives, Paris, 1993.

(1) Agence nord-américaine de lutte contre le trafic de drogue.

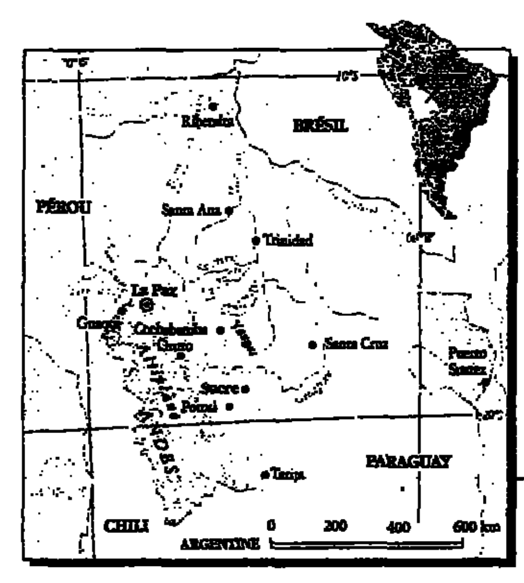
(2) Les Umopar, forces de police paramilitaires, dépendent directement des FELCN (forces spéciales de lutte contre le narcotrafic), elles-mêmes « conseillées » par la DEA.

(3) Mastication de la feuille de coca.

(4) 17 juillet 1980 – 5 octobre 1982.

(5) *Cf.* Bernard Cassen, « Pleins feux sur la guerre « secrète » des Etats-Unis » ; Pierre Abramovici, « Des millions de dollars pour les « combattants de la liberté » ; et Ignacio Ramonet, « La longue guerre occulte contre le Nicaragua », respectivement dans *Le Monde diplomatique* de décembre 1985, avril 1986 et février 1987.

(6) Gregorio Lanza, ex-membre du Parlement et de la commission de lutte contre le narcotrafic, responsable du département socio-économique d'Action andine.





Réformes sous état de siège

DEPUIS *le 18 avril 1995*, la Bolivie vit en état de siège. Au cœur de la crise, les réclamations grandissantes – 70 % de la population vit au-dessous du seuil de *pauvreté* –, l'agitation de certaines régions autour du thème de la décentralisation, et surtout une forte résistance à la politique de réformes gouvernementales.

Curieux cocktail que ces réformes, qui mêlent, dans certains cas, l'esprit de 1952 (1) aux recettes néolibérales les plus classiques (avec un fort penchant pour le second terme de l'équation). Ainsi de la réforme éducative, avec une vision humaniste : l'introduction des langues indigènes dans le primaire. Mais aussi une attaque frontale contre un corps enseignant *« dans sa majorité sous-qualifié* (sa formation n'est-elle pas du ressort de l'État ?), *et esclave de dirigeants qui vivent des privilèges que leur octroie le syndicat »*. Avec la mise en place d'un contrôle permanent des connaissances des maîtres (menaces de licenciements à l'appui) et l'ouverture de l'enseignement à des professionnels d'autres secteurs. Le tout sans consultation des principaux intéressés qui avaient pourtant travaillé, en 1992, sur un projet de loi-cadre, en vue d'une réforme du système éducatif. En toile de fond, l'affaiblissement programmé des syndicats enseignants qui, depuis la quasi-disparition des mineurs, constituent le noyau dur de la Centrale ouvrière bolivienne (COB). Or, dans un pays où les partis se sont déconsidérés (corruption, application de politiques néolibérales...), cette organisation demeure la dernière force potentielle d'opposition.

Même ambivalence dans la loi de participation populaire. Elle transfère aux *municipios* (municipalités au sens large) des ressources nouvelles – 20 % du budget national – en fonction du nombre de leurs habitants, et elle prévoit que les communautés urbaines et rurales – cela est tout à fait nouveau – exerceront contrôle et décisions sur ces fonds. Octroyant la reconnaissance juridique aux communautés indigènes, *« elle permet la cohabitation entre la structure de la communauté ancestrale et celle de la municipalité de type occidental »*, explique M. Enrique Ipina, ministre du développement humain. Ainsi est consacrée l'incorporation d'énormes bases paysannes, jusque-là ignorées, dans un processus de participation. Mais cette réforme, à laquelle ont poussé la Banque mondiale et le FMI, qui souhaitent que le gouvernement « se débarrasse » des dépenses d'éducation et de santé, suppose qu'avec les fonds nouveaux les *municipios* se voient attribuer la gestion et l'entretien – à l'exception des salaires – des *établissements scolaires et des hôpitaux*. Lesquels sont quasiment en ruine.

De plus, la première préoccupation de nombreux maires – on en a déjà fait le constat – avec la manne nouvelle est d'acquérir..., qui une camionnette, qui une antenne parabolique de télévision. Par cette création d'Organisations territoriales de base (OTB), le pouvoir cherche à marginaliser les organisations paysannes et populaires existantes, les syndicats, etc. La loi de capitalisation, du 22 mars 1994, est présentée comme l'un des plus ambitieux programmes économiques du monde. Au départ, rien de plus classique : la vente des entreprises de l'État – certaines étant rentables. Entel (électricité) et YPFB (pétrole) fournissent 49 % des recettes du Trésor public. Mais « capitalisation » n'est pas « privatisation », dit-on à La Paz. L'entreprise étant estimée, l'investisseur apporte le montant demandé, prend le contrôle et la direction, *« mais 50 % des actions demeurent propriété de l'État bolivien »*. Un doublement du capital, avec pour but l'investissement. Ces actions de l'État seront distribuées *« au peuple bolivien »* – à tous les Boliviens majeurs cette année (ce qui, par parenthèse, élimine ceux qui auront vingt et un ans à partir de l'an prochain, introduisant une discrimination entre générations) –, administrées à travers des fonds de pension jusqu'à l'âge de la retraite, moment où il sera possible de disposer des dividendes de ces titres.

C'EST pour le moins novateur. Mais on a du mal à croire qu'un investisseur étranger, ou transnational, donne 100 pour obtenir la moitié des parts – sauf à penser, comme l'affirment d'aucuns, que les entreprises ont été estimées *« au prix d'une poule morte »*. Le Collège des économistes de Bolivie, pour sa part, s'interroge (2). *« Combien de débauchages directs ? Jusqu'à ce que la production augmente, le Trésor public recevra un apport moindre des entreprises capitalisées : importance des pertes ? Pendant combien de temps ? Sachant que, quarante-deux années après la réforme agraire, la remise de nombreux titres de propriété demeure pendante, quels sont les mécanismes mis en place pour que la distribution des actions entre 3 millions de Boliviens ne prenne pas autant de temps ? »*

Et distribuer à qui ? *« Un tiers de la population ne dispose pas du moindre document accréditant sa nationalité – la moitié des femmes se trouvant dans cette situation. »* Enfin, et on croit rêver, il faudra avoir cotisé pendant vingt ans et atteindre soixante-cinq ans pour bénéficier de ses dividendes et de la « vieillesse digne » : à peine 4,3 % de la population atteint cet âge. Les pauvres ont une espérance de vie inférieure à cinquante ans !

Le 18 juillet 1995, quelques jours avant d'imposer à la hussarde une loi de décentralisation laissant aux préfets – nommés par le président – de très importants pouvoirs, le gouvernement prolongeait l'état de siège de trois mois, pour pouvoir continuer sa politique de réformes *« dans le consensus et la tranquillité »*. Pour ce faire, il prit pour prétexte l'agitation des *cocaleros* dans le Chapare.

M. L.

(1) En 1952, une révolte populaire dirigée (mais aussi freinée) par le Mouvement national révolutionnaire (MNR) avait abouti à la nationalisation des mines, à la dissolution de l'armée, et entrepris la réforme agraire.

(2) *Los Tiempos*, Cochabamba, 11 juillet 1995.

la « loi 1008 », approuvée en 1988, répondait – et répond toujours – à une vision fondamentalement répressive (7), prévoyant d'éradiquer 5 000 hectares minimum par an, mais, dans ses articles 21 et 22, on parlait du *principe de simultanéité* avec le développement. L'« option zéro » transfère toute la pression sur le paysan, assimilé à un délinquant. Or, nous confie M. Gregorio Lanza, *« je n'ai jamais rencontré un professionnel, un ouvrier bien payé s'impliquant dans le narcotrafic. Les seuls qui y entrent sont ceux qui n'ont pas le choix. S'ils ont des solutions de rechange, ils n'iront pas ».*

Des stratégies inefficaces. L'idée que la culture de la coca est provoquée uniquement par la rentabilité économique est absurde. *« Alors,* explique M. Roberto Lacerna, *on a fait un grand effort, non pour attraper les narcos, mais pour faire chuter les prix de la coca, pour que les acheteurs s'en aillent, pour que les paysans n'aient plus où vendre* (8). » On n'a pas découragé les *cocaleros*, on les a poussés à produire plus pour maintenir leurs revenus. Obstination de leur part ? Pas si simple...

Lorsque, en mars dernier, acculé par Washington, le gouvernement de M. Sanchez de Lozada annonce que 1 750 hectares de coca « excédentaires » devront être éradiqués avant le 30 juin, les dirigeants *cocaleros* relèvent le défi et l'acceptent, *« comme apport du peuple bolivien pour éviter les sanctions économiques ».* Non sans avoir exigé – et obtenu – la libération de leurs dirigeants emprisonnés *en vertu de l'état de siège* *(lire page 22).* A peine les surfaces éradiquées, ils apprendront l'existence d'une série d'exigences des États-Unis pour les six années à venir, avec pour objectif la disparition de 34 000 hectares cette fois. Et le gouvernement bolivien, la corde au cou, d'annoncer un plan national pour l'éradication de 3 600 hectares avant la fin décembre 1995 – cela à quelques heures de l'arrivée d'instructeurs militaires américains. La colère et la tension montent. Les organisations de *cocaleros* annoncent qu'elles n'arracheront plus un arbuste de coca tant que le gouvernement n'aura pas tenu ses promesses de développement.

On offre actuellement, dans les zones « en transition », entre 2 000 *et 2 500 dollars par hectare arraché.* Cette somme est inférieure à ce que rapporte un hectare de coca en une seule année ! Par ailleurs, la substitution de la coca est dépendante... de la coca. Pour qu'un paysan puisse investir dans d'autres cultures, et en attendant la première récolte, il a besoin d'argent et nul ne lui en fournit : *« Ce qui veut dire qu'une stratégie de développement alternatif ne peut passer par la seule éradication,* conclut M. Lacerna. *Le paysan ne va pas mettre tous ses œufs dans le même panier, il faut une politique qui réduise peu à peu sa dépendance à l'égard de la coca. »*

Comment convaincre de pauvres paysans de cultiver des produits tropicaux qui se vendent à des prix insultants et en l'absence criante d'infrastructures ? *« Il n'y a pas de marché pour les produits de substitution »,* confie un paysan qui a reçu 2 000 dollars et a emprunté : *« Je ne peux plus payer mes dettes et je suis sur le point de perdre ma terre ! »*


MAURICE LEMOINE

DANS LE CHAPARE, LA CONSOMMATION TRADITIONNELLE COHABITE AVEC LE NARCOTRAFIC

Curieuse écologie en tenue camouflée

On note certes des expériences intéressantes, des réussites locales, mais elles demeurent isolées. La Bolivie a à peine dépensé 230 millions de dollars, au cours des dix dernières années, pour la substitution de la coca. Si on décompte les frais de *bureaucratie, administration, experts en tout genre* (ils sont légion), il reste quelque 140 millions, 14 millions par an. *« Pour remplacer une économie qui génère 500 millions de dollars annuellement !,* s'indigne M. Gregorio Lanza. *C'est insignifiant, ça ne peut pas marcher ! »*

Quelques jours auparavant, M. Victor Rico, secrétaire d'État aux affaires étrangères, confiait : *« Nous reconnaissons que la Bolivie, en tant que telle, a des efforts à réaliser dans la lutte contre le narcotrafic. Mais laisser un État aussi faible que le nôtre, avec des problèmes sociaux terribles accumulés pendant tant d'années, seul face à ce problème, c'est le mener à l'abattoir. »*

La tension est extrême. Soudain, on craint le pire. A Cochabamba, dans un cercle restreint, la rumeur circule. Les paysans ont décidé *« d'attaquer et de prendre »,* demain, le poste Umopar d'Aroma. Dans la poudrière du parc Isidoro-Secure, l'étincelle qui peut tout faire exploser.

Curieux parc national de 1 500 000 hectares, créé en 1965, faute de trouver une solution aux revendications territoriales des départements de Beni et de Cochabamba sur cette zone du Chapare. Depuis, environ 3 500 familles (18 000 colons) s'y sont installées, les premières voilà quinze ans. *« Cette zone n'est pas ouverte à la colonisation,* dit le ministre de l'intérieur, M. Carlos Sanchez Berzain. *Tous les gens qui y sont y sont illégalement. Même s'ils y cultivaient de l'ananas, ce serait illégalement. »* Mais, tandis que le gouvernement se drape dans la *« protection du milieu naturel »,* éleveurs et forestiers se sont déjà approprié des dizaines de milliers d'hectares, des compagnies pétrolières prospectent ouvertement (9).

Le 11 juillet 1995, des unités d'Umopar et de la police écologique ont pénétré dans le parc pour détruire, de force, la coca présumée nouvelle. Les *cocaleros*, organisés en comités clandestins (on est toujours sous état de siège), ont décidé de résister à cette destruction sans compensation. Le 14 juillet, plus d'une centaine de paysans et dirigeants sont arrêtés. La situation tourne à l'affrontement. Les chemins sont coupés par les *cocaleros* puis rouverts par les unités d'Umopar, qui les font dégager, sans douceur excessive, par la population civile. Lancée par une main anonyme, une bombe artisanale fait vingt et un blessés parmi policiers et paysans mêlés.

MAURICE LEMOINE

PARC ISIDORO-SECURE : « S'ILS VEULENT NOUS SORTIR, ILS DEVRONT SORTIR NOS CADAVRES »

Plein ouest, un chemin pavé de galets. Dès Chipiriri commence la litanie de la rage et de la crainte. *« Il y a un gringo de la DEA avec les « léopards ». Ils rentrent dans les maisons, ils nous sortent à coups de crosse. Ils obligent les enfants à dénoncer ceux qui ont bloqué les chemins. »* Isinuta, dernier village avant le parc. *« Ce que nous fait ce gouvernement, c'est pire que sous Garcia Meza ! Tous les jours, il rentre dix camionnettes d'Umopar. Moi, je suis chauffeur. Ils m'ont crevé les pneus avec une baïonnette. Il y a six camionnettes immobilisées. On est attaqués de tous les côtés. »* La ligne de téléphone avec Cochabamba a été mystérieusement coupée.

Une piste abominable. Des hameaux pathétiques. Des hommes désespérés, des femmes en larmes. *« A Bolivares, depuis deux jours ils éradiquent. Les gens se retrouvent sans rien. »* Litanie des brutalités policières.

Un petit campement... pétrolier. Aroma, morne bled, le peloton d'Umopar, pas au courant de ce qui se prépare, un peu tendu pourtant. La piste encore, et une patrouille de la police écologique en train d'éradiquer les *almacigos* (10). Curieuse écologie, en tenue camouflée et M-16 au côté. Un officier, courtois. Brève explication sur le narcotrafic. Question : *« Mais comment pourraient-ils cultiver autre chose et le commercialiser à travers cette piste infernale ? »* Réponse : *« Ils disent : on n'a pas de chemins, mais la coca, ils savent bien la sortir... D'ailleurs, si on fait une route, la colonisation va s'étendre et d'autres vont venir pour planter... de la coca. »* La cause semble définitivement entendue, pas d'avenir pour eux. D'ailleurs, n'est-on pas dans un parc naturel ? *« Ils détruisent la forêt, ils polluent les rivières, ils utilisent des explosifs. »* En ce qui concerne les explosifs, les sociétés pétrolières ne s'en privent pas non plus. *« Oui, mais elles ont des autorisations, et elles ne sont pas... contre le gouvernement ! »*

A Icoya, dernier barrage non démantelé, des troncs barrent le chemin. Une foule aux visages durs, impénétrables, Indiens, paysans usés. Certains portent encore leur ancien casque de mineur. Ils confirment. Dans une heure, ils partent à l'assaut du poste Umopar. Dans leurs mains, des machettes, des arcs et des flèches, des bâtons. En face, des fusils M-16. Conciliabules. Des émissaires, venus de *Cochabamba, plaident la modération : « Vous allez au massacre... Le gouvernement n'attend que cela. Il pourra parler de narcoterrorisme. »*

Ce jour-là, malgré l'exaspération, la raison l'emporte. Deux mille paysans se contentent de défiler jusqu'à Aroma et d'y manifester pacifiquement. Coup de théâtre. Prévenus par la radio d'Umopar, le général Simon Sejas, commandant des FELCN, et le secrétaire national de défense sociale, M. Victor-Hugo Canelas, débarquent en hélicoptères pour une rencontre impromptue. Dialogue de sourds. Les premiers continuent à affirmer : *« Il n'y a pas d'abus, nous suivons le chemin correct. »* Les autres réclament la fin de l'*« éradication forcée »,* la libération des dirigeants emprisonnés (11) et une véritable négociation.

Ce soir-là, le calme retombe lentement sur le parc Isidoro-Secure. Mais pour combien de temps ? *« En 1985,* plaide un *cocalero, on nous a expulsés des mines. Là-haut, pas de terre pour nous. Pour ne pas mendier, nous avons demandé du travail au gouvernement. On nous a jetés à la rue. Pour nourrir nos familles, on est venus chercher ce coin de pays. Maintenant, on veut nous délocaliser à nouveau. Pour aller où ? Nous ne partirons pas. S'ils veulent nous sortir, ils devront sortir nos cadavres. »*

MAURICE LEMOINE.

(7) Répressive et dangereuse : tandis que l'article 16 de la Constitution établit la présomption d'innocence tant que la culpabilité n'est pas démontrée, l'article 95 de la « loi 1008 » permet la détention de « présumés coupables ».

(8) Directeur du Centre d'études de la réalité économique et sociale (Ceres), La Paz.

(9) La compagnie espagnole Repsol, associée avec l'australienne BHP, l'américaine Maxus et la française Elf.

(10) Jeunes plants de coca.

(11) Ils seront libérés fin juillet 1995.

DANS LES REVUES

□ **FOREIGN AFFAIRS.** Souvenirs de M. Abba Eban sur la fondation des Nations unies ; une réflexion de Paul Kennedy et Bruce Russett sur la réforme de l'organisation. **(N° 5, septembre, bimestriel, 7,85 dollars. – 58th East 68th Street, New York, NY 10021.)**

□ **FOREIGN POLICY.** Également un dossier sur la crise des Nations unies et un ensemble sur les perspectives de paix au Proche-Orient. **(N° 100, automne, trimestriel, 7,95 dollars. – 2400 N Street, NW Washington DC 20037-1153.)**

□ **POLITICA EXTERIOR.** Deux dossiers : un sur les relations États-Unis-Japon (avec, en particulier, un texte d'Arthur Schlesinger Jr., *« La menace de l'isolationnisme »)* et un autre sur l'Algérie (avec un important article, signé Edward G. Shirley, intitulé : « Le fondamentalisme au pouvoir »). **(Vol. IX, n° 46, bimestriel, août-septembre, 1 300 ptas. – Padilla, 6, *28006 Madrid.)***

□ **REVISTA ESPANOLA DE DEFENSA.** Un texte de Samuel Huntington, directeur de l'Institut d'études stratégiques de Harvard, sur « Civils et militaires ». **(N° 91, mensuel, septembre, 275 ptas. – Paseo de la Castellana, N° 109, 28071 Madrid.)**

□ **ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES.** Dans la nouvelle formule, un remarquable dossier sur *« La France inégale »* et des articles, en particulier, sur la réforme fiscale et la facture de la Coface. **(N° 130, septembre-octobre, dix numéros par an, 20 F. – 28, rue du Sentier, 75002 Paris.)**

□ **REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES SOCIALES.** Une livraison consacrée aux valeurs fondamentales (sinon universelles) à travers les frontières, notamment le *travail et la liberté.* **(N° 145, septembre, trimestriel, 120F. – Éditions Erès, 11, rue des Alouettes, 31520 Ramonville-Saint-Agne.)**

□ **POUVOIRS.** Cette livraison traite du recrutement, de la liberté, de la légitimité et de la vie quotidienne des juges. **(N° 74, 3e trimestre, 95 F. – Altek Data, 55, route de Longjumeau, 91388 Chilly-Mazarin.)**

□ **CAHIERS FRANCAIS.** Une très belle livraison sur le thème des frontières de l'État dans le contexte de la mondialisation, de la montée en puissance des collectivités locales et de la construction européenne. **(N° 271, mai-juin, 5 numéros par an, 55 F – La Documentation française, Paris.)**

□ **TRANSVERSALES SCIENCE *CULTURE.*** *Une contribution de Jacques* Robin sur la nécessité d'opposer une « pensée plurielle » à la pensée unique. Des notes d'Edgar Morin sur Hiroshima et de Jean Chesneaux sur Mururoa. **(N° 35, septembre-octobre, *bimestriel, abonnement un an : 350 F.* – 21, boulevard de Grenelle, 75015 Paris.)**

□ **ÉTUDES.** Les jeunes musulmans en France : prisons françaises et prisons hollandaises ; le débat dans l'Église catholique. **(Septembre, mensuel, *55 F. – 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)***

□ **MÉDITERRANÉENNES.** Dans cette revue bilingue, en français et en anglais, de beaux écrits de Bosnie, Croatie, Kosovo, Macédoine, Serbie, Slovénie, etc. **(N° 7, octobre, semestriel, 80 F. – 6, rue du Mail, 75002 Paris.)**

□ **PERSPECTIVES CHINOISES.** Études sur le « national-confucianisme », sur l'avenir incertain des zones économiques spéciales, et sur l'évolution de Taïwan. **(Juillet-août, bimestriel, 70 F. – CEIC, 18 F, Oriental Crystal bldg., 46 Lyndhurst Terrace, Central-Hong Kong.)**

□ **COMMUNIST ECONOMIES AND ECONOMIC TRANSFORMATION.** Des études sur les réformes économiques au Kirghizistan, l'emploi dans l'est de l'Allemagne, le comportement des entreprises russes et la conversion de l'industrie militaire russe. **(N° 3, septembre 1995, trimestriel, abonnement un an : 42 livres. – Carfax Publishing Company, PO Box 25, Abingdon, Oxfordshire 0X14 3UE, Royaume-Uni.)**

□ **DIALOGUE.** Le drame de l'ex-Yougoslavie, avec notamment un bilan de quatre ans de guerre par Dragan Pavlovic. **(N° 14, juin 1995, trimestriel, 50 F. – 17, chemin du Pont-d'Herville, 78520 Guernes par Limay.)**

□ **LE CROQUANT.** L'ancienne Yougoslavie très présente dans ce numéro : un « bilan du siècle » vu de Zagreb et un panorama de la nouvelle littérature slovaque. **(N° 18, automne-hiver, semestriel, 100 F. – 12, place du Maréchal-Lyautey, *69006 Lyon.)***

□ **LEVANT.** Cette revue littéraire souhaite élargir le dialogue entre les deux rives de la Méditerranée. On y trouvera notamment un essai de *Shlomo* Elbaz sur « Images juives et berbères » et un article sur la littérature palestinienne en Israël. **(N° 7, juin, semestriel, 135 F. – 122, chaussée Jules-César, 92250 Beauchamp.)**

□ **JOURNAL OF PALESTINE STUDIES.** « Souveraineté et sécurité de l'État palestinien » ; « Palestiniens et Jordaniens, une crise d'identité ». Et le rapport d'activité de l'AIPAC pour 1995. **(N° 96, été 1995, trimestriel, 8,50 dollars. – University of California Press Journals, 2120 Berkeley Way, Berkeley CA 94704-9899.)**

□ ***AFRIQUE ET DÉVELOPPEMENT.*** Les militaires en Afrique. **(Vol. XX, n° 2, trimestriel, 7 dollars. – CODESRIA, BP 3304, Dakar, Sénégal.)**

□ **L'AFRICAIN.** « La revue des étudiants africains en Belgique » rend longuement compte d'une journée d'études sur l'Afrique des Grands Lacs. **(N° 5, juin-juillet, cinq numéros par an, 95 francs belges. – 7, rue Léon-Bernus, 6000 Charleroi.)**

□ **CAHIERS MARXISTES.** Une livraison consacrée à l'Amérique latine, avec, notamment, des textes de François Houtart (« Les mouvements sociaux en Amérique latine ») et d'Alain Daems (« Cuba : une voie révolutionnaire vers le capitalisme ? »). **(N° 199, bimestriel, juillet-août, 200 F belges. – 21, av. de Stalingrad, 1000 Bruxelles.)**

□ **ESPACES LATINO-AMÉRICAINS.** Un *article d'*Andrés Bansart sur « L'intégration entre le Brésil et le Venezuela ». **(N° 123, mensuel, septembre, 25 F. – B.P. 5035, 69245 Lyon Cedex 05.)**

□ **PÉRIODIQUE DU CADTM.** Dans une livraison spéciale, le Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde présente un accablant bilan sur le thème « Banque mondiale, FMI, organisation mondiale du commerce, ça suffit ! ». **(N° 15, trimestriel, 350 FB. – 29, rue Plantin, 1070 Bruxelles.)**

□ **CROISSANCE.** Le dossier du mois traite des diasporas, notamment palestinienne, chinoise, cubaine et tsigane. **(N° 385, septembre 1995, mensuel, 32 F. – *168, boulevard* Malesherbes, 75859 Paris Cedex 17.)**

□ **PEUPLES EN MARCHE.** Le tiers-monde à l'école : dossiers sur l'eau, l'environnement et le travail des enfants pour servir lors de la journée du tiers-monde, le 17 octobre. **(Septembre, mensuel, 25 F. – 10, rue Lanterne, 69001 Lyon.)**

□ **LES RÉALITÉS DE L'ÉCOLOGIE.** Un dossier sur l'éducation à l'environnement et deux articles sur les dangers de l'accumulation de la radioactivité dans les champignons, même comestibles. **(N° 67, mensuel, septembre, 25 F. – 33, *route de Bessières, 31240 L'Union.)***

□ **ARCHIMÈDE & LÉONARD.** La participation pratique des citoyens aux luttes et à la vie sociales et les nouvelles formes de citoyenneté. Des analyses et relations de savoir-faire dans différents pays européens **(N° 12, hors série, été 1995, 70 F. – 2 ter, rue Voltaire, 75011 Paris.)**

□ **SAVOIRS ET FORMATION.** Un dossier sur « L'islam, la religion des autres ». **(N° 40-41, juin, périodicité non indiquée. – 16, rue de Valmy, 93100 Montreuil.)**

□ **ESPACE TEMPS.** France : le contrôle d'identité : lectures du modèle républicain. **(N° 57/58, 3e trimestre, 96 F. – BP 149, 75562 Paris Cedex 12.)**

□ **PROJET.** Un numéro fort bien conçu consacré à la civilisation urbaine aujourd'hui. **(N° 243, automne, trimestriel, 65 F. – 14, rue d'Assas, 76006 Paris.)**

□ **SAISONS D'ALSACE.** Une livraison intitulée « Réinventer l'Alsace » dans laquelle les auteurs s'interrogent sur la manière de faire face aux dérives extrémistes et au repli identitaire. **(N° 129, automne, trimestriel, 85 F. – Éditions La Nuée bleue, 3, rue Saint-Pierre-le-Jeune, 67000 Strasbourg.)**

□ **EUROPE.** Les écrivains et la seconde guerre mondiale : réflexions et témoignages, dont quelques asiatiques, sur le cauchemar et les espoirs de 1945. **(Août-septembre, 110 F. – 64, bd Auguste-Blanqui, 75013 Paris.)**

□ **IMPRECOR.** Hommage à Ernest Mandel, décédé le 20 juillet dernier. **(N° 394, septembre 1995, mensuel, 35 F. – PECI, BP 85, 75522 Paris Cedex 11.)**

UN ESSAI DE LUCIEN SFEZ

La Santé parfaite

Critique d'une nouvelle utopie

Venue d'Amérique, comme l'idéologie de la décision des années 70 et celle de la communication des années 80, l'utopie de la « santé parfaite », qui les relaie, est l'avatar le plus achevé du technoscientisme. Dans un ouvrage qui paraît en ce début octobre (et dont on lira ci-contre quelques extraits), Lucien Sfez décrit trois grandes aventures qui pourraient avoir une influence capitale sur nos sociétés. *Il s'agit*, du gigantesque projet de séquençage du génome humain ; de l'expérience Biosphère II ; et des tentatives de créer sur ordinateur des êtres artificiels *(artificial life)*. Trois cheminements vers la surhumanité, vers un Adam d'avant la chute, en quelque sorte vers l'immortalité... Mais les aspirations au retour à l'origine, à l'indistinction des sexes, à la totale *propreté*, à une hygiène alimentaire absolue et à une sécurité sans faille ne sont-elles pas autant de manières de camoufler les divisions sociales et de les perpétuer ?

DES États-Unis au Japon, l'être postmoderne tremble, vacille, s'estompe et disparaît, comme ces images mal réglées des anciens téléviseurs. Des intellectuels encore, mais d'un autre type, s'activent furieusement. Il s'agit de biologistes ou d'écologues, âpres adeptes d'une conception biosphérique de la vie. Ils nous disent, chacun à sa manière, que le réel est revenu. Et l'Histoire aussi. Et aussi le pouvoir. Aux « Il n'y a plus... » des philosophes s'opposent les « Il y a à nouveau » (mais autrement) des intellectuels praticiens. Leur science *parle, et la postmodernité ne peut rien leur répondre, sauf à entamer* quelque querelle de mots. Mais les praticiens n'ont que faire de ces mots. Ils font. Refondation ou enfin vraie fondation : peu importe.

Cette nouvelle fondation du sens repose sur la base matérielle, matérialiste, la plus extrême qui soit : notre appareil de perception du monde et d'action sur le monde, notre corps, indissociable du corps de la planète. Santé parfaite des deux corps, l'un par l'autre, l'un dans l'autre. Santé parfaite comme visée et comme moyen. Santé pour la vie. Mais aussi vivre pour être en bonne santé. Vivre pour faire vivre les biotechnologies et les technologies de l'écologie, sans lesquelles la Grande Santé ne serait pas [...].

Il n'est question ici ni de bioéthique ni d'écologie, mais d'une utopie en formation qu'on ne semble pas encore avoir aperçue dans toutes ses implications, dans sa totalité à deux faces : le corps humain et celui de la planète. Utopie et non pas idéologie. Ou de moins en moins idéologie et de plus en plus utopie [...].

Trois cas (ou objets) révèlent bien ce phénomène. Il s'agit du projet Génome, projet mondial de cartographie et de séquençage du génome humain ; de Biosphère *II* (dite *Biosphere Two*), opération américaine qui a mis sous de grands hangars de verre, durant deux ans, les cinq principaux biomes de l'humanité, trois mille espèces d'animaux et de végétaux et huit humains ; enfin, de l'*artificial life* (cette fois-ci, disons-le exprès directement en américain), projet du Santa Fe Institute qui tend à installer des populations entières d'êtres artificiels dans des ordinateurs. Ces êtres en groupe naissent, vivent, mangent, font l'amour, se reposent, tombent *malades, vieillissent* et *meurent. Mis ensemble, ces trois projets* constituent l'utopie ou les utopies des années 2000 et suivantes. Ils entendent donner sens à nos sociétés délitées, éclatées [...].

***

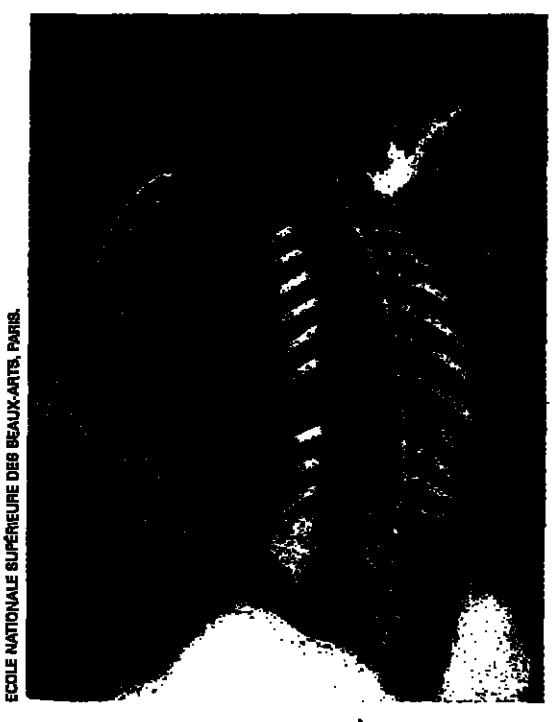
L'utopie de santé parfaite inclut pêle-mêle la culture du petit, des éléments de la Bible, la liberté individualiste, l'absence de hiérarchie, l'écologie et les sciences de la décision, l'intelligence artificielle et la cybernétique, le vieux rêve de Marx où chacun est à la fois cordonnier, musicien et philosophe, le colonialisme aussi. Autant d'éléments qui préexistaient, mais projetés, « utopisés » en immortalité, en divinité (tous les attributs de Dieu sont ici présents), en prophétie dans l'infini du micro-macro, dans le gène et dans la biosphère. L'ennemi n'est plus à l'extérieur, ennemi à combattre ou à civiliser comme le sauvage d'antan. Il est à l'intérieur, dans l'humain qui veut détruire l'équilibre de la planète, dans la ville, dans nos gènes. Ici toujours l'image d'un sauvage travaille l'imaginaire.

Ce sauvage, ce primitif, c'est l'homme *génétiquement* parfait, sain, robuste, qui vit très longtemps dans une nature *généreuse* réconciliée avec elle-même et avec l'homme. Ce primitif parfait nous tend le miroir de nos limites, de nos imperfections, de nos maladies (même les maladies mentales) et de nos erreurs. En somme, les utopies sociales des XXe et XIXe siècles avaient créé l'image du sauvage qui définissait en creux le civilisé (1). L'utopie technologique du XXIe siècle, de type bioécologique, crée l'image d'un autre primitif, le sauvage en nous, modèle à atteindre qui réfute la fatalité, celle des maladies toujours soignées trop tard, après coup.

Où l'on voit que les utopies ont changé de « chiffre », pour reprendre la terminologie de Muhlmann : « Le millénarisme ne se laisse pas toujours suivre à la trace sur les mêmes lignes historiques... Les phénomènes changent de figure et deviennent méconnaissables. Leur « chiffre » change... (2). »[...]

***

On retrouve trace de l'idéal de santé totale et d'immortalité dans de nombreux prophétismes, structures mythiques réitérées de ces utopies, qui entendent toujours restaurer l'état de pureté originelle. Quand l'âge d'or semble arrivé, on prophétise santé parfaite et immortalité, indissociables de la Nouvelle Jérusalem. Et pour conclure : « L'idéal de santé totale, de bonheur parfait, d'ataraxie et de *loisir* : toutes valeurs relatives à



MYOLOGIE COMPLÈTE
DE GAUTIER D'AGOTY ET DUVERNEY (1746)

l'alternance rythmique du manque et du bien-être, du succès et de l'échec, de la peine et du repos, de la profusion et de la rareté. Souligner ces valeurs de contraste, c'est souligner le rapport tension/résolution (3). »[...]

***

La Grande Santé vise la base de toute existence, de toute perception, *de toute réalité possible : le corps, celui de l'individu, celui de la planète.* La Grande Santé se donne un moyen radicalement neuf de transformation : le récit utopique, inséparable de sa réalisation. Enfin, la Grande Santé se repose exclusivement sur la science, science biologique. écologique et informatique, pour assurer son pouvoir. Les biotechnologies et leur publicité jouent ici leur partie maîtresse.

Qui peut alors contester la science et ses applications biotech*nologiques ? Qui peut contester le souhait utopique de survie et d'immor*talité ? Qui pourrait encore prétendre limiter les thérapies possibles à nos corps fragiles, à notre planète menacée ?

L'individualisme fera le reste, avec ses replis narcissiques, et entraînera tous les changements *économico-culturels. Obsédé par sa santé physique* et mentale, l'individu d'aujourd'hui ne vit que des rapports intermittents avec la médecine qui reste principalement thérapie, donc occasionnelle, limitée au moment du mal à soigner. Il n'en va plus de même dans la logique d'une médecine préventive universelle. Ses capacités de prédiction, par la localisation des gènes défectueux, sont immenses. Une prévention systématique sera recherchée. Fini le *rapport intermittent à la médecine*. Le rapport sera permanent, total. Totalitaire. Tandis que l'économie de la santé jouera un rôle central dans l'équilibre (ou le déséquilibre) des États. Mieux encore, la santé d'une population est indissociable de celle des autres, comme on le voit déjà à propos du sida et de toutes les maladies dont il provoque *le* retour (comme en témoigne la renaissance de la tuberculose). L'hygiène d'une population, c'est l'hygiène de toutes. De même que la « vie » de la planète ne se limite pas à la juxtaposition de ses parties, mais aux interrelations dans un tout.

Ce n'est sans doute pas un hasard si la Grande Santé vient effacer la postmodernité. Nous ne pouvons surprendre ici que les disciples et non le prophète de la postmodernité, Jean-François Lyotard. Celui-ci disait, déjà en 1985, à Élie Théofilakis, que le corps est la région de résistance aux tendances fortes de la postmodernité (résistance dans la perception esthétique, mais résistance aussi dans l'habitat, la maîtrise de l'espace dans la vie quotidienne) : *« Est-ce qu'on aura un clivage entre ce qui relève du corps, et qui sera très peu modifiable, et puis le reste ? Je n'en sais rien* (4). »

La réponse est venue, imprévue, imprévisible. Oui, c'est bien du corps qu'est venue la résistance. Non pas du côté du vieux corps humaniste et chrétien, impavide sous les chocs de la modernité. Mais du côté d'un corps à faire, à refaire, à parfaire parfait. Corps fondé en science biologique et écologique, autour duquel peuvent se structurer les éléments épars du *socius*. Et ce n'est pas non plus un corps postmoderne fait de greffes et d'ajouts, de mutilations et de fractures entremêlées, travaillé et cousu comme le corps des militaires vétérans. Non point.

Car il s'agit du corps « originel » générique du génome, fait des gènes de tous les hommes de la Terre. Corps individuel à défendre dans son intégrité originelle et seulement à purifier. Corps planétaire aussi, à protéger dans ses origines et à parfaire. Ce corps nouveau, en somme, est aussi très ancien. *Il* prend *juste ce qu'il faut* de coutures, de *« plis et retissures* (5) » à la postmodernité pour se refonder dans ses origines adamiques et, en retour, effacer les derniers effluves postmodernistes, car les nouvelles certitudes sont arrivées par lui.

Que Lyotard ait entrevu la fêlure est extrêmement intéressant. Il a en somme affirmé et posé, puis hésité. Mais l'hésitation n'est plus permise à l'orée de l'an 2000. C'est que tout a basculé, sous les effets conjugués des biotechnologies et des découvertes scientifiques, qui changent un discours tenu jusque-là sur le mode mineur en discours structurant des pensées et des comportements, renforcé encore par l'analyse économique des transferts sociaux intergénérationnels. Le contrat social de l'après-guerre, qui permettait les transferts sociaux par un équilibre entre les générations, s'est effondré. Les jeunes payaient pour les vieux. La santé occupait dans ce contrat social une place centrale. Or, aujourd'hui, l'équilibre intergénérationnel n'existe plus. Les jeunes ne paieront pas pour les vieux en l'an 2000.

Au moment même où éclate la Grande Santé, la prévention généralisée va se développer. C'est-à-dire un rapport totalisant et totalitaire à la méde*cine, qui ne se réduira plus à une thérapie au cas par cas, mais* se transformera en thérapie prédictive généralisée, extrêmement coûteuse. *La* tension sera alors à son comble entre les capacités technologiques de la nouvelle médecine et son coût.

Très peu pourront en profiter. On voit mal comment une part importante de la gestion de la santé ne sera pas logée dans la sphère privée. Seuls quelques-uns pourront se payer cette santé-là. Société à deux vitesses, ou plutôt deux sociétés qui se sépareront de plus en plus l'une de l'autre. Tensions insupportables. Dans ce concert, une voix idéologique dominera de plus en plus : celle de la Grande Santé, ou voix de la purification générale, qui sera d'autant plus mise en avant qu'elle camouflera une société divisée en elle-même. Un peu comme le discours hygiéniste tenu aux plus pauvres au XIXe siècle ou aux pays sous-développés au XXe. Discours d'autant plus travaillé et public qu'il ne peut résoudre les contradictions ni supprimer les vertiges des sociétés en déréliction.

La Grande Santé, montage idéologique, symbolique et utopique de tout premier plan, nous entraînera durant de longues décennies sous son pavillon généreux et retors. Elle a pour elle *tout le début du troisième millénaire*...

(Extraits de La Santé parfaite. Critique d'une nouvelle utopie, *Seuil, Paris, 400 pages, 140 F, en librairie début octobre 1995.)*

(1) Comme l'a montré Christian Marouby, *Utopie et Primitivisme*, Seuil, Paris, 1990.
(2) Wilhelm E. Muhlmann, *Messianismes révolutionnaires du tiers-monde*, Gallimard, Paris, 1968.
(3) *Ibid.*
(4) « Les petits récits de chrysalide », *in* Élie Théofilakis (sous la direction de), *Les Immatériaux*, Autrement, Paris, 1985.
(5) Le mot est de Montaigne.

Lucien Sfez est professeur à l'université Paris-I, directeur de la formation doctorale « Communication, technologies et pouvoir ». Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont *Le Message du simple* (en collaboration avec P. Christian et A. Goetzinger), Seuil, Paris, 1994 ; *Dictionnaire critique de la communication*, 2 vol., PUF, Paris, 1993 ; *Critique de la communication*, Seuil, Paris, 1988 ; et *La Décision*, coll. « Que sais-je ? », PUF, Paris, 1994.

CYBERESPACE ET DÉMOCRATIE

Pour l'intelligence collective

FACE à l'irruption des nouvelles technologies de la communication et de l'information, certains penseurs mettent en garde contre les dérives et les dangers que cela *suppose pour la démocratie. D'autres*, comme l'auteur de l'article ci-dessous, y voient, au contraire, l'occasion d'un nouvel élan pour la participation civique des citoyens. Sa thèse, en particulier, de *« l'intelligence collective »* est séduisante qui annonce, grâce aux performances du multimédia, une nouvelle étape du projet républicain garantissant *« l'accès de tous au savoir »*.

Par PIERRE LÉVY*

L'intelligence collective est le projet d'une intelligence variée, partout distribuée, toujours valorisée et mise en synergie en temps réel. A *quelle situation* répond ce projet ? Au regard d'une économie globale de l'humain, le chômage, l'exclusion, l'enfermement des activités salariées dans de trop étroites limites, l'absence de participation des citoyens aux décisions qui les concernent, ainsi que les cloisonnements administratifs ou disciplinaires, représentent autant de gaspillages inacceptables. Alors qu'on ne laisse dormir aucune ressource économique ou financière, que les administrations et les entreprises resserrent impitoyablement leurs budgets *et que, enfin, quelques* grands principes écologistes font lentement leur chemin dans les esprits, poussant à refuser les dilapidations d'énergie et à recycler les matériaux, des sources précieuses de richesses demeurent gâchées sans compter : en particulier, des compétences humaines.

Savez-vous combien de temps les agents de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) consacrent à recueillir des informations sur les compétences des personnes qui viennent s'y inscrire *pour la première fois* ? Dix *minutes*. Encore faut-il retrancher le temps consacré aux formalités administratives ! Ce simple petit détail permettrait de juger une société. Ajoutons que la plupart des entreprises ne reconnaissent pas les compétences individuelles de leurs salariés, qui ne sont appréhendées (quand elles le sont) qu'à partir de profils de postes ou de métiers définis *a priori*. Les individus deviennent donc (faussement) interchangeables. Soulignons enfin cette banalité : si les diplômes étaient de bons marqueurs de la *compétence*, la *majorité de* l'humanité et la majorité des Français « ne sauraient rien ». Outre son caractère statique, un des plus grands effets pervers du système des diplômes est d'autoriser, à l'égard des non-diplômés (largement majoritaires en nombre), des jugements sociaux sans appel d'exclusion de l'espace du savoir.

L'intelligence collective est fondée, en premier lieu, sur un principe fort : chacun sait quelque chose. Il s'agit là d'un approfondissement du projet républicain de garantir l'accès de tous au savoir. Car ne parler que de l'accès maintient l'exclusion de principe de ceux qui sont victimes de l'échec scolaire. Émancipateur au XIX[e] siècle, ce slogan entérine aujourd'hui le monopole de la validation officielle des connaissances. Il fait surtout le jeu des « marchands de savoir » qui se mettent sur les rangs du multimédia et des « autoroutes de l'information ». Ceux-là peuvent toujours prétendre qu'ils offrent un meilleur accès, plus facile, plus libre, plus ludique, et *s'engouffrer ainsi* dans les failles des services publics d'éducation. Avant de promettre l'accès, le projet de l'intelligence collective veut donc promouvoir dans les écoles, dans les quartiers, dans les entreprises, la reconnaissance des compétences et des savoirs déjà acquis. Au cercle vicieux de la disqualification, elle oppose une dynamique de l'expression, de l'écoute et de la requalification.

Accès de tous au savoir de tous

MAIS si chacun sait quelque chose, nul ne sait tout. L'activité inlassable du Mouvement des réseaux d'échange des savoirs, à laquelle ont participé *des dizaines de milliers de* personnes dans les quartiers, les écoles et les entreprises depuis plus de dix ans en France, illustre magnifiquement l'éthique et la pratique de l'apprentissage coopératif. Accès au savoir, oui, mais conçu comme accès de tous au savoir de tous : de l'échange des savoirs comme nouvelle forme du lien social. Chaque être humain est, pour les autres, une source de connaissances. « Tu as d'autant plus à m'apprendre que tu m'es étranger. » L'intelligence collective n'est donc pas la fusion des intelligences individuelles *dans* une sorte de magma communautaire mais, au contraire, la mise en valeur et la relance mutuelle des singularités.

Actuellement, non seulement les structures sociales organisent souvent l'ignorance sur les capacités des individus, mais elles bloquent les synergies transversales entre projets, ressources et *compétences, elles inhibent* les coopérations. Pourtant, la multiplication des intelligences les unes par les autres est la clef du succès économique, à l'échelle aussi bien des régions que des entreprises. Ce serait également une des voies du renouveau de la démocratie. Une société « intelligente partout » sera toujours plus efficace et vigoureuse qu'une société intelligemment dirigée, et cela à l'échelle aussi bien d'une nation que d'une entreprise.

Toutefois, si les individus sont tous intelligents à leur manière, les groupes déçoivent souvent. *On* sait que, dans une foule, les intelligences des personnes, loin de s'additionner, auraient plutôt tendance à se diviser. La bureaucratie assure une certaine coordination, mais au prix de l'étouffement des initiatives. Sans doute de bonnes règles d'organisation et d'écoute mutuelle suffisent-elles à la valorisation réciproque *des intelligences* dans les petits groupes. Mais, au-delà du millier, la planification hiérarchique et la gestion de l'humain par catégories massives a longtemps semblé inévitable. Or les techniques de communication contemporaines pourraient changer la donne.

L'interconnexion des ordinateurs peut être un instrument au service de l'intelligence collective. En effet, le « cyberespace » en voie de constitution autorise une communication non médiatique à grande échelle. Comme on le sait, les médias classiques (relation un-tous) instaurent une *séparation* nette entre centres émetteurs et récepteurs passifs isolés les uns des autres. Le téléphone (relation un-un) autorise une communication réciproque, mais ne permet pas de vision globale de ce qui se passe sur l'ensemble du réseau ni la construction d'un contexte commun.

On approche d'une infrastructure pour l'*intelligence collective* grâce à un troisième dispositif de communication, structuré par une relation tous-tous. Dans le « cyberespace », chacun est potentiellement émetteur et récepteur dans un espace qualitativement différencié, *non figé, aménagé* par les *participants*, explorable. Ici, on ne rencontre pas les gens principalement par leur nom, leur position géographique ou sociale, mais selon des centres d'intérêt, sur un paysage commun du sens ou du savoir. Il en est ainsi, par exemple, dans le réseau de réseaux Internet, ou dans certaines organisations grâce à des logiciels pour le travail et l'apprentissage coopératif.

Le « cyberespace » manifeste des propriétés neuves, qui en font un instrument de coordination non hiérarchique, de mise en synergie rapide des intelligences, d'échange de connaissances et de navigation dans les savoirs (1). Son extension s'accompagne d'une rupture de civilisation rapide, profonde et irréversible. Mais le sens de cette rupture n'est ni garanti ni univoque. Pourquoi ne pas saisir ce moment rare où s'annonce une culture nouvelle pour orienter délibérément l'évolution en cours ? A raisonner en termes d'impact, on se condamne à subir. La technique propose, mais le citoyen dispose. Cessons de diaboliser le virtuel (comme si *c'était le contraire du réel !). Le choix* n'est pas entre la nostalgie d'un réel daté et un virtuel menaçant ou excitant, mais entre différentes conceptions du virtuel. L'alternative est simple. Ou bien le « cyberespace » reproduira le médiatique, le spectaculaire, la consommation d'informations marchandes et l'exclusion à une échelle encore plus gigantesque. C'est, en gros, la pente naturelle des « autoroutes de l'information ». Ou bien nous nous mobilisons en faveur d'un projet de civilisation centré sur l'intelligence collective : *recréation du lien social par les* échanges de savoir, reconnaissance, écoute et valorisation des singularités, *démocratie plus ouverte, plus directe*, plus participative.

Les Arbres de connaissances (2) sont une illustration pratique de ce projet. Il s'agit d'une méthode informatisée pour la gestion globale des compétences dans les établissements d'enseignement, les entreprises, les bassins d'emploi, les collectivités locales et les associations. Elle est expérimentée sur plusieurs terrains en Europe et particulièrement en France (grandes entreprises, PME, universités, organismes de logements sociaux, etc.). Grâce à cette approche, chaque membre d'une communauté peut faire reconnaître la diversité de ses compétences, même celles qui ne sont pas validées par les systèmes scolaire et universitaire classiques.

Poussant à partir des autodescriptions des personnes, l'arbre des connaissances rend visible la multiplicité organisée des compétences disponibles dans une communauté. Lisible sur écran, cette carte dynamique des savoir-faire d'un groupe ne résulte pas d'une quelconque classification *a priori* des savoirs : elle est l'expression, évoluant en temps réel, des parcours d'apprentissage et d'expérience des membres de la collectivité.

Des messageries électroniques adressées par la connaissance mettent en relation l'ensemble des offres et des demandes de savoir-faire au sein de la communauté, signalent les disponibilités de formations et d'échange pour chaque compétence élémentaire. Il s'agit donc d'un instrument au service du lien social par l'échange des savoirs et l'emploi des compétences. Toutes les *transactions et interrogations enregistrées* par le dispositif contribuent à déterminer en permanence la valeur *(toujours contextuelle) des compétences* élémentaires en fonction de différents critères économiques, pédagogiques et sociaux. Cette évaluation continue par l'usage est un mécanisme essentiel d'autorégulation.

A l'échelon d'une localité, le système des arbres de compétences peut contribuer à lutter contre l'exclusion et le chômage en reconnaissant les savoir-faire de ceux qui n'ont aucun diplôme, en favorisant une meilleure adaptation de la formation à l'emploi, en stimulant un véritable « marché de la compétence ». Au niveau de réseaux d'écoles et d'universités, le système permet de mettre en œuvre une pédagogie coopérative décloisonnée et personnalisée. Dans une organisation, les arbres de connaissances *offrent des instruments* de repérage et de mobilisation des savoir-faire, d'évaluation des formations, ainsi qu'une vision stratégique des évolutions et des besoins de compétences.

Dans tous les cas, les individus gagnent une meilleure appréhension de leur situation dans l'espace du savoir des *communautés auxquelles* ils participent et peuvent élaborer en connaissance de cause leurs propres stratégies d'apprentissage. Tant il est vrai que l'intelligence collective, projet humaniste, ne peut être qu'au service ultime des citoyens.

* Auteur de *L'Intelligence collective*, La Découverte, Paris, 1994, et, avec Michel Authier, de *Les Arbres de connaissances*, La Découverte, Paris, 1992.

(1) Lire, en particulier, les articles de Carlos-Alberto Afonso, Roberto Bissio et Paul Virilio *in* « *Médias* et contrôle des esprits », *Manière de voir*, n° 27, septembre 1995.

(2) Les arbres de connaissances, ou arbres de compétences, sont une marque déposée de la société TriVium (23, rue des Lombards, 75004 Paris. Tél. : 42-78-64-42 ; télécopieur : 42-78-64-47), qui a mis au point, dans ce but, le logiciel Gingo (disponible à la même adresse).

LES LIVRES

JOHN LE CARRÉ AU CAUCASE

En un combat solidaire

OUR GAME, de John Le Carré, Hodder & Stoughton, Londres, 1995, 347 pages, 16,99 livres.

ON le sait à présent : d'après les plans secrets de l'OTAN qui prévoyaient, après une troisième *guerre mondiale, l'occupation de l'URSS, le Caucase aurait fait partie* de la zone d'occupation britannique. Peut-être pensait-on à l'époque que l'expérience coloniale du Royaume-Uni en Irlande ou au Proche-Orient prédisposait ce pays à une telle mission. Ou peut-être était-ce l'idée que l'intérêt un peu romantique des Britanniques pour cette région aurait fait d'eux des occupants tout à fait convenables. Chamil, le chef de la guérilla tchétchène du dix-neuvième siècle, avait en effet demandé à la reine Victoria de l'aider à combattre le tsar. Et, après la première guerre mondiale, une force britannique avait occupé Bakou.

John Le Carré évoque ce passé dans son nouveau roman, mais dans le contexte post-communiste. Les peuples du Caucase (dans le livre, les Ingouches musulmans) se soulèvent à la fois contre les Russes et contre leurs vieux adversaires les Ossètes, pro-russes et chrétiens. *Les Russes du roman agissent avec les Ingouches de façon qui rappelle* à s'y méprendre leur comportement avec les Tchétchènes. Au départ, le narrateur, un ancien officier de renseignement retraité proche de la cinquantaine, paraît peu disposé à s'impliquer dans un autre conflit éloigné : *« Pour lui, le monde n'était qu'une jungle envahie par des sauvages. »*

Le Carré réussit très bien à jouer du contexte politique quand il mentionne Grozny et Vladikavkaz, encore plus quand il évoque les réactions hésitantes aux guerres étrangères. En des termes qui font écho à ce qu'on entend à propos de la Bosnie, il ironise sur *« ces visions sentimentales de guerres altruistes conduites par les forces des Nations unies à qui on donne le droit de mettre un uniforme à la Batman pour, sitôt que cela leur sera ordonné, engager la lutte contre la tyrannie, la peste et la famine »*. Pourtant, lorsqu'à la fin du roman, il parvient enfin au Caucase, le narrateur s'engage à fond dans le combat solidaire. Le ton rappelle Joseph Conrad, mais surtout le destin de Byron, cet aristocrate et poète anglais qui, en 1824, mourut aux côtés des Grecs lors de leur guerre d'indépendance.

LES lecteurs des précédents romans de Le Carré retrouveront dans celui-ci bien des traits qui leur sont familiers : l'évocation du rituel du travail clandestin, la méfiance instinctive des amis et des collègues, l'inspection soupçonneuse du passé de chacun pour s'assurer qu'il ne cèle aucune trahison. L'étude de l'univers des services secrets après la guerre froide constitue l'essentiel de l'intrigue. Les vieilles pratiques se poursuivent, et la haine qui était réservée au communisme se déplace à présent sur les campagnes militaires néotsaristes dans le Caucase. Les services secrets britanniques – dont Le Carré fut un agent – ont en partie répondu à ces changements : autrefois invisibles, ils ont à présent un statut légal.

Les choses avancent avec lenteur. *Our Game* décrit le monde souterrain à la fois des espions, de ceux qui les contrôlent et de ceux qu'ils manipulent, mais aussi les rituels du sport de l'école qu'ont fréquentée le narrateur tout comme son ancien agent en fuite. Il y a des femmes dans ce roman, l'une d'entre elles – une interrogatrice redoutable – âgée et apparemment asexuée. Mais l'autre femme, jeune, est, comme trop souvent chez lui, irresponsable, ballottée par des causes politiques perdues d'avance, et motivée par un appétit sexuel sournois et dévorant. Le mur de Berlin peut bien avoir disparu, l'élite britannique et ses secrets, Oxford, l'homosexualité latente, les diplomates et leurs intrigues, sont toujours là. Et c'est peut-être cela le vrai jeu dans lequel le narrateur se perd : il est plus facile de mourir pour une grande cause lointaine et romantique que de chercher à former, là où on se trouve, une relation affective à peu près stable.

FRED HALLIDAY.

EUROPE

JACQUES DELORS AND EUROPEAN INTÉGRATION. – George Ross

★ **Polity Press, Oxford, 1995, 326 pages, 14,95 livres.**

Un titre bien général pour un contenu en majeure partie très « pointu » : ce que nous propose l'universitaire américain George Ross n'est pas seulement une réflexion sur l'apport de M. Jacques Delors à l'intégration européenne, mais aussi et surtout un travail d'ethnographie politique, une sorte de « vie quotidienne » à la Commission de Bruxelles, vue du cabinet de son président, pendant l'année cruciale 1991 où se négocia le traité de Maastricht. L'auteur a eu le privilège d'être *intégré au petit cercle des collaborateurs* de M. Delors, et de voir ainsi en action une équipe fort motivée mais pas nécessairement proche de la sensibilité populaire...

George Ross montre que le vent favorable à l'intégration commença à tourner en 1989, la crise du bloc communiste remettant les États en première ligne. Le retour de la récession, la difficile ratification du traité de Maastricht contraignirent les « européistes » à adopter un profil beaucoup plus bas. Surtout, à l'heure du bilan de dix ans de présidence française de la Commission, *l'auteur se demande si l'Europe réellement* existante est bien celle que l'on peut souhaiter, et même celle que voulait M. Delors, où la libération des forces du marché serait équilibrée par une armature et des objectifs politiques. Si bienveillant qu'il soit, l'auteur ne conclut pas positivement, et on le comprend.

B. C.

LES GRANDS MYTHES DE L'HISTOIRE DE BELGIQUE, DE FLANDRE ET DE WALLONIE. – Sous la direction d'Anne Morelli

★ **Éditions Vie ouvrière, Bruxelles, 1995, 312 pages, 945 francs belges.**

Des anciens Belges à Godefroi de Bouillon, de Charles Quint à la révolution de 1930, de l'épuration aux fêtes de Wallonie, une vingtaine d'historiens examinent les mythes fondateurs de leur pays, dont le rôle principal a été de consolider l'identité nationale et la monarchie. Ils passent au crible de la froide réalité des piliers sacrés de la Belgique : Albert Ier, symbole de la résistance à l'occupant, fut en réalité un partisan d'une paix de compromis ; Jules Destrée, figure de proue du socialisme et du fédéralisme, fut un nationaliste et un monarchiste ; Tintin, héros sans faille et sans reproche, connut des périodes antisémites. Pourtant, concluent les auteurs, il serait dangereux qu'à ces mythes on en substitue d'autres au nom d'une identité wallonne ou flamande. Un ouvrage rigoureux, iconoclaste et salutaire.

SERGIO CARROZO.

PROCHE-ORIENT

AT-TAFKIR FI ZAMAN AT-TAFKIR (Penser au temps de l'anathème). – Nasr Hamid Abou-Zayd

★ **Sina-édition, Le Caire, 1995, 403 pages.**

L'auteur vient d'être condamné par un tribunal civil égyptien, comme relaps, à être séparé de son épouse. Après le réformiste Farag Foda, assassiné le 8 juin 1992 par les islamistes, voici Abou-Zayd en butte à la pensée islamiste qui, depuis Sadate, noyaute *l'appareil d'État* comme les institutions civiles, avec la complicité du pouvoir qui pense racheter ainsi sa lutte impitoyable contre l'islamisme armé. Dans cet ouvrage, déjà très lu, il poursuit sa *Critique de la pensée religieuse* – titre paru en 1992 et qui *fit la célébrité de l'auteur – en faisant retour* aux sources classiques. En réformiste croyant, il vise à débarrasser l'islam contemporain d'une certaine tendance qui cherche à l'instrumentaliser à des fins politiques. Tout comme Saïd Muhammad Al-Ashmawi, dont l'ouvrage traduit sous le titre *L'Islamisme contre l'Islam* (La Découverte, 1989) est bien connu en France, il fait partie de ces intellectuels qui se donnent comme mission de réconcilier la religion avec la modernité. Ils se trouvent pris en tenaille entre une pensée archaïque politisée à outrance et un pouvoir politique qui, par sa pratique même, fait le fit des idées extrémistes.

BOUTROS HALLAQ.

LE DROIT DE LA PRESSE ET LA LIBERTÉ D'INFORMATION ET D'OPINION DANS LES PAYS ARABES. – *Ahmed Derradji*

★ **Publisud, Paris, 1995, 404 pages, 198 F.**

C'est à l'Unesco, où, de 1972 à 1993, il a représenté l'Algérie, puis l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et la science (Alecso), qu'Ahmed Derradji a conçu ce projet original. Jamais, en effet, le droit de la presse dans le monde arabe n'avait fait l'objet d'une étude systématique. La démarche de l'auteur est résolument transversale. Dans le premier tiers de l'ouvrage, partant du droit international, *il en compare les principes essentiels avec* les textes et la pratique actuelle dans les pays arabes, étudiant tour à tour la Charia islamique, les instruments juridiques internationaux et intergouvernementaux, les Constitutions, le pluralisme, les garanties et limites de la liberté d'opinion et d'information, sans oublier le statut de la presse et des journalistes. Les deux autres tiers du livre sont consacrés à la reproduction des lois en vigueur dans chacun des pays arabes. Accessible à tous, voici un ouvrage de référence pour le spécialiste.

D. V.

SANAA HORS DES MURS : UNE VILLE ARABE CONTEMPORAINE. – Coordination Gilbert Grandguillaume, Franck Mermier et Jean-François Troin

★ **Urbama, coll. « Villes du monde arabe », B.P. 2221, 37 021 Tours Cedex, 1995, 247 pages, 120 F.**

Déclarée par l'Unesco ville patrimoine de l'humanité, Sanaa est surtout fameuse pour la beauté de ses maisons-tours. Mais la capitale du Yémen est aussi, au cœur de la nation et par-delà ses déchirements conjoncturels, un exceptionnel lieu où s'observent les jeux complexes des forces politiques et sociales qui sont en train de façonner la modernisation du pays. Dans un livre très *attachant, un groupe de chercheurs* de l'université de Tours (Urbama) et du Centre français d'études yéménites à Sanaa consignent le résultat de sept années de recherches dont l'objectif principal était de voir comment le Yémen assume le « changement » qui bouleverse le monde arabe. Foin des commentaires superficiels sur les contradictions et les divisions internes, qui généralement accompagnent les informations de presse lorsque des troubles agitent la région, les auteurs, en se tenant très proches des réalités profondes, traitent de la géographie urbaine, du sens des élections, des modes de vie et de consommation, etc. Le lecteur découvre alors cette spécificité qui fait dire à Gilbert Grandguillaume dans son introduction que *« le Yémen et sa capitale Sanaa assument mieux que d'autres pays ce problème de la transmission de l'adaptation à une situation moderne dans la continuité avec un passé »*.

M. P.

SOCIÉTÉ

LIBERTÉ SUR PAROLES. – Christophe Soulié

★ **Éditions Analis, B. P. 28, 33031 Bordeaux Cedex, 1995, 284 pages, 120 F.**

Qui se souvient du Comité d'action des prisonniers et de son journal du même nom ? Comme bien d'autres expériences contestataires nées dans la foulée de mai 68, elle semble désormais appartenir à une autre planète ... Pour la *première fois, de 1972 à 1980, des prisonniers* dits de droit commun prirent la parole pour dire leur vie, la prison, leur révolte, leur espoir, en étant soutenus par une poignée d'intellectuels (Michel Foucault, Claude Mauriac, Paul Thibaut). C'est l'histoire de cette prise de parole que nous conte ici Christophe Soulié, lui-même ancien prisonnier et modeste acteur de cette histoire. Un propos qui n'est pas uniquement narratif puisqu'il est régulièrement émaillé de réflexions théoriques et de considérations historiques sur le droit, la justice et l'injustice, la prison, etc., destinées à mettre en cause la légitimité de l'enfermement carcéral. Un propos bien rare et d'autant plus précieux que domine le « tout répressif », ainsi qu'en témoignent aussi bien l'adoption du nouveau code pénal que le traitement réservé aux populations des banlieues marginalisées par la crise, qui composent l'essentiel de la clientèle pénitentiaire.

ALAIN BIHR.

LA VIE DEVANT NOUS. – Denis Labayle

★ **Le Seuil, Paris, 1995, 280 pages, 120 F.**

Émotions garanties, spectacle édifiant attendent le lecteur tout au long de cette promenade au pays de l'« or gris » : le marché de la vieillesse et des maisons de retraite ; une visite magistralement guidée par un chef de service d'un grand hôpital de la région parisienne. Le gisement est prometteur : dans dix ans, un Français sur quatre aura plus de soixante ans, un sur dix, plus de soixante-quinze ans et près de deux millions seront en situation de dépendance. Le marché se révèle juteux, attirant financiers et médecins affairistes pressés de faire de l'argent, où se pratiquent souvent racket du personnel soignant et escroqueries à la Sécurité sociale, publicité mensongère et traitements indignes infligés aux personnes âgées, dans le silence complice des familles, des édiles et notables locaux, comme des pouvoirs publics.

Plaidant pour des structures légères à visage humain, l'immersion en milieu urbain, l'ouverture systématique à des relations intergénérations, un nouveau partage des responsabilités entre État, milieu hospitalier et établissements d'accueil, l'auteur explore d'autres solutions plus conformes au *sens et à la qualité que nos sociétés* prétendent donner à la vie.

C. de B.

AMÉRIQUES

LA BOLIVIE. – Christian Rudel

★ **Karthala, Paris, 1995, 224 pages, 129 F.**

C'est du Vénézuélien Simon Bolivar que la Bolivie, terre du Haut-Pérou qui fut la première colonie latino-américaine à se rebeller contre les Espagnols, a tiré son nom au XIXe siècle. Mais avec le célèbre Libertador, dont la Constitution préservait le pouvoir des Blancs au détriment des Indiens, pourtant majoritaires, l'auteur n'est pas tendre. Car il est de parti pris : résolument du côté des populations aymaras et quechuas – pour ne citer que celles-ci –, traditionnellement exploitées et méprisées par les classes dirigeantes. Toute l'histoire d'un petit pays, autrefois riche de ses mines d'argent et aujourd'hui bien pauvre, est analysée sous l'angle des luttes de ceux d'en bas. Depuis Tupac Katari jusqu'à Domitila, *« ambassadrice itinérante des mineurs et des paysans boliviens »*, l'accent est mis sur une résistance à toute épreuve. Écrit avec beaucoup d'allant, ce livre généreux s'ouvre sur la mystérieuse disparition de Tiahuanaco, capitale du premier *grand empire des Andes édifié* quelque quinze siècles avant notre ère.

FRANÇOISE BARTHÉLEMY.

DROIT

LE DROIT ET LES MINORITÉS. Analyses et textes. – Alain Fenet (sous la direction de)

★ **Bruylant, Bruxelles, 1995, 462 pages, 480 F.**

La question des minorités se trouve au cœur de tous les conflits qui ont ensanglanté l'Europe au cours du XXe siècle. Les traités de 1919 prétendaient établir la paix sur le principe des nationalités, comme s'il était possible de faire autant d'États que de nations, avec coïncidence parfaite entre les deux : pour une quarantaine d'États, l'Europe compte quelque deux cents ethnies. Ainsi la paix ne fut-elle qu'un entre-deux-guerres bref et tourmenté.

L'ouvrage est donc fort bienvenu. La première partie comprend quatre chapitres : la question des minorités sur le plan international général, puis sur le plan européen, puis en France, le quatrième esquissant quelques propositions théoriques d'ordre général. L'information sur l'Europe est particulièrement riche ; à partir d'une unité *manifeste entre* le *Conseil* de l'Europe, l'Union européenne et l'OSCE, l'auteur voit poindre *« un ordre juridique européen des minorités »*. La convention-cadre adoptée par le Conseil de l'Europe (10 novembre 1994) représente, selon l'auteur, une avancée importante du droit, même si les mécanismes de garantie restent insuffisants.

La deuxième partie de l'ouvrage (« Textes internationaux ») présente une chronologie qui commence au XVIIe siècle puis quarante-six textes choisis (judicieusement) : traités, déclarations, résolutions, recommandations, etc.

GÉRARD SOULIER.

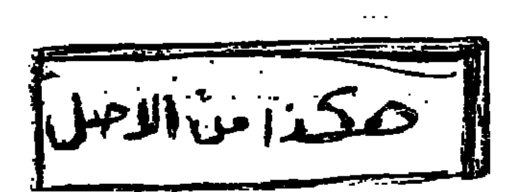
ENVIRONNEMENT

PARTNERSHIP FOR THE PLANET : An Environment Agenda for the United Nations. – Hilary F. French

★ **Worldwatch Institute, Washington, 1995, 71 pages, 5 dollars.**

En quelques pages lumineuses, Hilary French fait le point sur la place de l'environnement dans le droit international depuis un demi-siècle. Les constructions juridiques sont loin d'être négligeables, même si les traités ne sont pas toujours *appliqués, parfois faute* de fonds. Il reste que, globalement, le bilan est insuffisant ; les institutions financières du système de Bretton Woods n'ont cure, en dépit de récentes assurances, de l'environnement, et le débat démocratique est difficile à établir entre organisations non gouvernementales et agences internationales. L'auteur plaide en faveur d'une taxation des activités nuisibles et surtout de l'institution d'une puissante agence spécialisée des Nations unies. Plaidoyer à contre-courant quand on sait les réticences, des États-Unis surtout, à financer toute instance supranationale.

J. D.



DU MOIS

HISTOIRE

LES DÉBUTS D'UNE COLONISATION LABORIEUSE. Le Sud calédonien (1853-1860). – Joël Dauphiné

★ **L'Harmattan, ADCK, Paris, 1995, 187 pages, 120 F.**

L'histoire de la conquête et des premières années de la colonisation du Sud calédonien est illustrée, dans cet ouvrage, par les notes inédites d'un officier d'infanterie de marine, qui participa – de 1856 à 1859 – à la plupart des expéditions entreprises contre les indigènes de la région de Port-de-France (aujourd'hui Nouméa). *« Les Noirs, on les a molestés, volés, trompés ; aussi, il a fallu ensuite les soumettre par la force. »* Et le sous-lieutenant Victor de Malherbe de relater comment les tribus rebelles furent traquées et décimées, leurs villages incendiés, leurs terres occupées. Face à ces Canaques résolus à combattre, les colons payèrent aussi un lourd tribut, cependant que l'administration était contrainte d'improviser pour assurer la survie de la colonie.

Ce témoignage de première main et la présentation faite par Joël Dauphiné représentent un utile retour sur un passé que beaucoup veulent ignorer, ne pensant qu'à profiter de la situation néocoloniale issue des accords de *Matignon*.

JEAN-MARIE KOHLER.

LE COLLÈGE SADIKI DE TUNIS. 1875-1956, Enseignement et nationalisme. – Noureddine Sraïeb

★ **Éditions du CNRS, Paris, 1995, 346 pages, 180 F.**

Sur trois quarts de siècle et trois régimes successifs (ottoman, protectorat français, indépendance), nous est présenté l'historique du collège Sadiki, l'un des pôles prestigieux tunisien, avec la multiséculaire Zaytouna, d'un enseignement que le collège dispense en arabe et en français (au départ, il y avait aussi le turc et l'italien). L'histoire est celle de la volonté et du message de pluralisme culturel endogène qui animaient ses fondateurs.

Le collège est créé sous l'impulsion du premier ministre, le général Khérédine, soucieux de réformes dictées par la conscience des retards lourds de menaces pour le régime et le pays. Signe des temps, des projets inspirés de la même inquiétude, étaient engagés ou envisagés *en Égypte, en Turquie, au Maroc. Le protectorat* français (1881) reprend l'institution avec ses propres objectifs et motivations. Les tendances assimilationnistes sont cependant tempérées par le désastre, reconnu déjà par des Français, de la destruction linguistique de l'Algérie voisine. Elles sont de plus fortement contrecarrées par les aspirations nationales et le mouvement social montant de couches lettrées citadines.

Les élites formées, en contact avec les populations citadine et rurale, vont jouer un rôle important dans la lutte pour l'indépendance, *rôle qui se poursuivra dans le nouvel* État souverain (60 % des très hauts responsables entre 1959 et 1969 ont fait leurs études à Sadiki.)

SADEK HADJERES.

IMPERIAL IDENTITIES. Stereotyping, Prejudice and Race in Colonial Algeria. – Patricia M. E. Lorcin

★ ***I. B. Tauris, Londres, 1995, 323 pages,*** **39,5 livres.**

L'ouvrage neuf de Patricia Lorcin étudie la mise en place des catégories ethniques par le conquérant de l'Algérie opposant les bons « Kabyles » aux mauvais « Arabes » dans la compréhension de la société dominée. Ont contribué à l'impulsion du mythe tels milieux militaires – les polytechniciens – et des courants du socialisme utopique, parfois liés. Sur le terrain, la domination militaire aboutit à une vulgate à succès. Le mythe fut pourtant moins stable qu'on l'a pu dire et il subit un effacement relatif lié au triomphe du pouvoir civil de la République, avant l'essor du racialisme néo-latin, célébré par Louis Bertrand.

Ce livre fait bien percevoir comment les mythes d'une société – la française – se transfèrent sur une autre – l'algérienne. Ce transfert a, bien sûr, à voir avec le pouvoir et aussi avec des débats qui portent la marque du scientisme et de l'ethnocentrisme en son siècle d'apogée, le XIX[e] siècle. Ce n'est pas un hasard s'il fut aussi celui de la « mission civilisatrice », celui de Bugeaud et de Ferry.

On pourra discuter tel ou tel aspect du fonctionnement du mythe ou la volonté réelle du colonisateur d'éradiquer la culture dominée, il reste que l'ouvrage, fin et bien conçu, est une contribution solide à l'histoire de l'idéologie *coloniale*.

GILBERT MEYNIER.

STALIN'S LETTERS TO MOLOTOV. – Lars T. Lih, Oleg V. Naumov, Oleg V. Khlevniuk

★ **Yale University Press, New Haven et Londres, 1995, 276 pages, 16,95 livres.**

Depuis la perestroïka et surtout depuis l'effondrement de l'URSS, l'ouverture des archives a donné matière à de multiples publications de documents. Les lettres écrites par Staline entre 1925 et 1936 et remarquablement présentées par les deux jeunes historiens russes Oleg Khlevniuk et Oleg Naumov offrent un aperçu saisissant sur la personnalité de celui *qui a marqué si fort et si violemment l'histoire* du XX[e] siècle. Adressée à Molotov, son ami et son bras droit, cette correspondance est d'une grande valeur, car Staline s'y exprime sans retenue, avec une totale franchise. On y découvre concrètement ce qui constitue le génie politique propre à Staline, l'extraordinaire puissance de sa volonté, son art de manipuler les hommes et de saisir les opportunités. Au fil des années, on y voit aussi se forger la tyrannie d'un esprit vindicatif et paranoïaque, dépourvu de toute humanité et enfermé dans une logique idéologique souvent très éloignée du réel. *Comme l'expliquent en introduction* Lars Lih et Robert Tucker, ces lettres remettent en cause un certain nombre d'interprétations traditionnelles du personnage.

SABINE DULLIN.

OUVRAGE DE RÉFÉRENCE

DICTIONNAIRE D'HISTOIRE, ÉCONOMIE, FINANCE, GÉOGRAPHIE

★ ***Presses universitaires de France, Paris,*** **1995, 683 pages, 298 F.**

Relativement audacieux, le pari de cet ouvrage qui fait cohabiter des disciplines différentes, *M. Helmut Kohl et les kolkhozes*, Antoine Pinay et la planification, est tenu. Les étudiants y trouveront facilement les références nécessaires, grâce à des articles clairs rédigés par des professeurs des classes préparatoires et par des universitaires. Mais, sur le plan idéologique, les audaces sont fort rares ; on s'éloigne peu des analyses orthodoxes qui garantissent la moyenne aux examens. Ainsi l'article consacré au partage du travail ne fait que reprendre avec beaucoup d'assurance tous les postulats néolibéraux défendus par l'OCDE.

S. H.

« GÉRER L'ÉCONOMIE PLANÉTAIRE »

Bilan des vingt glorieuses du capital

RÉFLEXION dense et informée sur les conséquences de la crise du système de Bretton Woods et de son abrogation unilatérale en 1971, ce livre, œuvre d'un collectif réuni à l'initiative de professeurs keynésiens ayant refusé de lâcher prise face aux néolibéraux (1), examine aussi les différentes facettes de la mondialisation du capital. On y trouve des contributions qui relient des sujets souvent abordés isolément (la macro-économie, les relations salariales, l'économie industrielle internationale, le fonctionnement de marchés financiers) et qui intègrent la dimension des rapports Nord-Sud. A la différence de tant de travaux collectifs, celui-ci possède un degré élevé d'homogénéité, même si certaines contributions apparaissent en retrait, tant sur le plan du diagnostic que sur *celui des remèdes envisagés*.

Le tableau d'ensemble qui se dégage des contributions étaye l'hypothèse d'une économie capitaliste entrée dans une phase de croissance extrêmement faible, entrecoupée de récessions fréquentes, et marquée par un chômage structurel élevé, une déflation rampante et l'accentuation de la concurrence internationale. La genèse de cet état de choses serait indissociable *« d'une économie politique de la croissance lente, imposée par des intérêts puissants »* défendus par les gouvernements des pays du G7. Les « intérêts puissants » sont ceux du capital-argent, devenu chaque jour plus fortement un capital rentier, dont la masse s'est accrue de façon accélérée bien avant que les fonds de pension ne fassent leur entrée en scène. Cette croissance a d'abord été nourrie par les prêts faits aux États (ceux du Sud en premier lieu, relayés dans les années 80 par ceux du Nord), ensuite par la spéculation financière que déchaîna la flexibilité des taux de change. L'existence d'un *« biais en faveur de la finance, au détriment des priorités de la production et de l'emploi »*, qui déborde la sphère financière, s'exprime dans les stratégies industrielles des grands groupes transnationaux : délocalisation de la production, nivellement des salaires et de la protection sociale.

DÈS lors que le niveau atteint par l'internationalisation du capital dans toutes ses formes interdit désormais toute intervention qui se situerait dans le seul cadre national, ce n'est que par l'action *concertée d'un ensemble d'États que « la finance pourra être domptée »*. Plusieurs auteurs, qui font des propositions allant dans ce sens, constatent néanmoins que les gouvernements s'en tiennent pour leur part à l'orthodoxie leur prescrivant de s'en remettre à la sagesse des « marchés ». Jonathan Michie observe ainsi que la coordination entre États n'a pas manqué au cours des quinze dernières années, mais qu'elle s'est faite exclusivement pour *« libérer les marchés et limiter la souveraineté de gouvernements démocratiquement élus »*.

Les partis les plus attachés aux « réformes » se satisfaisant du rôle de brancardier social des ravages opérés par le capital financier, cette politique néolibérale ne rencontre pas de réelle opposition. Pourtant, les priorités qu'elle impose pourraient être renversées si s'exerçait sur les gouvernants une pression politique comparable à celle qui, il y a un demi siècle, les a conduits à la signature du traité de Bretton Woods et à la mise en œuvre du plan Marshall. Faudra-t-il attendre que cette pression naisse d'explosions sociales nourries par le désespoir ?

FRANÇOIS CHESNAIS.

(1) Jonathan Michie et John Grieve Smith (sous la direction de), *Managing the Global Economy*, Oxford University Press, 1995, 14,99 livres.

UN LIVRE DE JEAN-YVES POTEL

Aux racines de l'après-communisme

COMBIEN d'observateurs de l'Europe centrale et orientale seraient prêts à publier, sans les retoucher, un choix de leurs articles couvrant les quinze dernières années ? Collaborateur du *Monde diplomatique* et de France-Culture, enseignant à l'Institut d'études européennes de l'université Paris-VIII, Jean-Yves Potel en prend le risque (1). Tous ceux qui tentent de comprendre les bouleversements *dans l'autre Europe s'en réjouiront*, tant cette rétrospective éclaire les évolutions en cours à l'Est.

« Du passé faisons table rase » : paradoxalement, nombre de spécialistes de l'Est semblent avoir érigé cette strophe de *L'Internationale* en démarche journalistique, voire scientifique. La rupture intervenue en 1989 serait telle que les évolutions en cours ne plongeraient pas leurs racines dans l'histoire de ces pays. Ou, version moins vulgaire mais également contestable, elles renoueraient avec les réalités de l'avant 1945, comme si la période communiste avait congelé celles-ci.

Jean-Yves Potel montre l'inverse, en une quinzaine d'articles publiés entre 1981 et 1994 dans *L'Alternative, Autrement, Communications, Silex, Sociologie du travail, Les Temps modernes* et, bien sûr, *Le Monde diplomatique*. L'auteur n'a pas, il est vrai, attendu la chute du mur de Berlin pour découvrir l'autre Europe. Longtemps militant d'extrême gauche, puis rédacteur à la revue *L'Alternative* animée par François Maspero, la critique du stalinisme lui est familière, et ses premiers contacts avec les dissidences à l'Est remontent à l'après-1968. S'il a séjourné en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Hongrie ou en URSS, une *« passion »* particulière le lie à la Pologne, pays auquel il consacre la majeure partie de *Quand le soleil se couche à l'Est.*

De Gdansk au retour des communistes, en passant par l'état de guerre et le premier gouvernement Mazowiecki, Jean-Yves Potel a vécu, souvent sur place, le lent cheminement de la Pologne. Grâce à cette connaissance intime, l'analyse prend chair, la démarche journalistique assurant la dimension humaine qui fait si souvent défaut à l'approche du spécialiste. Pour autant, l'auteur ne se contente pas de suivre l'événement : pour en saisir les tendances lourdes, il multiplie les plongées dans l'histoire tourmentée de la Pologne : on lira avec une particulière attention le chapitre intitulé « Solidarité et les traditions politiques polonaises », qui inscrit l'orientation du syndicat dans le contexte historique du pays, y compris les effets de l'échec annoncé du socialisme réel.

L'ENJEU *du débat sur l'expérience des* sociétés de l'Est dépasse, évidemment, l'Europe centrale et orientale. *« La mettre entre parenthèses, s'abstenir, ne pas s'en mêler,* affirmait dès 1977 Rossana Rossanda, citée par Jean-Yves Potel, *cela revient à dire que l'on renonce à comprendre quelle société nous voulons et pouvons bâtir ici. »* Comme en écho, dix-huit ans après, l'auteur s'interroge : *« Peut-on encore penser le socialisme après l'effondrement soviétique ? »* La réponse, conclut-il, *« n'est pas aisée. Il faudra encore réfléchir, débattre, résister à l'air du temps, refuser les formules électorales, penser. Penser le socialisme, c'est-à-dire le réinventer. »*

DOMINIQUE VIDAL.

(1) Jean-Yves Potel, *Quand le soleil se couche à l'Est*, Éditions de L'Aube, La Tour-d'Aigues, Paris, 1995, 318 pages, 149 F.

« TERREUR EN CASAMANCE »

Le spectre de l'ethnicité

RELATANT l'aventure d'un jeune marginal dakarois entraîné malgré lui dans une affaire de trafic d'armes qui le conduit chez des rebelles, *Terreur en Casamance* se présente comme un polar classique qui obéit consciencieusement aux règles du genre. Premier roman d'Abdourahmane Ndiaye, un Sénégalais qui a enseigné pendant six ans dans la région sud de son pays, il retiendrait sans doute moins l'attention s'il n'était le premier ouvrage de fiction sur le conflit casamançais, et si sa sortie ne coïncidait avec la brusque médiatisation du problème à la suite de la disparition de quatre touristes français en avril dernier dans cette région. *Terreur en Casamance*, c'est à la fois *Tintin chez les Soviets* et *Tintin au Congo* (première version). Au croisement des deux, un spectre qui hante l'Afrique, l'ethnicité. Seule différence ici, mais elle est de taille, Tintin est africain. Plus précisément, il est sénégalais, et il se trouve plongé (malgré lui) dans une histoire et dans une contrée qui lui sont tout à fait inconnues. Il est, en quelque sorte, étranger dans son propre pays. Excellente idée au demeurant, ce thème de la diversité intérieure qu'exploite le roman, et qui prend ici les dimensions de l'exotisme, correspond à une réalité vécue de manière plus ou moins forte au sein des États de l'Afrique subsaharienne. Or l'image qui nous en est donnée accentue cette différence, grossissant le trait jusqu'à la caricature. On peut voir là une exploitation de la veine exotique : en changeant de registre (il passe de la petite délinquance, où est en jeu sa survie quotidienne, à un trafic international, qui met en question l'*intégrité de son pays)*, le héros change de milieu (de la jungle des villes à la forêt casamançaise).

MAIS il y a plus. Négligeant le registre potentiel de l'image paradoxale d'une « Casamance belle et rebelle », porteuse d'une logique de diabolisation de la rébellion, l'auteur, et c'est peut-être là sa principale innovation, nous donne à voir, au contraire, qu'une région de terroristes ne peut être qu'une région terrifiante. En transférant *la diabolisation de la rébellion* à la région et à ses habitants, c'est la différence elle-même qu'Abdourahmane Ndiaye diabolise. Ce faisant, procédé littéraire ou pas, il s'inscrit dans une logique d'exclusion qui, paradoxalement, apporte de l'eau au moulin séparatiste... Comme quoi l'application consciencieuse de recettes littéraires, à défaut de chefs-d'œuvre, peut enfanter des monstres.

JEAN-CLAUDE MARUT.

(1) Abdourahmane Ndiaye, *Terreur en Casamance. Les Convoyeurs d'armes*, L'Harmattan, coll. « Polars noirs/Encres noires », Paris, 1994, 159 pages, 85 F.

• HISTOIRE ÉCONOMIQUE DES ÉTATS-UNIS DEPUIS 1945. – Pierre Sicard *(Nathan, Paris, 1995, 128 pages, 49 F)*. Les fondements de la puissance et les mécanismes de la domination.

• SILENT DEPRESSION. Twenty-five Years of Wage Squeeze and Middle-Class Decline. – Wallace C. Peterson *(Norton, Londres, 1995, 317 pages, 9,95 livres)*. L'analyse et les données chiffrées du rétrécissement des classes moyennes et du creusement des inégalités de revenus aux États-Unis.

• LES ÉTATS-UNIS ET LEUR ARRIÈRE-COUR. – Denise Artaud *(« coll. Pluriel », Hachette, Paris, 1995, 602 pages, 145 F)*. Comment, en Amérique centrale et dans les Caraïbes, souvent au moyen d'interventions militaires, les États-Unis ont prétendu souder une communauté de destin avec leurs voisins.

• BALTIC SEA POLITICS. Achievements and Challenges. – *Perti Joenniemi* and Carl-Einar Stalvant *(The Nordic Council, Stockholm, 1995, 123 pages)*. Bilan et perspectives de la coopération entre pays riverains de la Baltique en matière de développement, de sécurité, de rapports avec l'Union européenne et de droits des minorités.

• THE UNITED NATIONS AND MOZAMBIQUE 1992-1995. – *(The Blue Books Series, volume V, United Nations, New York, 1995, 321 pages, 29,95 dollars)*. Maintien de la paix, aide humanitaire et assistance électorale : l'intervention des Nations unies au Mozambique à travers les documents officiels.

• L'ÉTAT ET L'ÉCONOMIE AU LIBAN. Action gouvernementale et finances publiques de l'indépendance à 1975. – Albert Dagher *(Cermoc, Beyrouth, 1995, 222 pages)*. Une approche descriptive de l'action publique dans l'économie libanaise, à partir des archives administratives et de la presse.

• ANALYSES NORD-SUD *(vol. XIII, nos 1-2 / 1995, Cetri Louvain-la-Neuve, L'Harmattan, Paris, 183 pages)*. La revue trimestrielle du Centre tricontinental de l'université de Louvain-la-Neuve propose un relevé complet (par thèmes, par régions, par pays et par titres de revues, plus un index d'auteurs) d'articles de 1994 consacrés au tiers-monde.

• SAVANES. L'Herbe, l'Arbre et l'Homme en terres tropicales. – Gérard Riou *(Masson/Armand Colin, Paris, 1995, 270 pages, 169 F)*. Origines, description et dysfonctionnements actuels d'un cadre de vie désormais menacé.

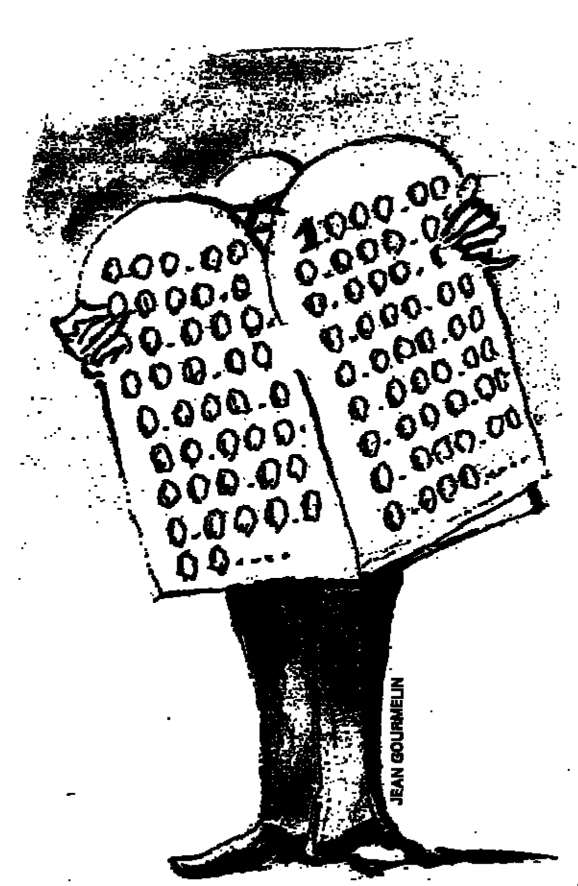
• ÉTUDES A L'ÉTRANGER *(Unesco, Paris, 1995, 1 333 pages, 120 F.)* 3 082 entrées relatives aux enseignements postsecondaires dans 134 pays.

• LES JOURS DE GUERRE. La vie des Français au jour le jour 1914-1918. – Yves Pourcher *(coll. « Pluriel », Hachette, Paris, 1995, 552 pages, 75 F)*. Grâce aux archives départementales, aux correspondances privées et aux journaux intimes, l'histoire des anonymes loin du front.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Les nouvelles Tables de la Loi

Par RICCARDO PETRELLA *



DEPUIS une vingtaine d'années, de nouvelles Tables de la Loi s'imposent progressivement à l'ensemble de l'humanité, une alliance a été signée. Dans la civilisation chrétienne, l'« ancienne » alliance fut un pacte entre Dieu et l'homme, centrée sur l'idée *de l'amour entre Dieu (le créateur, le père) et* l'homme (sa créature, le fils), et entre les êtres humains eux-mêmes *(« Tu aimeras ton prochain comme toi-même »)*. Dans ce cadre, *l'homme gardait toute sa liberté. Il pouvait* pécher ; Dieu tout-puissant, le Père, était miséricordieux, il pouvait pardonner.

Les Tables de la Loi d'aujourd'hui consacrent, elles, l'alliance entre le marché (ainsi que la technologie) et l'ensemble de l'humanité. Le marché est le grand régulateur de la vie économique, le guide des hommes et des sociétés, qui doivent désormais s'adapter. Il faut, nous dit-on, *« mettre notre foi dans les mécanismes du marché* (1) », dont le moteur principal est le prix, soumis sans cesse aux changements induits par les progrès scientifiques et techniques, ainsi que par les innovations technologiques aux exigences et aux contraintes desquelles aucun individu et aucune société ne peut échapper.

Dans ce cadre, la liberté que le marché offre à l'homme est celle de se soumettre. S'il ne le fait pas, s'il pèche donc, il ne sera pas pardonné. Il sera tout simplement éliminé du marché du travail comme du marché des biens, du marché des capitaux... Les nouvelles Tables de la Loi exaltent l'idée de compétitivité entre tous les hommes, tous les groupes sociaux constitués et toutes les communautés territoriales (villes, régions, États), car, proclament-elles, le salut individuel et collectif passe par la conquête de parts de marché, notamment des marchés mondiaux (2).

Suivant l'exemple américain, les groupes dirigeants du Japon et des pays de l'Union européenne ont efficacement contribué – notamment à partir des années 80 et de la création du marché unique – à l'élaboration et à la consécration de ces idées et à leur diffusion dans l'ensemble du monde. Même les dirigeants de la République populaire de Chine considèrent que leur pays est entré dans l'*« économie socialiste de marché »*, expression où le dernier terme pèse évidemment beaucoup plus lourd que le premier.

Dans une logique de guerre

LES nouvelles Tables de la Loi comportent six commandements, trois relevant des impératifs fondamentaux, et trois des moyens nécessaires.

Le premier renvoie à la mondialisation de la finance, du capital, des marchés, des entreprises et de leur stratégie. Phénomène nouveau et récent – par rapport à ceux, bien connus et anciens, de l'internationalisation et de la multinationalisation –, il est présenté comme inévitable et irréversible (3) : *« Personne ne peut éviter le processus de mondialisation »*, vient d'affirmer M. Bachrum Harahap, secrétaire d'État pour le développement de la coopération bilatérale et multilatérale de l'Indonésie. Selon lui, la mondialisation de la production, des infrastructures de télécommunications, des routes, de l'électricité comporte, par ailleurs, une logique de guerre, car, *« lorsqu'il s'agit d'attirer les investissements, c'est comme à la guerre : tuer ou être tué* (4) ». Jamais l'idée ne vient à l'esprit des promoteurs de ce précepte qu'il existe des formes de mondialisation de l'économie différentes de celle en cours, et entre lesquelles les sociétés devraient pouvoir choisir.

Le deuxième commandement découle des « révolutions scientifiques et technologiques » de ces trente dernières années dans les *domaines énergétique*, des *matériaux*, des biotechnologies et, surtout, de l'information et de la communication. Il faut, là aussi, s'adapter le plus vite et le plus intensément possible, car *elles sont en train de changer la condition* humaine et de donner naissance à une nouvelle société, celle de l'information, voie royale pour entrer dans le XXIe siècle, retrouver la croissance *économique et l'emploi, etc. (5)*. Or l'innovation technologique permanente, mise principalement au service de la compétitivité des entreprises sur les marchés globaux solvables, *déjà saturés, ou dont la croissance est* très faible, se traduit par la prédominance des innovations de procédés plutôt que de produits, ce qui entraîne des pertes ultérieures de postes de travail. Le *salut* promis n'est réservé qu'au petit nombre.

Le troisième commandement énonce que chaque individu, chaque groupe social, chaque communauté territoriale se doit d'être le meilleur, le plus fort, le gagnant : si tu n'es pas le plus compétitif, l'autre le sera, et tu seras alors éliminé. Cette obligation n'épargne personne : elle ne doit pas se limiter aux entreprises mais, proclame-t-on, doit concerner aussi les nations, les villes, les régions, les universités, les ministères. Pour M. François Perigot, ancien président du Conseil national du patronat français (CNPF) et actuel président de l'organisation patronale européenne Unice, l'objectif du renforcement de la *compétitivité* de l'industrie européenne sur les marchés mondiaux devrait même être inscrit dans le traité qui sortira de la Conférence intergouvernementale de 1996 comme deuxième objectif institutionnel de l'Union européenne (6) !

Le quatrième commandement découle des trois premiers : il faut libéraliser les marchés nationaux pour aboutir à un espace unique mondial où circuleront librement marchandises, capitaux, services, et personnes. Doit donc être condamnée comme hérétique toute forme de protection « nationale ». Dans ce cadre, il ne saurait exister ni d'intérêts de la société ni de volonté populaire souveraine.

De là, nous pouvons déduire la logique du cinquième commandement : la nécessaire déréglementation des mécanismes de direction et d'orientation de l'économie. Ce n'est pas aux citoyens, c'est-à-dire à l'Etat, à travers les institutions représentatives élues ou désignées, de fixer normes et principes de fonctionnement. Il ne leur appartient pas davantage d'évaluer régulièrement, et de manière transparente, l'action de leurs représentants et de l'économie en général. Il faut laisser cela aux producteurs, aux consommateurs et aux financiers. L'État doit se contenter de créer l'environnement général le plus favorable à l'action des entreprises, afin qu'elles puissent fixer les règles du jeu et poursuivre l'impératif de la compétitivité. L'État doit devenir le simple greffier des décisions prises par d'autres et doit, le cas échéant, revêtir le maillot de l'arbitre pour siffler un joueur commettant des actes irréguliers.

Dernier commandement, qui couronne le tout, la privatisation de pans entiers de l'économie : transports urbains, chemins de fer, transport aérien, santé, hôpitaux, éducation, banques, assurances, culture, distribution d'eau, d'électricité et de gaz, services administratifs, etc.

L'application généralisée de ces Tables de la Loi en Europe et dans les autres continents va avoir – a déjà –, partout, de terribles conséquences sur l'ensemble des conditions de vie individuelle et collective. *Plus on laissera le* marché gouverner l'avenir de nos sociétés, et plus le monde deviendra le terrain d'une guerre économique sans merci où individus, groupes sociaux, villes, pays, continents peu ou pas compétitifs seront mis à l'écart et abandonnés, comme c'est déjà le cas pour l'Afrique.

Au service des marchés solvables

ALORS qu'en Occident les luttes sociales et politiques du XIXe et du XXe siècle ont réussi à imposer des règles et des limites structurelles à la prétention du marché à gouverner l'économie et la société, les nouvelles Tables de la Loi conduiront à des inégalités irréversibles entre les êtres humains. La science et la technologie seront principalement utilisées comme des armes pour mieux « tuer les concurrents » et pour produire des biens et des services visant *uniquement* à *satisfaire* les besoins, déjà saturés, des consommateurs des marchés les plus solvables (dernier cas en date, particulièrement typique : les masses énormes de capitaux investis pour la *création* des *autoroutes* de l'information). L'environnement de la planète subira des dégâts irréversibles. Car la logique des six commandements n'est pas la création d'*emplois et le travail pour tous, mais* exclusivement la recherche de nouvelles sources de profit.

Dans telle ou telle région du monde, des segments limités de la population pourront tirer leur épingle du jeu, mais tout projet mondial au service de l'homme sera rendu impossible pour des décennies. Sur le Vieux Continent, il sera de plus en plus difficile de parler d'un modèle de société spécifique. Cette Europe, autrefois rêvée comme une belle aventure, ne vaudra plus alors la peine d'être promue. Si, en effet, l'on exclut les actions méritoires et de grande portée humaine et sociale menées par les organisations non gouvernementales, l'Europe des « compétitifs » n'aura ni propositions ni idéaux à offrir à ceux et à celles qui sont déjà des chômeurs de longue durée ou qui ont de bas niveaux de qualification ; aux jeunes ; à ceux qui, atteignant la cinquantaine, sont invités à quitter le marché du travail ; aux immigrants, aux faibles, aux différents, aux déviants, etc.

On aurait tort, pourtant, de négliger la dissidence et la *résistance croissantes* que provoquent les nouvelles Tables de la Loi. Elles sont encore faibles, minoritaires et fragiles, mais l'espoir et la créativité sont de leur côté.

* *Professeur à l'université catholique de Louvain.*

(1) Groupe Bangemann, *L'Europe et la société de l'information planétaire*, recommandations au Conseil européen ; rapporteur, M. Martin Bangemann, Commission européenne, Bruxelles, 26 mai 1994.

(2) *Cf.* Riccardo Petrella, « L'évangile de la compétitivité », *Le Monde diplomatique*, septembre 1991.

(3) Sur la mondialisation en tant que phénomène nouveau, lire l'ouvrage du Groupe de Lisbonne, *Limites à la compétitivité*, La Découverte, Paris, 1995.

(4) Déclarations rapportées par Kevin Murphy dans *International Herald Tribune* du 14 septembre 1995.

(5) Selon les thèses de la Table ronde européenne des industriels (European Round Table) développées dans *La Compétitivité de l'Europe : passage obligé pour la croissance et l'emploi*, ERT, Bruxelles, 1994, et du Livre blanc de la Commission européenne, *Croissance, compétitivité, emploi*, Office des publications des Communautés européennes, Luxembourg, 1994.

(6) Déclaration rapportée par Agence Europe, Bruxelles, septembre 1995.

Dans ce numéro :

Le Monde diplomatique du mois de septembre 1995 a été tiré à 235 500 exemplaires.
Le numéro du mois d'août a été interdit à la vente en Arabie saoudite.